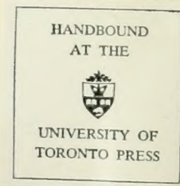

3 1761 08154215 1


HANDBOUND
AT THE
UNIVERSITY OF
TORONTO PRESS

L'ÉGYPTE

DE

1798 A 1900

TYPOGRAPHIE FIRMIN-DIDOT ET Cie. — MESNIL (EURE).

ÉTUDES D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

L'ÉGYPTE

DE

1798 à 1900

PAR

LOUIS BRÉHIER

DOCTEUR ÈS LETTRES

CHARGÉ DE COURS D'HISTOIRE A L'UNIVERSITÉ DE CLERMONT-FERRAND



PARIS

ANCIENNE LIBRAIRIE FURNE

COMBET ET CIE, ÉDITEURS

5, RUE PALATINE, (VIe)

[1903]


LIBRARY
MAY 28 1962
UNIVERSITY OF TORONTO
795626

A MON PÈRE, A MA MÈRE

Hommage filial et respectueux

L. B.

AVANT-PROPOS

Ce livre est destiné à ceux qui veulent éclairer leur opinion sur la question d'Égypte et trouver rapidement les renseignements nécessaires à quiconque cherche à juger sans parti pris. Les épisodes si dramatiques de l'histoire de l'Égypte au XIXe siècle ont fait l'objet d'un grand nombre d'études et de monographies, dispersées dans les revues françaises et anglaises, dans les correspondances et les récits des voyageurs, sans parler des documents officiels, des pamphlets et des œuvres à tendance. Chercher la vérité au milieu de témoignages contradictoires, présenter un tableau d'ensemble qui permît de rassembler dans un même jugement la complexité des faits, tel est le but que nous nous sommes proposé. Au moment où les affaires d'Égypte semblent résolues, du moins pour quelque temps, nous avons une occasion, qui sera peut-être fugitive, d'étudier sans préoccupation du présent l'évo-

lution séculaire qui a conduit l'Égypte à l'état où nous la voyons. Après avoir été pendant plus de six cents ans un pays passif, l'Égypte a été réveillée de son long sommeil par les canons français : au milieu des hasards de la politique européenne une alliance s'est formée entre des Français énergiques et une dynastie d'Albanais pour faire d'elle une puissance civilisée. L'œuvre a réussi malgré tous les obstacles, mais après son achèvement, des fautes impardonnables ont permis à la puissance anglaise d'en recueillir tous les bénéfices. Aujourd'hui l'Angleterre règne en maîtresse sur les bords du Nil et, après avoir apaisé les dernières convulsions de la crise qui lui a permis de s'y implanter, il semble qu'elle veuille persuader aux Égyptiens de reprendre le long sommeil que le XIXe siècle a interrompu.

Telle a été la succession vraiment dramatique des faits qui constituent l'histoire de l'Égypte pendant cent ans. Il nous a semblé que l'étude de cette histoire présentait, pour les Français du XXe siècle, un intérêt de premier ordre. Il n'est plus dans notre société contemporaine de grande puissance digne de ce nom sans empire colonial ; une nation ne peut affirmer son existence que si elle est capable de répandre à travers le monde ses pro-

duits, sa langue et ses idées. C'est ce qu'a compris la France et elle a su, pendant ces vingt dernières années, se constituer une réserve de territoires, qui ouvre, s'ils sont bien exploités, un champ illimité à son développement pour l'avenir. Mais à ceux qui vont créer la France extérieure, il est bon de présenter l'œuvre accomplie par leurs devanciers, non pour décourager leur enthousiasme, mais pour leur montrer, au contraire, de quels prodiges les Français sont capables, lorsqu'ils sont livrés à leurs seules forces, et pour les garder, s'il en était besoin, des fautes qui ont compromis les résultats obtenus. L'Égypte a été en effet, depuis la perte du Canada jusqu'en 1860, la première et la plus belle des colonies françaises ; savants, ingénieurs, commerçants sont venus d'eux-mêmes, sans encouragement, et quelquefois contre le gré du pouvoir. Les Français n'ont pas été les seuls, il est vrai, à accourir au Caire et à Alexandrie, mais de tous les Européens qui ont aidé la dynastie de Méhémet-Ali à créer l'Égypte contemporaine, ce sont eux qui ont exercé l'action la plus profonde. Le tort de leur œuvre a été de ne pas être assez une entreprise officielle ; sans mission aucune, ils ont répandu l'influence française ; mais à l'heure du danger, ils n'ont été soutenus suffisamment ni par les gouver-

nements, ni par l'opinion publique. Leur expérience néanmoins ne sera pas perdue pour l'avenir; elle prouvera qu'en dépit des sophismes, les Français sont capables d'organiser des colonies de leur propre initiative, et sans protection officielle; elle sera donc un utile encouragement pour ceux qui cherchent à fonder de nouvelles Frances dans la Méditerranée, dans l'océan Indien et en Extrême-Orient.

L. B.

Clermont-Ferrand, le 24 décembre 1900.

L'ÉGYPTE DE 1798 A 1900

INTRODUCTION

ÉTAT DE L'ÉGYPTE A LA FIN DU XVIIIe SIÈCLE

I. Le pouvoir des Mamlouks ; histoire d'Ali. — II. Le gouvernement des Mamlouks; les charges de l'Égypte. — III. La décadence économique de l'Égypte. — IV. Les projets français sur l'Égypte.

Un seul fait résume toute l'histoire de l'Égypte moderne : la domination des Mamlouks. C'est grâce à eux que le pays le plus fertile du monde s'est transformé peu à peu en un désert stérile et que la merveilleuse étape située entre le monde européen et les Indes est restée pendant plusieurs siècles sans utilité. Une bande de mercenaires, renouvelée sans cesse par des affranchissements d'esclaves, avait réussi, devant l'indifférence de l'Europe, à exploiter pour son usage personnel les trésors qui naissent chaque année de l'inondation du Nil et du travail des fellahs. L'Égypte avait cessé de faire partie du monde civilisé et les sables du désert auraient pu recouvrir à la longue tous les débris des anciennes sociétés, si des événe-

ments extérieurs n'avaient changé brusquement son sort.

I

Le mal datait de l'époque où les califes fatimites de l'Égypte avaient pris l'habitude d'acheter sur les marchés de l'Asie les milliers de Tcherkesses, de Mingréliens et de Circassiens qu'ils destinaient à former leur garde. Ces magnifiques soldats, connus bientôt sous le nom de *Mamlouks* (1), ne tardèrent pas, comme leurs congénères de la garde turque de Bagdad, à ruiner l'autorité du calife. En 1250, au moment même où le roi saint Louis prisonnier venait de conclure une trêve avec le « Soudan », les Mamlouks égorgèrent ce dernier descendant des Fatimites et lui substituèrent leur chef avec le titre de sultan. L'Égypte devint alors le théâtre de guerres civiles et de brigandages de toutes sortes; le pouvoir des nouveaux sultans était encore plus précaire que celui des califes. On en vit quarante-sept se succéder en cent cinquante-deux ans; aussi lorsqu'en 1517 le sultan des Turcs Selim voulut par la conquête de l'Orient relever le titre de calife, il put sans peine supplanter le dernier sultan mamlouk, Toûmambek, et le faire pendre sans autre forme de procès.

L'Égypte était désormais ottomane, et depuis cette époque elle n'a cessé d'être placée officiellement sous

(1) Mamlouk (de *malak*, posséder) signifie « esclave possédé en toute propriété ».

la souveraineté du Sultan : en fait les Mamlouks y restèrent les maîtres. Selim aurait pu se débarrasser d'eux; il n'en fit rien. Avec cette politique cauteleuse qui caractérise les Orientaux, il crut que le pouvoir du Sultan serait mieux établi si l'autorité du gouverneur était bornée par les Mamlouks. Il craignit de confier à un seul pacha la libre disposition des sources de richesse et de puissance que renfermait l'Égypte, et loin d'abattre la milice indocile, il la fit entrer dans son système de gouvernement. Un pacha fut donc envoyé au Caire pour recueillir les impôts et veiller à la tranquillité du pays; mais son pouvoir fut limité par une sorte d'aristocratie militaire dont les Mamlouks continuèrent à fournir les cadres. Le pacha ne pouvait rien décider sans prendre l'avis du Divan, composé de sept chefs de la garde des janissaires. Les membres de ce conseil avaient le droit de rejeter les ordres du pacha en motivant leur refus; ils devaient ratifier toutes ses ordonnances; ils pouvaient même le déposer et le renvoyer à Constantinople. Dans les provinces, vingt-quatre gouverneurs ou beys, pris parmi les Mamlouks, exerçaient tous les pouvoirs civils; celui du Caire, sous le nom de cheikh-el-beled, était le véritable chef de cette nouvelle caste. Vingt mille fantassins et douze mille cavaliers assuraient la défense du pays. Telle fut l'organisation du gouvernement pendant deux siècles. L'Égypte fut pour le sultan comme une ferme; mais pourvu que le fermier lui payât régulièrement ses arrérages, il n'avait nul souci du reste.

Cette indifférence produisit ses fruits : sous l'œil bienveillant de la Porte, les Mamlouks continuèrent à s'accroître et à prospérer. Puis ils furent assez forts pour anéantir le pouvoir du pacha, et après avoir désorganisé le gouvernement, ils devinrent les maîtres de livrer l'Égypte à l'anarchie pour plusieurs siècles.

Et pourtant les Mamlouks ne formaient pas une caste héréditaire. Jamais ils ne purent s'acclimater sur le sol de l'Égypte. Au lieu de se mêler aux habitants du pays, ils firent venir des femmes de Géorgie ; mais incapables de fonder une race, ils voyaient les familles s'éteindre au bout de deux générations. C'était donc par des apports incessants de Circassiens et de Tcherkesses qu'ils pouvaient se perpétuer. Les chefs se procuraient à grands frais ces esclaves qu'ils affranchissaient au bout de quelques années. Les nouveaux affranchis restaient en quelque sorte les vassaux de leurs maîtres, mais ils recrutaient eux-mêmes des esclaves et se constituaient à leur tour une « maison ». Une espèce de hiérarchie grossière subordonnait donc les douze mille Mamlouks à une petite minorité qui mettait à profit ce lien féodal pour s'emparer du gouvernement de l'Égypte. Bientôt les officiers de janissaires obtinrent la permission de posséder des propriétés foncières et sous le nom de *Moultezims* eurent de véritables fiefs, que les fellahs, réduits à l'état de colons, exploitaient pour leur compte. Or beaucoup de ces moultezims étaient d'anciens affranchis des beys ; leurs propriétés mêmes les plaçaient sous la dépendance de ces puissants gouverneurs de pro-

vince, et voilà pourquoi on vit les vingt-quatre beys prendre une importance de plus en plus grande en Égypte jusqu'au jour où ils furent assez forts pour annuler le pouvoir du pacha.

La fin du dix-huitième siècle est remplie par les tentatives répétées des Mamlouks pour chasser les Turcs de l'Égypte. En principe, tout se faisait au nom du sultan, et ses ordres étaient reçus « sur la tête et sur les yeux ». En fait, le pacha, nommé pour trois ans, était gardé à vue dans la citadelle du Caire et traité en véritable prisonnier. S'il essayait de prendre sa charge au sérieux et de gouverner, il ne tardait pas à recevoir la visite du héraut vêtu de noir qui lui criait la formule : *Enzel!* « Descends! » et sans oser résister, il reprenait le chemin de Constantinople. Le tribut n'était même pas payé régulièrement; d'ailleurs, les Mamlouks savaient l'art de l'alléger : ils défalquaient de prétendues dépenses nécessaires au curage des canaux et au paiement des troupes. L'armée turque enfin, qui à l'origine formait les sept corps magnifiques des janissaires, était devenue un ramassis de goujats et de vagabonds. Les Mamlouks étaient donc la seule force vive du pays, et l'on put voir en 1746 un des Kiayas (colonels vétérans des janissaires) se saisir de tous les pouvoirs et supprimer entièrement l'autorité du pacha. Ibrahim, c'était son nom, comptait huit de ses affranchis parmi les vingt-quatre beys, et après sa mort, les Mamlouks de sa maison continuèrent à faire la loi. L'un d'entre eux, Ali-bey, faillit même devenir le maître de l'Égypte et devancer Mé-

hémet-Ali. Ses aventures jettent un jour curieux sur la soldatesque qui gouvernait l'Égypte.

Il était originaire du Caucase et avait été vendu comme esclave à deux Juifs qui exerçaient au Caire les fonctions de douaniers. Ceux-ci en firent présent à Ibrahim. Il avait alors douze ans. Son nouveau maître lui fit donner l'éducation que recevaient les pages des Mamlouks : il apprit un peu à lire et à écrire, mais surtout à monter à cheval et à tirer soit à la carabine, soit au pistolet. A dix-huit ans, il fut affranchi et eut la permission de laisser pousser sa barbe. Son maître lui fit cadeau d'une femme, lui assigna des revenus et en fit un bey. Il devint bientôt un des personnages les plus considérables de l'Égypte et reçut après la mort d'Ibrahim le titre de cheikh-el-beled (1757). Les beys supportèrent mal son pouvoir et le contraignirent à s'enfuir sur le Haut-Nil, dans la province du Saïd. Il y resta jusqu'en 1766; mais rappelé au Caire par ses amis, il tua quatre beys en une seule nuit, en exila quatre autres, fit embarquer le pacha pour Constantinople et déclara qu'il ne paierait plus de tribut à la Porte. Des monnaies furent frappées à son effigie, et il prit lui-même le titre de Sultan. Il n'ignorait pas les difficultés au milieu desquelles se trouvait l'empire ottoman. Le sultan n'avait ni le pouvoir, ni la volonté d'entreprendre une longue guerre pour faire la conquête de l'Égypte; de plus, sa politique était engagée du côté de la Pologne et de l'Autriche. Les circonstances étaient donc favorables. L'occupation du port de la Mecque, Djeddah,

rendait Ali maître de la mer Rouge, et il allait pouvoir, sur le conseil d'un jeune négociant vénitien, Rosetti, faire de ce port le centre du commerce de l'Inde. La ville sainte elle-même ne fut pas épargnée et fut mise à sac par un corps de cavalerie. Enfin en 1769, l'année même où la Russie déclarait la guerre à la Porte, Ali faisait envahir la Syrie.

On put voir alors ce que valaient ces terribles Mamlouks, dont la réputation était si vantée en Europe. Une cohue de 40.000 hommes se mit en marche vers la Syrie. Un corps de 5.000 Mamlouks à cheval et de 1.500 Barbaresques à pied formait l'unique force de cette armée. Le reste était composé de valets et de vivandiers. Ces brillants cavaliers, qui ressemblaient moins à une armée moderne qu'à des chevaliers du moyen âge, n'avaient ni uniformité ni discipline. Des chevaux de toute taille, des armes de tout calibre et de tout genre, des costumes de toute forme et de toute couleur, voilà quel était l'aspect de cette armée. « Leur réunion, dit Volney, qui les a vus à l'œuvre, est un attroupement, leur marche est une cohue, leur combat est un duel, leur guerre est un brigandage. » Leur costume était fait exclusivement pour aller à cheval; il se composait de quatre et quelquefois de cinq enveloppes qui tombaient jusqu'au pied : la chemise de coton clair, la robe d'indienne en toile légère, le caftan de soie serré à la taille dont les larges manches tombaient jusqu'au bout des doigts, la pelisse de drap à manches courtes et garnie de fourrure étaient enfermés dans un énorme pantalon de gros drap, dont les jambes

avaient tellement d'ampleur que chacune d'elles aurait pu enfermer le corps tout entier. Le tout était serré par une ceinture à coulisse, et parfois même au-dessus de ce costume on jetait un long manteau de cérémonie qui couvrait exactement le corps jusqu'au bout des doigts. Coiffés d'un turban formé d'un cylindre jaune, autour duquel ils enroulaient un flot de mousseline, chaussés de souliers jaunes, ils chevauchaient commodément assis sur de gigantesques selles dont la charpente était formée de fer, de bois et de cuir; au-dessous se trouvaient trois énormes couvertures et ils se servaient d'étriers de cuivre beaucoup plus longs et plus larges que le pied. Leur poids était de treize livres. Enfin avec leur armement on aurait pu former un véritable musée de tous les engins anciens ou modernes, depuis la carabine anglaise, les deux longs pistolets de la ceinture, jusqu'à la masse d'armes qui pendait à l'arçon ou aux cimeterres persans ornés de pierres précieuses qu'ils payaient jusqu'à cinquante louis la pièce. Les chefs mettaient leur gloire à faire éclater le luxe le plus insensé. Couverts de colliers de pierres précieuses, ils montaient des chevaux arabes qui coûtaient jusqu'à trois cents louis et s'enveloppaient dans des châles et des cachemires les plus précieux; leurs armes damasquinées valaient une fortune, et ils garnissaient de plaques d'argent leurs selles et la bride de leurs chevaux. Le chef de l'armée, Mohammed-bey, favori d'Ali, déployait un tel luxe que ses soldats l'avaient surnommé « le père de l'or ».

Mais à cette armée si mal organisée les Turcs ne

pouvaient opposer que des bandes encore plus indisciplinées; aussi les succès des troupes d'Ali furent-ils foudroyants. Allié à un cheik arabe révolté contre les Turcs, Daher, Mohammed marcha à travers le désert sur la grande ville de l'Orient, sur Damas, et s'en empara après un siège de trois jours. Tout allait donc à souhait lorsqu'un revirement imprévu se produisit. A défaut d'armée les Turcs possédaient sur ces barbares la supériorité de leur diplomatie. Un envoyé du pacha de Damas vint trouver Mohammed; il le menaça de la vengeance du sultan et lui représenta qu'il violait une ville sainte, un des points de départ du pèlerinage de la Mecque; il n'oublia pas non plus d'exciter ses défiances, et le Mamlouk crédule obéit à toutes ses insinuations. Il fit part de ses inquiétudes aux autres beys : tous se lièrent par un serment sur le sabre et sur le Coran; puis, abandonnant leur expédition et leur allié Daher, ils reprirent la route du Caire avec tant de précipitation que la nouvelle de ce coup de tête n'y fut connue que six heures avant leur arrivée. Ali, effrayé par ce retour soudain, dut leur faire bon visage; mais, après avoir dissimulé quelque temps, il essaya de s'assurer de Mohammed et de ses complices. Ceux-ci se dirigèrent vers le Saïd, refuge habituel des mécontents; puis, après avoir rassemblé beaucoup d'Arabes, ils marchèrent sur le Caire. Le pouvoir d'Ali était tellement instable que ses troupes se débandèrent et se rangèrent du côté des révoltés. Pour ne pas tomber entre leurs mains, le sultan Ali s'enfuit précipitamment avec huit cents fidèles et alla mettre ses richesses en sûreté à Gaza

où Daher, son allié fidèle, le rejoignit. Il ne désespérait pas pourtant de sa fortune, car son astrologue lui avait promis de nouvelles victoires. Avec 7.000 hommes il détruisit une armée turque de 21.000 hommes et, pour préparer sa rentrée au Caire, il conclut un traité d'alliance avec les Russes. Mais plein d'impatience, il n'attendit même pas les secours de ses nouveaux amis. Trompé par de fausses lettres que ses ennemis lui avaient envoyées, il se précipita sur la route du Caire avec ses Mamlouks et 1.500 Arabes. Mohammed lui avait fait tendre une embuscade dans le désert : fait prisonnier, Ali fut conduit devant son vainqueur, qui le reçut avec les plus grands égards; mais trois jours après il mourait d'un mal mystérieux en laissant l'Égypte en proie à l'anarchie (1773).

Nul, en effet, parmi les Mamlouks, n'était digne de reprendre les grands desseins d'Ali, et les compétitions qui se produisirent remplirent l'Égypte de guerres civiles qui duraient encore au moment où commença la conquête française. A chaque instant des émeutes éclataient au Caire, et les partis hostiles se sabraient jusque dans les rues; les vaincus étaient exilés au Saïd, et le peuple, indifférent jusqu'à la fin de la lutte, en profitait parfois pour piller leurs maisons. Mohammed essaya d'abord de garder le pouvoir; pour réagir contre la politique d'Ali, il replaça l'Égypte sous la suzeraineté de la Porte, envoya le tribut à Constantinople et accepta du sultan le titre de pacha du Caire. Puis il résolut de faire la guerre à Daher, l'ancien allié d'Ali. Il eut dans son armée un corps de

canonniers étrangers commandé par l'officier anglais Robinson; mais cette artillerie était mal organisée et les Mamlouks ignoraient l'art de s'en servir. Lorsqu'il dut assiéger la bicoque de Yâfa (Joppé), Mohammed fit placer les canons à deux cents pas de la ville, si bien que les assiégés purent à leur aise tuer les canonniers sur leurs pièces à coups de fusil. Une brèche fut ouverte néanmoins dans le mur, les Mamlouks voulurent s'y précipiter à cheval, et ce fut à grand'-peine qu'on leur fit entendre qu'il valait mieux laisser leurs montures. Accueillis par une grêle de balles, ils ne purent pénétrer dans la ville et la bloquèrent pendant quarante-six jours. A la fin, les habitants demandèrent à capituler et des pourparlers eurent lieu. Pendant les négociations, des Mamlouks s'introduisirent dans Joppé et, suivant leur coutume, se mirent à piller çà et là. Les habitants voulurent résister : il s'ensuivit un sac et un massacre général. Mohammed fit élever une pyramide de 1.200 têtes (19 mai 1776). Après Joppé, Saint-Jean d'Acre, livrée par le fils même de Daher, subit le même sort; mais une fièvre maligne arrêta le nouveau conquérant et Mohammed fut emporté en deux jours.

Dès lors la lutte éclata entre les affranchis de Mohammed, Mourad et Ibrahim, d'une part, et ceux d'Ali-sultan, d'autre part. Mourad et Ibrahim réussirent à déloger leurs rivaux du Caire, et avec 2.000 cavaliers les pourchassèrent sur le Haut-Nil. Mais ils remontèrent jusqu'à la première cataracte et s'établirent à Assouan dans une position inexpugnable. Mourad, n'osant les

attaquer, reprit le chemin du Caire. Là, de nouveaux troubles l'attendaient, et de 1783 à 1789 les conspirations, les émeutes, les exils se succédèrent. Mourad et Ibrahim étaient au fond rivaux l'un de l'autre; aussi se brouillèrent-ils et se réconcilièrent-ils plusieurs fois. Chacun d'eux apprit à connaître la route du Saïd; chacun d'eux viola successivement les traités jurés sur le Coran, et lorsque l'invasion étrangère survint, elle les trouva désunis et incapables de s'appuyer sur la masse du peuple, qui assistait, sans y prendre intérêt, à leurs querelles.

II

Quel autre sentiment en effet ces singuliers gouvernants auraient-ils pu inspirer à leurs sujets, puisque, comme l'a constaté Volney, le but de leur administration était de se procurer des femmes, des esclaves et des richesses? Une minorité de 8.500 soldats exploitait sans résistance les richesses de deux millions d'habitants, et, loin de contribuer à l'accroissement de la prospérité, semblait prendre à tâche de détruire toutes les forces vives du pays : ce n'est que grâce aux alluvions du Nil que l'Égypte a pu endurer si longtemps le gouvernement des Mamlouks.

Cette réunion de beys, d'affranchis, d'esclaves, formait la seule force militaire de l'Égypte. L'infanterie, tout à fait méprisée, n'existait plus, et les Mamlouks se réservaient le privilège de monter à cheval en ne permettant à leurs sujets que les mulets et les ânes.

Ils étaient groupés autour des beys en maisons dont les plus puissantes ne dépassaient pas six cents Mamlouks (1). Le principal souci des maîtres était de s'attacher leurs serviteurs par des générosités. Cette société « ne connaissait pas d'autre mobile que l'argent ». Il fallait donc par tous les moyens satisfaire son amour du luxe. L'entretien de chaque Mamlouk coûtait par an 2.500 livres et souvent le double (2). A chaque ramadan ils recevaient de leur maître un costume neuf pour lequel on prodiguait les draps de France ou de Venise, les cachemires de l'Inde et les toiles de Damas. Les armes et l'équipement étaient souvent renouvelés; enfin lorsqu'un affranchissement avait lieu, le maître procurait à ses anciens esclaves de bons établissements, leur fournissait des femmes et des terres, et les faisait arriver aux plus hautes fonctions de l'État. On peut voir encore aujourd'hui au Caire les restes des somptueux hôtels dans lesquels ils entassaient les richesses de l'Égypte.

Les conséquences de cette conduite ne pouvaient être douteuses : elle aboutissait forcément à l'indiscipline des Mamlouks et au pillage réglé du pays. Les Mamlouks n'avaient pas à l'égard de leurs chefs ce sentiment de fidélité qui constituait dans l'Europe du moyen âge la loyauté féodale. Guidés par le seul intérêt, ils exploitaient à leur profit le besoin que les beys avaient de leurs services. Habitués au manie-

(1) La maison d'Ibrahim avait 600 Mamlouks; celle de Mourad 400 ; les autres beys avaient chacun de 50 à 200 Mamlouks.
(2) La livre égyptienne vaut à peu près 25 fr.

ment des armes, passant leur temps dans la plaine du Caire aux exercices violents et aux fantasias (1), ils étaient toujours prêts, pour le moindre grief, à monter à cheval, et nul chef ne pouvait se flatter de les avoir dans la main. Aussi les intrigues de toute sorte les poussaient-elles à trahir leurs bienfaiteurs, et à peine affranchis, ils jetaient leur dévolu sur les meilleurs postes et les plus gros revenus de l'Égypte.

De cette indiscipline devaient naître aussi pour le peuple les exactions et le pillage, et c'est avec raison qu'un des membres de l'Institut d'Égypte, faisant la description de ce singulier régime, déclare qu'il est bon d'en transmettre les principaux traits à la postérité, comme d'un phénomène anormal et contraire à la nature.

Ce singulier gouvernement avait été organisé avec assez de sagesse par le sultan Selim; mais dans la pratique, les Mamlouks en avaient fait entièrement dévier l'esprit. Il y avait alors en Égypte trois sortes de propriétaires :

1° Les fellahs; ils pouvaient vendre, donner, léguer leurs terres; mais ces terres étaient grevées d'un cens perpétuel payé à un *moultezim* (seigneur).

2° Les *moultezims*, véritables seigneurs féodaux, se transmettaient de père en fils cette propriété éminente sur les terres des fellahs, mais seulement avec l'agrément du pacha et avec l'obligation d'acquitter la taxe sur laquelle le sultan prélevait le tribut. Ils pos-

(1) Ils s'exerçaient à tirer des coups de fusil en courant à bride abattue ou à se lancer des bâtons à la tête.

sédaient en outre des biens qui leur appartenaient en propre, les *ousyeh.*

3° Les mosquées et fondations religieuses possédaient depuis le moyen âge un grand nombre de propriétés ou « ouaqf » qui ne pouvaient être vendues, mais qu'on donnait à bail pour quatre-vingt-dix ans.

Les *ousyeh* et les *ouaqf* étaient cultivées par la corvée. Dans chaque domaine, les moultezims choisissaient un ou plusieurs cultivateurs qui, sous le nom de cheiks-el-beled, devaient exercer la police et lever l'impôt de la rentrée, duquel ils étaient responsables. Dans les grands domaines, des intendants ou *moubâchir,* presque toujours des Coptes, tenaient les registres des taxes et de l'impôt foncier. Le fellah avait donc à payer la taxe du moultezim, l'impôt foncier dû au sultan ou « myry » et se tenir prêt en outre à fournir des corvées sur les biens particuliers des moultezims ou des mosquées.

Pour lever l'impôt foncier, Selim avait fondé l'administration financière des *effendis* qui siégeaient au Caire. Ils recevaient l'impôt, tenaient les registres de mutations des propriétés, répartissaient l'impôt entre les propriétaires et faisaient les comptes des dépenses qui devaient être acquittées sur le produit de cet impôt. Le pacha les approuvait et les envoyait à Constantinople. Tel était le régime légal : si dur qu'il paraisse pour les paysans, il avait du moins l'avantage d'introduire dans les finances l'ordre et la régularité, et il aurait été béni par eux, s'il avait été seulement appliqué.

Mais les Mamlouks avaient bouleversé toute cette organisation et l'indolence des Turcs leur avait permis d'en fausser l'esprit.

A l'origine, le *myry* avait été établi pour la nourriture du corps des janissaires ; il se paya donc toujours en nature. Mais plus tard on prit l'habitude de faire participer à son produit les écoles et universités, puis les fabricants de poudre du gouvernement, puis les effendis chargés de le recueillir, puis le pacha etc... Bientôt cinquante mille personnes se partagèrent ces immenses provisions qui étaient entassées dans les magasins du Caire. Les beys eux-mêmes avaient part à cette provende, car protecteurs naturels des janissaires qui levaient l'impôt, ils se faisaient payer cette protection en orge et en blé. Lorsque tous ces prélèvements avaient été faits, on en prenait encore une partie pour entretenir les villes saintes et la caravane annuelle de la Mecque ; le reste, environ 12.000 bourses (1), était au sultan. Mais rares étaient les années où le commandeur des croyants recevait cette somme dans son intégrité ; les beys trouvaient moyen d'en distraire des sommes destinées à de prétendus travaux publics (curage des canaux, entretien des forts, etc.) qui n'étaient jamais exécutés.

C'étaient eux qui disposaient en réalité des revenus de l'Égypte. Nommés pour un an et chargés de maintenir l'ordre dans le pays, ils regardaient la levée de l'impôt comme la plus importante de leurs fonctions.

(1) La bourse vaut environ quinze cents francs.

Outre les impôts réguliers sur lesquels ils prélevaient une si grosse part, ils levaient un impôt ou plutôt des impôts dont le produit était à leur entière disposition. Le principe de tous les gouvernements primitifs est que les administrés doivent nourrir directement les administrateurs : l'État s'épargne la peine de recueillir sous forme d'impôts les traitements qu'il remet ensuite à ses fonctionnaires; c'est à eux de subvenir à leurs propres besoins en se servant pour cet usage de leur autorité publique. Les beys n'avaient pas manqué à ce devoir, pas plus que leurs lieutenants, les *kâchef*, ou même les simples Mamlouks, *serrâg*, chargés de commander un village. Tous vivaient sur le fellah qui, après avoir acquitté le myry, l'impôt des moultezims et les corvées, devait abandonner aux soldats du bey le reste de ses maigres ressources. Le *Mâl Kouchoufyeh*, impôt levé par les *kâchef* pour le compte des beys, était en effet divisé entre les moultezims et les fellahs, mais ceux-ci en payaient la majeure partie. Aux *moultezims* on demandait des ressources pour envoyer des rafraîchissements à la caravane de la Mecque, une somme nécessaire à la solde de la garnison de la province et un droit pour les frais d'envoi de l'avis de perception, qui comprenait des lettres d'hiver et des lettres d'été. Les fellahs étaient moins bien traités : les beys avaient en principe le droit de les soumettre à toutes les réquisitions arbitraires ou « avanies »; sous prétexte de remplacer ces avanies par un impôt régulier, plusieurs beys avaient établi des taxes de rachat assez lourdes. A de certains intervalles, une taxe venait s'ajouter à

l'autre (1), mais loin de renoncer aux anciennes réquisitions, les beys continuaient à les exiger, forçant les malheureux fellahs à faire les frais du repas offert par les cheiks au *Kâchef* pendant ses tournées et à fournir jusqu'à la paye des Mamlouks inférieurs.

Tout le poids des charges publiques reposait donc sur les épaules des agriculteurs, et si leur sort n'a guère changé depuis les dynasties des Pharaons, jamais du moins, à aucune époque, le produit de leur travail ne leur fut enlevé avec autant de violence et d'arbitraire : l'irrégularité des taxes entretenait un état de trouble et d'insécurité perpétuels. Avant de payer l'impôt, le paysan se laissait bâtonner par le cheikh-el-beled, et la courbache faisait si bien partie du système de gouvernement des Mamlouks, que ceux qui étaient soupçonnés d'avoir de l'argent étaient mandés devant le bey et roués de coups jusqu'à ce qu'ils eussent découvert leurs trésors. Les Mamlouks avaient donc mille moyens de se procurer les richesses nécessaires à satisfaire leurs coûteuses fantaisies.

III

Un tel régime ne pouvait que conduire l'Égypte à sa ruine. Plus la pauvreté des fellahs s'accroissait, plus les exigences des Mamlouks étaient grandes. La misère atteignit son plus haut point sous Ali-bey, qui dépensa 26 millions de livres égyptiennes pour son ex-

(1) La dernière avait été établie par Ibrahim.

pédition de Djeddah et paya un manche de poignard 225.000 livres. L'agriculture périclitait par suite de la négligence apportée à l'entretien des canaux d'irrigation. Ces travaux d'art, legs des Alexandrins, des Romains et des Arabes, étaient comblés par les alluvions ou ensevelis sous les sables. La surface du sol inondé, et par suite le rendement des terres, diminuait chaque année. Après avoir acquitté les nombreuses taxes auxquelles il était soumis, le fellah en était réduit à se nourrir de la *doura,* espèce de pain sans levain cuit à un feu de bouse desséchée. Il le mangeait avec des oignons crus et, s'il était plus fortuné, du miel ou des dattes. Vêtu d'une simple chemise de coton bleu, il habitait une sorte de tanière bâtie avec le limon du Nil, et pleine de fumée ou d'humidité. C'était aux maîtres qu'il remettait le riz et le blé qu'il cultivait. Aussi ne travaillait-il que dans la mesure strictement nécessaire à l'acquittement de l'impôt. Quelques industries grossières avaient bien été établies; mais le sucre qu'on fabriquait était rempli de mélasse et les étoffes de soie valaient plus cher que celles d'Europe.

Tels étaient pourtant les éléments qui suffisaient à alimenter un certain commerce extérieur. En échange des matières brutes qu'elles remportaient d'Égypte, des caravanes d'Algérie, d'Arabie, d'Abyssinie et de Damas apportaient au Caire les esclaves noirs, l'ivoire, les plumes d'autruche, les gommes, les cafés de l'Yémen, les étoffes de l'Inde qui servaient à entretenir le luxe des Mamlouks et dont une faible part était vendue à des Européens. L'Égypte, en effet, était entièrement

déchue du rang qu'elle occupait dans le commerce du monde dans l'antiquité et au moyen âge, alors qu'Alexandrie était la première étape de la route des Indes, et qu'un canal dérivé du Nil faisait communiquer les deux mers. Le canal était comblé depuis le VIIIe siècle et, d'autre part, la découverte des nouvelles routes des Indes, les pirateries des Barbaresques et l'oppression même des Mamlouks avaient écarté de l'Égypte les navires européens, qui se pressaient jadis dans ses ports. Alexandrie n'était plus qu'une petite ville de 8.000 habitants, et pour mettre une entrave de plus au commerce, le gouvernement turc avait réservé à ses navires le monopole du vieux port, le seul qui fût profond et bien abrité; les navires européens devaient séjourner dans le port neuf, tellement exposé aux vents du nord-ouest et rempli de sable, que, vers 1766, une tempête fit échouer ou brisa contre le môle quarante-deux navires. La ville n'avait même pas d'eau douce et les habitants se contentaient des eaux pluviales recueillies dans les citernes des mosquées (1) ou de l'eau du Nil transportée à grands frais.

Malgré ces désavantages, quelques Maugrabins et quelques Francs avaient entrepris la tâche difficile de venir faire du commerce en Égypte. On voyait dans le port d'Alexandrie quelques pavillons de Marseille, de Livourne, de Venise, de Raguse et surtout de Constantinople; mais à combien de déboires, d'humiliations et d' « avanies » étaient exposés ceux qui avaient assez

(1) Il tombe en moyenne à Alexandrie $0^{m},20$ de pluie.

de courage pour s'établir à Alexandrie ou au Caire! Parqués dans un quartier fermé, ils ne pouvaient sortir de ce ghetto sans être exposés à toutes les insultes. Ils devaient vendre à crédit et attendre des paiements lointains et souvent problématiques. Malgré les capitations que leurs consuls étaient chargés de faire observer, ils étaient soumis à des réquisitions arbitraires. Lorsque Mourad et Ibrahim avaient un besoin pressant d'argent, ils se faisaient compter des sommes de 500.000 livres par le fermier des douanes qui répartissait ensuite cet impôt à l'amiable sur les divers corps de marchands. Des maisons anglaises avaient essayé d'établir une caravane entre le Caire et Suez : devant les attaques incessantes des Bédouins elles avaient dû y renoncer.

Le commerce général s'élevait cependant à 15 millions de livres. Après la Turquie, c'était la France qui y prenait la plus large part (1). Ses commerçants avaient supplanté les maisons anglaises et vénitiennes en fournissant les mêmes produits à meilleur marché. Ils apportaient en Égypte les draps du Languedoc, les métaux, la mercerie, les thalers allemands, et prenaient en échange les cafés, les gommes, les toiles de coton, les cuirs et le riz. Jusqu'en 1777 il y avait eu un consul français au Caire, mais la tyrannie des Mamlouks avait fini par écarter les négociants français de cette ville. Au lieu de 15 maisons françaises qui existaient au Caire en 1770, il n'y en avait plus

(1) Importations françaises en Égypte : 2 millions 1/2 de livres. Exportations : 3 millions de livres (d'après Volney).

que 3 en 1785 ; le consul de France habitait désormais Alexandrie ; ce résultat était dû aux 63.000 livres tournois d'avanies que les Mamlouks forçaient les Français à leur payer tous les ans. Pendant les dix années qui précèdent immédiatement la conquête de l'Égypte, on ne trouve que plaintes du consul général d'Alexandrie, Magallon, au sujet des vexations de toute sorte imposées aux commerçants français ; le Directoire devait y trouver un prétexte plausible pour justifier son expédition.

IV

Cette situation de l'Égypte, en effet, ne devait pas manquer d'attirer à la longue l'attention des Européens. Malgré les obstacles de tout genre qu'ils rencontraient en Égypte, de nombreux voyageurs avaient exploré le pays depuis le XVIIe siècle, et si leur voix n'avait pas été écoutée par les gouvernements, c'est qu'un reste de respect pour le prestige déjà bien affaibli des Turcs et surtout d'autres préoccupations avaient entraîné ceux-ci dans la politique européenne ou dans les guerres coloniales d'Amérique et d'Asie. Tant que cette indifférence durerait, l'Égypte était condamnée à demeurer stérile et morte pour ainsi dire à la civilisation ; une barrière de barbarie devait séparer à jamais l'Europe du monde de l'Orient. Leibniz en avait eu l'intuition lorsque à son passage à Paris, en 1672, il adressa à Louis XIV un mémoire où, pour détourner ses coups de la Hollande, il l'exhortait à conquérir

l'Égypte et à rétablir l'ancienne route de l'Inde (1). Si ce conseil ne fut pas suivi, l'idée de la conquête de l'Égypte par la France n'en fit pas moins, quoique très lentement, son chemin dans les esprits. Plusieurs Français, sur l'ordre même de Louis XIV, visitèrent l'Égypte; la situation prépondérante de la France dans l'empire ottoman, l'idée secrète d'attirer vers l'Orient l'activité qu'elle pouvait déployer sur le Rhin ou sur le Danube habituaient les politiques de l'Europe à cette éventualité. Talleyrand prétend qu'il trouva dans les cartons du ministère des affaires étrangères de nombreux projets d'expéditions en Égypte. L'un d'entre eux avait été préparé par le duc de Choiseul. Les étrangers, d'autre part, auraient vu cette conquête sans répugnance. Dans son projet de partage de l'empire ottoman, Joseph II voulait dédommager la France en Égypte des pertes que l'alliance équivoque de l'Autriche lui avait infligées dans les colonies. Dès cette époque, beaucoup de voyageurs ne se faisaient aucune illusion sur la puissance des Mamlouks. Volney, dont le voyage a été imprimé en 1787, déclare que la ville d'Alexandrie, considérée longtemps comme une place de guerre, est exposée au hasard d'un coup de main. « Il n'y a pas quatre canons en état et pas un canonnier qui sache pointer. Les 500 janissaires qui doivent former la garnison sont des ouvriers qui ne savent que fumer la pipe. » La conquête de l'Égypte lui paraît devoir être le but de la politique française.

(1) Voir la Bibliographie de l'Introduction.

« Un seul objet, écrit-il en 1788, peut indemniser la France..., la possession de l'Égypte. Par l'Égypte nous toucherons à l'Inde, nous rétablirons l'ancienne circulation par Suez et nous ferons déserter la route du cap de Bonne-Espérance. »

La Révolution de 1789 ne fit donc peut-être que retarder l'exécution d'un projet qui flottait pour ainsi dire dans l'air, et lorsque le Directoire décida l'expédition de 1798, il ne fit que reprendre les plans des politiques de l'ancien régime, qui se proposaient, par la conquête de l'Égypte, de mettre en valeur le pays le plus fertile du monde, de rendre à la navigation la route naturelle de l'Inde et de reconstituer l'équilibre maritime et colonial, que les conquêtes de l'Angleterre avaient détruit.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Recueils bibliographiques.

Bibliothèque Nationale. — Catalogue de l'histoire de l'Afrique. Paris, 1895. — Bianchi. Catalogue général et raisonné de la bibliographie égyptienne depuis 1822. — Zenker. Bibliotheca Orientalis. Leipzig, 1846-61, 2 vol. 8°. — Ibrahim-Hilmy. The litterature of Egypt and the Soudan fran earliest times to 1885 inclusive. London, 1886, 2 vol. 8°. — Müller. Oriental Bibliographie. Berlin, 1887, 8°. — G. Bénédite. L'Égypte. 3 vol. in-16, Paris, 1900 (t. I, État général de l'Égypte. Bibliogr.).

II. — Histoires générales de l'Égypte.

J. Wilson. The history of Egypt. London, 1805. — Mariette. Aperçu de l'histoire d'Égypte. Paris, 1864, 8°. — Roy. Histoire d'Égypte depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours. Paris, 1864,

in-12. — De Vaujany. Histoire de l'Égypte depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours. Paris, 1885, 8°. — Résumé de l'histoire d'Égypte depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours. Paris, in-18.

III. — Histoire contemporaine.

Gouin. L'Égypte au xixe siècle. — P. Giffard. Les Français en Égypte. Paris, 1883, in-12. — Marcel, Ryme et Prisse. Égypte moderne sous la domination arabe, française et sous Méhémet-Ali (*Univers pittoresque*). Paris, 1851, 8°. — De Leon. Egypt and its Khedives. London, 1894, 8°. — Davenport. Egypt past and present. London, 1893, 8°. — Anon. Khedives and Pachas. London, 1893, 8°. — Fraser Rae. Egypt to day. First to the Third Khedive. London, 1893, 8°.

IV. — Témoignages des voyageurs.

Pietro della Valle. Ses fameux voyages en Turquie, Égypte, Palestine. Paris, 1662, 3 v. 4°. — Thévenot. Relation d'un voyage fait au Levant. Paris, 1665, 8°. — Morison. Relation historique d'un voyage fait au Mont Sinaï et à Jérusalem. Toul, 1704, 4°. — P. Lucas. Voyage fait en 1714 par ordre du roi Louis XIV dans la Turquie, l'Asie, la Syrie, Palestine, la Haute et Basse-Égypte. Amsterdam, 1720, 2 v. in-18. — P. Lucas. Troisième voyage au Levant. Paris, 1724, 3 v. in-12. — Tollot. Nouveau voyage fait au Levant. Paris, 1742, in-12. — Yrwin. Voyage à la mer Rouge et sur les côtes d'Arabie, en Égypte, etc... dans les années 1780-81. Paris, 1792, 8°. — Volney. Voyages en Syrie et en Égypte pendant les années 1783, 1784, 1785. Paris, 1787, 2 v. 8°, — De Potocki. Voyage en Turquie et en Égypte fait en 1784. Paris, 1788, in-12. — Savary. Lettres sur l'Égypte. Paris, 1788-89, 3 v. 8°. — W. Browne. Travels in Africa, Egypt und Syria from the year 1792 to 1798. London, 1799, 2 v. 8° (trad. Castera. Paris, an VIII, 2 v. 8°).

V. — Études diverses.

D'Anville. Mémoire sur l'Égypte. Paris, 1766, 8°. — Anon. An account of history of the revolt of Ali-bey. London, 1783, 1 v. 8°. — E. Lockroy. Ahmed le Boucher; la Syrie et l'Égypte au xviiie siècle (histoire de Djezzar). Paris, in-12. — Le Mascrier. Description de l'Égypte composée sur les mémoires de M. Mailliet, consul de

France au Caire. Paris, 1735, in-4°. — DELAPORTE. Abrégé chronologique de l'histoire des Mamlouks d'Égypte depuis leur origine jusqu'à la conquête des Français (Description de l'Égypte. État moderne, II, p. 121. Paris, 1809, 8°). — ESTÈVE. Mémoire sur les finances de l'Égypte depuis sa conquête par le sultan Selym I jusqu'à celle du général en chef Bonaparte (Description de l'Égypte. État moderne, I, p. 199). — M. A. LANCRET. Mémoire sur le système d'impositions territoriales et sur l'administration des provinces de l'Égypte dans les dernières années du gouvernement des Mamlouks (Description de l'Égypte. Ét. mod., I, p. 233).

CHAPITRE PREMIER

LA CAMPAGNE D'ÉGYPTE ET SES CONSÉQUENCES

(1798-1800)

I. Les préparatifs diplomatiques, militaires et scientifiques de l'expédition. — II. La destruction du pouvoir des Mamlouks (1798). — III. Le gouvernement de Bonaparte et la défense de l'Égypte. — IV. L'expédition de Syrie et la bataille d'Aboukir (1799). — V. Les gouvernements de Kléber et de Menou. Héliopolis. L'invasion anglaise et l'évacuation de l'Égypte. — VI. L'œuvre scientifique de l'Institut d'Égypte ; les études pour le percement de l'isthme de Suez. — VII. Résultats de l'expédition française et ses conséquences dans l'histoire de l'Égypte.

I

C'est au mois de septembre 1797 que l'idée d'occuper l'Égypte s'est présentée en même temps à l'esprit du Directoire et du général en chef de l'armée d'Italie, Bonaparte. L'Autriche, vaincue en Italie, avait déjà signé les préliminaires de Leoben et allait accepter la paix qui se négociait à Campo-Formio. Seule l'Angleterre ne désarmait pas : les négociations ouvertes à Lille entre lord Malmesbury et les représentants du Directoire avaient échoué par suite du refus de l'Angleterre de restituer avant toute discussion les colonies enlevées à la France et à ses alliés d'Espagne et de Hollande (juillet-septembre 1797).

La guerre allait donc recommencer, et le Directoire, libre du côté de l'Autriche, se préoccupait de la formation d'une armée d'Angleterre. Mais si le passage du détroit par une armée française paraissait probable, la plupart des hommes d'État pensaient que ce n'était pas chez elle qu'on atteindrait l'Angleterre. Pour contenir la puissance anglaise, il fallait rétablir d'abord l'équilibre dans les colonies, soit en lui reprenant ses dernières conquêtes, soit en occupant de nouveaux territoires dont la richesse pourrait rivaliser avec celle de l'Inde.

Or la conquête de l'Égypte, dont l'idée, nous l'avons vu, était déjà familière aux politiques du dix-huitième siècle, semblait atteindre ce but. Ce pays formait, pour ainsi dire, le nœud qui rattachait la question de l'empire ottoman à la question de l'Inde. Après avoir détruit la République de Venise, Bonaparte fit occuper par les troupes françaises ses possessions orientales, les îles Ioniennes, et entretint même des relations avec les Albanais. Le ministre des relations extérieures, Talleyrand, dans sa lettre du 26 août 1797, approuve cette politique et déclare « qu'il faut nous mettre sur « un bon pied avec l'Albanie, la Grèce, la Macédoine « et autres provinces de l'empire turc d'Europe et « même avec toutes celles que baigne la Méditerranée, « *comme notamment l'Égypte, qui peut nous deve-* « *nir un jour d'une grande utilité* ». D'autre part, Bonaparte écrit au Directoire que le partage de l'empire ottoman est une affaire de temps et que bientôt « nous sentirons que, pour détruire véritablement

« l'Angleterre, il faut nous emparer de l'Égypte ».

Le moment est en effet si favorable que jamais occasion pareille ne se rencontrera dans l'histoire. La politique française avait échoué sous Louis XV pour avoir voulu poursuivre à la fois la domination dans l'Europe centrale et l'expansion coloniale. En 1797, le Directoire voyait l'influence de la France toute-puissante sur le Rhin et sur le Danube ; il pouvait donc disposer de toutes ses forces pour la guerre maritime. Talleyrand, qui eut si souvent des conceptions claires de l'avenir, sentit bien de quelle importance serait pour la France la possession de l'Égypte ; Bonaparte, qui disait à Bourrienne que l'Europe est un trou de souris, rêvait peut-être la conquête des Indes par la route qu'avait suivie Alexandre le Grand. Aussi, dès cette époque, tout le programme de l'expédition d'Égypte est arrêté entre ces deux hommes. Le 23 septembre, le ministre écrit à Bonaparte que le Directoire approuve ses idées sur Malte. « Quant à l'É-« gypte, ajoute-t-il, vos idées à cet égard sont gran-« des, et l'utilité doit en être sentie. Je vous écrirai « sur ce sujet au large... L'Égypte, comme colonie, « remplacerait bientôt les produits des Antilles, et, « comme chemin, nous donnerait le commerce de « l'Inde. » Et il fait la confidence à l'ambassadeur de Prusse, Sandoz, qu'il médite la conquête de l'Égypte. « J'y vois peu de défense à rencontrer et j'y vois des « ressources immenses pour notre commerce et un « *trésor pour les sciences.* » Enfin après le départ de l'expédition, dans un mémoire adressé au Directoire

10 juillet 1798), il déclare que « l'expédition de Bona-« parte, s'il met le pied en Égypte, assure la destruc-« tion de la puissance britannique dans l'Inde ».

Le caractère de l'entreprise est donc bien net et le Directoire se propose un triple objet : porter un coup direct à l'Angleterre, en s'emparant de la plus belle des routes de l'Inde; fonder une colonie florissante qui remettra en valeur les richesses inépuisables du sol égyptien; préparer l'exploration scientifique de l'Égypte antique et moderne. Il s'agit donc moins d'une opération militaire que d'une création pour l'avenir.

Bonaparte, nommé commandant en chef de l'armée d'Angleterre, choisit pour l'accompagner 40.000 hommes, des meilleurs soldats de l'armée d'Italie. Mais le but des armements fut tenu secret et jusqu'au dernier moment ceux mêmes qui faisaient partie de l'expédition ignorèrent où on les menait. Une immense flotte commandée par Brueys devait protéger le transport des troupes. Enfin le Directoire avait enjoint, par des arrêtés aux divers ministres, de mettre à la disposition du général en chef les ingénieurs, artistes, savants qui dépendaient de leurs ministères. Un véritable état-major de savants fut donc formé. Cent vingt-deux savants, parmi lesquels Monge, Berthollet, Geoffroy Saint-Hilaire, Denon, etc., durent accompagner l'expédition. Des élèves de l'École polytechnique demandèrent à en faire partie, et leur proposition fut agréée. « L'expédition, écrit l'un d'eux dans son journal, s'an-« nonce scientifique presque autant que militaire. » Un navire portait des instruments scientifiques et

un matériel destiné à la colonisation (1). Au point de vue diplomatique, Talleyrand avait chargé les représentants français à Constantinople de rassurer la Porte et de lui déclarer « que la France voulait seulement « se mettre à la place des beys qui, depuis si long- « temps en révolte ouverte et impunie contre l'Empe- « reur, ont osé encore insulter la République et mal- « traiter des citoyens français que leurs affaires avaient « conduits à Alexandrie ». En fait, le consul français d'Alexandrie, Magallon, s'était plaint à plusieurs reprises des vexations subies par ses compatriotes de la part des Mamlouks, et en 1796 il était même venu en Europe faire un rapport à ce sujet. Ces violences justifiaient l'entreprise au point de vue du droit public; la conquête se serait donc présentée avec toutes les apparences d'une réussite, si au dernier moment des difficultés imprévues n'avaient jeté tout à coup l'inquiétude dans l'esprit des politiques clairvoyants.

Deux raisons devaient en effet contrarier l'expédition : l'attitude de l'Europe et la politique du général en chef Bonaparte. L'Autriche, mécontente des stipulations de Campo-Formio, cherchait à se rapprocher de la Russie, dont le tsar, Paul Ier, se déclarait l'adversaire convaincu de la Révolution. Le congrès de Rastadt, chargé de réorganiser l'Europe centrale, poursuivait son œuvre au milieu des lenteurs voulues des diplomates formalistes. L'ambassadeur de France à Vienne,

(1) Ce navire fut pris par la flotte anglaise et les savants durent fabriquer eux-mêmes leurs instruments.

Bernadotte, avait été insulté publiquement (avril 1798); une nouvelle guerre paraissait probable, et ce fut à contre-cœur que Bonaparte se mit à la tête de l'armée. A Bourrienne, qui lui demandait s'il resterait longtemps en Égypte, il répondait : « Suivant les circonstances, quelques mois ou six ans. » S'il avait accepté cette mission de conquérir l'Égypte, c'était parce que l'inaction l'effrayait, c'était aussi parce qu'il voulait aller chercher au loin le prestige que l'Orient seul donne aux conquérants. Mais, d'autre part, il sentait très bien que le Directoire, en le comblant d'honneurs, n'était pas fâché de l'éloigner, et, s'il faut en croire un contemporain, la veille même de son départ, il changeait d'avis et offrait sa démission à Larévellière-Lépeaux, qui lui répondait en lui présentant une plume pour la signer (1). Bonaparte se résigna donc à partir; mais à cause des sentiments intimes et des hésitations de son chef, l'expédition portait en elle un germe de mort qui devait en fin de compte la faire avorter. Ce ne fut qu'à la longue qu'on put s'en apercevoir.

II

Le début ne pouvait en effet que confirmer les espérances des partisans de l'expansion coloniale. Non seulement la flotte française échappa à la poursuite de Nelson, qui avait précédé Bonaparte à Alexandrie et, dans l'incertitude, s'était retiré dans l'Archipel; non

(1) Mém. du colonel Vigo-Roussillon.

seulement l'occupation de Malte, qui s'effectua le 13 juin, assura à la France la route de la Méditerranée orientale, mais la puissance des Mamlouks, qui de loin pouvait faire quelque illusion aux politiques, s'effondra en quelques jours sous les coups de l'armée française.

Le débarquement eut lieu le 3 juillet 1798, à une lieue d'Alexandrie, du côté de l'ouest. Les provisions furent immédiatement débarquées sur le rivage, et le lendemain une avant-garde de 4.000 hommes occupa la ville sans résistance. Quelques janissaires turcs et arabes ne purent empêcher les Français d'escalader les murs, d'ailleurs en fort mauvais état; la garnison se retira dans la citadelle et se rendit le lendemain à discrétion. La prophétie de Volney s'était réalisée et le boulevard de l'Égypte n'avait même pas résisté vingt-quatre heures. La route du Caire était ouverte et l'on allait atteindre les Mamlouks au cœur même de leur puissance. Alors le 5 juillet commença en plein désert la marche pénible qui devait durer jusqu'au 21. Une flottille chargée de provisions remontait la branche de Rosette, sous la protection de quelques canonnières; mais la colonne de marche était à une trop grande distance du Nil pour pouvoir profiter de ces secours : aussi pendant dix-sept jours eut-elle à endurer de terribles souffrances. Sans pain, ni vin, ni eau-de-vie, réduits à se nourrir de pastèques et de melons d'eau, à moitié morts de faim et de soif, nos soldats devaient en outre se défendre à chaque instant contre les attaques des Bédouins qui les harcelaient de tous côtés. Tout

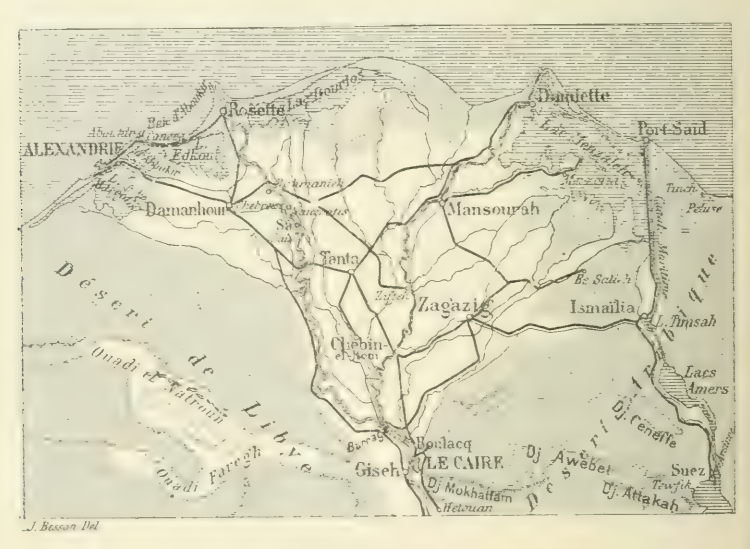
homme qui s'écartait à deux cents pas était immédiatement tué et dépouillé par les brigands du désert. Aussi ce fut à ce moment que Bonaparte inaugura contre ces ennemis d'un nouveau genre la tactique qui devait lui assurer la conquête de l'Égypte. Pour résister à cette cavalerie légère qui survenait à l'improviste et cherchait par de brillantes charges à jeter la confusion dans les rangs, il adopta l'ordre en carrés. L'armée fut partagée en cinq divisions, composées chacune de trois demi-brigades d'infanterie : Desaix commandait la première, Reynier la seconde, Kléber la troisième, Menou la quatrième et Bon la cinquième. Chaque division s'avançait en formant un carré sur six rangs de profondeur ; l'artillerie était intercalée dans les intervalles des bataillons. Si l'on voulait organiser une colonne d'attaque, les trois premiers rangs se détachaient, tandis que les trois autres constituaient la réserve; s'agissait-il de faire face à une attaque soudaine, le carré se formait immédiatement et présentait de tous les côtés à la fois ses baïonnettes et ses canons. L'armée gardait cet ordre même en bivouaquant. Au centre du carré se plaçaient les hommes démontés des régiments de cavalerie, les savants, les administrateurs et les bagages.

Le combat de Chebreiss (14 juillet) montra combien ces précautions étaient utiles. Les Mamlouks de Mourad attaquèrent la flottille qui remontait le Nil. Cette agression fut repoussée et quinze cents Mamlouks vinrent se jeter sur les troupes françaises pour les tourner ou les prendre à revers. Surpris d'être accueillis de tous côtés par un feu nourri, ils se replièrent

bientôt et Mourad, abandonnant ses positions, se retira à la tête du Delta. Un officier de Mamlouks, monté sur un cheval magnifiquement harnaché, s'avança sur le front des troupes et, s'adressant aux soldats en italien, défia celui des « Francs » qui voudrait se battre avec lui en combat singulier ; mais le temps des exploits héroïques était passé et une balle abattit l'imprudent paladin. Les Mamlouks formaient en effet une admirable cavalerie; mais que pouvaient ces descendants des chevaliers du moyen âge contre une armée moderne, commandée par Bonaparte? Il n'est donc pas étonnant qu'une seule bataille ait suffi à les mettre hors de cause.

Les deux chefs des Mamlouks, Mourad et Ibrahim, avaient réuni toutes leurs forces au-devant du Caire. Mourad s'était posté sur la rive gauche du Nil avec les 10.000 cavaliers mamlouks et 1.000 janissaires. En outre, un camp retranché avait été construit autour du village d'Embabeh adossé au fleuve. Des batteries sur affût immobile s'y élevaient et, pour défendre la place, on avait mobilisé 24.000 fellahs qui n'étaient qu'une tourbe sans organisation. Sur la rive droite du Nil, Ibrahim avait rassemblé la réserve, les femmes et les richesses des Mamlouks. Suivant l'issue du combat, il se tenait prêt à rentrer au Caire ou à s'enfuir en Syrie. Ce fut le 21 juillet que les cinq divisions de l'armée française arrivèrent dans la plaine des Pyramides. Aussitôt les carrés se formèrent; les soldats reçurent l'ordre d'attendre l'ennemi et de ne faire feu qu'à bout portant. Bonaparte avait résolu de séparer les Mamlouks d'Embabeh, de les entourer peu à peu et de les

jeter dans le Nil. Les carrés de Desaix et de Reynier, qui étaient à droite de l'armée française, commencèrent donc à se développer dans la plaine; mais à peine avaient-ils entrepris ce mouvement qu'ils eurent à subir la charge de 8.000 Mamlouks, Mourad en tête. Les soldats attendirent avec calme et, comme il avait été re-



Delta du Nil.

commandé, déchargèrent leurs armes presque à bout portant. Ce feu n'arrêta pas l'impétuosité des Mamlouks, qui se précipitèrent sur les baïonnettes des soldats de Desaix et parvinrent à faire une brèche qui les conduisit jusqu'au centre du carré. Forcés de se replier, ils se jetèrent sur le carré de Reynier sans plus de résultats. Mais à ce moment la division de Dugua, dans laquelle se trouvait le général en chef, réussit à se glisser entre Embabeh et les Mamlouks. Assaillis de

tous les côtés à la fois, ils prirent la fuite. Les uns se sauvèrent dans le désert ; les autres allèrent s'enfermer dans Embabeh, où ils ne tardèrent pas à être attaqués par la gauche française, composée des divisions Bon et Menou. Résolus à prévenir cette attaque, les Mamlouks s'élancèrent sur les colonnes françaises pendant qu'elles étaient en marche. Immédiatement, les soldats s'arrêtèrent et reçurent la charge, la baïonnette en avant. Une partie des assaillants fut reconduite dans Embabeh qui ne résista pas longtemps ; le reste, repoussé vers la droite française, fut jeté par elle dans le Nil. En quelques heures la puissance des Mamlouks s'était évanouie, et de cette brillante chevalerie il ne demeurait plus que des troupes désorganisées, qui s'enfuyaient vers la Haute-Égypte et que Mourad cherchait en vain à rallier. Ibrahim avait brûlé sa flottille et s'était dirigé en toute hâte vers la Syrie. Six cents Mamlouks avaient été tués ; mille s'étaient noyés dans le Nil ; les Français n'avaient pas cent hommes hors de combat. Le soir même de la bataille, les troupes campaient à Gizeh, et le 24 juillet, le Caire faisait sa soumission. La puissance des Mamlouks était anéantie pour toujours.

III

Le général en chef fit son entrée au Caire le 27 juillet : tous les cheiks et les membres de l'ancien gouvernement, qui n'avaient d'ailleurs sous les Mamlouks qu'une autorité nominale, vinrent faire leur

soumission. Les débris de l'armée de Mourad fuyaient vers le Saïd devant la colonne d'expédition commandée par Desaix. L'Égypte était donc au pouvoir de la France, mais il s'agissait de la défendre et d'y réaliser les vues du Directoire en y créant une colonie. Tel fut le but du gouvernement de Bonaparte.

Mais de pressants dangers menaçaient sa nouvelle conquête. La flotte de Brueys, qui tenait la Méditerranée, était la seule sauvegarde des 40.000 hommes campés en Égypte. C'est sur elle qu'ils comptaient pour recevoir des secours de la mère-patrie et communiquer avec l'Europe ; ils y voyaient leur seul refuge en cas de désastre. Or, cette flotte fut anéantie par celle de Nelson dans la baie d'Aboukir, où Brueys était resté malgré l'ordre de Bonaparte (1er août 1798). Par une série de fatalités, l'amiral français ne prit aucune disposition de combat : ses équipages étaient à terre lorsque, le soir même de son arrivée, Nelson donna l'ordre d'attaque ; il ne put empêcher cinq navires anglais de traverser le détroit qui sépare l'îlot d'Aboukir du continent et de prendre ainsi la flotte française à revers ; enfin sa droite, commandée par Villeneuve, ne vit pas ses signaux et s'enfuit vers l'île de Malte. Après avoir lutté toute la nuit, Brueys se fit tuer à son banc de quart, emportant avec lui le dernier espoir des Français d'Égypte. L'armée, désormais bloquée, ne devait attendre de secours que d'elle-même ; l'Angleterre commençait à Constantinople la campagne diplomatique qui devait amener l'invasion de l'Égypte

par les Turcs, et en Égypte même des fanatiques essayaient de soulever le peuple.

Bonaparte sut faire face à tous ces dangers et commença, pour mieux les écarter, par chercher un point d'appui solide dans le peuple égyptien lui-même. Il voulut trouver entre vainqueurs et sujets une sorte de terrain d'entente et, fidèle à la philosophie abstraite de son temps, crut qu'il pourrait établir l'unité entre des races et des civilisations si différentes ; d'autre part, il donna à l'Égypte ce qu'elle n'avait plus depuis la chute des califes fatimites : un gouvernement régulier.

Les premiers effets de cette politique parurent excellents. Le respect que les généraux français affichèrent pour la religion musulmane fit beaucoup pour leur gagner les muftis et les ulémas et par eux tout le peuple. Les proclamations adressées aux Égyptiens étaient revêtues de la formule : « Il n'y a d'autre Dieu que Dieu et Mahomet est son prophète. » Les musulmans, qui ne voyaient pratiquer aux Français aucun culte, n'étaient pas éloignés de croire que leur absence même de religion les prédisposait plus à recevoir la vraie foi que s'ils s'étaient montrés fervents chrétiens. Le général en chef ne négligeait rien pour favoriser ces illusions. Il faisait dresser devant les ulémas le plan d'une immense mosquée ; il allait jusqu'à s'entretenir avec eux de la conversion de son armée à l'islam et, comme il trouvait que l'obligation de s'abstenir de vin était une des plus grosses difficultés, les musulmans déclaraient avec complaisance

que des bonnes œuvres suffiraient à racheter ce péché. Un lieutenant même de Bonaparte, Menou, ne s'en tenait pas là et devenait le néophyte Abdallah Jacques Menou. Bien que cette conversion défrayât les plaisanteries de l'armée et fût attribuée à la fille d'un baigneur d'Alexandrie qui devint sa première épouse légitime, elle n'en était pas moins une consécration des assurances que le général en chef donnait à la nation égyptienne. Bonaparte ne manquait d'ailleurs aucune occasion de rehausser par sa présence les fêtes traditionnelles de l'Égypte et de la religion musulmane. Le 17 août, accompagné d'un magnifique état-major, du kiaya, des membres du Grand Divan, du mollah et de l'aga des janissaires, il présida à la fête de l'ouverture des digues au nilomètre de l'île de Roudah. Les bords du Nil et du canal étaient couverts d'une foule immense de peuple et de la garnison du Caire tout entière sous les armes, pendant que la flottille pavoisée aux trois couleurs parcourait le fleuve. La digue fut coupée aux sons des musiques arabe et française, et au moment où le Nil entra dans le canal, Bonaparte jeta des pièces de monnaie au peuple et des pièces d'or au premier bateau qui franchit la digue; puis, selon l'usage, il fit don d'une pelisse au mollah et de trente-huit caftans aux principaux officiers. Le peuple, dit le procès-verbal de la cérémonie, revint au Caire en rendant grâces à Dieu « qui avait comblé l'Égypte de bienfaits en lui accordant le plus beau Nil qu'il y eût eu depuis un siècle ». Le 22 et le 23 août, on célébrait avec la même pompe la fête du Prophète,

en l'honneur duquel était donnée une parade militaire. Enfin, pour associer la France à ces fêtes et mêler pour ainsi dire le respect du nom français au sentiment religieux des Arabes, Bonaparte fit fêter avec un redoublement de magnificence l'anniversaire de la fondation de la République, le 1er vendémiaire an VII (21 septembre 1798). Dans cette fête grandiose la gloire de Mahomet et la gloire de la République étaient exaltées en même temps, et, pour en comprendre le sens, il faut se reporter aux fêtes révolutionnaires, à celle du Dix-Août ou de l'Être Suprême, par exemple.

On avait construit sur la place Ezbekyeh un cirque immense soutenu par cent cinq colonnes qui portaient chacune un drapeau tricolore avec le nom d'un des départements français. Ces colonnes étaient réunies par une double guirlande, « emblème de l'unité de la patrie ». Aux deux entrées s'élevaient des arcs de triomphe ornés l'un d'un bas-relief qui représentait la bataille des Pyramides, l'autre d'inscriptions arabes tirées du Coran. Le centre du cirque était marqué par un obélisque en décoration sur toile qui imitait le granit rouge et portait en lettres d'or les deux inscriptions suivantes : « A la République française, l'an septième » et « A l'expulsion des Mamlouks, l'an sixième », traduites en arabe sur les deux autres faces. Tout autour, sept autels antiques séparés par des candélabres supportaient des trophées d'armes, des drapeaux tricolores et des couronnes civiques, au milieu desquels des inscriptions rappelaient les noms

des morts de chaque division depuis le débarquement en Égypte. Bonaparte, accompagné de sa suite habituelle de généraux, de savants et de musulmans, passa les troupes en revue et, après la lecture d'une proclamation et l'exécution d'hymnes patriotiques, les fit défiler devant lui.

A cette parade succéda un banquet offert aux chefs de corps et aux notabilités musulmanes. Rien de plus étrange que la décoration de la salle. « Les couleurs françaises, dit un contemporain, Redouté, se mêlaient aux couleurs turques. Le bonnet de la Liberté et le croissant, la table des Droits de l'Homme et l'Alcoran se trouvaient sur la même ligne. La gaieté française était modérée par la gravité turque. » La fête se termina enfin par une course de chevaux dans laquelle les Français eurent la gloire de vaincre les Arabes, et dans la soirée le Caire se couvrit d'illuminations et de feux d'artifice. L'ascension d'une montgolfière lancée par le fameux Conté avait achevé de donner à cette fête son caractère original.

Cependant il fallait tirer parti de cette nouvelle colonie qui devait servir tout au moins à nourrir son corps d'occupation. Sans rien modifier à ce qui existait, Bonaparte résolut d'employer les anciens organes de gouvernement et de lever les impôts traditionnels ; la seule différence fut que les taxes arbitraires disparurent, pour être remplacées par des contributions régulières. Dans toutes les provinces on leva l'impôt foncier, le myry, destiné autrefois à l'entretien des janissaires et affecté désormais à celui du corps

d'occupation. Dans la Haute-Égypte on envoya le général Rampon avec une pièce de canon et un détachement de hussards; il ne fallut pas plus d'un mois pour faire rentrer tout le produit de l'impôt : quelques villages récalcitrants furent démolis ou brûlés. D'autre part, les moultezims, ces sortes de seigneurs féodaux, étaient maintenus dans leur situation et gardaient, comme du temps des Mamlouks, le monopole de la culture du riz, dont ils devaient verser le produit en partie à la République, en partie aux négociants en riz de la province de Damiette qui leur portaient les fonds nécessaires à cette culture (décret du 13 pluviôse an VII).

Tel était le régime provisoire, mais Bonaparte ne perdait pas de vue l'avenir et il se préoccupait déjà de l'exploitation et de l'exploration scientifique de l'Égypte. A peine était-il entré au Caire qu'il envoyait déjà dans toutes les directions les savants qui l'avaient accompagné. Chaque colonne de reconnaissance était suivie de ces civils qui étaient obligés souvent de prendre part à la défense commune et d'interrompre leurs travaux en faisant le coup de feu. La plus franche harmonie ne cessa jamais de régner entre eux et les généraux chargés de les protéger. Officiers et soldats sentaient la grandeur de l'œuvre entreprise par tous, et un certàin nombre des premiers figuraient d'ailleurs dans les corps scientifiques qui s'occupaient de lever la carte de l'Égypte ou d'étudier les ressources du pays. Pour augmenter encore ces cadres, il fut décidé que les élèves de l'École polytechnique at-

taches à l'expédition passeraient leur examen de sortie devant une commission et seraient ensuite versés dans le génie et l'artillerie : cette cérémonie eut lieu le 6 octobre, sous la présidence de Monge. Enfin, pour imprimer à ces travaux une direction uniforme et une méthode vraiment scientifique, Bonaparte fonda, le 21 août 1798, l'Institut d'Égypte (décret du 3 fructidor an VI). Comme l'Institut de France, il se composait de quatre sections : Mathématiques, Physique, Économie politique, Littérature et Arts. Il devait, disait le décret, se proposer un double objet : répandre en Égypte les arts et les sciences de l'Europe, afin d'amener le pays à la civilisation; diriger les recherches et les publications relatives à l'histoire, à la nature du sol et aux produits industriels. Il comprenait seulement trente-six membres, qui formaient l'élite des savants venus en Égypte. Dans la section de mathématiques on remarquait, à côté de Monge, Lepère, Andréossy, etc., le général en chef lui-même. La première réunion eut lieu le 24 août, au palais d'Hassan Kâchef, sous la présidence de Monge et la vice-présidence de Bonaparte. Deux journaux, *le Courrier d'Égypte*, rédigé par Fourier (1), et *la Décade égyptienne*, organe de l'Institut lui-même, tenaient les savants au courant des découvertes.

Enfin il fallait aussi songer à atteindre le but grandiose que s'était assigné l'expédition et à rouvrir au commerce l'ancienne route des Indes en rétablissant la communi-

(1) Il paraissait tous les quatre jours.

cation entre la mer Rouge et la Méditerranée. Dès le 12 avril 1798, le Directoire avait décrété que Bonaparte « ferait couper l'isthme de Suez et qu'il devrait prendre les mesures nécessaires pour assurer la libre et « exclusive possession de la mer Rouge à la République « française ». Aussi l'ordre avait-il été donné d'occuper le port de Kosseïr, et le 24 décembre 1798, Bonaparte, accompagné des généraux Berthier et Caffarelli, de l'amiral Gantheaume, de Monge, Berthollet et de plusieurs négociants, quitta le Caire pour se diriger vers Suez. Du 30 décembre au 3 janvier 1799, il reconnut sur l'espace de plusieurs lieues les traces de l'ancien canal qui reliait les deux mers. Escorté de son seul aide de camp Berthier, et de deux guides à cheval, il courut souvent le risque d'être enlevé par des Bédouins. Cependant il parvint jusqu'à Belbeys, où se terminait le canal, et reprit le chemin du Caire, après avoir laissé derrière lui une commission chargée du nivellement de l'isthme.

IV

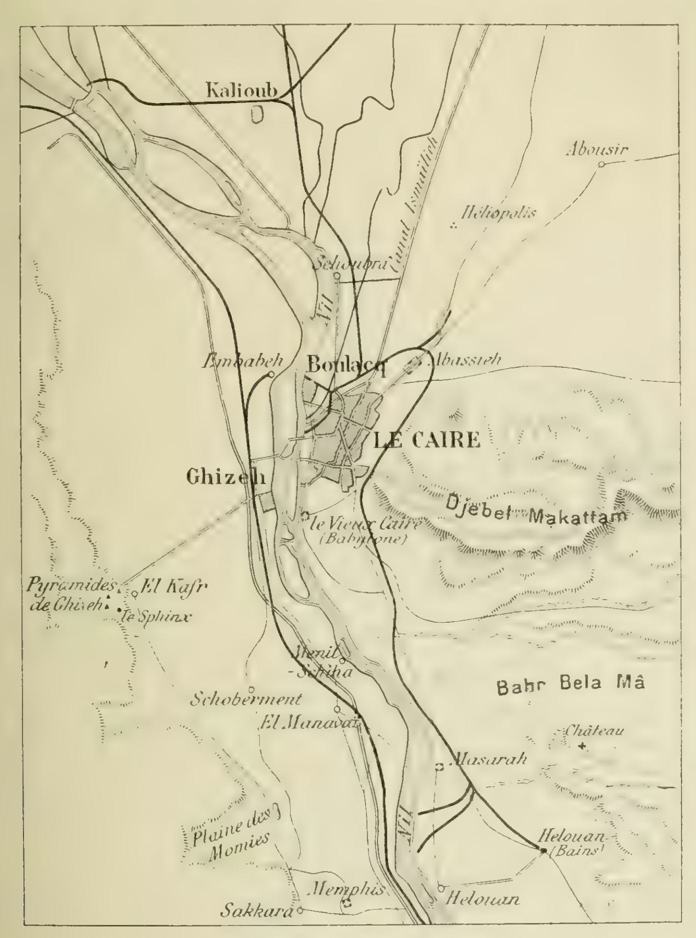
C'est sous ces brillants auspices que s'annonçait l'œuvre française en Égypte, lorsque deux séries de difficultés faillirent la compromettre dès son début. Le 21 octobre 1798, le Caire se révolta, et au début de 1799, l'Égypte fut menacée d'une invasion ottomane.

Le gouvernement régulier établi par Bonaparte blessa peut-être plus les Égyptiens que l'arbitraire des Mamlouks, auquel ils pouvaient, avec de la chance, échapper quelquefois. Les habitants du Caire s'imagi-

naient que les Français allaient supprimer tous les impôts des Mamlouks; aussi furent-ils très mécontents lorsqu'ils apprirent l'établissement d'une taxe sur les propriétés. Ce mécontentement fut soigneusement entretenu par les chefs subalternes, jaloux des cheiks que Bonaparte employait dans l'administration et que l'on accusait d'être vendus aux Français. Le 21 octobre, au matin, des attroupements se formèrent devant la maison du cadi; la foule le somma de monter à cheval pour porter ses doléances au général en chef. Comme il hésitait, elle mit sa maison au pillage. Le général Dupuy survint à la tête d'un détachement de dragons et voulut disperser les émeutiers; il fut tué d'un coup de lance. L'insurrection devint en peu de temps générale; les Français étaient attaqués de tous les côtés et des Arabes menaçants paraissaient aux portes de la ville. Deux ingénieurs, Thévenot et Duval, furent massacrés dans la maison du général Caffarelli, où se trouvaient rassemblés un grand nombre d'instruments de mathématiques; la maison fut mise au pillage et les insurgés assouvirent leur rage sur ces engins d'un nouveau genre qui ne leur disaient rien de bon. Les membres de l'Institut et les savants étaient cernés dans leur quartier et devaient soutenir un siège en règle; on leur avait envoyé des fusils dont plusieurs ne savaient guère se servir.

Cependant Junot, commandant de place, fit battre la générale et prit des mesures de défense. Des colonnes mobiles, accompagnées de canons, parcoururent les rues et mirent en fuite les bandes de pillards qui se jetaient sur les magasins du quartier franc. Bientôt les rebelles

se retranchèrent dans la mosquée d'El-Azhar, qui était déjà à cette époque le centre de la science musulmane et le point de départ de toutes les explosions du fana-



Plan du Caire et des environs.

tisme contre les chrétiens. Cette mosquée avait été convertie en forteresse et les rues étroites qui l'entouraient en rendaient les approches difficiles. Ce fut seu-

lement le lendemain, 22 octobre, que l'on put en entreprendre le siège. Des batteries furent établies sur des points assez élevés pour que l'on pût dominer la mosquée et on se livra à un bombardement en règle qui dura jusqu'à huit heures du soir. Deux mille insurgés furent massacrés en essayant de s'enfuir. Les membres du Divan et les notables étaient venus dès le début de l'insurrection se mettre entre les mains des Français et avaient fait leurs efforts pour calmer l'émeute. Après la victoire ils implorèrent la clémence de Bonaparte, qui leur accorda son pardon et montra une grande modération dans les représailles, qui furent exercées sur la ville du Caire. Le lendemain, disent les membres de l'expédition, les musulmans semblaient remplis de terreur et se montraient d'une politesse extrême vis-à-vis des Français. Après les Mamlouks, les Français avaient vaincu les Égyptiens.

Le deuxième danger fut plus funeste à l'expédition d'Égypte, car il fut l'origine des déceptions qui déterminèrent Bonaparte à rentrer en France. Malgré les assurances de Talleyrand, la Porte, excitée par la diplomatie anglaise, avait déclaré la guerre à la France. Deux armées avaient été formées : l'une dans l'île de Rhodes (elle devait être transportée en Égypte par des navires anglais); l'autre en Syrie, sous le commandement d'Abdallah, pacha de Damas (elle s'était avancée jusqu'à la frontière d'Égypte, à El-Arich). Bonaparte conçut alors le plan de prendre l'offensive contre les Turcs et de les repousser vers Constantinople. Peut-être croyait-il trouver dans la conquête de la Syrie la domi-

nation de tout l'Orient et résoudre au profit de la France la question insoluble. Il laissa Desaix avec 2.500 hommes dans la Haute-Égypte, deux bataillons au Caire et Dugua dans le Delta. Pendant que le contre-amiral Perrée transportait à Jaffa le matériel de siège, l'armée traversait en onze jours le désert de Syrie et arrivait devant El-Arich le 17 février. On n'avait emporté de vivres que pour dix jours et, pendant le siège de cette ville, les soldats furent réduits à manger des chevaux et des ânes assaisonnés d'une oseille marine que l'on découvrait sous les sables et qui donnait la dysenterie. El-Arich et Gaza furent pris sans résistance, et, le 3 mars, l'armée parut devant Jaffa. On ouvrit une large brèche dans la grosse muraille flanquée de tours qui protégeait la ville, puis on somma son commandant de se rendre ; il répondit en faisant couper la tête au parlementaire, et les habitants ne tardèrent pas à pâtir de cet acte de sauvagerie. La ville, prise d'assaut, fut livrée au pillage pendant trente heures ; six mille prisonniers turcs qu'on ne pouvait ni échanger (les Turcs ne faisaient aucun quartier), ni libérer et encore moins nourrir, furent passés au fil de la baïonnette. « Vivant en Orient, dit un témoin oculaire, Vigo-Roussillon, nous avions adopté les mœurs de l'Orient. » La prise de Jaffa permit d'ailleurs à Bonaparte de ravitailler son armée ; on y trouva des magasins remplis de munitions et on reçut le matériel de siège amené par l'amiral Perrée. Ce fut là aussi malheureusement que l'armée contracta les germes de la peste.

Mais la véritable résistance ne commença qu'à Saint-

Jean d'Acre, que l'on considérait comme la clef de la Syrie, malgré ses anciennes fortifications. Elle avait pour chef un ancien Mamlouk, Ahmed le Boucher (Djezzar-pacha), qui avait été l'exécuteur des vengeances d'Ali-bey, avait encouru sa disgrâce et s'était emparé du pachalik d'Acre. Il répandait la terreur dans toute la Syrie par ses cruautés. Tel était l'allié des Anglais, dont le chef Sidney Smith, après avoir essayé de bloquer Alexandrie, vint croiser devant Saint-Jean d'Acre; tel était l'espoir de tous les ennemis de la France et en particulier des émigrés. Ils lui dépêchaient un des leurs, Phélipeaux, ancien camarade de Bonaparte à l'école militaire et excellent ingénieur. Grâce aux secours de Sidney Smith et à la science de Phélipeaux, qui bombarda lui-même les ouvrages français, la place ne put être investie, et on dut compter pour la prendre sur les hasards d'un assaut, qui fut renouvelé bien des fois sans succès. En vain quelques grenadiers parvinrent à escalader une tour; ils en trouvèrent toutes les issues murées du côté de la ville, et au moment où ils se disposaient à battre en retraite, une explosion formidable retentit : les Turcs avaient fait sauter la tour avec ses assaillants (21 mars). Bientôt un nouveau danger menaça l'armée : 25.000 Turcs franchirent le Jourdain et tentèrent une diversion pour forcer les Français à lever le siège. Junot recula devant cette invasion jusqu'à Nazareth. Il fallut détacher du siège la division de Kléber, qui rejoignit Junot au pied du Mont Thabor. 3.000 fantassins en carrés soutinrent l'assaut de 12.000 cavaliers turcs; au mo-

ment où les nôtres allaient plier, Bonaparte survint avec la division de Bon. L'ennemi fut pris dans le triangle formé par nos trois divisions et complètement anéanti; d'immenses approvisionnements tombèrent au pouvoir des Français (16 avril). D'autre part, Djezzar avait voulu profiter de cette diversion pour faire une sortie avec le concours des Anglais : il fut rejeté dans la place. Le moral de l'armée se relevait et on préparait tout pour un assaut décisif, lorsque, le 7 mai, une escadre turque amena de grands renforts à la place. La nuit suivante, les troupes franchirent les murs et pénétrèrent dans la ville; elles trouvèrent les rues barricadées et les maisons crénelées. Chaque quartier, chaque habitation eût exigé un siège en règle. Les soldats, qui risquaient d'être cernés dans ces coupe-gorge, battirent en retraite; deux cents hommes de la division Lannes, retranchés dans une mosquée, furent faits prisonniers. Le 16 mai eut lieu sans plus de résultat le quatorzième et dernier assaut, où Caffarelli trouva la mort. La levée du siège fut décidée, et après avoir réduit presque toute la ville en cendres, l'armée reprit la route de l'Égypte. Elle avait perdu par le feu et les maladies plus du tiers de son effectif et elle ramenait douze cents blessés qui furent évacués sur l'hôpital de Jaffa. La peste se répandait parmi eux et l'armée turque approchait : la décision de Bonaparte fut impitoyable. Sans répondre aux ouvertures de Sidney Smith, qui offrait de se charger des blessés, il préféra les abandonner aux vengeances que les Turcs allaient exercer sur eux; tous

furent massacrés et Bonaparte revint au Caire au milieu des malédictions des soldats. Il n'en fit pas moins dans la ville, le 14 juin, une entrée aussi solennelle que s'il avait remporté la victoire. La résistance de Saint-Jean d'Acre avait arrêté l'exécution de ses plans sur l'Orient. « Si j'avais pris Acre, disait-il plus tard, j'allais à Constantinople et j'y aurais fondé ma dynastie », et il accusait Sidney Smith de lui avoir fait manquer sa fortune. Désormais, en effet, le grand projet qu'il avait élaboré pour résoudre la question d'Orient et rendre la Méditerranée française s'écroulait. Ce n'était plus en Égypte, mais sur le Rhin et le Danube qu'il désirait frapper de grands coups, et la politique française, qui avait failli un instant se porter vers les colonies, ne devait pas tarder à reprendre sa lutte traditionnelle pour la domination de l'Europe centrale.

Cependant, avant de quitter l'Égypte, Bonaparte la défendit du moins de l'invasion anglo-turque. Un débarquement de Turcs avait eu lieu en effet à Aboukir le 14 juillet 1799, et les féroces janissaires, après s'être emparés du fort, avaient coupé la tête à quatre cents Français. Les divisions de Lannes, Bon et Murat (6.000 hommes) marchèrent rapidement sur Alexandrie en faisant quatorze lieues par jour. Les 18.000 janissaires qui formaient l'armée turque s'étaient disposés sur deux lignes appuyées à deux mamelons, au village, à la redoute et au fort d'Aboukir. La lutte dura du 25 juillet au 2 août et les Turcs y firent preuve d'un acharnement et d'un courage dignes d'une

meilleure cause; ils se firent littéralement massacrer par les Français. Le 25 juillet, tandis que Lannes et Destaing s'emparaient des deux mamelons, la cavalerie de Murat sabrait la première ligne, la coupait du gros de l'armée et la jetait à la mer. Le même jour, la prise du village situé entre les deux mamelons amena le massacre de quatre mille Turcs. L'attaque de la deuxième ligne fut plus pénible; la flotte anglaise, partagée en deux escadres, balayait les abords de la redoute d'Aboukir et les Turcs essayaient par de vigoureuses sorties de jeter le trouble dans l'armée française. Armés de fusils sans baïonnette, qu'ils rejetaient en bandoulière après les avoir déchargés, ils s'élançaient sur nos soldats le pistolet et le sabre à la main. Mais Lannes profita d'une de ces sorties pour prendre la redoute pendant qu'elle était dégarnie de ses défenseurs. Les grenadiers couronnèrent bientôt les parapets, et les Turcs, pris entre deux feux, furent anéantis. Le général en chef, Mustapha-pacha, réfugié dans le village, fut fait prisonnier; quatorze mille Turcs avaient été tués dans cette journée, et pourtant la lutte n'était pas terminée.

Les débris de l'armée turque s'étaient en effet retranchés dans le fort d'Aboukir et ils y soutinrent un siège en règle jusqu'au 2 août. Loin de rester enfermés dans cette place, ils inquiétaient les Français par de fréquentes sorties; après avoir percé les murs en terre des maisons du village, ils cheminaient à droite et à gauche des rues et cherchaient à tourner les détachements français. Enfin, le 2 août, épuisés de faim

et de fatigue, privés de nourriture depuis trois jours, sans même avoir demandé à capituler, ils sortirent du fort, pareils à des spectres, en abandonnant toutes leurs armes. Bonaparte avait sauvé l'Égypte : il rentra au Caire sur une barque chargée des queues de cheval des pachas et d'une grande quantité de drapeaux turcs. Mais, malgré sa victoire, il se sentait prisonnier dans sa conquête ; les journaux que lui avait communiqués Sidney Smith et peut-être les messages secrets qu'il avait reçus du Directoire le décidèrent à revenir en Europe. Et d'ailleurs, quelle que fût la situation politique de la France, il ne pouvait plus rester en Égypte ; son plan oriental avait échoué : la conquête de l'Égypte, qui n'était dans sa pensée qu'un des épisodes de l'épopée qu'il rêvait, ne présentait plus pour lui qu'un intérêt médiocre : c'était vers l'Occident qu'il reportait désormais ses desseins. Aussi le 22 août 1799, après avoir préparé sa fuite comme un complot, il partit sur le *Muiron*, accompagné de Berthier, Lannes, Murat, Marmont, Andréossy, Monge et Berthollet, escorté d'une frégate et de deux navires. Il avait, avant de partir, nommé Kléber commandant en chef de l'Égypte.

V

Après le départ de Bonaparte, les Français occupèrent encore l'Égypte pendant plus de deux ans (août 1799-octobre 1801) ; malgré le désir qu'ils

avaient de revoir leur pays, les savants et les soldats que le général en chef avait abandonnés se seraient résignés à leur sort, s'il leur était venu le moindre secours de France. Bien plus, malgré des crises perpétuelles, ces deux années furent loin d'être stériles, et les travaux scientifiques furent poussés au bruit des canonnades. Il eût donc été possible d'établir la domination française en Égypte, s'il n'avait pas existé chez les directeurs de la politique française, et surtout chez Bonaparte, un parti pris d'indifférence et une résolution bien arrêtée de porter ailleurs leurs efforts. Les vallées du Pô et du Danube leur paraissaient plus utiles à conquérir que celle du Nil. Le plan grandiose de Talleyrand était abandonné pour jamais; ce fut à peine si l'on tenta d'envoyer à plusieurs reprises la flotte de Gantheaume devant Alexandrie; trois fois cette flotte essaya de sortir de Toulon et trois fois elle rétrograda à la suite d'avaries; bien que la route fût libre et que des frégates françaises fussent déjà parvenues à Alexandrie, l'amiral n'osa se risquer, et la garnison d'Égypte demeura isolée de la France et du monde civilisé.

Il n'est donc pas étonnant que, pendant cette longue agonie, les officiers français qui se sentaient entièrement bloqués en Égypte aient eu des moments de désespoir. La période qui suivit la fuite de Bonaparte fut particulièrement pénible à traverser : chacun jugeait sévèrement la conduite du général, qu'on allait jusqu'à accuser d'avoir emporté deux millions; tous voulaient revoir la France, et dans un rapport adressé au Direc-

toire (1), Kléber déclarait qu'il lui était impossible de se maintenir en Égypte. L'armée, d'après lui, manquait de vêtements, de poudre et de canons; on devait aux soldats quatre millions sur leur solde et aux fournisseurs huit millions; l'Égypte était menacée d'une nouvelle invasion. La conclusion de ce rapport, dans lequel tous les traits étaient poussés au noir, était l'évacuation de l'Égypte : Kléber se hâta donc d'accueillir les offres que lui fit le chef de la flotte anglaise, le commodore Sidney Smith, qui connaissait bien ses dispositions et voulait en profiter pour ramener au plus tôt l'armée française en Europe sur des navires anglais. Ces négociations furent entreprises avec beaucoup de légèreté; Sidney Smith se donnait le titre, qu'il n'avait pas, de ministre plénipotentiaire auprès de la Porte, et Kléber ne songea pas à rechercher s'il avait des pouvoirs suffisants pour traiter au nom du gouvernement anglais. Les pourparlers engagés par Desaix à bord du *Tigre* furent transportés au camp du grand vizir à El-Arich; un armistice de trois mois fut conclu : l'armée française devait évacuer l'Égypte avec armes et bagages et revenir en Europe sur des navires turcs (janvier 1800). Mais avant même que cette convention fût signée, le 17 décembre 1799, le gouvernement anglais avait envoyé l'ordre à Sidney Smith de n'accorder de capitulation à l'armée française que si elle se rendait tout entière prisonnière de guerre. Au moment où cette nouvelle arriva au commodore, le 20 février 1800,

(1) Le 26 septembre 1799.

Kléber avait déjà commencé à exécuter le traité en livrant quelques places au grand vizir. Lorsque Sidney Smith, honteux du rôle que son gouvernement lui faisait jouer, lui apprit à quelles conditions nouvelles il fallait se soumettre, Kléber fit mettre sa lettre à l'ordre du jour de l'armée avec ces seuls mots : « Soldats! on ne répond à de telles insolences que par des victoires. » Quatre-vingt mille Turcs marchaient sur le Caire, dont les habitants étaient prêts à se soulever derrière l'armée française; la situation eût été perdue sans la bataille d'Héliopolis.

Le 20 mars 1800, dix mille Français mirent en fuite toute l'armée du grand vizir dans la plaine qui s'étend au nord-est du Caire, entre El-Matarieh et les ruines d'Héliopolis. Kléber avait disposé son armée en quatre carrés : deux à gauche, commandés par Reynier, deux à droite, par Friant; la cavalerie était au centre, en masses profondes, et l'artillerie légère sur les deux ailes. L'avant-garde turque, composée de six mille janissaires et d'un corps de cavalerie, avait fortifié le village d'El-Matarieh. Un corps d'ennemis cherchait à se glisser entre les Français et le Nil pour aller soulever le Caire; des régiments de cavalerie le mirent en fuite et, avant que le gros de l'armée arrivât, les carrés français attaquèrent le village d'El-Matarieh. Par un mouvement de conversion Kléber se plaça avec les deux carrés de droite entre El-Matarieh et Héliopolis. Les Turcs essayèrent de charger, mais ne purent empêcher les carrés d'entrer dans le village; cernés de tous côtés, ils se dispersèrent et s'enfuirent dans la

direction du Caire. Mais ce n'était là qu'une affaire d'avant-garde, et après avoir reformé son ordre de bataille, l'armée découvrit la masse des Turcs campée sur une longue éminence entre les deux villages de Sériaqous et d'El-Merg, masquée à moitié par un bois de palmiers, qui recélait de nombreux tirailleurs. A droite Friant débusqua ces tirailleurs et reçut à coups de canon la cavalerie du grand vizir qui essayait de les soutenir. Toute l'armée turque se concentra alors et descendit la hauteur d'El-Merg; la cavalerie fondit sur les carrés, qui furent enveloppés de tous côtés, mais se contentèrent de riposter à cette attaque par un feu continu. Les cavaliers turcs tourbillonnaient en désordre sans pouvoir rompre en un seul endroit ces forteresses vivantes : à la fin, lassés de la lutte, fauchés par la mitraille, ils s'enfuirent en désordre vers le nord en abandonnant leur camp tout entier. Les Français avaient perdu trois cents hommes : ils poursuivirent les Turcs à travers le désert et trouvèrent dans les tentes du grand vizir des richesses incalculables, vêtements de soie, parfums, litières en bois doré, une voiture de fabrique anglaise et surtout des canons dont la devise : *Honni soit qui mal y pense,* trahissait l'origine.

L'Égypte était, par cette victoire, délivrée de l'invasion, mais l'armée n'était pas encore sauvée; six mille Turcs ou Mamlouks avaient réussi à entrer au Caire pendant la bataille, et les soldats victorieux allaient être obligés de réprimer une nouvelle insurrection. Les deux mille hommes qui formaient la garnison s'étaient retranchés dans la citadelle, et le massacre des chrétiens

et de tous les Arabes qui avaient accepté des fonctions publiques sous la domination française commença. Pour gagner cette nouvelle partie, Kléber montra la plus grande habileté : il se contenta de bloquer la ville en attendant le retour du gros de l'armée qu'il avait lancée à la poursuite des Turcs ; puis, par un coup de maître, il fit la conquête de Mourad-bey et conclut avec lui un traité par lequel il lui abandonnait le Saïd, sous la suzeraineté de la France. Le siège dura néanmoins plus d'un mois ; l'attaque fut menée par Friant, qui s'empara de la place Ezbekyeh le 4 avril, pendant que les canons de la citadelle couvraient de bombes les quartiers insurgés. Le 15, eut lieu l'exécution militaire du faubourg de Boulâq ; chaque maison fut prise d'assaut et incendiée. Enfin le 25 avril, après une attaque générale, les Turcs finirent par battre en retraite : un grand nombre capitulèrent et reçurent la faculté de se retirer en Syrie. La domination française était rétablie ; afin de la faire accepter, Kléber montra une grande humanité dans la répression qui suivit cette révolte ; il se borna à une contribution de dix millions sur le Caire et de huit millions sur la Basse-Égypte. Avec cet argent il put payer l'arriéré de la solde et rétablir l'administration française. La prospérité renaissait en Égypte ; des forts étaient construits autour du Caire et d'Alexandrie ; l'Institut d'Égypte était réorganisé et des missions scientifiques parcouraient le pays dans tous les sens ; le gouvernement du nouveau général donnait en un mot les plus brillantes espérances, quand un nouveau désastre vint enlever aux Français le seul homme qui fût encore capable de

maintenir leur domination en Égypte. Le 14 juin 1800, Kleber se promenait dans le jardin du quartier général, lorsqu'un Syrien, nommé Suleïman, s'approcha de lui, comme pour lui demander l'aumône, et lui plongea son poignard dans le cœur. Né à Alep, ancien étudiant de la mosquée d'El-Azhar, plein d'enthousiasme après un pèlerinage aux villes saintes, il avait vu revenir d'Égypte les débris de l'armée du grand vizir; il s'était laissé gagner par l'aga des janissaires qui lui avait fourni un chameau et de l'argent; puis il était accouru au Caire, s'était enfermé à El-Azhar et avait communiqué son projet aux quatre cheiks de la mosquée qui essayèrent de l'en détourner, mais se gardèrent bien d'avertir les autorités françaises; ils devaient payer ce silence de leurs têtes.

Après Kléber, le général le plus ancien en grade était Menou; il prit donc le commandement en chef sans opposition, mais son gouvernement devait être fatal à la domination française en Égypte. Nul, en effet, n'était moins populaire dans l'armée ou chez les savants que ce néophyte musulman, qui était resté quinze mois à Rosette au milieu de son harem et n'avait même pas assisté à la bataille d'Héliopolis. On lui reprochait la jalousie mesquine qui l'avait porté à arrêter une souscription destinée au monument de Kléber; on allait même jusqu'à l'accuser d'avoir donné à l'un de ses fils le nom de Suleïman, et l'ardeur qu'il montrait à se maintenir en Égypte le rendait odieux à tous les partisans de l'évacuation, qui devenaient plus nombreux de jour en jour. Enfin son embonpoint, sa vue

faible, la difficulté qu'il éprouvait à monter à cheval étaient autant de causes qui diminuaient son prestige.

Et pourtant, malgré l'opinion si désavantageuse qu'il inspirait à tous, son gouvernement fonctionna à peu près régulièrement du mois de juin 1800 au mois de mars 1801. Non seulement il n'était plus question d'évacuer l'Égypte, mais le Premier Consul préparait un renfort de six mille hommes que la flotte de Gantheaume devait escorter. En attendant son arrivée, des bricks armés traversaient la Méditerranée, chargés d'ouvriers, de munitions, de vivres, de journaux et de livres ; on songea même à envoyer en Égypte une troupe de comédiens. Les Égyptiens paraissaient maintenant se résigner à leur sort et, persuadés que les Français étaient invincibles, ils commençaient à se familiariser avec eux ; les enfants des riches marchands apprenaient le français. L'état moral de l'armée s'était aussi amélioré ; la solde était bien payée et les communications avec la France étaient relativement fréquentes. Pour renouveler les uniformes, Conté avait établi au Caire des machines à tisser, à fouler et à tondre le drap. L'armée comprenait vingt-trois mille hommes prêts à combattre, pourvus d'une magnifique cavalerie et d'une artillerie de campagne. Des Grecs, des Coptes et même des nègres avaient été enrôlés et instruits à l'européenne. Menou veillait lui-même à rendre le pain des troupes excellent, mais il avait le tort de blesser les administrateurs dans des proclamations emphatiques où il se posait en réformateur des abus et proclamait son intention de rétablir la moralité dans l'armée. Il ne fut

pas plus heureux dans ses réformes financières; l'ordre qu'il donna de dresser un cadastre général causa une inquiétude universelle. Il s'aliéna les Coptes en leur enlevant la perception de l'impôt, les cheiks de village en établissant sur eux une capitation de 2.500.000 francs, et tout le monde en créant des octrois aux portes des villes. L'armée se plaignit bientôt de subir le renchérissement des denrées et s'indigna d'être soumise à un impôt sur les successions qui frappait à la fois les indigènes et les Européens. En un mot, sous la prospérité apparente de l'Égypte se cachaient des causes de division, et tous les actes de Menou augmentaient son impopularité. Il eût fallu, pour sauver l'Égypte, une intervention énergique de la métropole, mais Bonaparte s'en désintéressait de plus en plus et Gantheaume se refusait véritablement à traverser la Méditerranée pour lui porter secours. Il n'est donc pas étonnant qu'à la première alerte toute l'œuvre accomplie depuis 1798 se soit effondrée en quelques mois.

Les Anglais n'avaient pas en effet renoncé à expulser les Français de l'Égypte, et peut-être, dès cette époque, songeaient-ils à se substituer à eux. Au commencement de l'année 1801, ils réunirent à Macri, en Asie Mineure, une armée de 30.000 hommes composée d'Allemands, d'Italiens, de Maltais, d'Albanais et même de cipayes de l'Inde; en outre, le capitan-pacha leur amena 20.000 Turcs. Malgré les avis qu'il reçut de toutes parts, Menou ne prit aucune disposition de défense. Au lieu de concentrer son armée, comme Kléber

à la veille d'Héliopolis, il la dispersa en petites garnisons et négligea de réunir des approvisionnements. Le 8 mars 1801, cinq mille Anglais débarquèrent à Aboukir ; le commandant d'Alexandrie, Friant, n'avait que quinze cents hommes à leur opposer. Il engagea néanmoins avec eux un combat sanglant et parvint à leur tuer onze cents hommes ; mais il ne put empêcher le débarquement de toute leur armée, et bientôt seize mille Anglais menacèrent la route du Caire. Menou vint essayer de la leur disputer avec le gros de son armée et leur livra le 21 mars, devant Canope, une grande bataille ; malgré l'acharnement des troupes françaises et la charge magnifique de douze cents cavaliers, malgré la mort du général anglais Abercombry, il ne put les empêcher de s'emparer de la route et dut se retirer sous les forts d'Alexandrie. Dans la Haute-Égypte, Mourad, l'allié de la France, venait de mourir et les garnisons ralliaient le Caire en toute hâte. L'ennemi n'avançait d'ailleurs qu'avec une extrême lenteur ; le 8 mai seulement, par l'occupation de Ramanieh, il coupait les communications entre les deux armées françaises du Caire et d'Alexandrie, pendant que le grand vizir, avec 30.000 hommes, marchait sur le Caire.

Le 27 juin, les 7.000 hommes qui formaient la garnison du Caire capitulaient avec les honneurs militaires, à la condition d'être transportés en France aux frais de l'Angleterre. Menou, au contraire, ne voulait pas entendre parler de reddition et se sentait capable d'une résistance aussi belle que celle de Masséna dans Gênes. Mais l'opposition contre lui n'avait fait que

grandir; il se vit bientôt obligé de faire arrêter deux des généraux mécontents, Damas et Reynier, et de les faire embarquer pour la France. Enfin, le 30 août 1801, après avoir accusé tous ses subordonnés de trahison, il se résigna à capituler aux mêmes conditions que la garnison du Caire. L'article 16 de la capitulation stipulait que les membres de l'Institut d'Égypte et de la Commission des Arts livreraient les manuscrits et collections recueillis pour le compte de la France. Menou ne put faire effacer cet article, mais les savants envoyèrent trois parlementaires au camp anglais déclarer qu'ils étaient prêts à tout jeter à la mer plutôt que d'abandonner la moindre pièce. « Cette déclara-« tion énergique et une allusion à la triste célébrité « que s'est acquise le calife Omar en brûlant la biblio-« thèque d'Alexandrie firent enfin changer d'avis le « général anglais. » (Mém. de Villiers du Terrage.) Un mois après, la France signait avec l'Angleterre les préliminaires de Londres, d'après lesquels la Porte devait être remise en possession de l'Égypte.

Ainsi échoua la tentative de la France pour établir une colonie en Orient et rouvrir au commerce la route des Indes. Les efforts de l'Angleterre, mais surtout l'indifférence du Directoire et du Premier Consul, firent avorter le plan magnifique élaboré par Talleyrand et par Bonaparte en 1796. L'Égypte échappa donc à la France, mais les quelques années pendant lesquelles s'exerça la domination française devaient avoir dans son histoire des résultats féconds, et c'est là qu'il faut chercher le principe de tous les changements qui s'y

sont produits depuis. Non seulement la puissance des Mamlouks était anéantie pour toujours, mais les savants français avaient jeté, par leurs travaux, les bases scientifiques de la rénovation dont d'autres devaient profiter. Il suffit d'examiner ces travaux pour s'apercevoir qu'il n'est pas exagéré de dire que l'expédition française a ouvert l'Égypte à la civilisation européenne.

VI

L'œuvre des savants français en Égypte fut remarquable par l'accord incessant qu'ils établirent entre la théorie et la pratique. L'exploration scientifique, malgré la largeur et l'esprit de désintéressement qui y présidaient, fournissait immédiatement des applications; la colonisation devait s'enrichir des résultats de la science et les savants mettaient à son service toutes leurs aptitudes. A côté des purs mathématiciens comme Monge se trouvaient en effet des ingénieurs comme Conté, lequel, suivant l'expression de Bonaparte, « eût été capable de créer les arts de la France au milieu des déserts de l'Arabie ». Il est impossible de dresser la liste complète des inventions multiples dont il dota l'établissement français en Égypte : machines à fabriquer les monnaies, à blanchir les toiles, à élever l'eau. Le *Patriote,* qui portait les outils de l'expédition, s'étant perdu, Conté fabriqua des lunettes, des instruments de chirurgie, des machines à tanner le cuir, etc. Il installa un télégraphe aérien, établit

des fabriques de drap, de chapeaux, de papier et aussi de poudre; il étudia même les procédés industriels des Arabes et fut en quelque sorte le bon génie de l'expédition en subvenant à tous ses besoins matériels. Mais il ne suffisait pas à ces savants d'améliorer l'état de l'armée et de la colonie française : ils s'inquiétaient surtout de l'avenir, et c'est en étudiant leurs travaux qu'on peut se rendre compte de ce qu'ils voulaient faire de l'Egypte.

La grande œuvre qu'ils se proposaient d'accomplir d'abord était le rétablissement de l'ancienne route des Indes par l'ouverture d'un canal entre la mer Rouge et la Méditerranée. Il ne faut pas oublier, en effet, que leurs travaux ont été le point de départ de tous ceux qui ont été exécutés dans la suite, et que c'est à la lecture du mémoire de Lepère que de Lesseps conçut le dessein de réaliser définitivement leurs projets. C'est dans ce mémoire, en effet, qu'est exposée la suite des travaux qui furent entrepris dans l'isthme de 1799 à 1801.

L'auteur commence par montrer l'utilité de cette œuvre en comparant les avantages des diverses routes de l'Inde, celle de l'Asie centrale par l'Oxus et l'Indus, celle de l'Euphrate et du golfe Persique, celle du cap de Bonne-Espérance et enfin celle de la mer Rouge, qui est la plus courte. Cette route a été abandonnée par suite de « l'indolence des peuples musulmans », qui n'ont pas pu soutenir la concurrence de la nouvelle route découverte au quinzième siècle par les Portugais et dont les peuples du Nord ont pris le mo-

nopole ; « mais qu'on suppose un gouvernement d'Eu-
« rope puissant et éclairé, dirigeant les opérations
« d'une colonie laborieuse, solidement établie sur les
« bords orientaux de la Méditerranée, où elle aurait
« de bons ports, des forces imposantes, la faculté de
« communiquer avec la métropole par la mer et avec
« l'Inde par l'intérieur des terres... cette colonie et
« sa métropole doivent obtenir bientôt la traite exclu-
« sive des marchandises de l'Inde ». Mais la création
du canal des Deux-Mers porterait cette prospérité à
son comble, et ce fut pour « forcer le gouvernement
« turc à trouver dans l'exécution de son projet et son
« intérêt et sa gloire » que Bonaparte ordonna la pu-
blication du mémoire de Lepère. La commission char-
gée d'opérer le nivellement de l'isthme fut en effet for-
mée après le voyage préliminaire fait par Bonaparte en
décembre 1798-janvier 1799 (1). Lepère, son frère et
Saint-Genis partirent du Caire le 16 janvier 1799, sous
la protection d'une colonne commandée par Junot. Ils
quittaient Suez le 31 janvier avec quarante hommes
de la légion maltaise et douze sapeurs. Ils suivirent d'a-
bord les vestiges de l'ancien canal, dont ils évaluèrent
la largeur de 25 à 40 mètres et la profondeur à 7 mètres ;
puis ils perdirent ses traces et, après avoir erré quelque
temps dans le désert, ils durent venir se ravitailler au
Caire. La deuxième campagne eut lieu par ordre de
Kléber et sous la protection de Reynier (septembre
1799). Enfin une dernière mission quitta le Caire le

(1) Voir p. 44-45.

14 novembre 1799, et les huit ingénieurs qui la formaient achevèrent le nivellement de la Méditerranée. Ils constatèrent à Suez la hauteur de la marée pendant une syzygie, le 24 janvier 1799, puis observèrent la basse mer de vive eau sur la Méditerranée à Tyneh et ils trouvèrent que le niveau de la mer Rouge était supérieur de 9m,908 à celui de la Méditerranée. Ils en conclurent que les bassins des Lacs Amers pouvaient recevoir dans quelques parties plus de cinquante pieds de hauteur d'eau, soit de la mer Rouge, soit du Nil. « Il est donc certain, déclare Lepère, que les eaux de « la mer Rouge sont susceptibles de couvrir les terres « du Delta et que les craintes de cette submersion « n'étaient que trop fondées chez les anciens, dans ces « temps reculés où le Delta et le lit même du Nil « étaient incontestablement plus élevés. » Ce résultat, dû à une erreur de calcul, devait donner longtemps des arguments aux adversaires du canal. Lorsque eut lieu en 1847 un nouveau nivellement sous la direction de l'ingénieur Talabot, deux membres de la commission d'Égypte encore vivants s'émurent des conclusions toutes différentes de ce travail. On put constater que la source de l'erreur des savants de 1799 provenait d'une différence de 8m,67, cotée à tort entre Suez et le piquet 119. Presque toutes les autres parties du travail, au contraire, concordaient avec les résultats trouvés par Talabot. D'ailleurs, malgré la différence de niveau des deux mers, Lepère ne croyait pas que le rétablissement de l'ancien canal fût impossible. Il préconisait dans ses conclusions l'antique tracé de Bubaste sur le

Nil à Suez et le percement d'un canal d'eau douce du Caire à Suez. Il évaluait la dépense à trente millions de francs.

Dresser une bonne carte de l'Égypte parut aussi une entreprise nécessaire ; on ne possédait en effet que celle de Danville, qui était à une trop petite échelle ; or, avant de coloniser le territoire, il fallait au moins en connaître toutes les parties. Bonaparte résolut donc de charger l'ingénieur Testevuide de dresser une carte au trente millième ; mais il put à peine commencer les travaux, car il fut tué dans l'insurrection du Caire, le 29 novembre 1798. Malgré cette perte, les travaux furent entrepris de tous les côtés à la fois. Pendant l'expédition de Syrie, l'ingénieur Jacotin releva l'itinéraire du Caire à Saint-Jean d'Acre. Le 28 juin 1799, les ingénieurs géographes furent rattachés à l'état-major général de l'armée et reçurent des grades militaires ; on choisit pour échelle le deux cent millième ; mais pendant la crise qui précéda la bataille d'Aboukir les savants ne disposaient plus d'aucune escorte pour visiter l'Égypte ; ils se contentèrent de lever le plan du Caire et ce ne fut qu'après la bataille d'Héliopolis que les travaux reprirent sérieusement. On put lever la carte de la Basse-Égypte et entreprendre quelques expéditions dans les oasis, sur les bords de la mer Rouge et sur le Haut-Nil. Le 4 mars 1801, sur l'ordre de Menou, une autre commission composée d'ingénieurs des ponts et chaussées reçut la mission de faire le cadastre de l'Égypte. La plupart des éléments nécessaires à cette carte étaient donc réunis à la fin de 1801. Jacotin parvint à sauver tous les tra-

vaux partiels de ses collaborateurs ; il les versa au dépôt de la guerre, où la carte fut plus tard construite et gravée.

En même temps, l'Égypte était étudiée à tous les points de vue par les savants qui la parcouraient en tous sens ; leurs efforts avaient été un peu éparpillés sous le gouvernement de Bonaparte. Kléber résolut de les rendre plus systématiques et, le 11 novembre 1799, il forma une grande commission qui adopta un plan de travail en neuf articles : I. *Législation ; usages civils et religieux.* — II. *Administration.* — III. *Police.* — IV. *Gouvernement et histoire.* — V. *État militaire.* — VI. *Commerce et Industrie.* — VII. *Agriculture.* — VIII. *Histoire naturelle des habitants.* — IX. *Monuments et costumes.* — X. *Géographie et hydraulique.* — Chacun prit à son compte, suivant sa spécialité, une de ces études ; mais l'article traité avec le plus de soin fut le dernier. Lepère et Jacotin, qui s'en étaient chargés, dressèrent pour l'étudier un questionnaire fort complet qui fut imprimé à un grand nombre d'exemplaires et distribué, pour être rempli, aux agents des provinces et aux voyageurs : Noms de village (en français et en arabe). — Provinces dont ils dépendent. — Rives du Nil. — Distances en heures de marche, au Nil, au chef-lieu. — Populations (familles, hommes, femmes, enfants, total). — Occupations des habitants (fellahs, pêcheurs, artisans). — Nature des cultures (nombre de feddans cultivés en canne à sucre, riz, blé, indigo, orge, dourah, tabac, lin, palmiers...). — Canaux d'arrosement (noms, origine, feddans qu'ils ar-

rosent). — Religions (coptes, grecs, musulmans, juifs). — Tribus d'Arabes (noms, populations, nombre de chevaux et de chameaux...) : telles furent les bases du monument élevé par les savants de l'expédition d'Égypte. Leur œuvre fut interrompue par l'invasion anglaise, mais du moins ne périt-elle pas tout entière et ses résultats ont été rassemblés dans le grand ouvrage commencé en 1802 par ordre des Consuls et achevé seulement sous la Restauration, la « Description de l'Égypte ». La première partie, qui devait être consacrée à l'histoire de l'Égypte depuis les temps les plus reculés jusqu'à la domination française, fut abandonnée ; mais les parties publiées qui traitent des Antiquités, de l'État moderne et de l'Histoire naturelle, suffisent à nous montrer avec quelle ampleur ces vrais enfants du dix-huitième siècle entreprirent leur tâche. Non seulement leurs dissertations forment la base de toute étude sérieuse sur l'Égypte ancienne et moderne, mais sur bien des points ils furent des précurseurs et appliquèrent à l'histoire et à la géographie la méthode rationnelle qui devait en faire, au dix-neuvième siècle, de véritables sciences. Loin d'être confus et livrés au hasard, leurs travaux furent subordonnés à un plan vigoureux, qui s'élevait du simple au complexe et cherchait à montrer les rapports entre la terre, le climat et les hommes.

L'étude fondamentale est en effet l'étude physique de l'Égypte. Girard et de Rozière étudient la constitution du sol, la nature des roches, l'exhaussement séculaire de la vallée du Nil; des mémoires spéciaux sont consacrés à la vallée des lacs de natron, à la vallée de

Kosseïr, etc. Nouet, Coutelle et de Rozière recueillent les résultats des observations astronomiques et météorologiques qui permettent de déterminer la nature du climat de l'Égypte (1). Les naturalistes étudient la flore et la faune. Delile et Coquebert s'occupent des plantes endémiques, du palmier et des plantes cultivées (2), tandis que Geoffroy Saint-Hilaire et de Savigny étudient les différents ordres de vertébrés qui se trouvent représentés en Égypte (3).

(1) GIRARD. Description de la vallée de l'Égarement (Hist. nat., II, 25). — Observations sur la vallée d'Égypte et sur l'exhaussement séculaire du sol qui le recouvre (id., II, 343). — DE ROZIÈRE. Discours sur la représentation des roches de l'Égypte et de l'Arabie par la gravure (id., II, 41). — Description minéralogique de la vallée de Qoceyr (id., II, 83). — GRATIEN LEPÈRE. Extrait d'un mémoire sur les lacs et les déserts de la Basse-Égypte (État moderne, II, 469). — D'ANDRÉOSSY. Mémoire sur la vallée des lacs de natron et celle du fleuve sans eau d'après la reconnaissance faite les 4-8 pluviôse an VII (23-27 janvier 1799) (État mod., I, 279). — DUBOIS-AYMÉ. Mémoire sur les anciennes limites de la mer Rouge (Ét. mod., II, 715, I, 187). NOUET. Observations astronomiques faites en Égypte pendant les années VI-VII-VIII (1799-1800) (État moderne, I, 1). Observations météorologiques et hygrométriques faites dans diverses villes de l'Égypte (Hist. nat., II, 339). — COUTELLE. Observations météorologiques faites au Caire en 1799-1801 (Hist. nat., II, 321). — DE ROZIÈRE. De la constitution physique de l'Égypte et de ses rapports avec les anciennes institutions de cette contrée (Hist. nat., II, 407).

(2) COQUEBERT. Comparaison entre les plantes d'Égypte et de France (Hist. nat., I, 59). — DELILE. Description du palmier doum dans la Haute-Égypte (Hist. nat., I, 53). Mémoire sur les plantes qui croissent spontanément en Égypte (id., II, 1). Histoire des plantes cultivées en Égypte (id., II, 11).

(3) GEOFFROY SAINT-HILAIRE. Histoire naturelle des poissons du Nil (Hist. nat., I, 265). Description des reptiles (id., I, 115-121). Description des crocodiles (id., I, 185). Histoire naturelle des poissons de la mer Rouge et de la Méditerranée (id., I, 311). Description des

Enfin des travaux étaient consacrés aux différentes races qui habitent l'Égypte : aux Égyptiens par Larrey (1), aux Arabes par Jomard, Dubois-Aymé et Jaubert (2), aux Nubiens par Costaz (3). Larrey étudiait d'autre part les maladies endémiques de l'Égypte et de la Syrie (4), tandis que Desgenettes dressait les tables nécrologiques du Caire pendant les trois années de l'occupation française (5) et que Rouyer, pharmacien, décrivait les médicaments dont usaient les Égyptiens (6). Une étude physique de l'Égypte était ainsi constituée et ses résultats pratiques devaient hâter l'œuvre de la colonisation.

L'étude politique est renfermée dans trois mémoires qui donnent les détails les plus minutieux sur le système de gouvernement des Mamlouks (7), mais ce

mammifères qui se trouvent en Égypte (id., II, 99-733). — Savigny. Système des oiseaux (Hist. nat., I, 63). Description sommaire des mammifères carnassiers qui se trouvent en Égypte (id., II, 744).

(1) Notice sur la conformation physique des Égyptiens et des différentes races qui habitent en Égypte (État mod., II, 1).

(2) Jomard. Observations sur les Arabes de l'Égypte (Ét. mod., I, 545). — Dubois-Aymé. Mémoire sur les tribus arabes des déserts de l'Égypte (Ét. mod., I, 577). Mémoire sur la ville de Qoceyr et ses environs et sur les peuples nomades qui habitent cette partie de l'ancienne Troglodytique (Ét. mod., I, 193). — Jaubert. Nomenclature des tribus arabes qui campent entre l'Égypte et la Palestine.

(3) Mémoire sur la Nubie et les Barâbras (Ét. mod., I, 399).

(4) Larrey. Mémoire et observations sur plusieurs maladies qui ont affecté les troupes de l'armée française pendant l'expédition d'Égypte et de Syrie et qui sont endémiques dans ces deux contrées (Ét. mod., I, 427).

(5) État mod., II, 311.

(6) Et. mod., I, 217.

(7) Delaporte. Abrégé chronologique de l'histoire des Mamlouks

furent surtout les études économique, sociale et historique qui absorbèrent l'attention des savants et formèrent comme le couronnement de leur œuvre.

Quel est le régime du Nil et jusqu'où s'étend son influence sur la fertilité de l'Égypte? Quel est le meilleur système d'irrigations, et dans quel état sont les canaux et les digues actuellement? Quelles sont les ressources agricoles, industrielles et commerciales du pays? Il fallut pour répondre à toutes ces questions envoyer de nombreuses missions et recueillir les documents de toute espèce. Girard fut attaché à l'armée de Desaix qui envahissait la Haute-Égypte et dut chercher des renseignements sur les inondations du Nil et les irrigations. Sur sa route, il fit un détour et accompagna Belliard, chargé de s'emparer du port de Kosseïr. Revenu au Caire en octobre 1799, il fut adjoint par Kléber à la commission de l'agriculture et du commerce et il explora la Basse-Égypte. Il rassembla tous les matériaux recueillis au cours de ses recherches dans un important mémoire sur l'agriculture, l'industrie et le commerce des Égyptiens (1). Les diverses parties de ce vaste sujet étaient d'ailleurs l'objet de travaux distincts. Le lac Menzaleh est étudié par le général d'Andréossy (2),

d'Égypte depuis leur origine jusqu'à la conquête des Français (Ét. mod., II, 121). — Estève. Mém. sur les finances de l'Égypte depuis sa conquête par le sultan Selim I[er] jusqu'à celle du général en chef Bonaparte. — Lancret. Mém. sur le système d'imposition territoriale et sur l'administration des provinces de l'Égypte dans les dernières années du gouvernement des Mamlouks (Ét. mod., I, 233).

(1) Ét. mod., II, 491-714.

(2) D'après la reconnaissance faite en vendémiaire an VII (Ét. mod., I, 261).

la fontaine de Moïse par Monge (1), le canal d'Alexandrie par Lancret et Chabrol (2), le Fayoum par Martin (3). Malus cherche à retrouver les vestiges des sept bouches par lesquelles le Nil s'écoulait autrefois dans la Méditerranée, et il conclut à la possibilité de creuser l'ancienne branche tanitique (4). Lepère, Jollois et Jomard écrivent les descriptions les plus complètes des villes d'Alexandrie, de Rosette et du Caire (5). Enfin les procédés employés par les fellahs pour arroser leurs terres (6), les principales industries égyptiennes (7), les monnaies (8) et les poids et mesures en usage (9) donnèrent lieu également à des monographies spéciales. Une exploitation scientifique des forces de l'Égypte et un emploi plus rationnel des eaux du Nil furent préparés ; beaucoup de ces travaux devaient recevoir leurs applications plus tard.

Mais l'état social d'un pays entre comme un facteur des plus importants dans les éléments qui constituent sa richesse. Sa connaissance permet de pénétrer plus intimement dans la conscience des hommes et de fonder le gouvernement sur une base plus rationnelle. En vrais disciples de Montesquieu, les savants français

(1) Ét. mod., I, 409.
(2) Ét. mod., II, 185.
(3) État mod., II.
(4) Extrait d'un mémoire sur l'état ancien et moderne des provinces orientales de la Basse-Égypte (Ét. mod., II, 304).
(5) Ét. mod., II^2, p. 269, 333, 579.
(6) Jomard. État mod., I.
(7) Ét. mod., I, 203, 413.
(8) Ét. mod., II, 321, 468.
(9) Ét. mod., II, 228.

recueillirent donc de nombreux renseignements sur les mœurs des Égyptiens (1) et même des peuples voisins (2). De Chabrol fit sur ce sujet un travail d'ensemble (3), pendant que Villoteau s'attachait spécialement à l'art musical et aux instruments de musique.

Enfin, grâce à leur esprit philosophique, les savants sentirent qu'une étude de l'Égypte moderne ne pouvait avoir d'utilité que si elle était suivie d'une exploration des monuments qui permettent de remonter jusqu'à l'antique civilisation des Pharaons. Les conditions naturelles étant permanentes, il était nécessaire de comparer l'Égypte affaiblie des Mamlouks à la prospérité que révèlent les témoignages antiques. Ces recherches ne tardèrent pas d'ailleurs à porter leur but en elles-mêmes; mais, comme toutes celles de l'Institut d'Égypte, elles ont eu un double résultat : elles ont enrichi la science et ont eu une application pratique en apprenant aux possesseurs modernes de l'Égypte par quels procédés ses anciens maîtres en faisaient surgir des richesses considérables. L'égyptologie était fondée et, malgré des erreurs, excusables d'ailleurs, car elles ne pouvaient être évitées que par la lecture des hiéroglyphes, ces prédécesseurs de Champollion et de Mariette ont fait les principales découvertes qui servirent

(1) Dubois-Aymé et Jollois. Voyages dans l'intérieur du Delta (Ét. mod., II, 91).

(2) Coutelle. Observation sur la topographie de la presqu'île du Sinaï; les mœurs, usages, industries, commerce des habitants (Ét. mod. II, 277).

(3) Essai sur les mœurs des habitants modernes de l'Égypte (Ét. mod., II[3], 361).

de points de départ à leurs successeurs. Appuyés sur les textes d'Hérodote et de Diodore, ils essayèrent de trouver dans les monuments les éclaircissements nécessaires à l'intelligence de ces historiens, et ils s'aperçurent bientôt qu'une Égypte nouvelle allait surgir de ces fouilles. Chacune des provinces de l'Égypte eut ses explorateurs (1). Jollois, Jomard, Devilliers, Saint-Genis cherchèrent à retrouver les restes des villes disparues. Les ruines d'Abydos, d'Antinoé, de Memphis, d'Heliopolis, de Thèbes, etc., furent explorées. Un jeune ingénieur, Villiers du Terrage, visita le temple de Denderah ; mais, trompé par le style de l'édifice et dans l'ignorance des caractères hiéroglyphiques, il crut pouvoir attribuer aux anciens Égyptiens le dessin d'un zodiaque qui ne remonte en réalité qu'à l'époque des Ptolémées. L'ardeur des jeunes gens était telle que leur chef, Girard, se plaignit au général Belliard et déclara que les hiéroglyphes n'étaient pas la besogne des ingénieurs. Ces plaintes importunes n'étaient guère de saison et ne furent pas écoutées. Villiers remonta le Nil jusqu'à l'île de Philæ et put explorer les ruines de Thèbes. Il fournit d'utiles renseignements aux deux commissions nommées en septembre 1799 par Bonaparte pour interpréter les bas-reliefs et il rapporta au Caire des plans, des élévations et des coupes de tous les temples, palais, tombeaux, qu'il avait visités, ainsi qu'une carte de la plaine de Thèbes.

Grâce à ces travaux, les savants parvinrent à tracer

(1) Ét. mod., I, 607, 847.

une première esquisse de l'état de l'ancienne Égypte et, en procédant comme ils l'avaient fait pour l'Égypte moderne, étudier successivement l'état politique, les sciences, l'agriculture, l'industrie, les mœurs des contemporains de Ramsès. Jomard comparait la population ancienne à la population actuelle de l'Égypte (1); Boudet essayait de démontrer que les Égyptiens avaient inventé le verre (2); de Rozière recherchait les industries disparues aujourd'hui (3); Costaz étudiait l'agriculture, l'industrie et les mœurs (4); Rouyer les embaumements (5); Villoteau les instruments de musique figurés sur les monuments (6); Fourier, Jollois, Devilliers et Jomard les sciences et l'astronomie (7); Girard et Jomard les anciennes mesures (8). Aucune branche de l'antique civilisation n'était négligée, tandis que les ingénieurs, Dubois-Aymé, Jomard et Lancret essayaient de retrouver les traces des anciennes bouches du Nil et du lac Mœris, qui servait alternativement de réservoir et de déversoir au Nil (9).

Mais de toutes les découvertes la plus féconde devait être celle de la pierre trouvée à Rosette au mois d'août 1799 par l'officier du génie Bouchard et sur laquelle se lisaient trois inscriptions en trois

(1) Antiquités. Mémoires. II, 88.

(2) Antiquités. Mém. II, 17.

(3) Mémoire sur les vases murrhins. Antiq. Mem. I, 115.

(4) Antiq. Mém. I, 49.

(5) Antiq. Mém. I, 207.

(6) Id., I., 181, 357.

(7) Id., I., 71, 255, 427, 803.

(8) Id., I., 1, 325, 495-803; II, 57.

(9) Antiq. Mém. I, 70, 251, 277-91.

bandes parallèles, l'une en grec, l'autre en caractères démotiques, l'autre en hiéroglyphes. Ce petit rectangle de granit noir fut, sur l'ordre de Menou, envoyé au Caire et étudié par les membres de l'Institut; on en fit plusieurs empreintes que l'on expédia en France, et nul ne douta plus désormais qu'elle ne renfermât la clef de l'écriture hiéroglyphique. Après le traité d'Alexandrie, cette pierre tomba au pouvoir des Anglais et fut transportée au British Museum; Champollion devait l'y retrouver un jour et achever l'œuvre de l'Institut d'Égypte (1).

Il semblait donc que l'antique Égypte dût livrer tous ses trésors; l'activité des savants avait encore augmenté pendant l'année 1800, lorsque l'invasion anglaise vint tout arrêter. Les Français avaient jeté les fondements de la rénovation de l'Égypte; les Anglais empêchèrent leurs résultats d'aboutir. Si la route des Indes n'a pas été ouverte dès le commencement de ce siècle, si l'égyptologie a dû attendre de longues années ses Champollion et ses Mariette, il faut l'attribuer à la politique de l'Angleterre et à l'indifférence du Directoire. L'Angleterre a senti tout le danger qu'une Égypte puissante et soumise à l'influence française ferait courir à l'Inde. Elle a donc inauguré dès 1799 et 1800 la politique de jalousie et de méfiance qui devait être sa ligne de conduite jusqu'à ce qu'elle pût absorber l'Égypte à son tour. Mais si elle a ainsi enlevé l'Égypte à la France, elle n'a pas

(1) Explication sommaire de la pierre de Rosette par Jomard (Ant. Mém. II, 143).

pu détruire le résultat moral de l'œuvre de ses savants. La science a fait de l'Égypte une terre française, et un barbare de talent, s'inspirant de cet exemple, va reprendre avec des Français l'œuvre que Bonaparte dédaigna d'achever.

BIBLIOGRAPHIE

Consulter les ouvrages généraux relatifs à la Révolution, au Directoire, à Napoléon Ier.

Ouvrages spéciaux sur l'Égypte :

I. — Correspondance officielle.

Pallain. Le ministère de Talleyrand sous le Directoire. Paris, 8°.
Correspondance de Napoléon Ier, Égypte, 2 vol.

II. — Mémoires et récits de voyages.

a) *Militaires.* — Berthier et Reynier. 2 vol., Paris, 1827. — Marmont. Voyage en Orient. — Roy. Les Français en Égypte. Souvenirs des campagnes d'Égypte et de Syrie par un officier de l'expédition. Paris, 1855-80. — Le colonel Vigo-Roussillon (*Revue des Deux-Mondes*, 1er et 15 août 1890). — b) *Civils.* — Villiers du Terrage. Journal et souvenirs sur l'expédition d'Égypte, 1798-1801. Paris, 1900, 1 vol. in-8°. — A. Hermant. L'Égypte en 1798, d'après le journal inédit d'un membre de l'Institut (H. Jean Redouté). *Revue Bleue* (décembre 1894 à mars 1896). — Denon. Voyage dans la Haute et la Basse-Égypte, pendant les campagnes du général Bonaparte. Paris, 1802, 1 vol. — Olivier. Voyage dans l'empire ottoman fait par ordre du gouvernement pendant les six premières années de la République. Paris, an IX, 6 vol. in-8°.

III. — Histoires.

Dumas. Krieg der Franzosen in Ægypten und Syrien. Hambourg, 1800, 3 vol. — Martin. Histoire de l'expédition française en

Égypte. Paris, 1815, 2 vol. — HEEREN. Histoire de l'expédition française en Égypte. — NA'KOULA et TURK. Histoire de l'expédition des Français en Égypte (traduct. Desgranges, Paris, 1840, in-8°). — GALLI. L'armée française en Égypte (1798-1801). Paris, 1883, in-12). — PEYRE. L'expédition d'Égypte. Paris, 1890, in-8°. — BURGOYNE. Egypt. Navals and military operations, 1798-1802. London, 1893, in-8°.

IV. — Études diverses.

BOULAY DE LA MEURTHE. Le Directoire et l'expédition d'Égypte. Paris, 1885, in-8°. — DE VILLEBOIS-MAREUIL. Le Centenaire de l'expédition d'Égypte. Comment on préparait une expédition coloniale en 1798 (*Correspondant*, n° 860, p. 209-29). — GUILLEN. Un trottin de l'an VII. Histoire de l'armée d'Égypte (*La Grande Revue*, octobre et novembre 1899). — ALI BAHGHAT. L'acte de mariage du général Menou avec la dame Zobeïdah (*Bulletin de l'Institut Égyptien*, 1898, p. 221). — Liste des membres de l'Institut d'Égypte et de la commission des Sciences et des Arts (Appendice aux *Mémoires de Villiers du Terrage,* p. 335).

CHAPITRE II

LA FONDATION DU POUVOIR DE MÉHÉMET-ALI

(1801-1811)

I. Origine de Méhémet-Ali. Situation de l'Égypte (1801-1803). — II. Méhémet-Ali devient pacha d'Égypte (1805). — III. Il expulse d'Égypte les Turcs (1806), les Anglais (1807) et les Mamlouks (1811).

Après le départ des Français, l'Égypte devenait un territoire vacant, car elle ne renfermait plus aucune force capable de maintenir l'ordre et d'organiser le pays. Le pouvoir du sultan avait bien été restauré en principe par le capitan-pacha au Caire et à Alexandrie, mais avec les Turcs étaient revenus au Caire les débris des Mamlouks, tandis que les Anglais s'étaient établis à Alexandrie. De nombreuses compétitions devaient donc se produire pour la possession de l'Égypte, mais le nombre et la faiblesse même des compétiteurs les rendaient vaines. Les Anglais avaient engagé trop peu de troupes en Égypte pour pouvoir s'y maintenir; les Turcs n'étaient nullement sûrs de leurs troupes albanaises, qui commençaient à se conduire comme en pays conquis; enfin les Mamlouks avaient reçu un trop rude coup en 1798 pour s'en relever jamais; chacun des beys était jaloux des autres: quelques-uns regrettaient la domination française, les autres avaient été gagnés

par l'Angleterre. Le peuple égyptien, qui aurait, en prenant parti, fait pencher la balance d'un côté, devait rester pendant toute cette lutte comme une masse inerte. L'Égypte aurait donc pu rester livrée de longues années à l'anarchie la plus complète, si Méhémet-Ali n'avait su détruire ces différents adversaires les uns par les autres et fonder sa domination sur la ruine de tous. Grâce à lui, les Turcs, les Anglais et enfin les Mamlouks disparurent successivement de l'Égypte. Inconnu encore en 1801, il réussit en trois ans à se faire reconnaître pacha d'Égypte par la Porte; de 1804 à 1807, il délivra l'Égypte des Turcs et des Anglais; enfin de 1807 à 1811, il se débarrassa des Mamlouks. Telles furent les étapes successives de celui qui devait être l'héritier des Français en Égypte.

I

Ses origines étaient fort modestes. Il naquit à la Cavalla, en Macédoine, au fond du golfe de Salonique. Il disait qu'il était né dans le pays d'Alexandre, et la même année que Napoléon, en 1769; mais, comme il arrive dans un pays dépourvu d'état civil, il ne pouvait prouver son dire. Son père Ibrahim-aga était le chef de la garde préposée à la sûreté des routes; après sa mort, ses enfants furent recueillis par un oncle, qui mourut lui-même, et ce fut le gouverneur de la ville, ami de la famille, qui se chargea d'élever le jeune Méhémet-Ali avec son fils. Dès son enfance, il mon-

tra un caractère d'une indomptable énergie; toutefois, cette partie de sa vie est assez mal connue et beaucoup de récits répandus plus tard sur son compte ont un caractère de légende. Ses camarades se moquaient beaucoup des soins affectueux qu'il recevait de ses parents, qui le préféraient à leurs autres enfants; piqué de ces railleries, il résolut d'acquérir sur les rieurs la supériorité musculaire et s'astreignit de lui-même aux plus durs exercices, courant deux journées de suite en prenant le moins possible de nourriture et de sommeil, en cherchant à atteindre à force de rames une île voisine de la côte. Quelques années plus tard, il manifesta en une circonstance l'habileté et en même temps la vigueur qu'il devait déployer dans la suite. Le gouverneur de la Cavalla ne pouvait forcer les habitants d'une petite ville des environs à payer l'impôt : Méhémet-Ali s'y rendit avec dix hommes armés, et, après être entré dans la mosquée pour y faire sa prière, il manda auprès de lui les quatre principaux habitants de la ville. Ceux-ci vinrent sans défiance, mais furent immédiatement enchaînés et emmenés au milieu des habitants stupéfaits, pendant que Méhémet-Ali, le poignard à la main, menaçait d'égorger ses captifs si la moindre tentative de délivrance avait lieu; le lendemain, l'impôt rentra sans difficulté.

Telle fut la libre éducation que se donna lui-même Méhémet-Ali; elle développa surtout son énergie, mais laissa de grandes lacunes dans son instruction. Il n'apprit même pas à lire et à écrire, mais cette

ignorance n'était pas alors un obstacle à la fortune, car, pour le récompenser de l'exploit qu'il venait d'accomplir, le gouverneur le nomma *boulouk-bachi* (capitaine) et lui fit épouser une de ses parentes. Il fit la connaissance du commerçant marseillais Lion, consul de France à la Cavalla; lui-même se livra au commerce des tabacs et fit une assez belle fortune. De cette période obscure de son existence on peut dire seulement qu'il apprit à aimer la France et qu'il amassa quelques richesses; mais les événements ne devaient pas tarder à le transporter sur un plus grand théâtre.

On était alors en 1800, et le gouvernement turc préparait une invasion de l'Égypte; le gouverneur de la Cavalla mit son fils à la tête du contingent de trois cents hommes qu'il était obligé de fournir et lui donna Méhémet-Ali comme lieutenant; mais ce jeune homme tomba malade en route; il revint en Europe et céda à son ami son titre de *bimbachi* (major, commandant de 1.000 hommes). Méhémet-Ali assista donc aux différentes tentatives de débarquement qui eurent lieu en 1800 et 1801. Il se signala à l'attaque du fort de Ramanieh, commandé par le général Lagrange; devenu le protégé d'un aga de la suite du capitan-pacha, il fut bientôt attaché au service du nouveau pacha, Khosrew, que le capitan avait résolu d'établir en Égypte. C'était pour lui le commencement de la fortune.

Les Turcs sentaient en effet que la première condition de leur retour en Égypte devait être la disparition

des Mamlouks, et à peine Khosrew eut-il été installé au Caire comme pacha au nom du sultan, que le capitan résolut, pour rendre son gouvernement plus facile, de le débarrasser de ces hôtes incommodes. Sous prétexte d'aller à Alexandrie pour assister à l'investiture du nouveau général anglais, lord Caron, il offrit aux beys de l'accompagner. Ceux-ci acceptèrent sans défiance. Le matin, un déjeuner cordial les réunit dans la tente du capitan-pacha, puis tous s'embarquèrent dans des canots qui descendirent le Nil. A peine était-on sorti du fleuve qu'un navire se montra à portée de la flottille; le capitan déclara qu'il lui apportait des dépêches de Constantinople et passa à bord. Les Mamlouks continuèrent leur route, mais lorsqu'ils voulurent pénétrer dans le lac d'Aboukir, ils se trouvèrent en présence de trois chaloupes garnies de soldats. A cette vue, ils se mirent en défense, mais aussitôt les Turcs firent feu sur eux et les tuèrent à bout portant. A cette nouvelle, le commandant anglais d'Alexandrie entra dans une grande colère, mais le capitan-pacha parvint à l'apaiser et mit cet accident sur le compte d'un malentendu. Les Anglais n'insistèrent pas et ne tardèrent pas à reprendre la mer, en laissant l'Egypte livrée à l'anarchie. Indignés, en effet, de cet attentat, les Mamlouks de l'Égypte entière prirent les armes. Les Albanais, seule force dont pût disposer Khosrew, les suivirent bientôt dans leur révolte; furieux des retards apportés au paiement de leur solde, ils forcèrent le pacha à s'enfuir et à se réfugier dans la citadelle du Caire. Leur chef, Tahir,

essaya de prendre le pouvoir et fut reconnu pacha par ses soldats, mais il ne tarda pas à rencontrer les mêmes difficultés financières que son prédécesseur, et il fut assassiné en mai 1803, au cours d'une émeute militaire. Les protagonistes de cette tragédie n'étaient plus : ce fut alors que de nouveaux personnages apparurent.

II

Le jeune Albanais que le hasard avait conduit en Égypte n'avait pas, en effet, au milieu de ces troubles, négligé sa fortune. Pour le récompenser de son attachement, Khosrew l'avait nommé *saréchesmé* (général), lui avait fait présent d'un cheval et l'avait mis à la tête d'un corps d'armée contre les Mamlouks (1801). Après la mort de Tahir, il devenait le personnage le plus en vue de l'armée albanaise et, dès cette époque, montrant cette décision qui devait être une des principales causes de sa fortune, il n'hésita pas à prendre un grand parti : d'accord avec ses soldats, il rompit avec le pacha et conclut une alliance avec le chef des Mamlouks, Bardissi. C'était là une pensée hardie, et la possession de l'Égypte était l'enjeu de cette entreprise; mais tous deux avaient compté sans le gouvernement anglais, qui n'avait pas abandonné l'Égypte sans espoir de retour et surveillait de près tous les événements qui l'agitaient. A la nouvelle des succès de Bardissi et de Méhémet-Ali, il résolut de rentrer en scène et d'opposer un adversaire aux deux aventuriers qui se partageaient déjà l'Egypte.

Le choix de cet adversaire n'était pas très heureux : l'homme des Anglais, l'Elfi, représentait l'ancienne tradition des Mamlouks et, par son caractère brouillon, par la somptuosité de son train, par ses appétits vulgaires, rappelait à l'Égypte un passé funeste. Ancien esclave de Mourad, il avait commencé sa fortune après son affranchissement en rançonnant les fellahs et les nomades des provinces dont il avait obtenu le gouvernement. Il suivit son maître avec fidélité et fut son compagnon de triomphe comme d'exil; il se battit bravement à la bataille des Pyramides, se retira avec Mourad dans le Saïd, puis, après l'évacuation de l'Égypte par les Français, fit bon visage aux Anglais et fut nommé, grâce à eux, gouverneur de la Haute-Égypte. Son luxe était proverbial; il ne voyageait jamais sans une suite considérable et il traînait après lui un kiosque tout garni, que l'on démontait et remontait à volonté. Il fit construire sur la place de l'Ezbekyeh, au Caire, un palais merveilleux; puis il le fit démolir, parce qu'il trouvait que les architectes n'avaient pas suivi ses plans, et il ordonna de le reconstruire de nouveau. Après le massacre des Mamlouks, en 1801, il s'embarqua sur la flotte anglaise et obtint à Londres un succès de curiosité qui, devant sa nullité, se changea peu à peu en indifférence. Ce fut lui cependant que l'Angleterre choisit pour être l'instrument de sa domination en Égypte, et l'opinion publique se montra si favorable à cette aventure, qu'une compagnie se fonda pour constituer à l'Elfi une liste civile; lorsqu'il débarqua à Aboukir, le 12 février 1804, il amenait

avec lui un ameublement royal et était escorté d'une garde particulière.

Et pourtant les espérances que l'Elfi avait fait naître chez ses nouveaux amis ne tardèrent pas à s'évanouir en fumée. Sa maison s'était rassemblée à Gizeh pour attendre son arrivée; tout à coup elle fut entourée par les Albanais de Méhémet-Ali, qui la dispersèrent après avoir pillé son camp. De son côté, le maître remontait le Nil sans défiance sur une barque pavoisée aux couleurs britanniques; il vint tomber aveuglément dans les pièges qui lui avaient été tendus. Des Albanais lui enlevèrent toutes les richesses qu'il avait apportées d'Angleterre, et lorsqu'il voulut débarquer, une troupe d'Arabes, apostée par Bardissi, se jeta sur lui : il ne trouva son salut qu'en abandonnant à ses cupides agresseurs sa pelisse et ses bijoux. Les protestations de l'Angleterre restèrent sans effet. Méhémet-Ali et ses Albanais, Bardissi et ses Mamlouks étaient les maîtres incontestés de l'Égypte. L'accord entre les vainqueurs ne pouvait pas durer et leur commune victoire fut le principe d'une nouvelle lutte.

Dans cette étrange association, Bardissi, appuyé sur les Mamlouks, était le personnage le plus important; mais, si son rival lui laissait tout le prestige du pouvoir, il lui en donnait aussi toutes les charges, et il le voyait avec satisfaction s'user chaque jour contre les difficultés financières qui empêchaient que l'Égypte eût un gouvernement régulier. Pour comble de malheur, les Albanais réclamaient un arriéré de huit mois de solde, et Méhémet-Ali appuyait les demandes de

ses soldats. Bardissi eut recours aux anciens procédés des Mamlouks. Il voulut soumettre à une *avanie* les marchands européens et levantins du Caire; les consuls protestèrent, et une partie de la colonie européenne se retira à Alexandrie. Bardissi établit alors une taxe sur les habitants du Caire : ceux-ci, indifférents jusqu'ici aux querelles de leurs maîtres, commencèrent à sortir de leur réserve lorsqu'ils se sentirent atteints par leur contre-coup. Une émeute éclata et quatre collecteurs d'impôt furent égorgés. Méhémet-Ali saisit cette occasion pour jouer le rôle d'arbitre et jeter en même temps les fondements de son pouvoir. Il se rendit à la Grande Mosquée, et déclara au nom de Bardissi que tous les impôts étaient abolis, et qu'aucune poursuite ne serait exercée contre les émeutiers. C'est de ce jour que date sa popularité; il n'avait été jusque-là qu'un chef de bandes : désormais il a les Égyptiens avec lui.

Aussi les événements se précipitent-ils, car Méhémet-Ali n'était pas homme à hésiter lorsque la fortune s'offrait à lui. Apprenant que les beys méditaient sa perte, il résolut de les prévenir et fit donner l'assaut à la maison ou plutôt à la forteresse qui servait de demeure à Bardissi. Un bastion la défendait du côté de la rue et, de l'autre côté, une batterie d'artillerie en gardait les approches. Mais les Turcs qui dirigeaient cette artillerie avaient été achetés par Méhémet-Ali et, loin de défendre leur maître, ils tournèrent leurs pièces contre lui. Tout à coup les portes de la maison s'ouvrirent et un défilé fantastique traversa les rangs des

Albanais. Bardissi avait fait charger toutes ses richesses sur des dromadaires et fait monter tous ses Mamlouks à cheval. Lui-même se mit à leur tête et parvint à gagner la citadelle, d'où il se retira dans le désert avec sa petite armée. Tous les Mamlouks, et même le vieil Ibrahim, dont la maison avait été entourée aussi, suivirent le même chemin. Méhémet-Ali restait le maître du Caire, mais il ne crut pas encore venu le moment de prendre les apparences du pouvoir. Les Mamlouks avaient pu s'échapper et allaient se réconcilier avec l'Elfi contre l'ennemi commun. Les Albanais, sur lesquels il s'était appuyé jusqu'ici, étaient trop indisciplinés pour lui inspirer une grande confiance. Il résolut donc d'éviter les responsabilités en organisant un fantôme de gouvernement, et après avoir fait sortir de la citadelle du Caire le représentant du sultan, Khosrew-pacha, que tout le monde avait oublié, il le rétablit solennellement dans toutes ses dignités.

Ce calcul était sage, car avec les milices albanaises tout gouvernement était impossible : au bout de trois jours une émeute militaire éclata, et Khosrew fut conduit à Rosette et embarqué pour Constantinople. Les Albanais reconnurent comme pacha d'Égypte Kourchid, gouverneur d'Alexandrie ; mais le nouveau chef du gouvernement se montra aussi incapable que ses prédécesseurs. Les soldats, faute de solde, vivaient de brigandage et allaient jusqu'à rançonner les passants dans les rues du Caire. Méhémet-Ali appuyait toutes leurs réclamations et, pour les payer, forçait deux riches propriétaires à lui compter trois cents bourses. La Porte résolut de

mettre fin à cette situation intolérable en délivrant l'Égypte des contingents albanais, et un firman leur enjoignit de rentrer dans leur pays, avec promesse d'oublier tous leurs méfaits. Ce n'était pas là le compte de Méhémet-Ali, et ce fut surtout en cette circonstance qu'il déploya toutes les ressources de son caractère rusé. A la nouvelle qu'il allait quitter l'Égypte une véritable émeute éclata dans les rues du Caire ; les habitants voyaient en lui leur seule sauvegarde contre les excès des soldats, et, lorsqu'il parcourut la ville, il fut acclamé par tous et céda à cette douce violence : il resta au Caire contre le gré de Kourchid. Le pacha ne songeait en effet qu'au moyen de se débarrasser de ses malencontreux auxiliaires. Ses tentatives pour les renvoyer en Turquie avaient échoué ; il résolut alors de les diriger contre les Mamlouks, et, pour gagner Méhémet-Ali, il lui fit accorder une pelisse d'honneur et le commandement de trois mille hommes. A peine les Albanais avaient-ils quitté le Caire qu'ils furent remplacés par une garnison d'un autre genre. La Porte avait levé en Syrie trois mille brigands kurdes, coiffés de feutre noir, connus sous le nom de « Dehlis » (fous), et c'était sur ce ramassis qu'elle comptait pour faire échec aux Albanais. Son espoir devait être déçu.

Méhémet-Ali, en effet, à la nouvelle de cette arrivée, revint sur ses pas et cerna le camp des barbares. Ceux-ci n'osèrent combattre ; ils se montrèrent accessibles aux présents qui leur furent prodigués, et les Albanais, sous prétexte de réclamer leur solde, firent, à la grande fureur de Kourchid, une entrée triomphale au Caire.

L'arrivée des Kurdes avait porté au comble l'impopularité du pacha. Ces auxiliaires improvisés ne connaissaient que le pillage et, au mépris du firman que Kourchid leur avait envoyé, ils commençaient à dévaster la banlieue du Caire, et arrivaient même à pénétrer dans la ville. C'en était trop; les habitants, exaspérés, se soulevèrent. Kourchid imagina de négocier avec les émeutiers et conclut avec eux une sorte de trêve : d'autre part, pour se débarrasser de Méhémet-Ali, il le faisait nommer pacha de Djeddah. Mais aucun de ces plans n'aboutissait et la victoire devait enfin rester à celui que les habitants du Caire regardaient comme leur sauveur. Les principaux cheiks se rendirent auprès de Méhémet-Ali et, après lui avoir remis les insignes du commandement, le portèrent en triomphe dans toute la ville (mai 1805). Kourchid se réfugia dans la citadelle et parvint à y tenir avec quinze cents hommes jusqu'au mois d'août. Pendant ce temps, les cheiks du Caire adressèrent un manifeste à la Sublime Porte pour justifier leur conduite. Le sultan reconnut le fait accompli, et le 9 juillet 1805 le capitan-pacha apporta la nouvelle de la confirmation de Méhémet-Ali comme pacha d'Égypte. Kourchid rendit la citadelle du Caire à son heureux successeur.

III

Ainsi le fils du gendarme de la Cavalla était devenu pacha d'Égypte. Le commandeur des croyants lui envoyait le hatti-schérif qui l'établissait dans sa nouvelle

dignité et les trois queues qui devaient en être les insignes. Mais, pour se maintenir au pouvoir, il lui fallait montrer plus de ressources d'esprit, plus d'énergie et même de cruauté qu'il n'en avait encore déployé. Les Turcs avaient cédé aux circonstances, mais le capitan-pacha était resté à Alexandrie, et il était devenu le centre d'intrigues ténébreuses menées par les Anglais, et qui devaient avoir pour résultat de rapprocher les vieux ennemis, Turcs et Mamlouks, contre Méhémet-Ali. De son côté, le nouveau pacha d'Égypte ne resta pas inactif : d'abondants *bakchichs* lui gagnèrent le capitan-pacha lui-même et les personnages les plus influents à Constantinople; la solde des Albanais fut payée et, pour comble d'habileté, Méhémet-Ali sut faire supporter le poids de toutes ces dépenses aux Coptes, c'est-à-dire à la classe la plus abhorrée de l'Égypte, à celle qui avait fourni à tous les pouvoirs d'âpres intendants et de dociles collecteurs d'impôt. Les comptes de l'intendant général, Georges Gohari, furent examinés ; on y trouva depuis cinq ans quatre mille huit cents bourses de déficit : il dut rendre gorge, aux applaudissements des habitants du Caire. Ce fut par ces moyens que Méhémet-Ali obtint le départ du capitan-pacha pour Constantinople (octobre 1805).

Le répit que lui accordèrent ses ennemis ne fut pas de longue durée. Si les Anglais, les Turcs et les Mamlouks avaient réussi à s'entendre, c'en était fait de son pouvoir; mais une telle entente était impossible et le pacha d'Égypte eut l'avantage de combattre ses adversaires séparément. De 1806 à 1811, il débarrassa suc-

cessivement l'Égypte des Turcs, des Anglais et finalement des Mamlouks.

Les Turcs se présentèrent les premiers. En juillet 1806, le capitan-pacha arriva avec une flotte devant Alexandrie. Il était porteur d'ordres formels qui enjoignaient à Méhémet-Ali d'échanger l'Égypte contre le pachalik de Salonique. Le pacha répondit qu'il y consentait volontiers, mais que les troupes, auxquelles il était dû un arriéré de vingt mille bourses, s'opposaient à son départ. Et rien n'était plus véritable : à la nouvelle que le pouvoir de Méhémet-Ali était menacé, soixante-dix officiers albanais jurèrent sur le Coran de ne pas l'abandonner, et tous, suivant un vieil usage, passèrent sur un sabre qui était tenu par deux des plus anciens d'entre eux. D'autre part, le peuple du Caire s'agitait ; les cheiks et les ulémas envoyaient une adresse à la Porte pour demander le maintien de leur pacha. L'ambassadeur de France à Constantinople agissait de son côté. En fin de compte, ce grand effort aboutit à une transaction financière et à une nouvelle distribution de bakchichs. Méhémet-Ali fut maintenu en Égypte moyennant quatre mille bourses ; les notables du Caire en firent les frais et le capitan-pacha, après avoir ainsi sanctionné l'abaissement définitif du pouvoir impérial, quitta Alexandrie le 2 octobre 1806 pour n'y plus jamais revenir.

Avant de donner son approbation au traité, le sultan avait fait engager son vassal à faire la paix avec les Mamlouks ; mais avec de pareils adversaires, l'emploi seul de la force pouvait hâter le succès des négocia-

tions. Les beys d'ailleurs n'avaient pas renoncé à la domination de l'Égypte : tandis que la plupart s'étaient réfugiés dans le Sud, l'Elfi, avec l'aide du consul anglais, avait pu organiser une petite armée et inquiétait les villes du Delta. Six cents Mamlouks, huit cents Albanais, six mille Bédouins et six canons formaient cette armée. Elle essaya de prendre Damanhour et l'Elfi, furieux de ne pouvoir s'emparer de la ville, se livra aux atrocités les plus barbares. Il fit bombarder les maisons, tant bien que mal, avec sa petite artillerie, et il ordonna de pendre à des arbres, au moyen d'un fer aigu attaché sous le menton, tous les malheureux qui se faisaient prendre par ses troupes. A ses demandes de négociation, Méhémet-Ali répondit qu'il ne pouvait traiter qu'avec tous les beys réunis. Il était désormais le pacha légal de l'Égypte et ses adversaires n'étaient que des rebelles qui s'étaient révoltés contre l'autorité de la Porte. Deux événements vinrent rendre sa situation encore plus avantageuse. Bardissi mourut d'une fièvre bilieuse, à l'âge de quarante-huit ans, le 18 octobre 1806, et deux mois plus tard, le 30 janvier 1807, l'Elfi mourait à son tour à la suite d'un accès de colère contre des chefs arabes qui avaient ravagé un champ de blé en sa présence. « C'en est fait, s'écria-t-il, l'Égypte est à Méhémet-Ali ; il n'est plus personne pour la lui disputer. » Les deux principaux chefs des Mamlouks avaient donc disparu, et Méhémet-Ali, résolu d'en finir avec eux, se dirigeait vers la Haute-Égypte à la tête de six mille Albanais, lorsqu'un événement inattendu le rappela au Caire : les

Anglais avaient tenté un nouveau débarquement en Égypte (mars 1807).

Ce n'était pas cette fois comme défenseurs de la Porte, mais comme conquérants, que les Anglais se présentaient. A la suite des négociations entre Selim et Napoléon, pendant la campagne d'Eylau, l'Angleterre et la Russie avaient rouvert la question d'Orient et préparé un démembrement de l'empire turc. Ce projet avait échoué, car l'entrée de Napoléon dans la Prusse orientale avait paralysé les forces russes, et, devant l'énergique défense de Constantinople organisée par le général Sébastiani, la flotte anglaise de l'amiral Duckworth avait dû se retirer (2 mars 1807); mais la conquête de l'Égypte pouvait réparer cet échec et, le 17 mars, l'escadre du contre-amiral Lewis vint mouiller devant Alexandrie. Le 21, les Anglais entraient dans la place, faisaient la garnison prisonnière et l'envoyaient à l'île de Malte. Malgré leur échec devant Rosette, les Anglais menaçaient la route du Caire, lorsque Méhémet-Ali, après avoir fait à la hâte la paix avec les Mamlouks, revint mettre sa capitale en état de défense. Le vice-consul français d'Alexandrie, Drovetti, accourut pour l'aider de ses conseils. Mais cette tentative ne devait pas avoir plus de succès que celle de Constantinople. Les Anglais s'obstinèrent à attaquer Rosette, qui fut vaillamment défendue par son gouverneur, Hassan-pacha. Le 21 avril, au village de Hamadan, l'armée anglaise était enveloppée par la cavalerie turque et forcée de battre en retraite. Les Turcs montrèrent envers les prisonniers la cruauté

dont ils avaient fait preuve pendant l'expédition française. Les blessés étaient décapités et leurs têtes exposées sur les murs; le vice-consul de France intervint pour faire cesser de pareilles atrocités et envoya aux blessés des secours et des médicaments. Les Anglais rentrèrent à Alexandrie, et, après avoir essayé en vain de pousser les Mamlouks contre Méhémet-Ali, ils conclurent avec le pacha une convention pour l'échange des prisonniers. Le 14 septembre 1807, ils évacuèrent l'Égypte: le souvenir de cette campagne devait rester gravé profondément dans l'esprit de Méhémet-Ali, et elle contribue à expliquer la défiance et l'hostilité qu'il montra pendant toute sa vie contre l'Angleterre.

Ainsi avaient disparu successivement du champ de bataille égyptien la puissance ottomane et la puissance anglaise. Méhémet-Ali demeurait désormais seul en face des Mamlouks, mais les circonstances difficiles au milieu desquelles il se trouvait devaient retarder son triomphe définitif, et il dut attendre quatre années avant de frapper le grand coup qui devait anéantir à tout jamais la puissance des anciens maîtres de l'Égypte.

Les Mamlouks avaient sans doute perdu leurs principaux chefs; beaucoup d'entre eux, désemparés, venaient s'engager d'eux-mêmes dans l'armée du pacha. Mais le vieil Ibrahim, l'adversaire de Bonaparte, existait toujours, et les Mamlouks de sa maison détestaient le pouvoir du nouveau pacha. D'autre part, les Albanais n'étaient sûrs que s'ils étaient bien payés, et l'anar-

chie qui s'était établie en Égypte depuis le départ des Français rendait la rentrée des impôts malaisée. Beaucoup de Mamlouks résidaient au Caire et conspiraient sans cesse contre le nouveau pouvoir. Le sultan sommait le pacha d'Égypte d'entreprendre une expédition contre les rebelles d'Arabie; Méhémet-Ali ne pouvait quitter l'Égypte en laissant derrière lui de tels hôtes. En 1810 il se trouvait à Suez et organisait son expédition; à la nouvelle qu'un complot allait éclater au Caire, il partit précipitamment sur un dromadaire et fit trente-deux lieues en dix-huit heures, en abandonnant son escorte derrière lui : cette arrivée subite terrifia les conspirateurs et le mouvement échoua. Une dernière expédition eut lieu contre les beys de la Haute-Égypte, et le 24 août 1810 ils furent complètement dispersés à El-Lahoum. Ils semblèrent alors renoncer à la lutte; les principaux d'entre eux revinrent au Caire; mais, dans la pensée de Méhémet-Ali, une victoire ne suffisait pas : il fallait une extermination totale des Mamlouks.

Le 1er mars 1811, Toussoun, fils cadet de Méhémet-Ali, devait recevoir solennellement la pelisse avant de partir pour l'expédition d'Arabie. La cérémonie avait lieu dans la citadelle du Caire : les Mamlouks y furent invités; quatre cents d'entre eux, parés de leurs plus beaux habits, couverts d'armes étincelantes, pénétrèrent dans l'antique citadelle, construite par Saladin sur l'un des derniers contreforts de la chaîne arabique et défendue par une double enceinte de murs très épais, flanqués d'énormes tours. Lorsque la ca-

valcade fut entrée, la porte se referma derrière elle. Le pacha attendait les Mamlouks dans la grande salle du Divan; il leur fit le meilleur accueil et ordonna de leur servir le café. Puis le cortège se mit en marche pour aller assister à l'investiture. Il était précédé d'un corps de troupes composé de Kurdes, de janissaires et d'Albanais; les Mamlouks venaient ensuite, et après, un dernier corps d'infanterie; le pacha fermait la marche, accompagné des cheiks et des principaux officiers. A peine avait-on commencé à suivre la rampe tortueuse, taillée en plein roc, qui conduit à la porte d'El-Azab, qu'un coup de canon retentit. Aussitôt les Albanais escaladèrent avec agilité les roches latérales et, cachés dans toutes leurs anfractuosités, firent pleuvoir sur les Mamlouks une grêle de balles. Ceux-ci voulurent tourner bride, mais leurs chevaux se cabrèrent, et les Albanais qui formaient l'arrière-garde leur barrèrent la route à coups de fusil. Tous furent massacrés, et leurs cadavres dépouillés de leurs armes et de leurs bijoux. Le pacha s'était retiré dans une salle du Divan et attendait dans l'anxiété. Un médecin génois s'approcha de lui et lui dit ces seuls mots : « Voici un beau jour pour Votre Altesse. » Alors, sans rien répondre, il demanda à boire et but à longs traits. Au même moment, les habitants du Caire pillaient les maisons des victimes et dans les provinces mille Mamlouks étaient massacrés (1).

Ainsi Méhémet-Ali n'hésita pas à verser le sang

(1) D'après une tradition, un Mamlouk serait parvenu à s'échapper en s'élançant à cheval du haut des murs de la citadelle.

pour rétablir l'ordre en Égypte. Il était resté dans la tradition orientale, et le caractère même de son avènement suffit à montrer que, malgré le goût qu'il devait montrer pour la civilisation occidentale, il demeura profondément Turc. Comme Pierre le Grand, auquel on l'a parfois comparé, il résolut, avant de travailler pour l'avenir, d'anéantir jusqu'aux moindres débris du passé. Pour la première fois depuis le départ des Français, il y avait un gouvernement en Égypte.

BIBLIOGRAPHIE

Quatremère. Mémoire géographique et historique sur l'Égypte. Paris, 1810, 2 v. in-8°. — Paton. History of the Egyptians Revolutions from the Period of the Mamelukes to the death of Mohammed-Ali. 2e édit. London, 1894, in-8°. — De Vaulabelle. Histoire de l'Égypte moderne. 1801 à 1833. Paris, 1835, 2 vol. in-8°. — Gervinus. Insurrection et régénération de la Grèce. Paris, 1863, 2 vol. in-8°. — Mouriez. Histoire de Méhémet-Ali. Paris, 1855, 5 vol. in-8° (tome I).

CHAPITRE III

L'ŒUVRE INTÉRIEURE DE MÉHÉMET-ALI

1811-1848

I. Portrait de Méhémet-Ali. — II. Le régime politique de l'Égypte. — III. Le régime économique. — IV. Les travaux publics. — V. L'instruction publique. Champollion et les progrès de l'égyptologie. — VI. L'armée et la flotte.

« Mes petits-enfants peuvent seuls récolter ce que j'ai semé. Où a régné un désordre aussi profond que celui qui régnait ici, où se produisait une décomposition aussi complète de toutes les saines traditions de l'État, où vivait un peuple aussi complètement retourné à l'état sauvage, aussi ignorant, aussi incapable de tout travail salutaire, la civilisation ne peut reprendre et se développer que très lentement (1). » C'est en ces termes que Méhémet-Ali appréciait son œuvre; tout en en reconnaissant lui-même les parties incomplètes, il exprimait l'espoir qu'elle serait pour l'Égypte le principe d'une prospérité nouvelle, et dans une large mesure l'histoire a ratifié ce jugement. Mais, pour comprendre l'œuvre, il faut d'abord connaître l'ouvrier, car sa personnalité s'est imprimée profondément dans les

(1) Ebers. L'Égypte, p. 18.

institutions qu'il a créées : c'est ce qui a fait la force, mais aussi le malheur de l'Égypte contemporaine.

I

Un grand nombre d'Européens, diplomates ou savants, ont été reçus par Méhémet-Ali ou ont vécu dans son intimité. Tous s'accordent à vanter son extérieur agréable et le charme de sa physionomie. Il avait « une main si bien faite qu'une dame pouvait « l'envier; un corps puissant, bien proportionné, sans « autre parure qu'une fraîcheur et une propreté qu'on « serait presque tenté de traiter de coquetterie ». La simplicité même de son costume n'était pas exempte de recherche. « Revêtu d'un large cafetan doublé d'une « légère fourrure, dit Benedetti qui le vit à la fin de sa « vie, la tête surmontée d'un turban, il évoquait l'image « d'un calife de la belle époque. » Sa longue barbe lui donnait un aspect vénérable et bienveillant, mais par intervalle « ses yeux d'aigle » semblaient « percer de part en part son auditeur » et prenaient de temps en temps, « surtout quand il ne se sentait pas observé, une expression toute particulière d'amertume et de défiance ». Cette douceur apparente n'était en effet qu'un masque que Méhémet-Ali quittait lorsqu'il n'était plus en présence des Européens. Sa violence était alors extrême et, sans parler des accès de colère qu'il eut à la fin de sa vie contre Ibrahim, il se conduisait vis-à-vis de ses sujets comme un prince oriental. Les causes de

sa fureur étaient souvent légitimes, mais sa justice était parfois un peu sommaire. Un de ses colonels, qui avait été vaincu par l'Elfi dans une rencontre, s'étant présenté devant lui, le pacha saisit une masse d'armes et lui en asséna plusieurs coups sur la tête; le malheureux ne dut son salut qu'à quelques officiers qui l'arrachèrent en tremblant à la colère du maître. Une autre fois il fait jeter dans le Nil une malheureuse sorcière qu'il a convaincue de supercherie, et comme la populace du Caire est mécontente, il déclare que si son art est véritable elle surnagera infailliblement; il calme ainsi ses scrupules et ceux de son peuple.

Méhémet-Ali en effet est avant tout un Oriental, un de ces aventuriers comme le moyen âge en a produit, capables de devenir par leur habileté fondateurs de dynastie. La civilisation européenne lui a paru nécessaire à la prospérité de l'Égypte et il l'a adoptée comme un instrument perfectionné, susceptible d'augmenter son pouvoir et sa richesse; il n'en a pas moins gardé jusqu'à la fin de sa vie les traits de caractère et l'ignorance profonde des Turcs de son temps. Il ne connaissait ni la géographie de l'Europe, ni, à plus forte raison, l'histoire et les mœurs de l'Égypte. Il ne parlait même pas la langue de ses propres sujets, et ce fondateur de grandes écoles apprit à lire à l'âge de quarante ans, parce qu'il se défiait d'un de ses secrétaires. Ses maîtres avaient été les hommes plus que les livres, mais le manque d'éducation première nuisit toujours à son instruction et lui fit commettre des bévues. Comme les ignorants, il était incapable de com-

prendre l'utilité des études spéciales et il faisait volontiers un ingénieur d'un étudiant en droit. Ampère le froissa en refusant modestement d'inspecter son école polytechnique : « En résistant à Méhémet-Ali, dit-il, je n'ai pas eu la satisfaction de le persuader. » Le pacha ne pouvait croire que les connaissances d'un savant tel que lui ne fussent pas universelles. Ajoutons, pour compléter ce portrait, que le nouveau maître de l'Égypte était complètement exempt de fanatisme. Il protégea sincèrement les Européens qui vinrent s'établir en Égypte et supprima les anciennes prescriptions qui dataient du calife Omar et enjoignaient aux chrétiens de porter des signes extérieurs. Il autorisa même la fondation de couvents au Caire et leur donna la permission de sonner les cloches. En 1825 il aurait dit, en faisant ordonner des prières publiques aux chefs de toutes les croyances : « De tant de religions, il serait bien malheureux qu'il n'y en eût pas une de bonne. » En un mot, le caractère de Méhémet-Ali est relativement simple. C'est un parvenu qui a saisi avec audace les occasions qui s'offraient à lui de s'élever; mais, une fois au pouvoir, il a su accomplir une tâche plus difficile, celle de s'y maintenir, et il a essayé de faire de l'Égypte, non une puissance occidentale, mais, ce qui est bien différent, une puissance capable de jouer un rôle dans la politique européenne.

II

Le gouvernement établi par Méhémet-Ali a donc

ceci de commun avec le régime antérieur de l'Égypte qu'il n'est pas établi en vue des Égyptiens, mais qu'il est à lui-même sa propre fin et ne considère les sujets que comme des instruments de puissance et de richesse. C'est un despotisme éclairé analogue à celui qui régna en Europe au XVIIIe siècle et ce n'est pas sans raison que l'on a comparé le gouvernement de Méhémet-Ali à celui de Pierre le Grand. Il y a cependant entre les deux régimes une différence essentielle. Pierre le Grand était malgré tout un Russe et s'il s'entourait d'étrangers, c'était dans l'espoir de créer avec leur aide une nouvelle Russie. Méhémet-Ali ne tenait à l'Égypte par aucun autre lien que la conquête. Il était avant tout un Turc et avait contre les Arabes les préjugés des Turcs. Le personnel de son gouvernement fut donc exclusivement composé d'étrangers, turcs ou européens, et surtout français. L'idée d'une Égypte égyptienne était tout à fait absente de sa pensée, et les quelques tentatives qu'il fit pour introduire des indigènes dans l'administration ne l'encouragèrent pas : les fellahs au pouvoir étaient plus oppressifs pour leurs compatriotes que les Turcs eux-mêmes. Méhémet-Ali a voulu fonder par tous les moyens un grand empire musulman et toute sa methode de gouvernement peut se résumer dans le mot cynique qu'il laissa échapper un jour devant un Européen : « Un grand roi ne connait que son épée et sa bourse ; il tire l'une pour remplir l'autre. »

Le principe du nouveau gouvernement resta donc l'arbitraire et le pacha lui-même ne se regarda jamais comme lié par ses propres lois. Sans tenir compte de

l'autorité de ses ministres, il négociait directement avec les consuls étrangers et, suivant la vieille tradition orientale, il recevait toutes les requêtes de ses sujets. Il était si facile d'approcher de lui, que les consuls étrangers pénétraient en sa présence sans se faire annoncer. Le pacha exerçait donc lui-même le pouvoir et il était très jaloux de son pouvoir; à la fin de sa vie il montra une défiance injuste à son fils Ibrahim, qu'il accusait de vouloir le supplanter. Comme au temps des Mamlouks, l'administration centrale était confiée à un Divan de grands dignitaires dont le principal personnage était le kiaya-bey, chef de l'administration centrale. Méhémet-Ali résolut de copier l'œuvre de Napoléon et, en 1826, il modifia entièrement la Constitution. Il institua un conseil d'État, un conseil privé et des ministères à chacun desquels furent attachés un divan et un grand nombre d'écrivains coptes. Les quatorze provinces de l'Égypte qui existaient depuis une très haute antiquité furent supprimées et remplacées par sept gouvernements et soixante-quatre préfectures.

Mais ce gouvernement, pour avoir un aspect plus moderne, n'en était pas moins, comme tous ceux qu'avait connus l'Égypte, un régime de fiscalité. La rentrée des impôts était la préoccupation principale des fonctionnaires et chacun d'eux en était responsable dans le cercle de ses attributions, le moudyr dans son gouvernement, le maimour dans sa préfecture, le nazir dans son arrondissement et, à la base, le cheikh-el-beled dans sa commune. Les conséquences de cette règle étaient désastreuses, et le fellah n'avait gagné à la chute

des Mamlouks que d'être opprimé d'une manière plus systématique. « Dans un voyage que je fis sur le Nil, raconte Benedetti, j'accostai à un domaine de Soliman-pacha pour lui rendre mes devoirs. Il me retint à dîner. Pendant le repas mon attention fut attirée par un bruit intermittent de coups répétés venant de la grève et suivis de quelques cris. J'en demandai l'explication à mon hôte. — On lève l'impôt, me répondit-il. » Cette anecdote en dit long sur le régime de l'Égypte vers 1848; la politique économique de Méhémet-Ali en est le commentaire.

III

Cette politique, Méhémet-Ali crut l'adapter à son temps et à ses sujets. Pour faire produire au sol égyptien toutes ses richesses, pour introduire en Égypte de nouvelles cultures, pour établir un commerce fructueux avec l'Européen, il aurait fallu qu'une lente éducation vînt détruire la routine invétérée des fellahs et modifiât entièrement leur nature en leur donnant le goût de l'initiative. Méhémet-Ali avait besoin d'aller plus vite, et, au lieu de préparer par une lente évolution la renaissance économique de l'Égypte, il préféra prendre par la force le monopole de l'agriculture, de l'industrie et du commerce.

La réforme commença dès 1814. Méhémet-Ali ordonna au kiaya-bey de s'emparer de tous les titres de propriété et il s'engagea en échange à donner aux propriétaires l'équivalent des revenus de leurs terres. Grâce

à cette réforme, on pourrait cultiver l'Égypte d'une manière scientifique. Chaque année le pacha, suivant l'état du marché européen, devait décider quelle serait la culture dominante, coton, indigo ou riz. Telle zone de terrain était, suivant son exposition ou sa nature, dévolue à tel ou tel produit. La récolte était portée dans les magasins publics et elle était évaluée par les agents du fisc. Une partie servait à acquitter les impôts ; le reste était acheté par le gouvernement égyptien qui se chargeait ainsi de tout le commerce extérieur. Les matières premières étaient employées dans les fabriques de l'État et Méhémet-Ali se trouva bientôt le seul fermier, le seul fabricant et le seul commerçant de toute l'Égypte. En vendant aux marchands européens les produits qu'il avait acquis à bas prix des fellahs, il réalisait des bénéfices énormes, tout en maintenant des prix encore inférieurs à ceux du marché européen. L'Europe tira de plus en plus ses approvisionnements de l'Égypte. De nouvelles cultures furent introduites. Un mécanicien français, Jumel, appelé en 1823 pour organiser des filatures, donna l'idée de planter en plein champ le coton-arbuste, qui n'était cultivé jusque-là que dans quelques jardins. Les expériences réussirent : le pacha ordonna de planter le coton dans tout le Delta et paya un prix très élevé les récoltes des fellahs qui se livraient à cette culture. Bientôt le coton égyptien put lutter sur le marché avec celui d'Amérique et du Bengale. Un autre Français de Grenoble enseigna aux fellahs la manière de préparer le chanvre, tandis que des Arméniens venaient établir la culture de

l'opium dans la Thébaïde et que des fabricants du Bengale importaient en Égypte les procédés employés dans l'Inde pour préparer l'indigo. Il y eut en Égypte une véritable renaissance de l'agriculture.

Mais un pareil régime n'allait pas sans inconvénients et Méhémet-Ali ne tarda pas à s'en apercevoir. Pour qu'il fonctionnât régulièrement, il eût fallu tout au moins une grande honnêteté de la part des agents du pouvoir : le fellah, dûment payé de son travail, eût abandonné sans regret la part de responsabilité que lui enlevait le pacha. Mais l'administration égyptienne ne connaissait que les pratiques usitées en Orient de temps immémorial et pratiquait la fraude sur une large échelle. Les produits apportés par les paysans aux magasins publics étaient dépréciés par les agents du fisc, quand on ne se servait pas de faux poids pour les peser. En échange de l'excédent de leur récolte on leur donnait, au lieu d'argent, des produits manufacturés qui sortaient des fabriques de l'État. On poussait le cynisme jusqu'à se servir de poids différents pour peser la récolte et les produits livrés en échange. On vit Ibrahim-pacha payer en mélasse tous les ouvriers d'un village et écouler ainsi les déchets de la fabrique de sucre qu'il possédait dans la Haute-Égypte.

De telles pratiques ne tardèrent pas à décourager les paysans, qui opposèrent au gouvernement la seule forme de résistance qui leur fût possible : l'indolence. Méhémet-Ali se fâcha et, poussant ses principes jusqu'à leurs dernières conséquences, il se décida à cultiver lui-même la terre et à convertir le tiers du sol de l'Égypte

en *chifliks* ou fermes-modèles. Les paysans travaillaient désormais sous la surveillance de directeurs et d'employés nommés par le pacha; toute part de responsabilité leur était enlevée et ils recevaient en retour de leur travail le sixième de la récolte. Mais les directeurs des chifliks étaient choisis parmi d'anciens officiers de cavalerie dépourvus de toute compétence. Les fellahs consommaient les semences et les rations des animaux qui leur étaient délivrées par le gouvernement et le résultat était un déficit croissant.

Une dernière cause vint compromettre le régime de Méhémet-Ali. Le traité conclu en 1818 entre l'empire ottoman et les puissances européennes établissait la liberté du commerce dans tout l'empire moyennant un droit de sortie de 10 à 12 0/0 *ad valorem*. C'était la ruine du monopole. Méhémet-Ali tourna la difficulté et, sous prétexte qu'il était obligé de lever l'impôt en nature, continua d'amasser les produits de toute l'Égypte dans ses magasins. Puis, pour satisfaire au principe de la liberté commerciale, il les faisait mettre en adjudication au lieu de les vendre à l'amiable. Mais ces prétendues enchères n'étaient qu'une nouvelle comédie et les prix avaient été arrêtés d'avance entre le gouvernement et les Européens.

IV

Le même esprit d'arbitraire et d'imprévoyance régnait d'ailleurs dans l'entreprise des travaux publics

qui étaient destinés à relever la position économique de l'Égypte en Orient et à en faire un des premiers entrepôts du monde. En ces matières Méhémet-Ali eut encore des Français pour auxiliaires et reprit les plans élaborés par la commission d'Égypte; mais les méthodes d'exécution furent défectueuses et les entreprises disproportionnées avec les ressources du budget égyptien.

Un des projets les plus utiles de l'ingénieur Lepère avait été l'idée d'un canal qui relierait le port d'Alexandrie au Nil et établirait ainsi une véritable jonction entre la navigation fluviale et la navigation maritime. Méhémet-Ali fit creuser ce canal et lui donna le nom de Mahmoudieh, en l'honneur du sultan. Il fut commencé en 1819 et trois cent mille fellahs réquisitionnés par la corvée furent employés à le creuser. Les conditions sanitaires de cette armée d'ouvriers étaient déplorables : en dix mois douze mille hommes périrent par suite de mauvais traitements, de manque d'eau et de nourriture. Les salaires étaient payés en nature et, fidèle à sa méthode, le gouvernement égyptien commençait par retenir le montantdes contributions que lui devaient ses malheureux ouvriers.

Deux autres projets également gigantesques furent à la même époque l'objet de l'attention publique : le canal des deux mers et le barrage du Nil. L'idée de relier la mer Rouge à la Méditerranée avait survécu à l'expédition d'Égypte. Les Saint-Simoniens voyaient dans ce travail une condition indispensable du progrès de la civilisation. En 1833, Enfantin et quelques dis-

ciples débarquèrent à Alexandrie et furent très bien accueillis par Méhémet-Ali et ses auxiliaires français, le colonel Sèves et Linant de Bellefonds. Leur concours fut accepté avec empressement; un général turc se fit saint-simonien et plusieurs écoles furent fondées; la fête de Napoléon fut célébrée solennellement le 15 août 1834, et Sèves, en posant la première pierre d'une caserne du génie civil, déclara que Méhémet-Ali était l'exécuteur testamentaire de l'Empereur. De grands projets furent élaborés et Linant-bey, directeur des travaux hydrauliques, ébaucha les travaux d'un canal entre le Nil et la mer Rouge. Ce projet avait aux yeux de Méhémet-Ali l'inconvénient de faire du Nil une route internationale, « un autre Bosphore » qui serait pour elle le point de départ de difficultés sans nombre. Aussi se montra-t-il peu favorable à cette entreprise et préféra-t-il tourner tous ses efforts d'un autre côté (1).

Il avait à cœur de faire construire à la tête du Delta un immense barrage qui permettrait de retenir l'eau du Nil et d'arroser en tout temps la Basse-Égypte. Aucune objection ne l'arrêta et, sans prévoir les difficultés auxquelles il allait se heurter, il confia la direction de cette œuvre à l'ingénieur français Mougel, qui venait de construire un bassin de carénage à Alexandrie. Une

(1) L'ingénieur Fournel fut admis à présenter ses idées au grand conseil; pendant 3 jours il lutta pour la cause du canal, mais le conseil préféra le barrage (janvier 1834). Le vice-consul français d'Alexandrie était alors Ferdinand de Lesseps; il fut en rapports suivis avec les Saint-Simoniens. En 1846 Enfantin, rentré à Paris, constitua une *Société d'études pour le canal de Suez* qui reçut l'adhésion d'un grand nombre de chambres de commerce.

nouvelle armée de fellahs fut mise en campagne, mais les conditions sanitaires étaient si mauvaises que la peste emporta les ouvriers par milliers. Les travaux, commencés en 1834, duraient encore dix ans plus tard et des sommes immenses avaient été déjà englouties. Les traitements des fonctionnaires et la solde des troupes n'étaient plus payés qu'après de longs délais. Le conseil des ministres fit une enquête sous la présidence d'Ibrahim et osa déclarer au pacha qu'il était nécessaire, si l'on voulait continuer cette œuvre, d'ajourner la plupart des paiements inscrits au budget pour les services ordinaires. Il faut lire dans le rapport du consul, M. de la Valette, la description de la colère qui saisit Méhémet-Ali à cette nouvelle. Il voulait quitter l'Égypte, se retirer à la Mecque et faire jeter son fils aîné en prison. Lorsque sa fureur fut calmée, il suspendit par mesure de vengeance les traitements du prince Ibrahim et des plus hauts fonctionnaires; mais les travaux du barrage furent poussés avec moins de vigueur et cet immense travail resta inachevé.

V

Cette œuvre est malheureusement un symbole bien caractéristique de tous les efforts que tenta Méhémet-Ali pour introduire de force en Égypte les institutions européennes. Ce fut de la même manière qu'il échoua dans sa réforme de l'instruction publique.

Cet homme, qui ne savait pas lire, eut réellement foi

dans la science européenne pour former des générations capables de continuer un jour son œuvre. A côté des écoles musulmanes dirigées par les théologiens, il voulut avoir le cycle complet de l'instruction publique à la française. Il créa donc un ministre de l'instruction publique avec un conseil de l'enseignement ; des écoles primaires où l'on apprenait les éléments de la langue arabe et de l'arithmétique ; des écoles préparatoires pour l'enseignement de la langue turque, des mathématiques, du dessin, de l'histoire et de la géographie ; enfin des écoles spéciales, école polytechnique, école d'artillerie, de cavalerie, d'infanterie, de médecine, de médecine vétérinaire, d'agriculture, de langues, de musique militaire, d'arts et métiers, etc... En 1826, une Mission égyptienne fut fondée à Paris pour quarante élèves. En Égypte neuf mille jeunes gens fréquentaient les écoles. A consulter les rapports officiels, l'Égypte n'avait rien à envier à l'Europe sous le rapport de l'instruction. Malheureusement, comme l'a dit un témoin oculaire, il y avait dans toutes ces créations « plus d'ostentation que de réalité ».

Les écoles en effet étaient pleines, mais il fallait enlever les jeunes gens de force à leurs familles, et l'entrée au collège était redoutée à l'égal du service militaire. L'élite des jeunes Égyptiens faisait à Paris d'utiles études, mais quand ils étaient revenus dans leur pays, le pacha, sans tenir compte de leur spécialité, les employait suivant son caprice : un marin était nommé officier dans l'armée de terre. Enfin les Européens qui ont inspecté les écoles ont été frappés surtout du carac-

tère formel et du peu de portée de l'instruction qu'on y recevait. Ampère, ayant fait lire à un jeune fellah natif de Louqsor une déclamation de Rousseau sur l'avidité de l'homme qui va chercher de perfides richesses jusque dans les entrailles de la terre, lui demanda ce qu'il pensait de ce passage. Étonnement complet du jeune Égyptien, qui paraît peu s'attendre à une question de cette nature. Il reste longtemps sans répondre ; puis, comme Ampère insiste, « après beaucoup d'efforts de « cette bouche qui semblait muette sort le mot *hypo-* « *typose*. Il paraît que la phrase de Rousseau était une « *hypotypose*. Cet Égyptien, plus heureux qu'un pro- « fesseur du Collège de France, avait reconnu l'hypo- « typose ! »

L'Europe, du moins, et le monde civilisé profitèrent, à défaut de l'Égypte, des bonnes dispositions de Méhémet-Ali à l'égard des sciences, et ce fut sous sa protection que Champollion accomplit le voyage qui devait être si fructueux pour l'égyptologie. Les travaux des savants français de l'expédition d'Égypte et la publication de l'ouvrage où ils étaient rassemblés avaient mis en honneur les questions d'égyptologie. Les savants de toute l'Europe étudiaient avec curiosité les débris de monuments qui avaient été rapportés soit au musée du Louvre, soit au British Museum. L'inscription bilingue de Rosette en particulier avait été l'objet d'un grand nombre de recherches et de polémiques, mais nul n'avait pu déchiffrer encore l'ancienne écriture des Égyptiens. C'était à grand'peine encore d'une manière problématique que l'Anglais

Young avait pu reconstituer cinq lettres de l'alphabet hiéroglyphique. On apprit tout à coup en 1822 que la clef du mystère était trouvée, et c'était un jeune professeur de la Faculté des lettres de Grenoble, Champollion, qui l'avait découverte. Né à Figeac (Lot) en 1790, Champollion avait fait ses études au lycée de Grenoble sous la direction de son frère, qui était conservateur de la bibliothèque de cette ville. Ses débuts furent pénibles, puis il devint un travailleur assidu et, sans aucun secours, se mit à étudier les langues orientales, l'hébreu, l'arabe, le syriaque et surtout le copte. Il put suivre à Paris les cours de l'École des Langues Orientales et du Collège de France et s'initier à l'égyptologie par une étude attentive des quelques monuments déposés au Louvre et des manuscrits coptes de la Bibliothèque Nationale. Nommé en 1809 professeur adjoint d'histoire à la Faculté des lettres de Grenoble, il se signala par des travaux sur la géographie de l'Égypte à l'époque des Pharaons. Persuadé que la langue copte pouvait seule lui permettre d'arriver à la connaissance de l'ancienne langue égyptienne, il fit une étude minutieuse de l'inscription de Rosette et vérifia les résultats qu'il avait acquis en la comparant à une autre inscription bilingue trouvée dans l'île de Philæ et publiée dans « La description de l'Égypte ». Ce fut dans sa « Lettre à M. Dacier » lue à l'Académie des Inscriptions en 1822 qu'il exposa le système définitif de l'alphabet hiéroglyphique.

Cette découverte eut un immense retentissement; elle était le couronnement admirable de l'œuvre entreprise

par les savants de 1798 et elle allait donner aux égyptologues le moyen de ressusciter véritablement l'antique civilisation des Pharaons. Champollion lui-même, comme il était juste, fut chargé de la première mission archéologique qui ait été envoyée en Égypte depuis l'expédition de 1798. Il partit en juillet 1828 après avoir tracé un magnifique programme de travaux dont l'idée première émanait des savants de la commission d'Égypte, mais dont l'exécution allait appartenir à leurs heureux successeurs. Malgré le conflit qui mettait en présence en Morée les troupes françaises et les troupes égyptiennes, Champollion reçut le meilleur accueil de Méhémet-Ali. Il obtint de lui tous les firmans nécessaires à l'accomplissement de sa mission, toutes les facilités pour entreprendre des fouilles et envoyer des objets en Europe. Le pacha prit d'ailleurs un grand intérêt aux études égyptologiques ; sur sa demande, Champollion rédigea à son usage une « Notice sommaire sur l'Histoire de l'Égypte » et une « Note sur la Conservation des monuments de l'Égypte ». La mission remonta le Nil et séjourna pendant près d'un an dans la Thébaïde. Les recherches furent même poussées jusqu'en Nubie. Le 1er janvier 1829, Champollion débarquait à Ouadi-Halfa et commençait l'exploration du temple d'Ipsamboul. Il avait pu vérifier sur les monuments eux-mêmes l'exactitude de sa méthode et il rapportait en Europe, sans parler des trésors et des monuments qui devaient enrichir le musée Charles X, le plan d'une grammaire et d'un dictionnaire publiés seulement après sa mort. Champollion mourut en effet

en 1832 après avoir été pendant deux ans titulaire de la chaire d'égyptologie au Collège de France et membre de l'Académie des Inscriptions. Les progrès de l'égyptologie subirent alors un arrêt et pendant le règne de Méhémet-Ali il n'y a guère à signaler que la mission allemande dirigée par Lepsius (1842-45) (1). Néanmoins, grâce à l'appui du pacha, l'égyptologie fondée par les compagnons de Bonaparte restait à tout jamais une science française par excellence.

VI

Ainsi Méhémet-Ali favorisait tout ce qui venait d'Europe et surtout de France; mais parmi les innovations occidentales qu'il importa en Égypte aucune ne lui tenait plus à cœur que son armée. C'était là, en effet, l'instrument de la puissance qu'il rêvait pour lui et pour sa dynastie.

Il était arrivé au pouvoir grâce aux Albanais, dont il était lui-même sorti; mais ces compagnons de victoire étaient presque aussi dangereux pour lui que les Mamlouks, et s'il avait pu compter sur eux jusqu'ici, c'est qu'il avait eu soin de regarder le paiement régulier de leur solde comme la principale affaire de l'État et de tout sacrifier à ce résultat; les pachas turcs auxquels il

(1) *Lepsius* (1818-44), d'abord linguiste et paléographe, publie en 1837 la « Lettre à M. Rossellini sur l'alphabet hiéroglyphique », est chargé par le roi de Prusse d'une mission en Égypte; bien accueilli par Méhémet-Ali (1842-45), il devint en 1865 chef du musée Égyptien à Berlin.

avait succédé avaient péri faute d'avoir compris cette nécessité. Mais lorsqu'en 1815, après son retour d'Arabie, Méhémet-Ali voulut introduire le *nizam* et instruire quelques régiments à l'européenne, une forte opposition éclata dans l'armée. Des sous-officiers instructeurs furent assassinés et un complot pour s'emparer du pacha fut ourdi; plusieurs de ses maisons furent pillées et les Européens du quartier franc du Caire ne durent leur salut qu'aux armes qui leur avaient été distribuées par le gouvernement. Pour venir à bout de l'émeute, Méhémet-Ali fit couper les digues et toute la ville fut inondée. Les rebelles transigèrent alors et le pacha renonça momentanément à ses réformes (5 août 1815).

Ce fut avec plus de prudence qu'il reprit son projet, et avant de rien entreprendre, il débarrassa d'abord le Caire des Albanais en formant des camps dans la Basse-Égypte et en envoyant une grande partie de l'armée en Nubie. Puis, après avoir choisi des hommes d'élite, il fit commencer les premières expériences d'instruction à Assouan, afin de les soustraire à l'attention publique. Un nouvel auxiliaire venait en effet d'arriver en Égypte : le colonel Sèves, vétéran des guerres de l'Empire, qui avait conquis ses galons sur le champ de bataille et avait été distingué par Napoléon pendant la campagne de France, traversa l'Égypte avec l'intention d'aller s'engager dans l'armée persane. Ancien officier d'ordonnance de Ney pendant la campagne de Russie, et de Grouchy à la bataille de Waterloo, il s'était vu fermer les rangs de la garde royale

et avait pris la résolution de s'expatrier. Reçu par Méhémet-Ali comme tous les Français qui venaient en Égypte, il plut au pacha, qui lui offrit de rester à son service, et malgré les maigres conditions qui lui étaient faites, malgré la difficulté de la tâche qu'il allait entreprendre, Sèves accepta et fut le grand instructeur, puis le véritable chef de l'armée égyptienne. Pour affermir son autorité, il se fit musulman sur les conseils de Méhémet-Ali et devint Soliman-pacha.

Les Mamlouks et les Albanais destinés à être transformés en soldats européens ne montrèrent d'abord que du mauvais vouloir. Les jours des instructeurs eux-mêmes étaient menacés, et une fois, en commandant la manœuvre, Sèves entendit une balle siffler à ses oreilles. Ces obstacles ne le découragèrent pas; le fils aîné de Méhémet-Ali, Ibrahim, apprenait à faire l'exercice comme un simple soldat. Au bout de trois ans on forma assez d'instructeurs pour avoir les cadres de plusieurs régiments. Il fallut alors s'occuper du recrutement de l'armée, qui ne pouvait plus être alimenté par les Albanais. Méhémet-Ali eut d'abord l'idée d'enrôler les nègres du Soudan et il fit construire à Syène une immense caserne dans laquelle on envoyait de force les Soudanais capturés par Ibrahim. Les conséquences de cette tentative furent lamentables; les nouveaux soldats, atteints de nostalgie, mouraient quelque temps après leur arrivée à la caserne. En trois ans vingt mille hommes furent réduits à trois mille. Il fallut chercher une autre ressource et le pacha adopta un projet audacieux qui n'avait aucun précédent : il ré-

solut de recruter l'armée égyptienne parmi les Égyptiens. Les fellahs avaient du moins, parmi les qualités militaires, l'habitude de la soumission, de la sobriété, de l'endurance. Méhémet-Ali proclama donc le « nizam » et ordonna une levée en masse dans tous les villages. Mais jamais mesure ne fut plus impopulaire. Les habitants s'enfuyaient devant les sergents recruteurs; les jeunes gens frappés par la conscription se cachaient dans les tombeaux où des femmes restées au village leur apportaient des vivres pendant la nuit. L'autorité militaire s'en prenait alors au cheikh-el-beled, qui était rendu responsable de ses recrues, avec menaces de grosses amendes et de bastonnade. On choisissait d'ailleurs les habitants les plus pauvres du village et, après les avoir fait examiner par un officier de santé, on les enrôlait pour un temps illimité; puis les nouveaux soldats, presque toujours chargés de chaînes pour plus de précaution, s'acheminaient comme un convoi d'esclaves vers leurs cantonnements.

Le résultat de ces violences était une perte considérable d'hommes. Des jeunes gens se mutilaient volontairement ou se mettaient de la chaux vive dans l'œil droit pour échapper au service; beaucoup de paysans s'enfuyaient chez les Bédouins ou en Syrie; un grand nombre mourait au régiment. Malgré ces causes d'affaiblissement, Méhémet-Ali triompha à force de ténacité. Six régiments d'infanterie bien équipés furent formés et arrivèrent subitement au Caire, à la grande surprise des chefs albanais, qui, découragés, quittèrent l'Égypte. Méhémet-Ali avait désormais une

armée organisée à l'européenne. Les progrès de cette nouvelle force furent rapides : elle comprenait 19.000 hommes en 1823, 23.000 en 1824, 90.000 en 1826 au moment de la guerre de l'indépendance grecque. Elle eut bientôt une cavalerie et une artillerie créées par des officiers français : le colonel Rey, envoyé en Égypte par Charles X en 1825, introduisit dans l'armée égyptienne tous les modèles de canon usités dans les armées européennes. Des écoles militaires distinctes pour l'infanterie, la cavalerie, l'artillerie et l'état-major assurèrent le recrutement des officiers. Enfin Méhémet-Ali eut une flotte de guerre, d'abord sur la mer Rouge, puis sur la Méditerranée. Après la destruction des navires égyptiens à Navarin, un ancien employé du port de Rochefort, Besson, célèbre par l'offre qu'il avait faite à Napoléon de le transporter aux États-Unis en 1815, fit construire une nouvelle flotte de trente navires armés, dont dix vaisseaux de ligne. Les ouvriers et les matelots de cette flotte furent choisis parmi les Égyptiens; Méhémet-Ali put ainsi tirer de l'Égypte même les ressources qui lui étaient nécessaires pour faire figure dans la politique européenne. Appuyé sur son armée, fort de la prospérité qu'il avait établie dans son gouvernement, il essaya de faire de l'Égypte une des grandes puissances de l'Orient.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Témoignages des voyageurs.

CHAMPOLLION. Lettres écrites d'Égypte et de Nubie en 1828-29. Paris, 1868, in-8°. — AMPÈRE. Méhémet-Ali (*Rev. des Deux-Mondes*, 1er mai 1847). — MARIN. Événements et aventures en Égypte, en 1839. Paris, 1840, 2 vol. in-8°. — LATOUR. Voyage de S. A. R. Mgr le duc de Montpensier à Tunis, en Égypte... Paris, in-8°. — BENEDETTI. Méhémet-Ali durant ses dernières années. (*Revue des Deux-Mondes*, 1er juin 1895). — PROKESCH-OSTEN. Mehmed-Ali, aus meine Tagebücher. Wien, 1877, in-16. — LEPSIUS. Briefe aus Ægypten... Berlin, 1852.

II. — Descriptions de l'Égypte.

TAYLOR et L. REYBAUD. La Syrie, l'Égypte et la Palestine. Paris, 1839, 2 vol in-4°. — CLOT-BEY. Aperçu général sur l'Égypte. Paris, 1840, in-8°. — CLOT-BEY. Compte rendu de l'état de l'enseignement médical. Paris, 1849, in-8°. — SCHŒLCHER. L'Égypte en 1845. Paris, 1846, in-8°.

III. — Études historiques.

MOURIEZ. Histoire de Méhémet-Ali. Paris, 1855, 5 vol. in-8°. — MENGIN. Histoire de l'Égypte sous le gouvernement de Mohammed-Ali. Paris, 1823, 2 vol. in-8°. — HAMONT. L'Égypte sous Méhémet-Ali. Paris, 1845, 2 vol. in-8°. — DAVERSIS DE PONTÈS. Mohammed Ali (*Revue des Deux-Mondes*, 15 mai 1839). — CHARLÉTY. Essai sur l'histoire du St-Simonisme. Paris, 1896.

IV. — Archéologie.

CHAMPOLLION-FIGEAC. Les deux Champollion. Leur vie et leurs œuvres. Paris, 1888, in-8°. — JOLOWICZ. Bibliotheca ægyptiaca. Leipzig, 1858-61, 2 vol. — CHAMPOLLION. Monuments d'Égypte et de Nubie, 1829-47. Grammaire égyptienne, 1836-41. Dictionnaire égyptien, 1841. Notices manuscrites, 1844-72 (publiées par Champollion-Figeac, de Rougé, Maspero). — LEPSIUS. Auswahl der wichtigsten Urkunden der aegyptischen Alterthums. Leipzig, 1842. Denkmaeler aus Ægypten und Æthiopen. Berlin, 1849-60, 12 vol. — EBERS. Lepsius. Leipzig, 1885.

CHAPITRE IV

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE MÉHÉMET-ALI (1811-1848)

I. Les campagnes contre les Wahabites (1811-1819). — II. La conquête du Soudan (1820-1822). — III. La guerre de l'Indépendance grecque (1822-1828). — IV. La conquête de la Syrie et les tentatives sur l'Arabie (1831-1834). — V. Le conflit avec le sultan et avec l'Europe. Le hatti-schérif de 1841 (1838-1841).

Il est sans exemple qu'une puissance orientale de création récente ait pu rester pacifique. Méhémet-Ali comprenait bien qu'en face du sultan et de l'Europe il lui fallait devenir conquérant, s'il voulait conserver son indépendance. Cette alternative ne déplaisait pas d'ailleurs à celui qui avait pris Napoléon pour modèle : étendre de tous les côtés le territoire de l'Égypte, lui assurer la possession de toutes les routes continentales des Indes, propager sa puissance sur les territoires du Haut-Nil qui passaient alors pour merveilleux, tel fut le but de sa politique. Il n'eut jamais l'idée de renverser le vieil édifice de l'empire ottoman ou d'obtenir du sultan l'autonomie officielle. « Vous êtes étranger, disait-il à Prokesch-Osten (1), et vous ignorez la façon

(1) *Prokesch-Osten*, né à Graetz en 1795, diplomate autrichien, fut envoyé à Méhémet-Ali en 1833 pour négocier la paix entre le pacha et le sultan.

de penser d'un musulman... Savez-vous quelle conséquence aurait pour moi le démembrement de l'Empire? Tout musulman s'écarterait de moi avec horreur, mon fils serait le premier à m'abandonner. Le sultan est un fou, mais Dieu nous l'a donné pour nos péchés. » Avec un rare bon sens et une prévision singulière de l'avenir, il comprit que les faibles liens qui rattachaient l'Égypte au sultan étaient pour elle une garantie d'indépendance en face de l'Europe. Aussi ne négligea-t-il aucune occasion de prêter à son suzerain un appui intéressé, et s'il alla jusqu'à ébranler son trône, ce fut seulement pour le contraindre à reconnaître les faits accomplis.

I

Une occasion s'offrit bientôt à lui d'inaugurer cette habile politique : depuis la fin du dernier siècle les tribus de l'Arabie échappaient de plus en plus à l'influence ottomane. Un réformateur, Mohammed-ebn-abd-el-Wahab (le fils du serviteur du généreux), avait entrepris de purifier l'islam de toutes les pratiques superstitieuses qui s'y étaient introduites avec le temps. Il proscrivait le culte des saints, y compris celui du Prophète, et défendait d'élever des mausolées aux morts. La religion se réduisait d'après lui au dogme de l'unité divine et à la pratique de l'aumône, du jeûne et de la prière ; l'homme devait fuir avant tout le luxe et s'abstenir du vin et du tabac. Ce rigorisme même, joint à l'austérité de sa vie, lui avait assuré de nombreux par-

tisans, et le chef d'une confédération de trois tribus, l'Ebn-Saoud, s'était déclaré son protecteur; lorsque Wahab mourut à l'âge de 96 ans, en 1791, la plupart des tribus du désert avaient adopté sa doctrine. Mais comme il arrive dans le monde musulman, ce mouvement religieux devait avoir pour conséquence la guerre sainte et des conflits ne tardèrent pas à éclater entre les Wahabites et le gouvernement turc. Les villes saintes furent menacées : en 1801, le fils du Saoud, Abd-el-Aziz, s'empara de la Mecque, pilla les richesses de la Kaaba et détruisit tous les tombeaux sacrés, sauf celui d'Abraham. Trois ans plus tard, Médine tombait aussi au pouvoir des Wahabites et les caravanes de pèlerins qui venaient de tous les points du monde musulman étaient rançonnées sans pitié. A partir de 1806 le pèlerinage de la Mecque cessa complètement et les Wahabites devinrent les maîtres de toute l'Arabie. Ce fut dans ces circonstances que le sultan fit appel au dévouement du pacha d'Égypte.

Or, Méhémet-Ali ne songeait qu'à se débarrasser des contingents albanais qui l'avaient aidé à arriver au pouvoir, afin de les remplacer par une armée plus docile. Il saisit donc avec empressement l'occasion de faire embarquer pour l'Arabie six mille fantassins et deux mille cavaliers; son plus jeune fils, Toussoun, âgé de seize ans, commandait cette armée sous la direction d'Ahmed-aga. Les débuts de la campagne furent malheureux et les Albanais, enfermés dans les gorges de Bedr, furent massacrés; sur huit mille hommes, trois mille échappèrent seulement et se réfugièrent avec

Toussoun à Yambo, dans le port de Médine (1). Mais en 1812 Toussoun partit de Yambo et, après une marche victorieuse, entra dans les villes saintes. Le pèlerinage de la Mecque fut rétabli et Méhémet-Ali vint lui-même en 1813 remplir ses devoirs de bon musulman. Il discuta théologie avec les ulémas ; mais le schérif de la Mecque ayant refusé de concourir de ses deniers à la guerre sainte, il le fit saisir, embarquer pour l'Égypte, et confisqua tous ses biens. La guerre était en effet loin d'être terminée. Les Wahabites restaient tout-puissants dans l'intérieur de l'Arabie et par des escarmouches continuelles épuisaient l'armée égyptienne ; la dysenterie qui se répandit parmi les troupes contribua encore à éclaircir leurs rangs. Ce fut seulement en 1815 que Méhémet-Ali put commencer les opérations décisives en envahissant l'Yémen et en refoulant les Wahabites dans le Nedjed. Toussoun d'abord, puis son frère Ibrahim se mirent successivement à la poursuite du chef des Wahabites, Abdallah. La guerre prenait un caractère de plus en plus cruel ; les prisonniers étaient massacrés et Méhémet-Ali avait promis une prime pour chaque tète de rebelle. La poursuite dura deux ans (1816-1818). Avec seize mille hommes Ibrahim assiégea successivement tous les villages fortifiés des Wahabites. Enfin, après sept mois de siège, il s'empara de la capitale d'Abdallah, de la ville de Deriyé. La ville fut complètement rasée et Abdallah, envoyé à Constantinople, fut exécuté sur la

(1) D'après la tradition, Méhémet-Ali se serait montré satisfait de cet échec.

place de Sainte-Sophie. Dans l'impossibilité d'occuper toute l'Arabie, Ibrahim l'évacua après avoir ravagé le pays sur son passage.

II

L'expédition du Soudan, entreprise immédiatement après celle d'Arabie, devait en apparence procurer à l'Égypte des profits plus réels. Si Méhémet-Ali y envoya une partie des Albanais qui menaçaient la tranquillité du Caire, il avait probablement d'autres préoccupations que celle d'éloigner ses anciens auxiliaires. Les pays du Haut-Nil l'attiraient parce qu'ils passaient pour très riches en mines et en population. L'or et les esclaves, voilà ce qui poussait les Égyptiens à conquérir le Soudan. Méhémet-Ali songeait à restaurer l'ancien commerce de caravanes qui faisait affluer naguère en Égypte les richesses de l'Afrique centrale; enfin la présence des derniers Mamlouks, qui s'étaient réfugiés dans le Dongola, était à ses yeux une raison suffisante d'agir. Dès 1815 il avait rétabli sur la Nubie la suzeraineté exercée autrefois par les Turcs. Au sud de l'île de Say, qui formait la limite de la sphère d'influence de l'Égypte, se trouvait une confédération de nomades, les Chaïqiès, qui, montés sur d'excellents chevaux, armés de deux lances et de boucliers en peau de crocodile, étendaient leurs incursions des frontières de l'Égypte au Darfour. L'ancien royaume de Sennar, qui avait brillé d'un vif éclat au dix-huitième siècle, était maintenant restreint à la rive droite du Nil, et son roi, gouverné

par des vizirs qui se disputaient les lambeaux de son pouvoir, n'avait plus qu'une autorité nominale sur les petits chefs du Soudan. Enfin sur la rive gauche du Nil, le puissant sultan de Darfour était aussi suzerain du Kordofan, mais le lieutenant qu'il y avait placé restait en fait indépendant. Grâce à cette anarchie, le Soudan oriental était mûr pour la conquête.

Aussi les deux petites armées de quatre mille hommes envoyées par Méhémet-Ali ne firent-elles à travers le pays qu'une promenade militaire; au bout de dix-huit mois l'annexion était achevée.

Ismaïl-pacha, fils de Méhémet-Ali, partit d'Ouadi-Halfa avec la première de ces armées et envahit le Dongola. Devant lui les derniers Mamlouks se dispersèrent et s'enfuirent les uns vers l'ouest jusqu'au Ouadaï, les autres vers la mer Rouge. Après quelques combats, la confédération des Chaïqiès fit sa soumission et Ismaïl en enrôla une partie pour en faire un corps de cavalerie auxiliaire. L'armée occupa ensuite Berber, puis continua sa marche vers le sud et arriva le 27 mai 1821 au confluent du Nil Blanc et du Nil Bleu. Le campement fut établi à l'endroit où devait s'élever plus tard Omdurmam. Deux vizirs se disputaient l'autorité dans le Sennar, et l'un d'eux ayant été tué par son rival, ses partisans accompagnés du roi en personne se portèrent au-devant des Égyptiens. Ismaïl entra dans la ville de Sennar le 12 juin 1821. Déçu dans ses espérances de butin, il cherchait en vain les mines d'or et les populations nombreuses qui pourraient enrichir l'Égypte. Pour les trouver il ne craignit pas de s'a-

venturer sur le Haut-Nil, jusqu'à l'endroit où le fleuve sort des régions, mystérieuses alors, du centre de l'Afrique. Mais devant l'hostilité des indigènes qui harcelaient sans cesse son armée, il dut rebrousser chemin.

Pendant ce temps, Mohammed-bey le Defterdar (1), gendre de Méhémet-Ali, était parti de Dobbeh sur le Nil avec la deuxième armée, s'était avancé d'oasis en oasis et avait envahi le Kordofan. La résistance des habitants fut plus énergique que sur la rive droite et une bataille sérieuse se livra près de Bara. Les Égyptiens triomphèrent grâce à leurs fusils et à leurs canons; la ville d'El-Obeïd ne tarda pas à tomber en leur pouvoir. Le sultan de Darfour ne fit aucun effort pour garder le Kordofan. Mais si la conquête avait été facile, les cruautés commises par la tourbe d'Arnautes et de Maugrebins qui composaient les armées exaspérèrent les populations. Alors commença pour le Soudan oriental le régime de terreur et d'exactions qui devait durer aussi longtemps que la domination égyptienne. Les vengeances des indigènes furent souvent terribles et le conquérant lui-même, Ismaïl, en porta le poids. Un chef soudanais, qu'il avait menacé de faire empaler, accumula de la paille autour de la maison du prince et, après y avoir mis le feu, le brûla vif avec toute sa suite. Aussitôt Mohammed le Defterdar accourut du Kordofan et ruina le pays sur toute son étendue; des milliers de femmes et d'enfants payèrent dans les supplices le sang d'Ismaïl.

(1) Intendant du trésor.

Cette conquête n'en fut pas moins durable et le Soudan fut pour l'Égypte un entrepôt de commerce et une colonie. Dès 1822 un camp avait été établi dans la presqu'île que forment les deux Nils, à Khartoum. En 1830, le gouverneur Churchid-pacha s'installa dans cette ville et elle devint le marché le plus important du Soudan oriental. Sous le règne de Méhémet-Ali ces possessions furent complétées par la conquête du Takka, entre l'Atbara et la mer Rouge. La ville de Kassala fut fondée en 1834 et les deux ports turcs de la mer Rouge, Souakim et Massaouah, furent donnés à bail au pacha d'Égypte qui se chargea d'y lever les impôts. L'Égypte était ainsi agrandie au sud et à l'est et la science n'allait pas tarder à profiter de cette nouvelle conquête. Les expéditions armées à Khartoum de 1840 à 1842 permirent à d'Arnaud de remonter le Nil jusqu'à Gondokoro et de préparer ainsi la solution du grand problème géographique qui préoccupait les esprits depuis Hérodote, la découverte des sources du Nil.

III

L'expédition du Soudan était à peine terminée qu'une nouvelle occasion s'offrit à Méhémet-Ali de montrer son loyalisme envers la Porte et de prendre dans l'empire ottoman, en échange de ses services, une situation prépondérante. L'insurrection de la Grèce et l'explosion de sympathies que cet événement venait d'exciter en Europe avaient rouvert la question d'O-

rient. Le sultan, dans sa détresse, fit appel à son puissant vassal; quelques années auparavant il avait eu la pensée de lui enlever la moitié de l'Égypte et de nommer un pacha distinct pour le Delta; il s'agissait maintenant non plus d'amoindrir la situation de Méhémet-Ali, mais d'obtenir son aide par des concessions nouvelles. Le sultan lui donna donc l'insurrection de la Crète à réprimer et le nomma gouverneur de cette île. La flotte égyptienne, sous le commandement de Hassan-pacha, gendre de Méhémet-Ali, fit sa concentration avec la flotte turque. En avril 1823, une armée égyptienne débarqua dans l'île et l'insurrection fut vaincue. Encouragé par ce succès, Méhémet-Ali voulut obtenir davantage, et en 1824 il obtint de la Porte le titre de pacha d'Acre et la mission de conquérir la Morée. C'était une occasion pour lui d'éprouver la nouvelle armée de fellahs qu'il venait d'organiser.

Douze mille fantassins, deux mille Albanais, deux mille cavaliers, sept cents artilleurs, cent cinquante pièces de campagne furent embarqués sur des transports. Le prince Ibrahim et Soliman-pacha étaient à la tête de l'armée et d'une flotte de cinquante-quatre navires de guerre. Une tentative pour aborder en Morée échoua à la fin de 1824 et ce fut seulement en 1825 qu'Ibrahim put débarquer ses troupes. En quelques mois une grande partie de la Morée fut conquise et les Égyptiens entrèrent à Tripolitza. La plupart des corps grecs qui tenaient la campagne furent détruits et Ibrahim ne s'arrêta que devant Nauplie, où stationnait une escadre anglaise. L'année suivante une nouvelle flotte

amena d'Alexandrie à Navarin dix mille hommes de renfort. Maître de la Morée, Ibrahim résolut d'augmenter la réputation de la jeune armée d'Égypte par une action d'éclat et de s'emparer de Missolonghi, où s'étaient réfugiés les derniers défenseurs de l'indépendance hellénique et que l'armée turque de Réchid assiégeait en vain. Il embarqua son armée à Patras et vint s'établir devant la place qu'il appelait dédaigneusement un enclos; Réchid, humilié, lui céda la direction du siège. Les Égyptiens élevèrent pour prendre la ville des travaux considérables, mais malgré les huit mille bombes qui furent lancées dans la place, l'assaut échoua complètement (24 février 1826). La coopération des Turcs et des Égyptiens ne produisit pas plus de résultats (assaut du 6 avril). Ce fut la famine qui eut raison des héroïques défenseurs de la place. Incapables de tenir plus longtemps, les Grecs firent une trouée au milieu des deux armées; les habitants essayèrent de les suivre, mais furent refoulés dans la ville par les Égyptiens. Un massacre atroce signala l'entrée des vainqueurs et fut suivi d'une lutte entre Turcs et Égyptiens. Ceux-ci restèrent enfin les maîtres de la ville; mais lorsque Ibrahim revint à Patras, il ramenait une armée bien affaiblie et il trouvait la Morée en pleine insurrection.

Des bandes de Grecs s'étaient en effet reformées dans les montagnes et poussaient l'audace jusqu'à assiéger Tripolitza. Après avoir reçu de nouveaux renforts d'Égypte, Ibrahim passa la plus grande partie de l'année 1827 à poursuivre cet ennemi insaisissable qui se dis-

persait à la première alerte et se reformait ensuite après le passage de l'armée égyptienne. En même temps d'immenses armements eurent lieu à Alexandrie et à Constantinople en vue de détruire la flotte grecque d'Hydra. En vain le commandant d'un navire anglais, Cochrane, essayait-il d'incendier les navires égyptiens en plein port d'Alexandrie ; il devait s'enfuir devant Méhémet-Ali, qui le poursuivait en personne jusqu'à la hauteur de Rhodes. Une flotte de quatre-vingt-douze voiles, dont cinquante et un navires de guerre, rejoignit la flotte d'Ibrahim dans la baie de Navarin. Ibrahim avait été nommé par le sultan commandant en chef de toutes les forces navales. Mais l'Europe s'était enfin émue des échecs des Grecs et avait décidé de faire une démonstration navale en Orient. La flotte combinée des puissances se trouva en présence des vaisseaux turcs dans la baie de Navarin. Le 20 octobre 1827, un malentendu fit commencer une lutte qui semblait d'ailleurs inévitable ; la victoire fut chèrement disputée, mais lorsque la fumée de l'artillerie se fut dissipée, on put voir les débris de la flotte égyptienne qui s'enfuyaient vers Alexandrie. Pour la première fois le pacha d'Égypte s'était heurté à l'Europe et, bien que défenseur de la cause d'un autre, il n'en ressentit pas moins vivement cet échec.

Malgré le départ de ses navires, Ibrahim continuait toujours d'ailleurs à occuper la Morée. Dans sa colère il avait fait raser la ville de Tripolitza et semer du sel sur son emplacement; mais ses communications avec l'Égypte étaient interceptées. Deux corvettes d'Alexan-

die qui cherchaient à entrer à Navarin étaient repoussées à coups de canon. De plus, les troupes égyptiennes commençaient à témoigner leur mécontentement ; deux mille sept cents Albanais désertaient et retournaient dans leur pays. Enfin une expédition française commandée par le général Maison débarquait en Morée (septembre 1828). Ibrahim et Méhémet-Ali durent céder, comme le sultan, à la mauvaise fortune, et une convention pour l'évacuation de la Morée fut conclue entre le gouvernement égyptien et les amiraux européens. La Grèce échappait aux musulmans et une nouvelle période de crise s'ouvrait pour l'empire ottoman ; à défaut de ses victoires, le pacha d'Égypte comprit qu'il pourrait peut-être profiter de ses défaites.

IV

A partir de ce moment, en effet, les rapports entre Mahmoud et Méhémet-Ali se modifièrent. Pendant la guerre avec les Russes, le pacha d'Égypte fut loin de témoigner le zèle qu'il avait déployé contre les Grecs. Il reçut l'ordre d'envoyer sa flotte dans les Dardanelles et de pénétrer en Syrie avec 28.000 hommes, mais il mit tant de lenteur à faire ses préparatifs que la lutte était déjà terminée quand il se trouva prêt à intervenir. Dès lors le sultan ne perdit aucune occasion de montrer son mauvais vouloir à Méhémet-Ali. Il se plut, pour l'humilier, à revêtir Ibrahim d'une dignité supérieure à celle de son père en le nommant prince de la Mecque (1).

(1) Le prince de la Mecque avait le pas sur tous les vizirs.

Au lieu du gouvernement de la Syrie, qui devait récompenser l'aide prêtée par Méhémet-Ali pendant la guerre de l'indépendance grecque, il lui donna le gouvernement de la Crète. En 1830, M. de Polignac ayant eu l'étrange idée d'offrir, à l'insu de ses collègues, à Méhémet-Ali l'Algérie à conquérir, la Porte, avertie par l'Angleterre de cette négociation, lui défendit de continuer les préparatifs qu'il avait commencés. Enfin le sultan se disposait à couronner tous ces actes d'hostilité en publiant un firman de déchéance, lorsque Méhémet-Ali préféra commencer la lutte et, sans tenir compte des protestations de la Porte, envahit le gouvernement d'Acre dont le pacha Abdallah avait avec lui d'incessants démêlés (1).

L'opération la plus importante de la campagne devait être la prise de Saint-Jean d'Acre, qui paraissait impossible depuis l'échec de Napoléon. Ibrahim assiégea la ville avec 35.000 hommes et un équipage de siège qu'il établit à Caïfa, au fond de l'anse du mont Carmel. Malgré ce déploiement de force, les 25.000 hommes de la garnison réussirent à arrêter les Égyptiens pendant six mois. Des sorties fréquentes firent beaucoup de mal aux assiégeants, qui étaient menacés d'autre part; le pacha d'Alep s'était en effet déclaré contre Méhémet-Ali et poussait des incursions jusqu'à Tripoli. Comme autrefois Bonaparte, Ibrahim dut dégarnir ses lignes d'investissement pour éviter d'être lui-même cerné. Enfin des brèches furent ouvertes par l'artillerie,

(1) Il lui devait une somme de 11.000 bourses, et il accueillait dans sa province tous les conscrits réfractaires de l'Égypte.

et, le 27 mai 1832, les Égyptiens donnèrent l'assaut. Les quatre cents hommes qui formaient le dernier débris de la garnison tuèrent plus d'hommes qu'ils n'étaient nombreux et sortirent avec les honneurs de la guerre. Ce succès devait donner l'Orient au vainqueur, et dès lors sa marche fut foudroyante. Sans attendre l'armée turque confiée par le sultan à Hussein-bey, désigné pour être pacha d'Égypte à la place de Méhémet-Ali, Ibrahim marcha vers le nord et entra à Damas sans résistance. Le 9 juillet, il rencontrait à Homs une partie de l'armée turque commandée par le pacha d'Alep. Grâce aux habiles dispositions adoptées par Sèves, il put prendre en flanc la gauche de l'armée turque et l'écraser avec son artillerie et sa cavalerie. La déroute fut complète et le 26 juillet Ibrahim prenait Alep. Hussein avait concentré son armée sur les premières terrasses du Taurus. Ibrahim tourna sa position près de Beïlan, le 29 juillet. Les Turcs, coupés de leur ligne de retraite, s'enfuirent confusément vers Alexandrette. Vingt-cinq canons, deux mille prisonniers et les magasins de vivres d'Alexandrette tombèrent au pouvoir des Égyptiens. Les Turcs se replièrent sur le Taurus et l'invasion de l'Asie Mineure commença.

Le sultan Mahmoud résolut alors d'opposer un nouvel adversaire à Ibrahim. Réchid-pacha, séraskier de Roumélie, reçut le titre de grand vizir et tous les domaines de Méhémet-Ali. Il fit de grandes levées d'Albanais et de Bosniaques ; mais, par la lenteur qu'il mit à faire ses préparatifs, il permit à Ibrahim de s'avancer jusqu'à Konieh, sur le versant septentrional du Taurus,

et de choisir la position où il attendit son adversaire. Le 21 décembre 1832, les deux armées furent en présence; mais les Turcs commirent faute sur faute. Au lieu de concentrer leur artillerie, ils distribuèrent deux pièces à chaque bataillon. Leur ligne était mal développée et un grand vide existait entre la gauche de leur infanterie et leur cavalerie. Ibrahim lança dans cet espace toute sa cavalerie, sous le commandement du colonel Sèves. La cavalerie turque fut rompue, Réchid fait prisonnier et l'infanterie turque prise en flanc. Soixante mille Turcs se retirèrent en désordre devant trente mille Égyptiens en abandonnant cinq cents morts. Les populations d'Asie Mineure accueillaient les vainqueurs avec enthousiasme; le 28 février 1833, quatre hommes et un aga prenaient possession de Smyrne au nom du pacha d'Égypte. Au même moment les troupes égyptiennes se portaient à Kutayeh et menaçaient Brousse. La route de Constantinople était ouverte et le trône de Mahmoud eût peut-être été emporté, si l'Europe ne s'était hâtée d'intervenir.

Le maintien de l'intégrité de l'empire ottoman était alors regardé comme un dogme par les diplomates d'Occident, et la plupart des gouvernements s'effrayèrent des progrès de la nouvelle puissance qui menaçait d'absorber et peut-être de régénérer tout l'Orient. L'Égypte, pays passif vingt ans plus tôt, était devenue dans les mains de Méhémet-Ali une puissance avec laquelle la politique européenne devait compter. Le chargé d'affaire de France à Constantinople, M. de Varennes, offrit le premier sa médiation et proposa à Ibrahim de lui faire

obtenir les quatre pachaliks de Saint-Jean d'Acre, Naplouse, Saïda et Jérusalem. Mais encouragé par le consul français d'Alexandrie, malgré l'arrivée de l'envoyé russe Mouravief, chargé de lui faire des représentations, Méhémet-Ali réclama toute la Syrie, une partie de la Mésopotamie et le district d'Adana, en Asie Mineure. Les efforts de l'amiral Roussin, qui avait été nommé ambassadeur extraordinaire à Constantinople, ne purent le faire changer d'avis. Mahmoud, désespéré, se jeta dans les bras des Russes. L'escadre russe vint mouiller au Bosphore et 12.000 Russes débarquèrent en vue de Constantinople. Ce coup de théâtre modifia l'attitude des puissances : entre deux dangers elles préférèrent le moindre et pesèrent sur le sultan pour obtenir de lui des concessions. En avril 1833, un hatti-schérif cédait à Méhémet-Ali toute la Syrie et le district d'Adana en Asie Mineure sous forme de concession révocable. L'armée d'Ibrahim battit en retraite et le gouvernement russe, profitant des embarras du sultan, signa avec lui le traité secret d'Unkiar-Skelessi par lequel il garantissait l'intégrité du territoire ottoman (8 juillet 1833).

Les années qui suivirent cette guerre marquèrent l'apogée de la puissance égyptienne, qui continua en pleine paix à s'agrandir du côté de l'Arabie et du Soudan. La mer Rouge était devenue complètement égyptienne. Le pacha tenait les ports de Souakim et Massaouah sur la côte africaine et celui de Djeddah du côté de l'Arabie. Son autorité s'étendait sur les villes saintes et même, de 1831 à 1834, des bandes d'irrégu-

liers faillirent lui conquérir toute la péninsule arabique. Le gouverneur de Djeddah, Kourchid-bey, parcourut avec 4.000 hommes et 10 canons l'Hedjaz et le Nedjed; il s'avança jusqu'à la ville de Kassim à dix journées de Bassorah, occupa l'île de Bahreïn dans le golfe Persique et réunit une flottille à l'embouchure du Chatt-el-Arab. La route de Bagdad lui était ouverte et l'Égypte allait s'emparer ainsi de toutes les routes de l'Inde, lorsque le gouvernement anglais protesta. Méhémet-Ali, retenu par la révolte de la Syrie (1834), donna l'ordre à Kourchid de battre en retraite et restreignit son occupation à la possession des villes saintes. Quatre ans plus tard, en 1838, l'Angleterre, pour 150.000 francs, acquit le territoire d'Aden et le prestige égyptien fut ruiné dans ces régions. Ce n'était pas encore assez pour les ennemis de Méhémet-Ali.

V

Depuis son avènement, l'Angleterre avait paru renoncer à ses anciennes prétentions sur l'Égypte, mais en réalité sa politique n'avait jamais varié. Tant que l'Égypte restait en état d'anarchie sans qu'il pût s'y établir une puissance capable de s'emparer de la route des Indes, elle se désintéressait des affaires égyptiennes. Du jour où il lui sembla que Méhémet-Ali pouvait reprendre à son profit d'une manière grandiose les plans du Directoire et de Napoléon, elle résolut de travailler à sa ruine et au besoin d'occuper l'isthme de

Suez. Or, elle trouvait un allié disposé à seconder ses projets dans le sultan Mahmoud, qui ne voulait pas mourir sans s'être vengé de son orgueilleux vassal. Méhémet-Ali n'avait rencontré de sympathies en Europe que du côté de la France, qui lui envoyait sans compter ses officiers et ses ingénieurs, et dont les agents entretenaient chez lui le désir de fonder une dynastie en Orient en se faisant reconnaître la possession héréditaire de ses conquêtes. Mais, depuis 1830, la politique française était liée à celle de l'Angleterre pour des nécessités dynastiques et les ministères de Louis-Philippe, forcés de se débattre entre des exigences contradictoires, n'avaient pu introduire dans leur politique extérieure la fermeté et l'esprit de suite qui sont les seules conditions du succès. Dès 1834, les révoltes excitées en Syrie par les émissaires du sultan et réprimées cruellement par Ibrahim avaient été les signes avant-coureurs de la rancune de Mahmoud. Bientôt le sultan dirigea toutes ses troupes disponibles vers l'Euphrate, et les frontières du gouvernement de Méhémet-Ali furent menacées. Le pacha résolut alors de rompre, et dans une note adressée à la Porte réclama l'hérédité de toutes ses possessions. En réponse, les troupes turques passèrent l'Euphrate le 21 avril 1839, sous le commandement de Hafiz-pacha, et Méhémet-Ali fut déclaré traître et rebelle.

Le plan des Turcs ne manquait pas d'habileté. Au lieu d'attaquer la Syrie par les défilés du Taurus, ils avaient concentré cent cinquante mille hommes sur l'Euphrate, devant la frontière la plus dégarnie. Des of-

ficiers européens et surtout prussiens dirigeaient l'état-major de Hafiz. Le quartier général d'Ibrahim était à Alep, mais ce fut seulement au bout d'un mois que les deux armées prirent contact près de Nézib. Les Turcs s'étaient retranchés dans une position formidable, défendue par les redoutes que les officiers européens avaient fait construire. Ibrahim ne songea même pas à attaquer de front ces positions et le 23 juillet, avec un rare sang-froid, sous les yeux mêmes des Turcs, il tourna l'ennemi par le flanc gauche. Les officiers prussiens conseillèrent à Hafiz, resté immobile pendant toute son opération (1), de se réfugier dans son camp retranché de Biredjik. Il refusa et les Turcs se préparèrent à combattre en tournant le dos à tous leurs ouvrages, devenus désormais inutiles. Le lendemain, 24 juin 1839, l'armée égyptienne, forte de quarante mille hommes, disposée en trois lignes, mais dans un ordre oblique, se porta entièrement sur la gauche des Turcs. Une charge dirigée par Ibrahim lui-même échoua ; un officier français engagea Hafiz à faire charger les Égyptiens à la baïonnette : il eut le tort d'hésiter ; le colonel Sèves profita de ce moment pour rétablir l'ordre parmi les Égyptiens (2) et faire mettre l'artillerie en batterie. Les bataillons kurdes lâchèrent pied pendant que Sèves se portait en avant avec toute sa droite. Bientôt toute l'armée turque et Hafiz lui-même furent entraînés dans la déroute. On ramassa sur le champ de bataille

(1) Les ulémas lui avaient défendu de combattre parce qu'on était un vendredi.

(2) Il fit pointer les canons sur ceux qui fuyaient.

quinze mille fusils jetés par l'infanterie turque. Cent soixante-dix canons, quinze mille prisonniers, le camp turc en entier et jusqu'aux dépêches et aux décorations d'Hafiz tombèrent aux mains des Égyptiens. La Syrie était sauvée et les projets de Mahmoud avaient échoué. Six jours plus tard, le sultan mourait en laissant pour successeur un jeune homme de seize ans, Abd-ul-Medjid. Le désarroi était tel à Constantinople que le capitan-pacha, Achmet, en haine du grand vizir Khosrew, faisait défection avec toute la flotte turque et se déclarait pour Méhémet-Ali. L'amiral français Lalande, qui occupait le détroit des Dardanelles, le laissa passer et l'aida à donner le change aux Anglais.

La situation de l'empire ottoman eût été peut-être plus critique encore qu'en 1833, si les puissances européennes n'avaient encore une fois résolu de le sauver. Il fallait surtout empêcher la Russie de profiter des clauses d'Unkiar-Skelessi pour mettre le jeune sultan et tout l'empire sous sa tutelle. Aussi, sur l'initiative de l'Autriche, une note fut rédigée par les cinq grandes puissances pour inviter la Porte à ne conclure aucun traité sans leur concours. Le concert européen semblait donc rétabli, mais ce n'était qu'une apparence. L'Angleterre et son premier ministre, Palmerston, voyaient le moment venu de punir Méhémet-Ali des terreurs qu'il leur avait inspirées et voulaient le réduire à la possession viagère de l'Égypte. Le cabinet Soult et le cabinet Thiers, qui lui succéda, soutenaient au contraire la nécessité d'accorder l'hérédité au pacha d'Égypte pour toutes ses possessions. Telles furent

les instructions données à Guizot, ambassadeur de France à Londres; de son côté, Thiers préparait un arrangement secret entre Méhémet-Ali et la Porte. Ce plan devait échouer devant la ténacité et en même temps la duplicité de Palmerston. Pendant qu'il endormait la vigilance de Guizot par des discussions sans fin sur les pouvoirs à accorder au pacha d'Égypte, le ministre anglais fomentait à prix d'or une nouvelle révolte en Syrie et négociait à l'insu de la France avec les autres cours de l'Europe. Le 15 juillet 1840 fut publié tout à coup le traité de Quadruple Alliance entre l'Angleterre, la Prusse, l'Autriche et la Russie. La France était ainsi exclue du concert européen et mise en demeure de défendre sa politique par la force. Un ultimatum menaçant était préparé pour être envoyé par le sultan à Méhémet-Ali. La Crète, les villes saintes, le nord de la Syrie lui étaient enlevés; il gardait à titre héréditaire l'Égypte et le pachalik d'Acre; si dans un délai de six jours il n'avait pas fait sa soumission, Acre lui serait enlevée, et au bout de dix autres jours, aucun territoire ne lui était plus garanti.

Une grande émotion saisit l'opinion française et une guerre européenne parut près d'éclater. Pendant que l'amiral Napier bloquait les côtes de Syrie et bombardait Beyrouth, Thiers essayait encore d'agir auprès du Divan et n'aboutissait qu'à une déclaration de déchéance de Méhémet-Ali. Il publia alors la note du 8 octobre où il déclarait que la France considérerait comme un motif de guerre toute tentative faite pour

déposséder Méhémet-Ali de l'Égypte ; puis, devant l'hostilité de Louis-Philippe, il donna sa démission et fut remplacé par Guizot le 29 octobre. Les Anglais semblaient triompher. Saint-Jean d'Acre avait capitulé le 2 novembre devant la flotte anglaise. La Syrie était en pleine insurrection et l'escadre de Napier se préparait à bombarder Alexandrie. Méhémet-Ali cédait devant la force et acceptait une convention conçue en termes vagues, d'après laquelle la Quadruple Alliance, moyennant sa renonciation aux autres possessions, s'efforcerait de lui faire accorder l'hérédité de l'Égypte. Enfin, pour comble de malheur, la Porte, travaillée par les agents de Palmerston, refusait de reconnaître cette convention. Ce fut alors qu'eut lieu en Europe un revirement contre l'attitude de l'Angleterre : Guizot déclara à la Chambre des députés qu'il maintiendrait la note du 8 octobre et écarterait tout accord qui ne reconnaîtrait pas à Méhémet-Ali la possession héréditaire de l'Égypte. L'Autriche, effrayée par le mouvement d'enthousiasme que l'annonce d'une guerre avait excité au delà du Rhin, voulait conserver la paix en Europe. D'accord avec la Prusse, elle prit l'initiative, dans sa note du 31 janvier 1841, d'inviter la Porte à révoquer son acte de déchéance et à accorder à Méhémet-Ali le gouvernement héréditaire de l'Égypte. Par les négociations de Londres, les autres puissances acceptèrent cette note. Le sultan s'exécuta et publia les hatti-schérifs du 13 février et du 19 avril 1841 qui sont encore aujourd'hui, à quelques modifications près, la charte diplomatique de l'Égypte. Méhémet-Ali re-

fusa d'admettre que le sultan choisît à chaque avènement l'héritier parmi les membres de la dynastie. Il fut convenu que l'hérédité aurait lieu par ordre d'aîné, que le pacha d'Égypte paierait au sultan un tribut fixe, que l'armée serait réduite à 18.000 hommes en temps de paix et que tous les officiers généraux et les colonels seraient nommés par le sultan, qu'enfin chaque nouveau pacha devrait venir demander l'investiture de ses fonctions à Constantinople.

Le 10 mai 1841, Méhémet-Ali accepta cette convention, et le traité de Londres, signé le 13 juillet, rétablit pour un temps l'accord des grandes puissances.

Dès lors, jusqu'à sa mort, Méhémet-Ali ne cessa d'entretenir des relations pacifiques avec l'Europe. S'il n'avait pas fondé l'empire oriental qu'il avait paru rêver un moment pour sa dynastie, il lui laissait du moins la possession héréditaire de l'Égypte. Ses échecs l'avaient cependant jeté dans le découragement; à la fin de sa vie son esprit s'affaiblit et il fut en proie à des hallucinations. Il entreprit en 1848 un voyage en Occident, et il apprit à Naples la chute de son fidèle allié Louis-Philippe, au fils duquel il avait fait une réception si brillante trois années auparavant. Sa colère fut telle qu'il parla sérieusement de conduire une armée à Marseille pour restaurer Louis-Philippe sur le trône, et la secousse que lui causa cette nouvelle porta son état jusqu'à la démence. Le prince Ibrahim prit la régence avec l'assentiment de la Porte, mais il mourut lui-même en novembre 1848. Avant même que son grand-père fût mort, le fils de Toussoun,

Abbas, exerça le pouvoir, et l'illustre vieillard se survécut encore à lui-même jusqu'en août 1849.

BIBLIOGRAPHIE

Bibliographies relatives : à la conquête du Soudan : DEHÉRAIN. Le Soudan Égyptien. — A la question d'Orient : DEBIDOUR. Histoire diplomatique. I. — DRIAULT. Histoire de la question d'Orient. — SEIGNOBOS. Histoire de l'Europe contemporaine.

I. — Documents.

MOURIEZ. Op. cit., t. V : Notes et documents. Paris, 1857. — GUIZOT. Mémoires, t. V et VI. — J. BOWRING. Report on Egypt and Candia... London, 1840, in-4°. — PROKESCH-OSTEN. Mehmed-Ali, aus meine Tagebücher. Wien, 1877, in-16.

II. — Études.

DEHÉRAIN. Le Soudan Égyptien sous Méhémet-Ali. Paris, 1898, 8°. — MOURIEZ. Op. cit. — MENGIN. Histoire sommaire de l'Égypte sous le gouvernement de Mohamed-Ali (1823-38). Paris, 1839, 8°. — CALDAVÈNE et BARRAULT. Histoire de la guerre de Méhémet-Ali contre la Porte Ottomane (1831-33). — Deux années de l'histoire d'Orient (1839-40). — A. LEFEBVRE. Mahmoud et Méhémet-Ali (*Revue des Deux-Mondes*, 15 mai 1839). — L. FAUCHER. La question d'Orient d'après des documents anglais (*Revue des Deux-Mondes*, novembre-décembre 1841). — DUVERGIER DE HAURANNE. De la Convention du 13 juillet 1841 et de la situation actuelle de la France (*Revue des Deux-Mondes*, 1er septembre 1841). — SAINT-MARC GIRARDIN. Méhémet-Ali (*Revue des Deux-Mondes*, 15 septembre 1840). — F. PERRIER. La Syrie sous le gouvernement de Méhémet-Ali jusqu'en 1840. Paris, 1841, 8°. — A. VINGTRINIER. Soliman-pacha, généralissime des armées égyptiennes, ou Histoire des guerres de l'Égypte. Paris, 1886, 8°. — TRÉMAUX. Voyage au Soudan oriental (1847-54). Paris, 1852-58, in-f°.

CHAPITRE V

LES RÈGNES D'ABBAS (1849-1854) ET DE SAID (1854-1863)

I. Le règne d'Abbas (1849-1854). — II. Caractère de Saïd. — III. Son gouvernement et ses réformes. — IV. La question du canal de Suez. — V. Les progrès de l'égyptologie.

I

A peine le régime de l'hérédité était-il établi en Égypte qu'il faillit, à sa première application, compromettre l'œuvre de son fondateur. Le petit-fils de Méhémet-Ali, Abbas, qui lui succéda, s'acharna pendant les cinq années de son règne à détruire l'œuvre de son grand-père ; si ce gouvernement eût duré plus longtemps, l'Égypte était menacée de revenir aux beaux jours des Mamlouks.

Abbas, fils de Toussoun, était né à Djeddah en 1816. Méhémet-Ali l'aimait beaucoup et lui donna dès son enfance les maîtres les plus distingués ; mais il ne répondit guère aux espérances qu'on avait fondées sur lui. Il refusa d'apprendre les langues étrangères et n'eut d'autre éducation que celle du harem. A toute étude il préférait les exercices du corps et il fuyait avec horreur le contact des étrangers. Son fanatisme

égalait sa cruauté. Nommé gouverneur du Caire, il ordonna de jeter dans le Nil deux femmes innocentes sous le prétexte le plus futile, et, plus tard, il exila à Esneh une de ses femmes après lui avoir fait donner cinq cents coups de courbache. Ses apanages étaient considérables et il avait su par des spéculations heureuses en augmenter la valeur; il avait fait planter dans ses domaines du coton de Floride d'une qualité bien supérieure au coton égyptien. Sa fortune était évaluée à quatre-vingts millions de francs, mais son fils El-Hami-pacha se chargea de la gaspiller en moins de deux ans et mourut complètement insolvable. Lui-même ressemblait à un de ces despotes orientaux d'autrefois qui faisaient tomber des têtes au moindre signe et ne connaissaient d'autre règle de gouvernement que leur caprice. C'est ainsi que lorsqu'il avait besoin d'argent il se faisait verser le numéraire qui se trouvait dans les caisses publiques et le remplaçait par des acquits au comptant revêtus de son cachet; on les mettait en circulation et les preneurs s'en servaient ensuite pour payer le Trésor, qui subissait ainsi des pertes énormes. Comme les tyrans classiques, il s'entoura de gardes étrangers et vécut à l'écart de ses sujets. Il fit venir en Égypte ces Albanais qui y avaient laissé de si tristes souvenirs et entreprit de les substituer à l'armée des fellahs. Au nombre de six mille, ils se conduisaient en Égypte comme en pays conquis et, le revolver au poing, jetaient la terreur dans les campagnes. Abbas leur fit construire une immense caserne dans les environs du Caire, en plein désert, et auprès

de cette caserne il ordonna d'élever un palais qui devint sa résidence favorite. Le recrutement des ouvriers était assuré par la corvée. « Tous les maçons, menuisiers, tailleurs de pierre, dit le consul général Le Moyne, sont employés de gré ou de force aux constructions de Son Altesse. »

Tel était le prince qui disposait du sort de l'Égypte ; il n'est donc pas étonnant que dans tous ses actes il ait pris le contre-pied de son prédécesseur. Tous ceux qui avaient été en faveur sous Méhémet-Ali apprirent à connaître la disgrâce. La plupart des princes, parents d'Abbas, se réfugièrent à Constantinople pour mettre leur vie en sûreté. Le ministre des affaires étrangères, Artin-bey, se sauva au consulat de France et s'embarqua pour la Syrie. Un grand nombre de fonctionnaires étrangers furent destitués ; aux protestations du consul de France, Benedetti, Abbas répondait avec une logique tout orientale : « Ne suis-je pas le maître ? Les fonctionnaires indigènes ou étrangers ne sont-ils pas mes serviteurs aussi longtemps que je les paye ? J'ai donc le droit de les remercier. » Toute l'influence enlevée aux étrangers était d'ailleurs rendue aux musulmans. Un jeune Arménien de Smyrne, Nubar, ancien élève du collège de Sorèze, devint le lecteur et le conseiller intime du pacha. Des chrétiens indigènes et même des Européens furent molestés dans la rue par des fanatiques sous l'œil bienveillant de la police égyptienne. Les grandes puissances durent faire une représentation collective pour obtenir la révocation du chef de la police. L'hospice

fondé par Clot-bey au Caire pour les indigènes des deux sexes fut supprimé par mesure d'économie au moment même où l'on engageait les dépenses les plus folles pour élever un palais en plein désert. Enfin Abbas étalait avec ostentation sa déférence vis-à-vis de la Porte et avait été chercher solennellement l'investiture de sa dignité à Constantinople. « Mon grand-père, disait-il, se croyait un souverain absolu ; il l'était pour nous, pour ses serviteurs, pour ses enfants. Mais il était l'esclave des consuls généraux. Eh bien, si je dois être gouverné par quelqu'un, j'aime mieux l'être par le chef de tous les musulmans que par les chrétiens que je déteste. »

La plus grande timidité régna cependant, malgré ces insolentes déclarations, dans les rapports qu'Abbas entretint avec les gouvernements étrangers. Peu conséquent avec lui-même, il donna sans solliciter l'autorisation de la Porte la concession d'un chemin de fer d'Alexandrie au Caire à une Compagnie anglaise, malgré sa haine pour l'Angleterre et tous les Européens en général. Appuyé par la France, Méhémet-Ali s'était toujours opposé à cette entreprise. Les Anglais furent plus heureux avec Abbas, mais une note du Divan lui reprocha sévèrement d'avoir accordé cette concession sans l'autorisation de la Porte. Abbas se soumit et les travaux commencèrent dans d'étranges conditions. Un ingénieur anglais fit un premier tracé qui se trouva fautif et réclama 56.000 livres st. d'indemnité ainsi que 16.000 l. pour un second tracé. Le consul d'Angleterre Bruce, pris comme arbitre, lui en attribua

seulement 6.000. Plus Abbas montrait d'ailleurs de bonne volonté, plus la Porte était exigeante. En 1851 il reçut l'ordre d'appliquer à l'Égyte la réforme ou *tanzimat* et de supprimer en conséquence les corvées. la bastonnade et le service militaire à long terme. Comme il protestait, la Porte répondit que Méhémet-Ali s'était engagé à gouverner l'Égypte suivant les lois générales de l'empire. Fuad-effendi fut envoyé en Égypte comme ambassadeur extraordinaire et finit par obtenir gain de cause. En récompense, Abbas reçut le titre de vice-roi et le droit de grâce à titre personnel. Il manifesta son loyalisme pendant la guerre de Crimée et envoya au sultan un corps de 15.000 hommes et une division navale. Ce fut aussi sous ce règne que le monopole commercial établi par Méhémet-Ali commença à disparaître. Malgré l'opposition secrète d'Abbas, qui avait enjoint aux moudyrs d'entraver leurs opérations, des négociants étrangers pénétraient dans l'intérieur de l'Égypte et, conformément au traité de commerce de 1838 entre la Porte et l'Angleterre, achetaient directement aux fellahs l'excédent des récoltes qui n'avait pas été absorbé par les impôts. Cette politique manquait donc de franchise et de fermeté, et elle eût conduit l'Égypte à une prompte décadence si un accident n'y avait mis fin. Au mois de juillet 1854 on apprit tout à coup qu'Abbas était mort dans son palais d'une apoplexie foudroyante ; il fut prouvé plus tard qu'il avait été assassiné par deux Mamlouks circassiens désireux de se venger de lui ou d'éviter un châtiment. Comme il faisait une chaleur excessive à ce moment,

les fellahs racontèrent que les portes de l'enfer s'ouvraient pour le recevoir : telle fut son oraison funèbre.

II

Le successeur d'Abbas était le prince Mohammed-Saïd, le plus jeune des fils de Méhémet-Ali. Né en 1822, il avait été élevé en Égypte par des professeurs français. Son père voulait faire de lui un marin : il lui fit enseigner les mathématiques, les langues européennes, la navigation. De bonne heure il fut envoyé en mer en compagnie d'enfants de son âge pris dans le peuple et ce fut peut-être là qu'il apprit à apprécier les qualités de ses futurs sujets. Mais un embonpoint précoce inquiétait Méhémet-Ali qui le faisait peser chaque semaine et le privait de nourriture ou le soumettait aux plus durs travaux chaque fois que son poids avait augmenté. Très courageux, il était le premier à rire de sa corpulence et, dans l'été de 1845, on le vit, par les chaleurs les plus fortes, entraîner ses troupes en plein désert contre les Bédouins. Son esprit n'en était pas moins très actif et très ouvert aux idées occidentales, mais il souffrait d'un manque d'équilibre. « Ce Gargantua, dit E. About, qui en a tracé une sorte de caricature, était un de ces colosses débonnaires, bons vivants, gros plaisants, grands mangeurs et buveurs mirifiques... Sa main était de taille à souffleter les éléphants; sa face large, haute en couleur, hérissée d'une barbe à tous crins, exprimait la bonté, la franchise, la

générosité, le courage, mais tout cela quelque peu barbouillé de cynisme. Il avait le malheur de mépriser les hommes sans exception, en sorte qu'il ne se respectait pas toujours assez lui-même. » Très tolérant, il confia son fils à une gouvernante anglaise et nomma un chrétien gouverneur du Soudan. Dès son avènement il prohiba l'introduction des esclaves en Égypte et en 1856 il libéra tous ceux qui s'y trouvaient. Les peines corporelles furent abolies (1861). Il souffrit que son conseil d'État donnât un avis défavorable à un décret qu'il avait proposé ; mais, par contre, il faisait décapiter sans pitié les cheiks qui se dérobaient à la loi sur le recrutement et pendre les Bédouins des tribus pillardes. Quelques fantaisies coûteuses rappelaient parfois le souverain oriental ; c'est ainsi qu'il fit construire un immense plancher en fer afin de pouvoir faire évoluer ses troupes devant son château d'Alexandrie sans être incommodé par la poussière. Mais, malgré ces imperfections, son règne n'en a pas moins été très utile à l'Égypte, car il a sauvé l'œuvre de Méhémet-Ali et a fait un effort sérieux pour habituer ses sujets sans brusquerie à la civilisation européenne. Aidé par ses anciens compagnons d'études et par les conseillers de Méhémet-Ali, il se montra vraiment pour son peuple un éducateur.

III

Il fallait d'abord reconstituer le gouvernement qui avait été désorganisé par Abbas. Saïd rendit plus

simple le système imaginé par Méhémet-Ali. Il supprima les moudyrs ou gouverneurs de province, qui ne songeaient qu'à faire fortune aux dépens de leurs administrés (1), et restreignit le pouvoir des tyranneaux de village qu'étaient les cheiks-el-beled. Des règles fixes fondées sur l'état civil furent établies pour le recrutement de l'armée et la levée de l'impôt. Les cheiks ne purent plus, comme autrefois, désigner exclusivement pour le service militaire la tourbe des indigents et répartir l'impôt arbitrairement entre leurs administrés. Le gouvernement central comprit un conseil d'État qui discutait tous les projets d'intérêt général, avant qu'ils fussent présentés à la signature du vice-roi, et trois ministères (intérieur, guerre et finances). La nomination des juges fut enlevée au grand cadi, qui achetait sa charge à Constantinople et rentrait dans ses deniers en vendant lui-même les charges judiciaires; tous les juges furent désignés dorénavant par le vice-roi. Enfin, après avoir chassé les Albanais appelés par Abbas, Saïd conserva le nizam, mais rendit le service réellement obligatoire pour tous et pour un temps très court. Les conditions matérielles de l'armée furent améliorées par une réforme des hôpitaux et des subsistances. La résistance vint seulement de la part des cheiks-el-beled, qui regardaient comme un privilège l'exemption du service militaire pour leurs enfants. Des mères éplorées firent une manifestation devant le palais du vice-roi. Saïd usa à la fois de vigueur et de douceur : il fit

(1) Il les remplaça par des « *maimours* », préfets dont les pouvoirs furent beaucoup moindres.

venir les principaux cheiks et leur démontra qu'il fallait accepter le service obligatoire pour tous ou se résoudre à voir reparaître en Égypte les Albanais détestés; d'autre part, il fit condamner à mort deux cheiks qui avaient exempté leur fils. Le service durait d'ailleurs un an à peine et, bien que la Porte lui eût cédé le droit d'avoir 30.000 hommes sous les armes, Saïd maintint toujours son armée à 12.000 hommes. Cette armée fit merveille pendant la guerre de Crimée, qui avait commencé sous Abbas. Les Égyptiens contribuèrent à arrêter à Silistrie la marche de Paskiévitch sur Constantinople; au bout de trente-neuf jours de siège, les Russes durent battre en retraite. En 1855, l'armée de Saïd se signala encore par la défense d'Eupatoria.

Mais le règne de Saïd fut avant tout pacifique et il profita de cette tranquillité pour accomplir en Égypte une révolution sociale des plus importantes : il renonça au régime de propriété créé par Méhémet-Ali. Dans chaque village des distributions de terres furent faites aux cultivateurs, qui eurent désormais le droit d'aliéner ou d'acquérir le sol. La conséquence immédiate de cette réforme fut la suppression du monopole commercial et l'établissement de la liberté économique. Tout l'arriéré des impôts était remis aux villages en retard avec le fisc. Le paiement des contributions en nature était supprimé et une année d'impôts était remise aux villages qui n'avaient pu encore se procurer de numéraire. Enfin les douanes intérieures furent abolies. Les conséquences bienfaisantes de ces réformes ne se firent pas attendre : les impôts,

perçus par des receveurs spéciaux et non plus par les cheiks, rentrèrent régulièrement; beaucoup de terres en friche furent remises en culture; le commerce intérieur et extérieur se développa dans de grandes proportions. De 1851 à 1856 les échanges du port d'Alexandrie passèrent de cent trois à cent quatre-vingt-trois millions de francs. Des réformes analogues furent tentées au Soudan, que Saïd voulait abandonner après le voyage qu'il y fit en 1856. Il ne fut arrêté que par la perspective de l'anarchie qui suivrait le départ des troupes égyptiennes, et il se contenta d'ordonner une levée plus régulière et plus douce de l'impôt.

Mais toutes ces opérations entraînaient pour le Trésor des frais considérables, car un grand nombre de créances étaient ainsi supprimées; Saïd brûla lui-même pour 80 millions de piastres des titres de l'impôt arriéré. D'autre part, des travaux immenses furent entrepris : l'achèvement du chemin de fer d'Alexandrie au Caire, la construction d'une ligne entre le Caire et Suez et surtout le curage du canal Mahmoudieh, qui fut exécuté en 22 jours par 115.000 hommes, absorbèrent des sommes importantes. Pour faire face à ces dépenses, Saïd ne craignit pas de recourir au procédé moderne du crédit qui devait être si fatal à l'Égypte sous son successeur. Le premier emprunt d'État fut émis en 1858, puis deux autres suivirent en 1861 et 1862. Le second fut couvert par des capitalistes anglais pour 72 millions de francs au 7 % égyptien. Lorsque Saïd mourut, en 1863, il léguait à son successeur un découvert de 250 millions.

IV

Mais parmi les événements qui remplirent son règne, le plus important fut, sans contredit, l'entreprise des travaux du canal de Suez.

Ce problème, qui n'avait pu être résolu sous Méhémet-Ali, préoccupait toujours les esprits. La société d'études fondée en 1846 par Enfantin et les Saint-Simoniens avait déployé une grande activité et fait des efforts pour intéresser à la jonction des deux mers les divers gouvernements. Le prince-président, le gouvernement anglais et même la Russie furent successivement l'objet de leurs sollicitations. Mais l'ingénieur anglais Stephenson, envoyé en Égypte pour étudier la question, déclara la construction d'un canal impossible. Ce fut alors que le jeune vice-consul d'Alexandrie que les Saint-Simoniens avaient trouvé en Égypte en 1834 offrit à leur idée un appui inattendu.

Lorsqu'en 1830 il se rendait à Alexandrie en qualité d'élève-consul, François de Lesseps lut pendant la quarantaine du navire le mémoire rédigé par Lepère sur cette question ; dès ce moment il conçut le dessein d'attacher ses efforts à cette œuvre. Il suivit avec intérêt les recherches qui furent faites par Linant-bey et la société d'études pour vérifier les travaux de nivellement de Lepère. L'erreur commise par la commission de 1799 fut reconnue et on admit désormais que le niveau de la mer Rouge ne différait pas de celui de la Méditerranée. Pendant son séjour à Alexandrie, de

Lesseps eut des rapports d'amitié avec le prince Saïd, auquel, s'il faut en croire la tradition, il donna à plusieurs reprises la nourriture que les serviteurs du prince lui refusaient par ordre de Méhémet-Ali. C'était une amitié précieuse dont les conséquences devaient être fécondes. Né à Versailles en 1805, d'une famille de diplomates, d'officiers de marine et d'administrateurs, de Lesseps était avant tout un diplomate. Les séjours qu'il fit dans les consulats à Alexandrie, au Caire, à Malaga, à Barcelone et en dernier lieu à Rome, le préparèrent bien à la tâche qu'il rêvait d'entreprendre et qui exigeait avant tout des qualités diplomatiques. On peut dire que la construction du canal de Suez est le résultat de la plus belle négociation diplomatique qui ait été conduite au XIXe siècle.

A la suite d'un blâme reçu pour avoir cherché à hâter la reconnaissance de la République romaine sans l'aveu du prince-président (1849), de Lesseps quitta la carrière diplomatique et se retira en Berry. « Un jour, dit un de ses biographes, comme il était sur l'échafaudage d'une maison qu'il faisait bâtir, on lui apporta des journaux. Il y lut la mort d'Abbas et l'avènement de ce prince Saïd à qui jadis en Égypte il offrait du macaroni et qu'il avait revu depuis, en exil à Paris, dans un triste hôtel meublé de la rue Richelieu, Saïd enfin, son ami, son élève, son hôte (1). » De Lesseps n'hésita pas un instant, et trois mois plus tard il débarquait à Alexandrie (1854). Il rejoignait le

(1) A. FRANCE. Discours de réception à l'Académie française.

vice-roi au milieu de son armée, dans le camp qu'il avait installé sur les ruines de Maréa, dans le désert libyque. Le 30 novembre 1854, il arrivait à cheval devant la tente de Saïd, qui était entourée d'une muraille en pierres sèches défendue par des canons. Il lui présenta le projet du canal; le vice-roi l'engagea à préparer un rapport dans sa tente. Sautant à cheval, de Lesseps franchit d'un bond le parapet et le fossé ; puis, après avoir rédigé un rapport d'une page et demie, il le rapporta à Saïd. Le vice-roi lut lui-même le rapport à ses conseillers en le traduisant en turc. La concession du canal fut octroyée séance tenante et, à son retour au Caire, Saïd accorda par un firman à de Lesseps le droit de former une compagnie financière pour le percement de l'isthme (1).

Dès lors tout semblait aisé : en réalité, rien n'était fait. Ce projet blessait trop d'intérêts contraires et des préjugés pour que leur coalition n'essayât pas d'arrêter son auteur. Il fallut d'abord procéder à une nouvelle opération de nivellement afin de convaincre les plus incrédules : cette enquête fut achevée avec succès sous

(1) Il faut ajouter, pour être équitable, qu'avant son départ pour l'Égypte, Ferdinand de Lesseps avait reçu d'Enfantin et des Saint-Simoniens tous les documents et renseignements dont ils pouvaient disposer. A Marseille, il avait eu une entrevue avec Talabot. Les Saint-Simoniens furent donc étonnés à juste titre lorsqu'ils apprirent que leurs noms étaient absents de la liste des fondateurs du canal, dressée par ordre de Saïd. F. de Lesseps rompit bientôt toute relation avec la société d'études, dont les membres survivants ne furent même pas invités aux fêtes de l'inauguration du canal en 1869. (Voy. Charléty. Essai sur l'histoire du St-Simonisme, p. 396 et suiv.)

la direction de Linant, Mougel et de Lesseps; elle démontra qu'il était possible de construire un canal entre Péluse et Suez sans recourir aux eaux du Nil. De Lesseps se rendit ensuite à Constantinople, d'où pouvait venir tout l'obstacle ; malgré l'opposition de l'ambassadeur d'Angleterre, Stratford de Redcliffe, il obtint la ratification tacite et provisoire du firman. Puis il s'agissait de gagner l'opinion européenne et surtout de détourner l'explosion des rancunes que cette idée d'un Français faisait naître en Angleterre. Malgré sa bonne entente avec la France, Clarendon avait fait faire des représentations très vives à Napoléon III, en déclarant d'ailleurs que le projet était physiquement impossible à réaliser; la réponse du gouvernement français avait été ferme, mais n'avait pas calmé les colères de l'opinion anglaise. De Lesseps alla lui-même au-devant des difficultés et, de 1855 à 1858, il entreprit trois voyages en Angleterre ; malgré le mauvais accueil qu'il y reçut des hommes politiques et en particulier de Palmerston, il s'adressa directement au public, tenant vingt-deux meetings en quarante-cinq jours, répondant à toutes les objections, conduisant en Égypte une commission internationale de savants chargés d'étudier le projet, fondant une société d'études de cent membres qui versèrent chacun 5.000 francs, entretenant par de fréquentes visites la bonne volonté de Saïd, que les assauts continuels du gouvernement anglais finissaient par intimider et qu'il dut accompagner dans son voyage à Khartoum. Palmerston s'était déclaré l'adversaire personnel de l'œuvre, et dans ses discours au Parlement, il présentait le

projet « comme un de ces nombreux pièges tendus de temps en temps par des imposteurs à la crédulité des capitalistes gobe-mouches ». Il avait raison d'ajouter que ce projet était « contraire à la politique suivie de tout temps par l'Angleterre dans ses relations avec l'Égypte et la Turquie ». C'était en effet pour empêcher l'Égypte de redevenir, sous l'influence et au profit de la France, le grand entrepôt des Indes que l'Angleterre avait entrepris sa campagne de 1799; c'était pour le même motif qu'elle avait empêché Méhémet-Ali de conquérir la souveraineté de l'Orient et que, par des intrigues sourdes, elle avait cherché à ruiner son pouvoir; il était donc naturel qu'elle vît avec colère des Français réaliser l'œuvre qu'elle avait réussi à retarder depuis la fin du dix-huitième siècle, et dans ses divagations hautaines, Palmerston représentait bien la vieille politique de son pays.

Fort heureusement pour l'honneur de l'Angleterre, beaucoup d'esprits libéraux, parmi lesquels Gladstone et Russell, et surtout les représentants du grand commerce, se montrèrent partisans du canal et agirent sur le gouvernement : Derby dut déclarer au Parlement qu'il ne s'opposerait pas à l'entreprise. Un emprunt de deux cents millions de francs divisé en 400.000 actions de 500 francs fut émis le 5 novembre 1858. Il eut un plein succès et la majorité des actions fut souscrite par la France (207.111), par l'empire ottoman (96.517) et par le vice-roi d'Égypte (85.506). Il n'y eut de souscription ni en Angleterre, ni en Autriche, ni en Russie, ni aux États-Unis. Palmerston se

vengea de ce succès en déclarant que cette entreprise n'était qu'une association de petites gens; c'est justement par là qu'elle était forte. Le 7 mars 1859, de Lesseps demandait à Saïd la permission d'inaugurer les travaux. La Porte n'avait pas encore accordé son firman officiel, mais on s'en était passé pour commencer la construction du chemin de fer du Caire à Suez. Malgré l'avis d'un conseil d'avocats, où figuraient Odilon Barrot, Dufaure et Jules Favre, Saïd donna l'autorisation et, le 25 avril 1859, le premier coup de pioche fut donné entre le lac Menzaleh et la Méditerranée. Les débuts furent difficiles; pour nourrir l'armée d'ouvriers qui afflua de tous côtés, il fallut aller chercher des vivres et de l'eau jusqu'à Damiette. On commença par creuser un canal d'eau douce entre Suez et le Caire; puis, sur une longueur de 130 kilomètres, on résolut d'ouvrir un canal maritime de 56 mètres de large et de 6 mètres de profondeur. En dix-huit mois, on ouvrit un chenal de service de 2 mètres de profondeur d'une mer à l'autre. Tout marchait à souhait, lorsque Saïd mourut en 1863.

V

Dans tous les domaines d'ailleurs la science française triomphait en Égypte, et Champollion, mort prématurément, avait trouvé un successeur digne de lui dans Mariette. Après 1830, la science récente de l'égyptologie avait subi une éclipse et n'était plus représentée que par quelques savants, comme de Rougé au Collège de

France, Brugsch en Allemagne, Hincks en Angleterre. Aucune découverte retentissante n'était venue apporter un nouvel aliment aux recherches. Ce fut alors qu'un jeune professeur de septième du collège de Boulogne-sur-Mer, que son principal avait fait révoquer parce que ses études sur la langue égyptienne lui paraissaient peu compatibles avec son métier, entreprit de continuer l'exploration de l'Égypte. Les moyens dont Mariette disposait étaient minces : marié et père de famille à l'âge de vingt-trois ans, privé de ressources et admis par charité au musée du Louvre, dont le directeur lui allouait un traitement sur « les frais de collage et de réparation », il parvint à se faire donner par l'Académie des Inscriptions la mission d'aller recueillir des manuscrits dans les couvents coptes. En réalité, il se souciait d'autres découvertes et, à défaut de ressources, il avait la foi. En attendant l'accomplissement des formalités nécessaires pour pénétrer dans les couvents, il explora la nécropole de Memphis et eut l'idée de rechercher le Sérapéum ou tombeau des Apis décrit par Strabon. En deux mois il fit déblayer l'avenue des grands sphinx qui conduisait au tombeau (novembre 1850, janvier 1851) et atteignit le seuil du Sérapéum. Mais ce fut alors que les difficultés commencèrent. Le crédit alloué par l'Académie pour la recherche des manuscrits coptes avait été complètement épuisé dans ces fouilles. De plus, on était sous le règne d'Abbas, qui se souciait très peu des fouilles, mais qui ne perdait aucune occasion de vexer les Européens. Sur la plainte de quelques cheiks, le vice-roi fit revivre une ordonnance de Méhémet-Ali

qui défendait à quiconque de commencer des travaux publics sans l'autorisation du moudyr (gouverneur de la province), et les travaux furent suspendus momentanément.

Mais aucun obstacle n'arrêta Mariette, et malgré le moudyr, dont l'insolence reçut un châtiment exemplaire (1), malgré le vice-roi, qui envoya des officiers pour surveiller les fouilles et s'emparer des objets découverts, son entreprise fut menée à bonne fin. A son passage en Égypte, de Sauley avait eu connaissance de ses travaux et il lui avait fait accorder un nouveau crédit de 30.000 francs. En 1852, une dernière subvention de 50.000 francs, allouée par le ministère de la maison de l'Empereur, permit d'achever les fouilles. En novembre 1851, on avait dégagé la rampe qui conduit au caveau funéraire d'Apis. Le 19 novembre, Mariette put pénétrer, les larmes aux yeux, dans les tombes encore intactes où étaient renfermés les restes du dieu. Les merveilles trouvées au cours de ces fouilles furent envoyées à Alexandrie, à destination de la France ; mais Abbas, désireux de faire dans ces richesses la part de l'Angleterre, ne consentait à donner à la France que les monuments découverts dans les premières fouilles, au nombre de cinq cent treize. Mariette, qui avait dû soutenir dans sa maison un siège en règle contre les Bédouins attirés par le bruit de la découverte de trésors, montra la même énergie vis-à-vis des employés du vice-roi. Il persuada à l'effendi chargé de surveiller

(1) Mariette, ayant été insulté par le moudyr à son entrée dans son palais, lui porta un coup de poing et le fit tomber à la renverse.

l'emballage que les monuments égyptiens se composaient de plusieurs pièces, puis il bourra tous les vases et les canopes d'objets plus petits. Il obtint ainsi cinq cent treize colis, mais il envoya au Louvre plus de sept mille monuments; puis, par une dernière bravade, il prit un grand nombre de stèles blanches trouvées au Sérapéum et préparées sans doute pour recevoir des inscriptions votives, y traça des hiéroglyphes avec du noir de fumée et les expédia au vice-roi comme le résultat des fouilles.

De retour à Paris, Mariette fut nommé conservateur-adjoint du Louvre, mais il ne tarda pas à retourner en Égypte, où Saïd l'appelait pour entreprendre des fouilles avant le voyage du prince Napoléon. Méhémet-Ali s'était contenté de faciliter le voyage de Champollion : Saïd voulut faire mieux pour Mariette. Il lui donna le titre de bey, l'autorisa à se servir de la corvée pour exécuter des fouilles, décréta la conservation des monuments publics de l'Égypte et fonda pour les antiquités égyptiennes le musée de Boulaq (1857-58). Bientôt trente-cinq chantiers furent ouverts, tant en Égypte qu'en Nubie, et 22.000 monuments furent déposés au nouveau musée. Sous l'impulsion de Mariette et des savants français, l'égyptologie pouvait désormais se développer sans interruption; l'antique civilisation des Pharaons allait renaître tout entière.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Études.

M. Pleit. Abbas-pacha (Grande Encyclopédie. I. p. 31). — P. Merruau. L'Égypte sous Mohammed-Saïd-pacha (*Rev. des Deux-Mondes*. 15 septembre 1857. et dans l'Égypte contemporaine. Paris, 1858. 8°). — Abbadie. De l'Afrique centrale ou Voyage de S. A. Mohammed-Saïd-pacha dans ses provinces du Soudan. Paris. 1858. 8°. — Anon. Histoire financière de l'Égypte depuis Saïd-pacha. 1854-76. Paris. 1878. in-8°. — Jourdan. Des intérêts de la France en Egypte. Paris, 1851, in-8°.

II. — Archéologie.

E. Desjardins. Les découvertes de l'égyptologie française. M. A. Mariette (*Rev. des Deux-Mondes*, 15 mars 1874). — De Vogüé. A. Mariette (*Rev. des Deux-Mondes*. 15 février 1881). — Mariette. Description des fouilles exécutées en Égypte. en Nubie et au Soudan. 1850-54. Paris. 1863. 7 vol. in-f°. — Choix de monuments et de dessins découverts ou exécutés pendant le déblaiement du Sérapéum de Memphis.

III. — Canal de Suez.

Voir le chapitre vi.

IV. — Voyageurs.

Barthélemy St-Hilaire. Lettres sur l'Égypte. Paris. 1856. 2 v. 8°. — Ch. de Pardieu. Excursion en Orient, Égypte... Paris, 1851, in-12.

CHAPITRE VI

LE RÈGNE D'ISMAÏL

(Première partie : De 1863 à 1876)

I. Ismaïl, son caractère, son faste. — II. L'achèvement du canal de Suez. — III. État de l'Égypte sous le règne d'Ismaïl; les réformes. — IV. L'administration financière et les emprunts; la crise de 1876. — V. Le domaine extérieur de l'Égypte : le Soudan et les provinces équatoriales : lutte contre la traite.

I

Le successeur de Saïd fut, d'après la loi musulmane, qui donnait le trône au prince le plus âgé de la famille, Ismaïl, fils d'Ibrahim. Il était né au Caire en 1830, et après qu'il eut achevé son éducation, il alla suivre en France les cours de l'École Saint-Cyr (1848). A son retour en Égypte, il encourut la malveillance d'Abbas et se tint à l'écart pendant tout son règne. Saïd, au contraire, l'initia au gouvernement et lui confia en 1854 une mission en France; à son passage à Rome, il fut reçu par le pape Pie IX et lui offrit de magnifiques présents. Enfin, en 1860, pendant le voyage de Saïd en Europe, il avait pris la direction des affaires. De son père, Ibrahim, il tenait une immense fortune, qu'il augmenta encore par une interprétation abusive de la loi musulmane. Il résolut

d'exploiter ses domaines d'une manière rationnelle et dépensa pour cet objet des sommes considérables. Le progrès des cultures indigènes était une de ses principales préoccupations et lui-même s'intitulait « le prince des fellahs ». Il couvrit donc ses terres d'usines, de canaux, de chemins de fer et arriva par des moyens inconnus à porter leur étendue de soixante mille à un million d'acres.

Ce prince avait en effet rêvé d'être un grand souverain et, pendant les treize premières années de son règne, le faste qu'il déploya aux yeux des Européens éblouis masqua les causes de faiblesse qui devaient ruiner son œuvre. Il sollicita d'abord de la Porte un titre plus pompeux que celui de vice-roi et résolut de modifier la loi de succession musulmane suivant les principes européens. « La seule question à débattre était le montant de la somme. » A l'aide de nombreux présents, par l'élévation du tribut annuel, qui fut porté de 80.000 à 150.000 bourses, il obtint de la Porte tout ce qu'il voulut. En mai 1866, un hatti-schérif établit en Égypte l'hérédité directe de père en fils. Peu de temps après, Ismaïl reçut un nouvelle dignité qui lui donnait l'apparence de la souveraineté complète. On alla chercher pour lui la dénomination persane de « khédive » (seigneur, archidieu) qui avait été donnée autrefois en Perse et dans l'empire ottoman à certains gouverneurs de province à peu près indépendants du pouvoir central. Ce n'était là qu'une expression nouvelle, et lorsqu'en 1869 le khédive voulut faire usage de son titre en invitant en son nom les souverains étrangers à l'inauguration du canal

de Suez, il reçut de la Porte une lettre de remontrance où on lui signifiait « que l'invitation d'un souverain indépendant d'un pays étranger doit se faire par le souverain indépendant du pays qui invite ». Ce titre, qui lui avait coûté très cher, devait donc lui apporter plus d'honneur que de profit.

Mais rien ne coûtait à Ismaïl, lorsqu'il s'agissait de déployer son faste. Dans un discours prononcé à son avènement, il disait que la base de l'administration devait être l'ordre et l'économie dans les finances, et il s'engageait à se fixer à lui-même une liste civile qu'il ne dépasserait jamais. Mais bientôt, oublieux de ces promesses, il faisait construire, sans compter, de nouveaux palais (une trentaine au Caire et dans les environs), des écoles, des casernes, des usines. Quelques années plus tard, les voyageurs découvraient avec stupeur des raffineries, qui avaient coûté 300.000 l. st., complètement abandonnées et habitées seulement par les chacals. Les machines toutes neuves étaient rouillées sans avoir jamais servi. Des palais à peine construits devenaient odieux au maître qui en faisait cadeau à ses enfants. Tout d'ailleurs était prétexte à dépenses ; une princesse se mariait-elle, on lui donnait une livrée copiée sur celle de Louis XIV, et l'on voyait une armée de valets de pied couverts d'immenses perruques. Après les folies de l'inauguration du canal de Suez, Ismaïl voulut avoir au Caire un opéra subventionné, avec des artistes parisiens et des pièces nouvelles. Mariette dut crayonner le sujet d'un opéra égyptien, *Aïda,* dont Verdi se chargea de composer la musique. Une troupe d'ar-

tistes avait été engagée à Paris à grands frais. La mise en scène, dirigée par Mariette, présentait une admirable restitution des monuments pharaoniques ; elle coûta la bagatelle de 50.000 francs et les soldats du khédive fournirent les figurants. Le 24 décembre 1871, il y eut donc une première à l'Opéra du Caire.

C'était d'ailleurs dans ses rapports avec les Européens qu'éclatait la générosité folle du khédive. Il accueillait sans aucun discernement les fournisseurs qui se chargeaient de meubler ses nouveaux palais en lui livrant avec des bénéfices de 60 % des objets de clinquant. Des fortunes scandaleuses s'élevèrent à ses dépens. Mais il aimait surtout à offrir une hospitalité somptueuse aux personnages de marque, journalistes ou littérateurs, qu'il attirait en Égypte. Il fut de mode à Paris, à une certaine époque, de se faire inviter par le khédive, et le plus petit homme de lettres rêvait de participer à l'accueil aussi somptueux que délicat qu'Edmond About décrit en termes enthousiastes dans son roman du *Fellah*. Il faut lire dans ce roman vécu les attentions dont les hôtes européens étaient l'objet : douze navires bourrés de provisions, avec des cabines meublées à l'européenne et un maître d'hôtel d'Alexandrie, stationnaient sur le Nil, prêts à emporter les voyageurs vers la Haute-Égypte. « Tandis que nous donnions la dernière main à nos bagages, raconte le romancier, un envoyé d'Eram-bey nous apporta un papier d'auguste origine qui défendait aux chefs de gare d'accepter notre argent. En même temps le télégraphe enjoignait aux préfets, sous-préfets et

gouverneurs de nous offrir partout leurs services. » Ce simple détail sert à marquer le caractère du règne d'Ismaïl.

II

Et pourtant, à aucune époque, l'Égypte ne parut plus puissante que pendant les premières années du règne d'Ismaïl; l'inauguration du canal de Suez, le 18 novembre 1869, sembla porter sa prospérité au comble.

Pour que cette grande œuvre fût menée à son terme, il fallut d'ailleurs que de Lesseps continuât à lutter contre tous et contre Ismaïl lui-même. Le gouvernement anglais avait en effet trouvé contre le canal une nouvelle machine de guerre qui devait en rendre l'exécution matérielle impossible. A son instigation, la Porte éprouva des scrupules en considérant que l'armée des fellahs employés aux travaux du canal (Saïd en avait promis de 15 à 20.000 qui se succéderaient de mois en mois) était recrutée par la corvée. Il est vrai que le chemin de fer anglais avait été construit de cette manière, mais ce qui était bon alors se trouva tout à coup détestable. Le nouveau ministre d'Ismaïl, l'ancien favori d'Abbas, Nubar, prêtait une oreille favorable aux récriminations anglaises; Ismaïl lui-même déclarait qu'il voulait que le canal fût à l'Égypte et non l'Égypte au canal. Nubar fut envoyé successivement à Constantinople et à Paris; les journaux français plaignirent beaucoup les fellahs soumis à la corvée et

un ultimatum fut adressé à la Compagnie de Suez. Elle était sommée de renoncer à la corvée, de rétrocéder au gouvernement égyptien les terres qui lui avaient été concédées par Saïd et de laisser reviser par une commission d'ingénieurs les dimensions du canal; si au bout de six mois elle ne s'était pas soumise, les travaux seraient interrompus par la force. La Compagnie s'adressa à l'arbitrage de Napoléon III, qui rendit sa sentence le 6 juillet 1866. C'était une défaite pour la Compagnie, qui était condamnée à donner satisfaction au gouvernement égyptien sur tous les points, moyennant le paiement d'une indemnité de 84 millions de francs. Les journaux anglais exultèrent et annoncèrent la ruine de l'entreprise à brève échéance. « Le travail ne pourra être obtenu dans l'avenir, disait le *Standard,* qu'au moyen de dépenses énormes. Que diront alors les actionnaires, ces pauvres spéculateurs, en France, en Égypte et en Turquie? Ils seront ruinés. Lorsque les 200 millions auront été dépensés, l'entreprise tombera d'elle-même, faute de fonds... »

Mais tous avaient compté sans l'énergie de François de Lesseps et sans le patriotisme des ingénieurs français qui se mirent à sa disposition. Les bras qui manquaient furent remplacés par des excavateurs à sec et des dragues à long couloir. Deux jeunes ingénieurs à peine sortis de l'École polytechnique, Borel et Lavalley, prirent l'adjudication des quatre-vingt-cinq derniers kilomètres à creuser entre le lac Timsah et la mer Rouge, dont aucune compagnie n'avait voulu se charger. Non seulement ils accomplirent leur ouvrage au

terme fixé, non seulement ils réussirent dans la tâche difficile de diriger vingt mille ouvriers venus de tous les points du globe, et parmi lesquels on trouvait à la fois des Bretons, des Italiens, des Turcs, des Marocains, mais ils prirent à leur charge l'adjudication de l'Anglais Eaton, qui devait achever les soixante premiers kilomètres du canal; bien plus, ils contribuèrent à approfondir la tranchée creusée à travers le seuil d'El-Guisr par l'ingénieur Couvreux et, sur les 75 millions de mètres cubes qui furent enlevés, ils présidèrent au déblai de 60 millions tout au moins. Ce fut grâce à ces hommes énergiques que de Lesseps put mener à bonne fin l'œuvre du canal de Suez et faire tomber pour jamais les hésitations et les préventions du public. La Porte avait fini par accorder l'autorisation officielle de creuser le canal, et une dernière convention conclue entre le gouvernement égyptien et la Compagnie mit en commun la propriété du canal maritime, de Port-Saïd et d'Ismaïlia (avril 1869).

Tout était prêt pour l'inauguration et ce fut alors qu'Ismaïl rentra en scène. Il la voulut grandiose et résolut de frapper les esprits en déployant une magnificence digne des Mille et une Nuits. Tous les souverains de l'Europe et un nombre considérable de notabilités littéraires et politiques furent invités à ces fêtes. L'impératrice Eugénie, l'empereur d'Autriche, le prince royal de Prusse, etc... furent les hôtes du khédive. Les représentants de toutes les religions étaient conviés à appeler les bénédictions du ciel sur le canal. Le 17 novembre 1869, à Port-Saïd, les invités

étonnés virent se dérouler une procession où figuraient « Mgr Ciuccia, évêque d'Alexandrie, la mitre en tête... ; M. Bauer, l'éloquent prédicateur de la Madeleine à Paris, les popes grecs, les rabbins israélites, les muftis et les ulémas en larges cafetans violets ouverts et grands turbans blancs à bandes d'or ». Les muftis récitèrent des versets du Coran, puis, après le chant des psaumes mêlé aux détonations de l'artillerie, l'évêque d'Alexandrie bénit le canal et l'abbé Bauer prononça une allocution. Les jours suivants furent consacrés à des fêtes fantastiques; la flotte des souverains pénétra dans le canal et s'arrêta le 18 novembre à Ismaïlia. Là, les banquets succédèrent aux feux d'artifice, aux bals, aux fantasias arabes. Comme la ville était trop petite pour contenir les invités, le khédive avait fait dresser plus de mille tentes en plein désert. « Au milieu des tentes s'élevait une immense salle contenant trois vastes tables pour mille couverts. Cette attention vice-royale coûtait à elle seule plus de deux millions. » Tous ceux qui assistèrent à ces fêtes, à la pensée que la route des Indes était désormais abrégée de trois mille lieues et que l'Égypte allait être, comme dans l'antiquité, le centre des deux mondes, emportèrent l'idée que le khédive était un grand souverain et que les ressources dont il disposait devaient être infinies.

III

Ismaïl, en effet, ne négligea rien pendant tout son règne pour se faire traiter par les Européens comme

un Européen et pour accréditer l'idée que l'Égypte était désormais une grande puissance. Quelles qu'aient été ses fautes, il est impossible de nier que son pays ait subi à cette époque une profonde transformation ; malheureusement le gaspillage financier et un goût trop prononcé pour des réformes d'apparat vinrent compromettre les bons résultats de l'évolution économique.

Jamais les travaux publics ne furent aussi actifs en Égypte qu'au moment même où l'on creusait le canal de Suez ; presque toujours d'ailleurs c'étaient des Français qui dirigeaient toutes les entreprises. L'ingénieur Brocard creusait, en 1866, le canal Ismaïlieh, qui conduisait les eaux du Nil du Caire à Ismaïlia. Cordier, qui avait organisé le service municipal des eaux dans quarante villes de France, construisit à Alexandrie une usine pour aspirer, filtrer et refouler l'eau du Nil dans les conduites de la ville. Sous sa direction le Caire devint une des villes les mieux arrosées du monde. Lebon, le propagateur de l'éclairage au gaz, l'installa au Caire et à Alexandrie. Grâce à tous ces efforts, les villes égyptiennes étaient habitables pour les Européens, et une ville française, Port-Saïd, sortait des sables du désert. Ce fut à ce moment que la guerre de Sécession porta au comble la prospérité agricole de l'Égypte, qui acquit pour quelques années le monopole de la production du coton. La récolte égyptienne, qui valait quarante-deux millions de francs en 1861, passa brusquement à 187 millions et valait encore 144 millions en 1875. Mais les daïras ou propriétés khédiviales absorbaient la plus grande partie de ces bénéfices ; les

irrigations, réservées pour les terres du maître, étaient insuffisantes dans celles des fellahs ; le rendement des domaines d'Ismaïl était le double de celui des propriétés privées. En 1874, les industriels anglais se plaignirent de la dégénérescence des produits égyptiens, dont la cause était une partialité vraiment trop grande de l'État vis-à-vis des cultivateurs.

Avant tout Ismaïl voulait introduire en Égypte des institutions qui eussent un caractère européen. Il avait une armée équipée à l'occidentale, avec de jolis uniformes et des fusils perfectionnés ; mais les anciens officiers français ou turcs de l'armée de Méhémet-Ali avaient été remplacés par des officiers arabes, pleins de prétentions, capables de faire bonne figure sur un champ de manœuvres ou dans un chœur d'*Aïda*, incapables de se faire obéir de leurs soldats et d'obéir à leurs chefs. Ce fut de cette armée que sortit le parti national de 1876 : décimée pendant l'expédition d'Abyssinie, elle était employée surtout à former des cordons sanitaires ou à faire rentrer les impôts arriérés. Tout aussi sérieux fut le Parlement à l'européenne qu'Ismaïl créa en 1871, sous le nom de Conseil de délégués des populations égyptiennes, élu au suffrage universel. Cette singulière assemblée devait en apparence contrôler l'administration financière de l'Égypte, discuter les travaux d'utilité publique, fixer les époques de l'année favorables au recouvrement de l'impôt. Un seul fait donnera une idée de son rôle : au moment où allait éclater la crise financière, alors que le Trésor khédivial était à la veille de suspendre ses paiements, le Parlement égyptien vo-

tait un budget qui comportait un excédent de recettes de 22 millions de francs : pas un député ne se permit la moindre remontrance. Les expropriations de paysans et les actes les plus arbitraires étaient approuvés sans résistance.

Ce fut cependant grâce à la bonne opinion qu'il donna de lui aux Européens qu'Ismaïl obtint d'eux une concession qui devait être féconde. Le régime des capitulations, appliqué dans tout l'empire ottoman, n'avait présenté que peu d'inconvénients pour l'Égypte tant que les Européens n'y formaient qu'un petit groupe. Mais du chiffre de 3.000 en 1836, ils étaient passés à 200.000 en l'espace de quarante ans. Il en résultait que le gouvernement égyptien était complètement désarmé en face des crimes de droit commun commis par un Européen ; les consuls instruisaient l'affaire et les accusés, renvoyés devant des tribunaux d'Europe, revenaient souvent en Égypte avec un acquittement. D'autre part, il était impossible à un indigène d'obtenir justice contre un Européen, responsable seulement devant son consul. Les dix-sept tribunaux consulaires appliquaient dix-sept lois différentes, et lorsque des Européens de plusieurs nationalités étaient impliqués dans un procès avec des indigènes, les complications devenaient infinies. Ismaïl et son ministre, Nubar, résolurent de mettre fin à cette situation, et les gouvernements européens reconnurent le bien-fondé de leurs réclamations. Seule, la Turquie, blessée d'assister à une négociation entre l'Égypte et l'Europe sans son intermédiaire, éleva des objections; mais cette fois, privée de l'appui

de l'Angleterre, elle dut céder aux circonstances. Les capitulations furent donc supprimées (1876) et à leur place on institua trois tribunaux mixtes, composés chacun de sept juges (quatre étrangers et trois indigènes). Les juges étaient nommés par le khédive sur la proposition des gouvernements intéressés; quatorze puissances avaient le droit d'y être représentées et leur institution pour un terme très court (cinq ans) devait être prorogée par un accord entre le khédive et les gouvernements. Telle fut la réforme de 1876, qui a doté l'Égypte d'une institution internationale dont la portée échappait certainement à son promoteur.

IV

A peine, en effet, ces tribunaux étaient-ils institués, que leurs premiers arrêts condamnaient la politique financière du gouvernement même de qui ils tenaient leurs pouvoirs. Ismaïl n'avait pu accomplir les immenses travaux qu'il avait entrepris et faire du Trésor égyptien une sorte de Pactole, sans avoir recours à la ressource ordinaire des États modernes, à l'emprunt. Saïd lui avait montré la voie en lui léguant une dette de 250 millions de francs. Ismaïl liquida d'abord cette situation et, par une véritable fiction, distingua deux budgets : celui de l'État et celui de la Daïra ou fortune personnelle du khédive. Mais bientôt il s'engagea dans la même politique financière et ne tarda pas à aller plus loin que

son prédécesseur. Les emprunts de l'État et de la Daïra se succédèrent presque chaque année : de 1863 à 1867, 567 millions de francs furent empruntés, tant sous la garantie de l'État que sous celle de la Daïra, sur les marchés de Londres et de Paris. La construction des chemins de fer, l'exploitation des domaines du khédive et des princes servaient de prétextes à ces emprunts. Ismaïl savait d'ailleurs l'art d'inspirer la confiance aux capitalistes et, malgré quelques notes discordantes, tous les journalistes, tous les écrivains de l'Europe célébraient ses louanges. « Si l'on juge de ce qu'il fera « par ce qu'il a fait, dit l'auteur d'une brochure de ce « temps, on peut prédire sûrement que le plus grand « avenir est réservé à ce pays. L'Europe s'est trop « longtemps habituée à considérer les souverains orien- « taux comme des despotes à courte vue. La justice « veut qu'on apprenne à connaître et à apprécier ceux « qui, parmi ces princes, s'éloignent des sentiers battus « pour entrer dans la voie du progrès. Ce n'est pas « flatter Ismaïl que de dire qu'il est au nombre de ces « princes. » Le voyage d'Ismaïl à Paris en 1867 et la part qu'il prit à l'Exposition universelle furent un véritable triomphe pour l'Égypte et une préface à de nouveaux emprunts. Les littérateurs décrivaient avec complaisance les élégants pavillons qui s'élevaient au Champ de Mars et semblaient offrir aux yeux toute l'Égypte en raccourci. « Un musée dans un temple représentait l'antiquité, un pavillon richement décoré dans le style arabe figurait le moyen âge, un okrel de marchands et d'artisans peignait au vif les mœurs d'au-

jourd'hui (1). » Des échantillons de toutes les richesses de l'Égypte et du Soudan frappaient les regards. « Toutes les races soumises au vice-roi étaient personnifiées par des individus choisis avec soin ; on coudoyait le fellah, on se rangeait devant les Bédouins du désert de Libye sur leurs beaux dromadaires blancs. Cet étalage somptueux parlait à l'esprit comme aux yeux : il exprimait aussi une idée politique (2). »

Il est difficile de ne pas voir de liaison entre « cet étalage somptueux » et l'émission du prodigieux emprunt qui suivit l'Exposition Universelle. En 1868, l'Égypte empruntait à Paris, par l'intermédiaire de la Société Générale, 296 millions de francs remboursables en 30 ans au 7 % égyptien. Cet emprunt avait pour but de consolider les dettes flottantes, et le gouvernement s'engageait à s'interdire toute émission de rente consolidée pendant une durée de cinq ans. Mais cette tentative ne releva pas la situation financière de l'Égypte : si la dette consolidée était arrêtée du moins pour cinq ans au capital de 597 millions de francs, la dette flottante augmentait sans cesse par suite des déficits annuels du budget. Les bons du ministère des finances étaient offerts à Alexandrie avec 14 % d'escompte ; on était au moment des splendeurs de l'inauguration du canal de Suez. Ismaïl pensa alors qu'un emprunt pour le compte de la Daïra inspirerait plus de confiance et, en avril 1870, une banque franco-égyptienne créée à Paris émit un emprunt de la Daïra au capital de 176 mil-

(1) E. About, Le Fellah, IV.
(2) Id.

lions de francs. Mais la guerre franco-allemande, en fermant le marché de Paris, eut le contre-coup le plus fâcheux sur le crédit égyptien. On dut faire des emprunts très onéreux à court terme et l'escompte des bons du Trésor atteignit jusqu'à 30 %.

Malgré ces signes avant-coureurs de la catastrophe, Ismaïl ne se découragea pas et tenta de rétablir le crédit de l'Égypte par une opération colossale. Avec l'année 1873 le gouvernement égyptien recouvrait la liberté d'émettre les rentes consolidées ; il résolut d'emprunter 800 millions à 7 % remboursables en trente ans et garantis par les revenus des chemins de fer, par l'amortissement des autres emprunts et enfin par l'opération de la *Moukabalah*, qui consistait à demander aux fellahs une anticipation de six ans sur les impôts fonciers : en échange de cette avance, le gouvernement leur concédait la propriété du sol dont jusqu'ici ils n'étaient même pas usufruitiers ; l'avenir était ainsi sacrifié au présent. Si cette opération avait réussi elle eût peut-être pu relever le prestige compromis de l'Égypte ; mais dès cette époque, en France et dans toute l'Europe, la défiance avait remplacé l'admiration bruyante que l'opinion publique témoignait naguère à Ismaïl. L'émission n'eut aucun succès et les obligations tombèrent rapidement de 421 fr. 85, à 326 francs. Le khédive, découragé, ordonna, pour faire face aux besoins du Trésor, un emprunt supplémentaire de 125 millions de francs réservé aux seuls sujets égyptiens. Cette émission eut le caractère d'un emprunt forcé et il fallut avoir recours à des mesures violentes pour la

couvrir. C'était le premier pas dans la voie de l'illégalité; néanmoins le résultat cherché fut atteint et les obligations de l'emprunt de 1873 remontèrent un peu. A ce moment le capital de la dette publique s'élevait à 950 millions de francs, celui de la dette de la Daïra à 323 millions et il existait en outre une dette flottante de 100 millions.

L'Égypte était tombée sur le marché dans un discrédit général et les mauvais présages ne manquaient pas. Dès 1874 le khédive fit passer sur la tête de sa femme et de ses enfants la plus grande partie de ses propriétés et ne garda pour lui que les sucreries, gage de l'emprunt de la Daïra. Bientôt le ministère, pressé d'argent, recommença à émettre des bons du Trésor avec 10 à 20 % d'escompte. En novembre 1875 les fonds égyptiens étaient cotés 54 à Londres. Le khédive prit alors le parti de vendre les 176.602 actions qui avaient été réservées au gouvernement égyptien lors de l'emprunt de la Compagnie de Suez, en 1868. Le gouvernement français fut prévenu, et le duc Decazes, ministre des affaires étrangères, se montra favorable à l'achat; l'affaire se présentait comme excellente; la timidité et les hésitations du cabinet Buffet perdirent tout. On apprit tout à coup que le ministre anglais Disraeli avait acheté les actions pour cent millions et, comme le Parlement anglais était en vacances, les avait fait payer par la maison Rothschild de Londres. Sans parler du bénéfice financier de l'opération (les actions achetées 568 francs valent aujourd'hui 3.560 francs), le gouvernement anglais acquérait

le droit d'avoir trois représentants dans le conseil d'administration de la Compagnie. L'Angleterre, vaincue par de Lesseps, prenait sa revanche. Quant au gouvernement égyptien, il ne fit par cet expédient que retarder le dénouement. Les fonds, qui étaient remontés à 71 après l'opération, retombèrent à 61 dès le 5 janvier 1876. Le 1er avril, le coupon échu de la dette fut encore payé à grand'peine grâce à l'intervention du Crédit Foncier; mais le 6 avril le conseil des ministres déclarait que le paiement des bons échus en avril et en mai serait retardé de trois mois avec intérêt de 7 %. L'heure de la banqueroute avait sonné et, comme un fils de famille qui s'est ruiné, Ismaïl était obligé de livrer sa maison à ses créanciers.

V

Au moment même où l'Égypte, par suite de la politique de son souverain, allait être menacée dans son indépendance, une autre crise non moins redoutable se préparait dans ses possessions extérieures.

Saïd, découragé par le spectacle qu'il avait eu pendant son voyage au Soudan, voulait évacuer les conquêtes de Méhémet-Ali : Ismaïl, au contraire, résolut de les agrandir et de faire de l'Égypte la première des puissances de l'Afrique. L'expérience du Soudan, si l'on en juge par les récits des voyageurs qui l'ont parcouru à cette époque, n'était pourtant pas très encourageante. D'après Lejean et Baker, le principal

souci des gouverneurs égyptiens du Soudan était, en 1862, la rentrée violente des impôts et la traite des nègres. Le gouverneur Mouça-pacha était allé jusqu'à accaparer le monopole de ce commerce et exigeait une taxe considérable des navires qui s'enfonçaient dans les pays du Haut-Nil. Les esclaves étaient si nombreux qu'on en donnait aux employés du gouvernement pour remplacer leurs appointements en retard. Le gouvernement lui-même ordonnait des razzias pour recruter les cadres de l'armée du Soudan, et les soldats ainsi levés, chargés d'aider par la force à la perception de l'impôt dont les cheiks étaient responsables, se conduisaient comme des bandits. « Khartoum, écrit Baker en 1862, est un séjour immonde. Sa garnison ne vit que de maraude. Tous les employés du gouvernement sont malhonnêtes et voleurs. » Et il ajoute que le seul bénéfice que le gouvernement égyptien tire du Soudan, c'est de fournir d'esclaves les pays musulmans. Des aventuriers empruntaient de l'argent à 100 % et, après avoir rassemblé une bande de coupe-jarrets, partaient pour les pays du Haut-Nil vers le mois de décembre. Arrivés à Gondokoro, ils faisaient alliance avec quelque chef nègre, cernaient les habitants, le bétail et l'ivoire et, après avoir recompensé leur allié par le don de quelques têtes de bétail, reprenaient le chemin de Khartoum ; avant d'entrer dans la ville ils se débarrassaient de leurs cargaisons et, grâce aux bénéfices qu'ils avaient faits, devenaient à leur tour capitalistes. En 1863 on vit Mouça lui-même, sous prétexte de diriger une expédition contre l'Abyssinie, se livrer à de véri-

tables battues dans la région du Nil Blanc. Il réussit à réunir une armée de 20.000 hommes, mais pour la nourrir il commit tant d'exactions que plusieurs tribus arabes, chassées par la famine, émigrèrent au Darfour. Cette agglomération de soldats sans discipline ne tarda pas à produire les troubles les plus graves. La ville de Kassala, qui aurait pu entretenir 500 hommes, avait une garnison de 5.000 noirs qui restèrent dix-huit mois sans recevoir la moindre solde. Ils finirent par se fâcher et refusèrent le service; un officier les calma et, d'après ses conseils, le gouverneur de Kassala, leur fit payer d'urgence l'arriéré de leur solde. Mais à cette nouvelle le gouverneur de Khartoum se récria et, pour punir les soldats de cet acte d'indiscipline, décida de les envoyer en Égypte. Les soldats eurent vent de ce projet et, à peine hors de Kassala, se révoltèrent tout à coup, massacrèrent leurs officiers et revinrent sur la ville qu'ils mirent à feu et à sang. Une seule maison, qui appartenait à un commerçant grec et était habitée par treize Français, leur résista. Le gouverneur, craignant pour sa vie, s'y réfugia avec tout son harem, et la petite garnison, armée de quelques fusils, soutint pendant deux mois un siège en règle contre les révoltés. Enfin Abdallah-pacha, gouverneur de Khartoum, survint avec 3.000 hommes et, après avoir cerné les insurgés, il les fit fusiller au nombre de 2.000 (1864).

Tel était l'état du Soudan au moment où Ismaïl, sous la pression de l'opinion publique, résolut d'abolir la traite et en même temps d'annexer à l'Égypte tous

les pays du Haut-Nil. Il confia cette œuvre à un explorateur qui avait déjà parcouru cette région et contribué à résoudre le problème des sources du Nil par la découverte de l'Albert-Nyanza, à Samuel Baker. Muni de pleins pouvoirs pour la répression de la traite et l'organisation du pays, Baker put, malgré le mauvais vouloir de ses auxiliaires égyptiens, atteindre quelques-uns des 15.000 sujets du khédive qui, d'après son témoignage, s'étaient partagé les pays du Haut-Nil comme un territoire de chasse. Mais les officiers égyptiens qu'il avait sous ses ordres poussaient l'audace jusqu'à se faire les complices des marchands d'esclaves. Son expédition ne réussit pas à supprimer la traite, et, après avoir annexé à l'Égypte le territoire de Gondokoro et fondé quelques postes sur le Haut-Nil, il revint à Khartoum au bout de quatre ans d'absence (1869-73). La province d'Équatoria était fondée, mais elle n'aurait pas tardé à disparaître si le khédive n'avait trouvé Gordon pour la gouverner (1874). Né à Woolwich en 1833, brillant élève de l'École militaire, Gordon avait fait la campagne de Crimée comme lieutenant du génie et s'était fait remarquer par son mépris du danger. En 1860, après l'expédition de Chine, il s'était mis, avec l'autorisation du gouvernement anglais, à la tête de l'armée « toujours victorieuse » organisée par deux Américains pour combattre les Taï-ping, avait livré trente-trois combats en moins de deux ans et réussi à entrer à Nang-Kin. Chrétien fervent, il accueillit avec joie l'idée de supprimer la traite ; mais lorsqu'en mai 1874 il fut arrivé à sa capi-

tale de Gondokoro et y eut trouvé une garnison de trois cents brigands qui répandaient la terreur dans le pays, il comprit combien sa tâche serait difficile. Cet homme, qui quelques mois auparavant enseignait l'alphabet et le catéchisme aux enfants de Gravesend et qui avait transformé sa maison en infirmerie et en école, entreprit de traquer les marchands d'esclaves, de les prendre en flagrant délit et de leur fermer la route du nord. Il fonda un grand nombre de nouveaux postes sur le Nil Blanc et le Sobat. Il fit de Lado la capitale de l'Équatoria et lança sur le fleuve deux petits vapeurs, mais il ne put introduire l'influence égyptienne dans l'Ouganda, où plusieurs missions furent envoyées de 1874 à 1876. Découragé, impuissant à empêcher la connivence entre les marchands d'esclaves et les fonctionnaires égyptiens, Gordon quitta alors l'Équatoria. Il fallut les instances pressantes du khédive pour lui faire accepter le titre plus lourd encore à porter de gouverneur général du Soudan, avec résidence à Khartoum.

Ismaïl avait en effet constitué pour Gordon un véritable empire en réunissant sous ses ordres le Sennar, le Kordofan, l'Équatoria et les deux nouvelles provinces du Darfour et du Bahr-el-Ghazal, qui venaient d'être conquises au nom du khédive (1). Un marchand avoué

(1) Ismaïl voulait en outre compléter sa domination de l'Afrique équatoriale par l'annexion de l'Abyssinie. Le négus Joannès réclama en vain l'arbitrage des Européens. Enfin, en 1875, à la suite d'incidents de frontière, il se décida à agir, et envahit le territoire de Massaouah. Le colonel Arendrup réussit à repousser l'invasion et pénétra lui-même dans le Tigré, mais toutes les rencontres entre

d'esclaves, Zobéir, de la tribu des Djaalin, était devenu le maître de la région des Rivières et y avait établi plus de trente zéribas dont Dem-Zobéir était le centre. Dans l'impossibilité de le supprimer, le gouvernement préféra traiter avec lui et lui conféra le titre de pacha. En 1875 il avait conquis le Darfour et fait pénétrer l'influence égyptienne dans l'Afrique centrale. Mais il eut l'idée de venir au Caire pour remercier le khédive de son titre de pacha; il y fut reçu avec magnificence, mais retenu prisonnier; sa captivité durait encore en 1900. Son fils Soleïman voulut protester contre cette trahison par une révolte contre le khédive. Gordon réussit à le maintenir dans le devoir, puis il accueillit une dénonciation contre lui et, en 1879, détruisit sa citadelle et le fit passer par les armes. Gordon lui-même ne connaissait pas l'étendue de son gouvernement et passait sa vie à le parcourir; en un an il faisait quinze cents lieues à dos de chameau et trouvait dans le Darfour des nègres qui ignoraient jusqu'au nom du khédive. Plusieurs Européens avaient accepté d'ailleurs d'être ses auxiliaires dans cette ingrate mission. Sans parler de l'Allemand Munzinger, qui, après avoir annexé à l'Égypte les territoires voisins de l'Abyssinie,

les deux armées furent des défaites pour les Égyptiens. Arendrup et le gouverneur de Massaouah furent tués dans un engagement (1875), et l'année suivante le négus Joannès battit l'armée de Réchid-pacha à Khivara. Dès lors, Ismaïl renonça à ses entreprises, mais ses efforts pour conclure la paix avec Joannès échouèrent. En 1879 le négus réclama à Gordon qui lui avait été envoyé une indemnité de 50 millions et une partie de la Nubie. Les négociations avec l'Abyssinie ne devaient être reprises qu'au moment de l'insurrection des derviches et par l'intermédiaire des Anglais. (Voy. p. 245.)

avait été tué par trahison en 1875, l'Anglais Lupton reçut le gouvernement du Bahr-el-Ghazal, l'Autrichien Slatin celui du Darfour (1) et le docteur Schnitzler celui de l'Équatoria. Né à Neisse (Silésie) en 1840, d'une famille d'origine israélite, une fois ses grades de médecine conquis dans les universités, Schnitzler ou Émin avait parcouru la Turquie et l'Égypte. Nommé par Gordon gouverneur de l'Équatoria, il partageait son temps entre l'étude de l'histoire naturelle et la lutte contre les Dongolais, qui infestaient sa province pour capturer des esclaves. Malgré sa facilité à parler l'arabe et le turc, et le respect extérieur qu'il affichait pour la religion musulmane, il n'exerçait que peu de prestige sur ses subordonnés : il manquait de l'autorité nécessaire pour gouverner le royaume que le khédive lui avait confié. De tous les côtés, d'ailleurs, Gordon ne trouvait que trahisons et difficultés insurmontables ; au moment même où l'Égypte était réduite à la banqueroute, le trop vaste empire que ses souverains avaient voulu lui annexer était aussi menacé de ruine.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Études générales.

Merruau. L'Égypte contemporaine. Paris, 1858, in-8°. — Sacré et Outrebon. L'Égypte et Ismaël-pacha. Paris, 1856, in-8°. — Bellet. L'Égypte sous Ismaïl Ier. Paris, 1867, in-8°. — A. Mayrargues. Quelques mots sur l'Égypte contemporaine. Le vice-roi et les fel-

(1) Il fut nommé par Gordon inspecteur général du Soudan et par Raouf gouverneur du Darfour (1882).

lahs. Paris, 1869, in-8°. — Cosy. Egypt under Ismaïl, a Romance of history. London, 1894, in-8°. — Ebers. L'Égypte (trad. Maspero). 2 vol. in-fol., Paris, 1881.

II. — Témoignages des voyageurs.

O. Audouard. Les mystère de l'Égypte dévoilés. Paris, 1866, in-12. — E. Guimet. Croquis égyptiens. Journal d'un touriste. Paris, 1867, in-12. — E. About. Le Fellah. Paris, 1869. — Taglioni. Deux mois en Égypte. Journal d'un invité du khédive. Paris, 1870, in-12. — Th. Gautier. Égypte, (*Journal Officiel*. 17 février, 16 et 19 mars, 28 avril, 7 et 8 mai 1870). — E. Gellien-Danglar. Lettres sur l'Égypte contemporaine. Paris, 1876, in-12.

III. — État économique et civilisation.

Anon. Histoire financière de l'Égypte (1854-76). Paris, 1878, in-8°. — Delchevalerie. L'Égypte agricole, industrielle, commerciale et artistique. Paris, 1879, in-8°. — Guillemin. L'Égypte actuelle, son agriculture et le percement de l'isthme de Suez. Paris, 1867, in-8°. — Lokman el-Hakim. Les mille pertuis des finances du khédive et des banques en Égypte. Paris, 1873, in-8°. — Billiard. Les mœurs et le gouvernement de l'Égypte mis à nu devant la civilisation moderne. Paris, 1867, in-12. — John Ninet. Les filateurs anglais et la culture du coton en Égypte (*Rev. des Deux-Mondes*, 1er déc. 1875). — Dor. L'instruction publique en Égypte. Paris, 1872, in-8°.

IV. — Expositions universelles.

Ch. Edmond. L'Égypte à l'Exposition universelle. Paris, 1867, in-8°. — H. Thiers. L'Égypte ancienne et moderne à l'Exposition universelle. Paris, 1867, in-8°. — Mariette-bey. Description du parc égyptien. Exposition universelle de 1867. Paris, 1867, in-12. — E. Egger. L'Égypte ancienne et moderne, à propos d'une visite au parc égyptien du Champ de Mars. Paris, 1868, in-18. — De la Teillais. Le voyage de S. A. le vice-roi d'Égypte et la presse européenne. Paris, 1869, in-8°.

V. — Réforme judiciaire.

Gatteschi. Une nouvelle organisation judiciaire en Égypte. Paris, 1868, in-8°. — De Laleu. L'Égypte, les capitulations et la réforme. Paris, 1870, in-12. — Anon. L'Égypte et sa réforme judi-

ciaire. Mémoires, notes et documents. Paris, 1875, in-8°. — Ch. Lavollée. La réforme judiciaire en Égypte et les Capitulations (*Rev. des Deux-Mondes*, 1er février 1875). — Timmermans. La réforme judiciaire en Égypte et les Capitulations.

VI. — Archéologie.

E. Renan. Les antiquités et les fouilles de l'Égypte (*Rev. des Deux-Mondes*, 1er avril 1865). — Fouilles exécutées en Égypte, en Nubie et au Soudan, par ordre de S. A. le vice-roi d'Égypte, par A. Mariette-bey. Paris, 1867, 2 vol. in-fol. — Recueil des rapports sur les progrès des lettres et des sciences en France. Progrès des études relatives à l'Égypte et à l'Orient. Paris, 1869, in-8°.

VII. — Le Soudan et la traite.

R. Buchta. Der Sudan unter ægyptischer Herrschaft. Leipzig, 1888, in-8°. — Dehérain. L'occupation égyptienne du Haut-Nil (*Rev. des Deux-Mondes*, 1re nov. 1898). — Baker. Ismaïlia. 1re édit., London, 1874, in-8°. — Brun-Rollet. Le Nil Blanc et le Soudan. Paris, 1855, in-8°. — G. Lejean. Voyage au Taka (Haute-Nubie), 1864 (*Tour du Monde*, XI, p. 97 et XV, p. 395). — Conventions, décrets, règlements et instructions relatifs à la suppression de la traite des esclaves. Le Caire, 1886, in-8°. (Sur Gordon voir la Bibliographie du chapitre IX.)

VIII. — Le percement de l'isthme de Suez.

Bibliographie dans Lorenz, t. VII, p. 172. — Bridier. Les de Lesseps. Paris, 1899, in-8°. — A. France. Discours de réception à l'Académie française (24 décembre 1896). — F. de Lesseps. Le percement de l'isthme de Suez. Paris, 1856-68, 5 vol. in-8°. — H. Silvestre. L'isthme de Suez, 1854-69. Paris, 1869, in-8°. — O. Ritt. Histoire de l'isthme de Suez. Paris, 1869, in-8°. — M. Fontane. Le canal maritime de Suez. Histoire du canal et de ses travaux. Paris, 1869, in-8°. — E. Sorin. Suez. Histoire de la jonction des deux mers. Paris, 1870, in-12. — César Vimercati. Constantinople et l'Égypte. Paris, 1854, in-8°. — Erckmann-Chatrian. Souvenirs d'un ancien chef de chantier à l'isthme de Suez. Paris, 1876, in-12. — Y. Charles-Roux. Le canal de Suez (*Revue de Paris*, octobre et novembre 1899).

Sur l'inauguration du canal. Voyage de S. M. l'impératrice en Corse et en Orient, par F. Ribeyre. Paris, 1869, in-8°.

CHAPITRE VII

LA CRISE ÉGYPTIENNE ET L'INTERVENTION ANGLAISE

(1876-1882)

I. La tentative d'accord avec l'Europe et l'abdication d'Ismaïl (1876-1879). — II. La dictature du parti « national » (1879-1882). — III. Echec de l'intervention européenne et massacre d'Alexandrie. — IV. Intervention anglaise et chute d'Arabi.

I

Dès le début de la crise, Ismaïl comprit qu'il fallait d'abord calmer les inquiétudes des créanciers européens qui se manifestaient par de véhémentes protestations. Un décret rendu le 2 mai 1876 institua une Commission de la Caisse publique, chargée de recevoir les fonds nécessaires au service des intérêts et de l'amortissement ; malheureusement c'était mal entrer dans la voie des économies que d'allouer d'abord à ces re-représentants des grandes puissances (France, Angleterre, Allemagne, Autriche, Italie, Russie) un traitement annuel de 75.000 francs. Une « loi de liquidation » donna à ces commissaires, qui étaient en quelque sorte les syndics des porteurs de titres, les pouvoirs les plus étendus : le gouvernement s'engagea à ne jamais

modifier l'impôt ni émettre un emprunt sans leur autorisation, les percepteurs devaient leur verser le produit des revenus affectés au service de la dette. Mais un conflit montra bientôt que le khédive se résignait mal à une déchéance complète. Les créanciers de la Daïra s'imaginaient qu'ils étaient à l'abri de la faillite égyptienne : le 11 mai le gouvernement rendait le décret sur l'unification de la Dette qui confondait la dette des propriétés khédiviales avec celle de l'État. Aussitôt les porteurs de titres lui intentèrent une action devant ces mêmes tribunaux mixtes qui venaient d'être institués; des tentatives scandaleuses furent faites pour peser sur la décision des juges, mais ils déclarèrent que si leurs arrêts n'étaient pas exécutés, ils repartiraient pour l'Europe. Le khédive fut condamné. Deux représentants des créanciers, Goschen et Joubert, prirent hypothèque sur les biens de toute sorte dont se composait la Daïra. Le gouvernement offrit une consolidation générale de la dette avec un intérêt de 7 %, et le 18 novembre 1876, pour mieux marquer sa bonne volonté, Ismaïl institua deux contrôleurs généraux, l'un français, l'autre anglais, chargés de participer à la préparation des budgets, de surveiller la rentrée des impôts et la comptabilité des caisses de l'État. Telle fut la première intervention officielle de l'Europe dans le gouvernement de l'Égypte.

Ce régime dura pendant la fin de l'année 1876 et pendant l'année 1877. Il ne donna pas les résultats qu'on en attendait, et pour cause : les travaux de la

Commission d'enquête nommée le 27 janvier 1878 pour rechercher l'origine du déficit permanent qui atteignait le Trésor aboutirent à des révélations accablantes pour le gouvernement d'Ismaïl. F. de Lesseps, Rivers Wilson, Riaz-pacha, Baravelli, Baring, de Blignières, de Krumer la composaient. Leur rapport, remis au mois d'août 1878, fit tomber les illusions de l'Europe sur les progrès de la civilisation égyptienne. Il fut révélé que cet État, qui avait en apparence une organisation occidentale et jusqu'à un Parlement, était gouverné par le bon plaisir et le caprice. Il existait bien, en effet, des fonctionnaires, mais ils n'étaient pas payés ; leur traitement était en retard de seize mois et ils ne touchaient rien des trois millions de francs qui étaient attribués chaque mois à ce chapitre. Chaque année le Parlement votait un budget ; mais, sans le consulter, le khédive s'emparait un jour des fonds affectés aux fondations religieuses et charitables (wakfs et beït-el-màl). Le ministre de la guerre réalisait sur son budget un bénéfice de quatre millions de francs sans en avertir son collègue des finances. La comptabilité des caisses publiques n'existait pas : dans les comptes remis aux commissaires les totaux ne correspondaient pas au détail des dépenses. L'impôt était établi sans loi spéciale ; un ordre, *même verbal*, du khédive suffisait à en justifier la levée. La corvée, malgré sa suppression officielle, existait toujours dans les domaines du khédive ; le service militaire, en dépit de la loi, avait toujours une durée illimitée, et les cheiks de village réussissaient à en faire exempter leurs parents et leurs amis. A tous les degrés de l'ad-

ministration régnaient en un mot la vénalité, la corruption et l'arbitraire.

Ce rapport ou plutôt ce réquisitoire exerça un effet profond sur l'esprit du khédive, et il parut se résigner à accepter franchement la tutelle de l'Europe. Il déclara qu'il abandonnait le pouvoir absolu et qu'il gouvernerait désormais par l'intermédiaire d'un conseil de ministres; il fit entrer dans ce conseil deux des commissaires européens de l'enquête, Rivers Wilson, ministre des finances, et de Blignières, ministre des travaux publics. Riaz occupait l'intérieur et Nubar les affaires étrangères. C'était là une révolution, et les nouveaux ministres prirent leur rôle au sérieux. Ils commencèrent par tenir des conseils de cabinet en l'absence du khédive, ils firent payer très exactement les traitements des fonctionnaires; enfin, pour améliorer la situation financière, ils entreprirent un voyage en Europe et négocièrent avec les maisons Rothschild de Paris et de Londres un emprunt qui fut garanti par les propriétés de la famille khédiviale : ces biens appartenaient à quatorze princes ou princesses qui avaient chacun une administration spéciale. Ils furent remis aux maisons Rothschild et administrés par trois commissaires, dont deux européens. L'émission de l'emprunt à 8 millions de livres sterling (200 millions de francs) réussit à merveille. Les premiers actes du gouvernement constitutionnel implanté en Égypte semblaient donc autoriser de magnifiques espérances.

Malheureusement les illusions ne durèrent pas longtemps. Au fond, le khédive était peu initié à la pratique

du régime qu'il avait établi en Égypte. Il ne pouvait surtout s'habituer à être tenu à l'écart des résolutions du conseil et à les connaître seulement par les décrets que Nubar lui apportait à signer. D'autre part, le mécontentement était grand en Égypte contre ces étrangers qu'on accusait de prélever sur les finances égyptiennes d'énormes traitements pour eux et de supprimer les petits employés par mesure d'économie pour les remplacer ensuite par d'anciens fonctionnaires des Indes pourvus de gros émoluments. Les impôts rentraient d'ailleurs fort mal et de nouveaux emprunts étaient engagés avec le produit de l'emprunt Rothschild comme garantie. Enfin deux actes des ministres aggravèrent le conflit. Incapables de faire rentrer tout le produit des impôts par suite de la situation déplorable où se trouvait l'Égypte, ils demandèrent une légère réduction de la dette aux dépens des créanciers. Ils avaient entouré ce projet de toutes les garanties nécessaires, et la Commission d'enquête, réunie de nouveau par eux, avait déclaré que, « les intérêts des créanciers et des contribuables étant solidaires », il fallait se garder de ruiner l'Égypte et de compromettre l'avenir pour le présent. Ce projet n'en excita pas moins les plus vives colères. Les consuls de France et d'Angleterre protestèrent auprès d'Ismaïl comme s'il était encore le maître et, grâce à cette maladresse, lui fournirent le point d'appui qui lui manquait pour lutter contre ses ministres.

La seconde mesure devait leur être encore plus funeste. Ils avaient résolu de licencier une grande

partie des officiers d'origine arabe, qui coûtaient très cher au Trésor, sans rendre aucun service à l'Égypte. Mais l'opération fut mal conduite ; on devait à ces officiers un arriéré de solde de vingt mois et plusieurs étaient dans une telle détresse qu'ils se louaient comme cultivateurs ou se nourrissaient de la ration d'orge qui leur était délivrée pour leurs chevaux ; d'autre part, au lieu de les désarmer dans leurs garnisons, on les força à venir déposer leurs armes au Caire et on réunit ainsi trois mille mécontents. C'était préparer une armée à l'émeute. Elle éclata au moment toujours critique du pèlerinage de la Mecque. Le 31 octobre 1878, les officiers s'adressèrent au khédive, qui leur répondit avec une joie non dissimulée : « Adressez-vous aux ministres. » Ce conseil fut aussitôt suivi : la députation d'officiers rencontra la voiture de Nubar, qui, à cette vue, ordonna de fouetter les chevaux. Wilson survint, voulut défendre son collègue et menaça les mutins de sa canne : ils dégainèrent, n'osèrent cependant les tuer, mais les ramenèrent au milieu des huées jusqu'au ministère des affaires étrangères et les y maintinrent prisonniers. Il fallut que le khédive intervînt en personne et fît charger les révoltés par sa garde pour mettre fin à cette captivité. Mais le résultat cherché était atteint, et lorsque les consuls demandèrent au khédive si les Européens étaient en sûreté au Caire, il répondit : « Non, tant que Nubar sera ministre. » Après trois semaines de négociations, les consuls obtinrent de leurs gouvernements le sacrifice de Nubar. Puis ce fut le tour des deux autres ministres

indigènes, Riaz et Ali-Moubarek. Les mosquées retentissaient chaque jour de menaces contre eux, et Ismaïl put déclarer que leur présence au ministère était un danger perpétuel pour la paix publique : il fallut aussi les abandonner.

Le ministère constitutionnel était donc plus qu'à moitié ruiné, et pourtant Ismaïl n'osa le renverser franchement. Il nomma son fils, le prince Tewfik, président du conseil des ministres ; mais cette fois les puissances intéressées se fâchèrent. Par une note comminatoire, elles signifièrent au khédive que les deux ministres européens devaient avoir un veto absolu sur les résolutions de leurs collègues et l'avertirent de la grave responsabilité qu'il encourait « en prenant de nouveaux arrangements ministériels ». Le khédive se soumit, du moins en apparence, et conserva au ministère Riaz et Ali-Moubarek. Mais bientôt les ministres virent tous leurs actes contrecarrés. Au projet de réduction de la dette, qui avait soulevé tant de clameurs, Ismaïl opposa un « plan national », destiné à produire un grand effet : il promit de payer tous les coupons de la dette dans leur intégralité. Les ministres voulaient-ils dissoudre le grotesque Parlement dont nul ne pouvait parler sans rire, Ismaïl prenait ce prétexte pour entretenir l'agitation contre eux. Au moment où on lisait le décret de dissolution, un député surnommé le Gambetta égyptien s'écria : « Nous sommes ici par la volonté de la nation et nous n'en sortirons que par la force des baïonnettes. » C'est le même tribun qui portait dans un banquet un toast de deux heures à la

liberté et répondait à un interlocuteur qui lui demandait s'il était capable de résister au despotisme : « Oui, pourvu qu'on me le permette. »

Enfin, le 1er avril 1879, Ismaïl se crut assez fort pour agir ouvertement. Comme Wilson lui proposait de retarder de quelques jours le paiement du coupon des emprunts à court terme, le khédive lui signifia avec colère que « jamais l'Égypte ne se laisserait mettre en déconfiture », et il lui montra une adresse des députés renvoyés qui déclaraient que leur seul appui était le vice-roi et qu'ils mettaient « sous ses pieds » leurs biens, leurs familles, leur honneur, leur vie même. Les ministres donnèrent leur démission : elle fut acceptée. Un Égyptien, Chérif, fut chargé de former un nouveau ministère. Mais cette fois Ismaïl avait compté sans l'Europe. Une protestation du gouvernement allemand contre les illégalités commises par le khédive reçut l'approbation de toutes les puissances. La France et l'Angleterre lui demandèrent son abdication, et comme il refusait, elles firent agir la lourde machine de la diplomatie ottomane. La Porte, qui sortait de la guerre d'Orient, heureuse d'avoir une occasion d'affirmer ses droits sur l'Égypte, destitua Ismaïl comme un simple pacha par l'iradé du 26 juin 1879. Le khédive, désabusé, quitta l'Égypte sans résistance, et son fils Tewfik lui succéda.

II

Le caractère du nouveau khédive était tout l'opposé de celui d'Ismaïl. Éloigné du faste, il aimait à vivre dans son intérieur et, au scandale des musulmans, n'avait épousé qu'une femme. Il faisait élever ses enfants à l'européenne, et l'on voyait ses filles se promener en voiture dans les rues du Caire sous la conduite d'une Française. D'une grande piété et fervent musulman, il était ennemi du fanatisme; mais il semble avoir été dépourvu de l'énergie qui était nécessaire à sa situation et il subit les événements plus qu'il ne chercha à les conduire. Ismaïl disparu, l'Égypte n'était plus dirigée par une volonté : la Porte était impuissante, l'Europe hésitait encore; ce fut alors que des hommes audacieux résolurent de saisir le pouvoir qui se trouvait vacant. Il se forma un parti « national » et le fellah d'Edmond About se trouva transformé en colonel révolté.

L'Égypte subit pendant trois ans une véritable dictature de ces officiers licenciés, qui avaient, pour leur coup d'essai, renversé le ministère européen et amené l'abdication du khédive. A ces soldats de l'émeute il fallait un chef : ils en eurent un digne d'eux dans Arabi. Né de parents égyptiens, il fit son service militaire sous Saïd et avança rapidement grâce à sa belle taille; il fut l'un des premiers officiers indigènes de l'armée égyptienne; mais à la suite d'une faute, il reçut

la bastonnade et dut quitter l'armée. Ce fut alors qu'il fit son éducation et apprit à lire à l'Université d'El-Azhar. Reintégré dans l'armée sous Ismaïl, il épousa la fille d'une nourrice d'un prince et, grâce aux protections que lui procura ce mariage, il acquit une honnête aisance, fut nommé lieutenant-colonel et chargé de la direction du train pendant la campagne d'Abyssinie. En 1876, il se lia avec Ali-bey, qui organisait parmi les officiers fellahs une société secrète, et, au moment de l'émeute d'octobre 1878, il eut avec Ismaïl des rapports suspects qui lui valurent, après l'avènement de Tewfik, sa nomination au grade de colonel. Tel était l'homme qui, poussé par les circonstances, devint le chef du parti national et réussit à faire illusion à quelques journalistes européens. Son ignorance était incommensurable : en fait de livres, il ne connaissait que le Coran et une histoire arabe de Napoléon, qui exerça sur lui une déplorable influence. Il finit en effet par se croire un homme providentiel : un derviche, après l'avoir touché au front, découvrit qu'il était marqué de la lettre G et serait le sauveur prédit pour le treizième siècle de l'hégire ; il affectait d'ailleurs une grande dévotion, et on le voyait au milieu d'un entretien se retirer dans un coin, se déchausser, se laver les mains et se prosterner pour invoquer Allah, puis revenir prendre sa place. Beau parleur, son éloquence ampoulée, les invectives qu'il adressait aux Européens lui avaient acquis de la popularité. Il disait que « le paon de l'orgueil ne planerait jamais sur sa tête » ; il déclarait qu'il regarderait comme un bonheur pour

l'Égypte la destruction d'Alexandrie, et (en ceci il avait peut-être raison) il ajoutait que la France et l'Angleterre ne parviendraient jamais à s'entendre pour faire la guerre à l'Égypte.

Tel était le misérable qui tint en suspens trois années de suite l'attention du monde civilisé et qui eut ses partisans, même en Europe. Les égards qu'on lui témoignait pouvaient entretenir ses illusions. Le commandeur des croyants, le sultan Abd-ul-Hamid, le prenait au sérieux et lui envoyait en ambassade un de ses marabouts favoris, pour causer avec lui de panislamisme. Un dilettante anglais, Blunt, épris d'admiration pour la race arabe, l'assura qu'il serait soutenu par l'Angleterre et établit pour lui un dépôt d'armes dans les environs du Caire. On vit pendant quelque temps des journaux respectables comme le *Times*, publier des éloges d'Arabi et des récits de ses faits et gestes. Enfin le gouvernement égyptien tremblait déjà devant lui. On apercevait à la porte de sa maison une file considérable d'ânes, de chevaux, de mulets, de voitures. Il recevait les solliciteurs, entouré de dix officiers, annotait leurs pétitions et les renvoyait dans les ministères, où elles étaient accueillies religieusement. Il était devenu le canal de toutes les grâces et le peuple apprenait à vénérer sa photographie, distribuée à profusion par ses partisans. Arabi et ses complices n'admettaient donc pas la moindre résistance à leurs volontés, et ils voulurent d'abord user de leur pouvoir pour chasser de l'armée les officiers circassiens et turcs, qu'ils considéraient comme

des rivaux, et, avant tout, le ministre de la guerre, Osman-Refki. Sans craindre les suites de leurs démarches, quelques officiers allèrent trouver le ministre Riaz et lui exposèrent en termes hautains leurs revendications. Le ministre leur fit des remontrances presque amicales. Ils n'en tinrent pas compte et commencèrent dans les casernes une propagande contre le ministre de la guerre et les Circassiens. Le conseil des ministres décida de traduire les meneurs devant un conseil de guerre. Le conseil s'assembla le 1er février 1881, mais à peine était-il en séance que le premier régiment de la garde fit irruption dans la salle et délivra les accusés. Arabi et les deux colonels marchèrent vers le palais du khédive, et Tewfik, sur le conseil des consuls français et anglais, dont le premier témoignait des égards singuliers à Arabi (1), accepta la démission du ministre de la guerre.

Ce premier succès encouragea la bande, qui résolut de se débarrasser aussi de Riaz. Une grande manifestation fut préparée pour le 9 septembre 1881, avec une véritable mise en scène. Le khédive lui-même était prévenu, et il n'éprouva aucun étonnement lorsqu'il vit les colonels se présenter devant son palais d'Abdin avec leurs régiments, musique en tête. Il descendit sur la place et ordonna à Arabi de remettre son épée au fourreau, puis il accepta l'ultimatum qui lui enjoignait de renvoyer Riaz, de rétablir les anciens cadres de l'armée, de convoquer la Chambre des notables et de promulguer

(1) Il accueillit les révoltés, leur offrit du café et des cigares; il fut d'ailleurs rappelé peu après.

une Constitution. Tout fut ratifié séance tenante, sauf la Constitution ; les colonels, pour faire honneur au khédive, se prosternèrent devant lui le front dans la poussière et s'en retournèrent victorieux. Un Égyptien élevé en France, Chérif, accepta de présider le ministère. Des élections eurent lieu dans toute l'Égypte ; il va sans dire que les candidats du parti national triomphèrent sans conteste, et une nouvelle caricature d'un Parlement européen entreprit de diriger les affaires de l'Égypte. Message du khédive, adresse de la Chambre, rien ne manqua à la pièce. Les difficultés commencèrent lorsque la Chambre voulut voter le budget : c'était une atteinte directe au contrôle européen institué par Ismaïl. La Chambre passa outre et vota un budget dans lequel 520.000 livres étaient accordées au ministre de la guerre. Les contrôleurs européens protestèrent et les gouvernements français et anglais envoyèrent une note comminatoire au khédive ; Chérif lui-même refusa d'admettre le budget voté par la Chambre (janvier 1882). De telles résistances n'étaient pas faites pour arrêter le parti national ; le khédive, à la suite d'une sommation impérieuse de la Chambre, renvoya Chérif et choisit Arabi comme ministre de la guerre. Le parti national était au pouvoir.

Arabi et ses complices s'en donnèrent alors à cœur-joie. Le 10 mars, le titre de pacha récompensait les services du ministre de la guerre. Le nouveau gouvernement put diriger à son aise une campagne d'opinion contre le contrôle européen. En quinze jours six banquets politiques eurent lieu, et l'on apprit avec

stupeur que F. de Lesseps avait porté un toast à ces « hardis pionniers du libéralisme ». Des journaux quotidiens à un sou demandaient l'expulsion des Européens de l'Égypte ; en même temps, des canons et des fusils étaient fabriqués avec les trésors des mosquées et des fortifications s'élevaient sur les côtes de la Méditerranée. Enfin, les officiers fellahs, maîtres du gouvernement, prétendaient se venger de leurs rivaux abhorrés, turcs et circassiens, qui furent impliqués dans un prétendu complot contre Arabi, accusés de vouloir rétablir Ismaïl et traduits devant une cour martiale qui les condamna à l'exil. Ce fut cette basse vengeance qui amena le conflit : le sultan, à cette nouvelle, envoya des protestations au khédive. Tewfik, pour ne pas mécontenter la Porte, accorda de nombreuses commutations de peine aux condamnés. Immédiatement, le 10 mai 1882, le ministère vint sommer le khédive de retirer ces commutations. Ce fut en vain : Tewfik se montra inébranlable. Les ministres répondirent qu'ils se considéraient comme insultés par le khédive, mais qu'ils resteraient à leur poste et convoqueraient la Chambre des notables de leur propre autorité. Le même jour, Arabi nomma cinq de ses amis généraux, créa vingt-neuf colonels et porta l'effectif de l'armée de 12.000 à 16.000 hommes. Il fut question de déposer le khédive et de lui substituer un « gouverneur » élu par la Chambre. La situation semblait sans issue lorsqu'un coup de théâtre la dénoua et montra ce que valait réellement le parti national. Le 16 mai, une démonstration franco-anglaise fut annoncée dans les eaux d'Alexandrie ; aussitôt,

comme par enchantement, la colère des ministres cessa : ils se rendirent chez le khédive et protestèrent de leur dévouement à sa personne. Quelques-uns parlaient même de quitter l'Égypte.

III

Ce n'était qu'après de longues hésitations que la France et l'Angleterre s'étaient enfin décidées à agir ; mais le caractère restreint de cette démonstration devait l'empêcher d'être efficace.

Depuis 1878, en effet, il avait été de tradition constante, parmi les ministres français qui s'étaient succédé aux affaires étrangères, de considérer la question d'Égypte comme une question franco-anglaise. Le 7 juin 1878, Waddington, désigné pour être plénipotentiaire au Congrès de Berlin, déclarait à la Chambre qu'il ne serait pas question de l'Égypte à cette assemblée, parce que la France « entendait y conserver, à l'exclusion du reste de l'Europe, une influence privilégiée et prépondérante ». En 1879, il s'associa à l'Angleterre pour forcer Ismaïl à abdiquer et l'ambassadeur français à Constantinople, Fournier, dut s'opposer énergiquement au projet du gouvernement turc de reprendre la domination de l'Égypte en n'accordant à Tewfik qu'un simple firman de gouverneur. L'action de Barthélemy Saint-Hilaire fut moins efficace et les instructions qu'il donna aux agents diplomatiques parurent souvent contradictoires ; l'expédition de Tunisie contribua d'ailleurs à détourner l'attention des affaires de l'Égypte. Au contraire,

Gambetta, président du conseil et ministre des affaires étrangères (novembre 1881-30 janvier 1882), inaugura une politique plus ferme et songea sérieusement à une action franco-anglaise. Après avoir fait remettre au khédive la note comminatoire de novembre 1881, relative au vote du budget par la Chambre des notables, il enjoignit à l'ambassadeur à Londres, Challemel-Lacour, de faire des ouvertures au gouvernement anglais en vue d'une action commune qui devait se traduire d'abord par un appui sans réserve accordé au khédive et destiné à lui donner confiance dans les secours des deux puissances. La réponse du ministre anglais Granville fut très réservée ; néanmoins, après avoir renouvelé ses instances, Gambetta obtint que, le 8 janvier 1882, une note fût remise au khédive pour l'assurer que son maintien sur le trône était regardé par la France et l'Angleterre comme indispensable à la prospérité de l'Égypte et que les deux gouvernements étaient « étroitement associés dans la résolution de parer par « leurs communs efforts à toutes les causes intérieures « ou extérieures qui menaceraient la tranquillité de « l'Égypte ».

Cette politique était nette et digne de la France comme de l'Angleterre. Malheureusement l'instabilité ministérielle qui régnait alors en France, les défiances du gouvernement anglais, dont les vues exclusives se manifestaient déjà et qui redoutait une intervention française en Égypte, l'indifférence ou même l'hostilité de l'opinion publique devaient ruiner les espérances de Gambetta. Granville commença par signifier à Challemel-

Lacour que « les instructions communes n'entraînaient aucun engagement d'action effective ». Puis, lorsque, le 14 janvier 1882, le gouvernement français eut déposé devant le Parlement un projet de revision de la Constitution dont le sort paraissait douteux, le gouvernement anglais parla de faire intervenir d'autres puissances que la France en Égypte. Le 24 janvier, Gambetta faisait un dernier effort auprès de Granville pour l'amener à un échange de vues décisif; le ministre anglais répondit qu'il désirait attendre le retour de Gladstone avant de donner une réponse définitive. Le 27 janvier, le ministère Gambetta avait vécu, et, dès les premiers jours de son gouvernement, le nouveau ministre des affaires étrangères, de Freycinet, répudiait la politique de son prédécesseur. Le tête-à-tête avec l'Angleterre était remplacé par l'idée du concert européen. La note du 12 février envoyée à tous les ambassadeurs pour déclarer que la France et l'Angleterre voulaient entrer en communication avec les autres puissances au sujet des affaires de l'Egypte fut en réalité la dénonciation de l'entente que Gambetta cherchait à établir entre les deux puissances intéressées au maintien de l'ordre en Egypte; malheureusement sa portée était plus grande encore, car elle était de la part de la France un commencement d'abdication.

En effet, les événements se précipitèrent, et si les deux puissances parurent toujours diriger la politique européenne en Égypte, il fut bientôt manifeste que tous leurs actes étaient purement platoniques. Ce n'était pas des déclarations pacifiques comme celles que faisait

de Freycinet à la Chambre française qui pouvaient intimider Arabi et ses complices. Le 12 mai, à la suite du conflit entre le khédive et ses ministres, le ministre français prit bien l'initiative de proposer une démonstration navale à l'Angleterre, mais il fut convenu d'un commun accord que ce serait une démonstration « morale », qu'aucun débarquement de troupes n'aurait lieu et que, s'il fallait recourir à la force, on ferait appel à la Turquie. Aussi cette manifestation eut-elle tout le succès qu'on en pouvait attendre. Sa seule annonce avait décidé la réconciliation d'Arabi et du khédive; mais lorsque les membres du « parti national » apprirent de quelle manière la démonstration serait conduite, ils furent prompts à relever la tête. A l'ultimatum remis au khédive le 25 mai 1882 pour obtenir la démission du ministère et l'éloignement d'Arabi, les ministres répondirent par une note rédigée à l'insu de Tewfik par laquelle ils déclaraient que l'intervention des puissances était contraire à l'indépendance de l'Égypte et à la souveraineté du sultan. Le malheureux khédive chercha en vain à s'appuyer sur l'ultimatum des puissances pour se débarrasser d'Arabi et de sa bande; les notables du Caire, qu'il réunit le 27 mai, lui signifièrent que personne en Égypte ne voulait accepter la note des deux puissances; des officiers de la garnison et de la police d'Alexandrie lui envoyèrent des télégrammes insolents et affirmèrent que la tranquillité publique était menacée si Arabi n'était pas rétabli au ministère; enfin, prisonnier dans son propre palais, menacé de voir ses gardes tirer sur lui s'il faisait la

moindre tentative pour s'échapper. Tewfik céda et Arabi redevint ministre. Tel fut le résultat de la démonstration « morale » du 25 mai.

Dès lors, au milieu de l'apparente confusion des faits, on peut voir se dessiner une situation bien nette. La révolution est maîtresse de l'Égypte et chaque jour amène une nouvelle exigence d'Arabi; il va jusqu'à faire signer des pétitions pour la déposition de Tewfik par le sultan. Devant ces progrès inquiétants de l'anarchie, de Freycinet a recours à des moyens dilatoires analogues à la démonstration « morale ». Il propose à Granville de réunir une conférence européenne pour régler la question d'Égypte; mais, le 1er juin, il déclare à la Chambre française qu'il n'acceptera jamais d'intervention militaire en Égypte. L'Angleterre, de son côté, encourage les manifestations stériles auxquelles se livre le ministère français; elle goûte fort l'idée d'une conférence, et elle laisse la révolution gagner du terrain en Égypte : le jour où on abandonnera les rêveries diplomatiques, elle sera seule prête à agir. La Turquie enfin ne perd pas une occasion d'affirmer ses droits sur l'Égypte; par ses derviches le sultan a des intelligences avec les membres du parti national, contre lesquels il s'élève officiellement. Mais ce machiavélisme est mal récompensé : le commissaire qu'il envoie au Caire, le maréchal Dervich-pacha, fait au Caire une entrée à grand fracas avec une suite de cinquante-huit personnes, au bruit du canon et des acclamations de la populace et des âniers qui saluaient son passage des cris de : « Mort aux chrétiens! Mort aux Européens! »

Mais bientôt personne ne prend plus au sérieux ce commissaire sans commission que l'on surnomme Bakchich-pacha. Ni le khédive, ni la France, ni l'Europe, ni la Turquie ne peuvent ou ne veulent sauver l'Égypte. Seule, l'Angleterre veille et attend le moment favorable pour intervenir. Arabi ne va pas tarder à le lui fournir.

La réponse du parti « national » aux menaces de l'Europe fut en effet le massacre des Européens. Le dimanche 11 juin 1882, pendant que les chrétiens d'Alexandrie, suivant leur habitude, se promenaient au bord de la mer, au Ramleh, une rixe survint entre un Maltais et un Arabe : des coups de couteau furent échangés et, comme s'ils attendaient un signal, des Arabes armés de sabres et de « nabouts » (grosses massues en bois de palmier) se précipitèrent sur tous les Européens qu'ils rencontraient aux cris de : « Mort aux chrétiens ! » Les massacres éclatèrent à la fois sur plusieurs points de la ville : fait caractéristique, les Européens qui voulaient se réfugier dans les postes de police y étaient reçus à coups de baïonnette. Des gendarmes envoyés par le gouverneur pour rétablir l'ordre tirèrent sur les chrétiens. Le préfet de police, Saïd-Kandil, ami intime d'Arabi, avait consigné sa maison et se disait malade. En même temps des bandes de pillards envahissaient les magasins ; les femmes se jetaient dans les boutiques et emportaient des monceaux de marchandises ; elles aidaient les hommes à traîner dans des cachettes les cadavres de leurs victimes. A la fin, les Européens se ressaisirent et formèrent des groupes compacts qui intimidèrent les massacreurs ;

de leurs fenêtres, de leurs balcons, ils tiraient sur les émeutiers à coups de revolver, et cette attitude suffit à dissiper les rassemblements. Il était six heures du soir : ce fut seulement alors que la garnison, jusque-là consignée dans les casernes, se décida à intervenir. Les émeutiers furent enfin repoussés, mais on évalue à plus de cent morts le nombre de leurs victimes. Pendant ce temps la terreur régnait au Caire : les étrangers quittaient la ville et se réfugiaient sur des navires en rade d'Alexandrie. Le khédive et ses ministres se rapprochaient de la Méditerranée. L'armée avait été portée de 12.000 à 25.000 hommes et de nouveaux canons avaient été installés sur les batteries maritimes d'Alexandrie : l'heure de la lutte avait enfin sonné.

IV

L'escadre franco-anglaise, commandée par les amiraux Conrad et Seymour, croisait toujours dans les eaux d'Alexandrie. Ces deux officiers câblèrent à leurs gouvernements et reçurent l'injonction dérisoire de faire rétablir l'ordre par Arabi ; ils restèrent donc pendant un mois dans l'inaction. Les ministres français et anglais semblaient voir un remède aux maux de l'heure présente dans la réunion de la Conférence européenne. Cette assemblée s'ouvrit le 3 juillet à Constantinople malgré les protestations de la Porte, qui refusa d'abord d'y prendre part : les puissances s'engagèrent d'abord à n'exercer aucune action isolée en Égypte, mais l'am-

bassadeur d'Angleterre eut soin de faire ajouter au protocole : « sauf le cas de force majeure »; puis, le 7 juillet, elles se mirent d'accord pour inviter le gouvernement turc à intervenir en Égypte dans des conditions déterminées. C'était là un véritable leurre, car tout le monde savait bien que la Turquie manquait même des transports nécessaires pour y faire passer des troupes, et pendant que les diplomates discutaient, le cas de force majeure prévu par l'ambassadeur d'Angleterre se présenta. Personne en Angleterre ne prenait la Conférence au sérieux et les journaux réclamaient l'action immédiate. « Le temps des vaines paroles est passé, écrivait la *Saturday Review*, et la conférence est devenue absolument inutile. » Des ordres d'armement furent donnés dans tous les ports anglais, et Wolseley concentra l'armée des Indes. Dès le 4 juillet, Granville enjoignit à l'amiral Seymour d'agir et demanda à de Freycinet si des instructions semblables avaient été envoyées à l'amiral Conrad. Le ministre, respectueux des décisions de la Conférence, déclara qu'il ne pouvait s'associer à des actes offensifs et surtout en l'absence du Parlement.

Pendant que l'escadre française reprenait le large, l'amiral Seymour choisissait ses positions de combat et envoyait, le 10 juillet, un ultimatum au commandant militaire d'Alexandrie. Le lendemain, à 7 heures du matin, commença le bombardement des forts. Jusqu'à six heures du soir sept navires anglais et cinq canonnières lancèrent d'énormes obus qui ruinèrent tous les ouvrages, brisèrent quatre cents canons et tuèrent un

grand nombre de défenseurs. Mais, par une inconséquence inexplicable, au lieu d'opérer le débarquement immédiat, l'amiral anglais attendit au 15 juillet. Pendant ce temps, l'armée égyptienne en déroute se rassembla; Arabi fit évader de l'arsenal tous les forçats; des barriques de pétrole furent amassées sur la place des Consuls et les soldats se mirent à piller et à brûler la ville. Ils prenaient les voitures des Européens, les chargeaient de marchandises et, après les avoir conduites à la gare, les rejetaient vides dans le canal Mahmoudieh. Pour augmenter la confusion, des Bédouins entrèrent à Alexandrie et disputèrent aux soldats les objets volés. Le 13 juillet, l'armée évacuait enfin la ville, mais les massacres d'Européens continuaient dans le Delta tout entier; des femmes étaient enduites de pétrole et brûlées vives; des chrétiens européens ou indigènes étaient placés sur les rails et écrasés par les trains qui marchaient à toute vapeur.

Enfin, le 15 juillet, l'amiral Seymour se décida à débarquer ses troupes à Alexandrie; les équipages des navires grecs, américains et russes qui croisaient sur cette côte descendirent aussi à terre et aidèrent les Anglais à éteindre les incendies. Puis, lorsque ce travail fut achevé, l'amiral les fit prier de se rembarquer en disant qu'il disposait d'un nombre suffisant d'hommes pour maintenir la tranquillité dans Alexandrie. L'Angleterre avait désormais pris pied en Égypte et le ministère français sentit bientôt l'étendue de la faute qu'il avait commise en laissant cet événement

se produire. Il essaya du moins de se relever sur un autre terrain et, après avoir porté devant la Conférence la question de la protection du canal de Suez contre les entreprises possibles d'Arabi, il déposa à la Chambre une demande de crédit de huit millions de francs « pour faire face aux dépenses nécessitées par les événements d'Égypte ». Le 18 juillet, le crédit fut voté après un discours de Gambetta qui conjura le ministère de rester uni à l'Angleterre, et une réplique du député Clémenceau qui le conjura de s'en défier. Sur ces entrefaites, la Conférence de Constantinople, travaillée par les trois puissances de l'Europe centrale, qui manifestaient pour la première fois leur alliance, refusa de déléguer à la France et à l'Angleterre la mission exclusive de protéger le canal. Les deux puissances répondirent d'un commun accord qu'elles étaient prêtes à protéger le canal soit seules, soit avec toute autre puissance qui se joindrait à elles, et dans les Parlements des deux pays des projets de nouveaux crédits furent déposés. Le résultat fut bien différent. A la Chambre des Communes, le cabinet Gladstone obtint sans opposition cinquante-sept millions de francs. A la Chambre française, au contraire, de Freycinet ne demandait que neuf millions pour envoyer un corps de débarquement de 8.000 hommes, dont 4.000 occuperaient le nord du canal pendant que les Anglais garderaient le sud. La commission nommée pour examiner ce projet le rejeta. Dans la séance du 29 juillet, le chef de l'opposition républicaine, Clémenceau, eut beau jeu à montrer les inconséquences politiques du

ministère, qui n'avait pas su choisir entre la politique d'intervention et la politique d'abstention. « Le gouvernement, dit-il, en a inventé une troisième. Est-ce la paix? Non pas, puisque nous envoyons des troupes en Égypte. Est-ce la guerre? Pas davantage, puisqu'il est entendu qu'elles ne se battront pas. » A ces arguments, le ministère aurait pu répondre que s'il s'était trompé, ce n'était pas une raison suffisante pour pousser jusqu'au bout son erreur, et que la France n'avait plus que cette dernière chance de conserver le prestige et les intérêts qu'elle avait encore en Égypte. Mais l'orateur avait pour lui l'oreille de la Chambre, et les allusions qu'il fit à la situation politique de l'Europe emportèrent les suffrages : par 416 voix contre 75 les crédits furent refusés. Comme en 1799, comme en 1840, le souci que lui causaient les affaires de l'Europe centrale avait encore éloigné la France de l'Égypte.

Dès lors, l'Angleterre resta seule en face des malfaiteurs qui détenaient le gouvernement et la personne du khédive. La Conférence de Constantinople avait vécu : la Turquie avait accepté d'y prendre part à condition que si ses troupes paraissaient devant Alexandrie, toute occupation étrangère cesserait. Le gouvernement anglais consentit facilement à envisager cette hypothèse qu'il savait irréalisable, et bientôt, d'un commun accord, sans séparation officielle, les diplomates, fatigués de « discuter dans le vide », cessèrent de se réunir. Il fut alors facile de procéder à l'exécution dont le gouvernement anglais avait

assumé la charge. Après sa retraite d'Alexandrie, Arabi avait créé un conseil de gouvernement, déposé le khédive et levé tous les hommes valides. Il réunit ainsi trente ou quarante mille hommes; mais jamais cette armée n'eut la moindre discipline. Son objectif était de défendre la route du Caire et, dans la crainte très justifiée de voir les Anglais violer la neutralité du canal, il songea un moment à le détruire; puis, sur les assurances de F. de Lesseps, il se contenta d'élever des retranchements formidables à Tell-el-Kébir. Wolseley était en effet décidé à tourner l'armée égyptienne en traversant le canal à Ismaïlia. Il se porta rapidement de Ramleh à Port-Saïd et de Port-Saïd à Ismaïlia, et le 28 août un engagement eut lieu entre les deux armées à Ghassassin. Les Anglais perdirent quelques hommes et des canons dans cette escarmouche, mais c'est à tort qu'on a voulu y voir un succès des Égyptiens. En réalité, le sous-chef d'état-major, Mohammed-Chenkry, fit à dessein, a-t-il dit plus tard, une fausse manœuvre qui amena une débandade générale de son armée. Les adversaires restèrent en face l'un de l'autre jusqu'au 11 septembre. Arabi avait fait distribuer à ses troupes, par des derviches, de petits billets sur lesquels étaient écrits des versets du Coran ; avec un seul de ces talismans on pouvait tuer cinq Anglais. Résolu enfin à marcher à l'ennemi, il fit venir dans son camp des derviches tourneurs pour préparer les soldats au combat, et toute la nuit fut employée à ce pieux exercice. Pendant ce temps, les Anglais accomplirent une marche tournante qui leur permit de pren-

dre Tell-el-Kébir à revers. Tout à coup, la fusillade commença. Les Égyptiens voulurent faire usage de leur artillerie, mais leurs canons portaient trop loin. L'action dura environ cinq minutes; l'aile droite de l'armée anglaise pénétra sans résistance dans la place et les soldats furent tout étonnés de n'y plus trouver d'ennemis. Tout avait disparu en un clin d'œil. Arabi, qui devait promener Wolseley dans une cage de fer et le montrer à Paris et à Londres, avait fait chauffer un train dès le début de l'action et s'était enfui au Caire. Au lieu de poursuivre les fuyards, Wolseley, montant dans un autre train, prit la même direction avec l'état-major et la garde écossaise. Les wagons s'avançaient au milieu des soldats d'Arabi, qui ne songeaient à faire aucun usage de leurs armes. A la station de Benha les notables du Caire vinrent apporter au général anglais la soumission de la ville, d'Arabi et de toute l'Égypte. Un officier de l'armée des Indes, le général Lowe, avait précédé le train : il fit cinquante lieues à franc étrier avec une petite escorte, entra au Caire, traversa les rues au milieu de la foule étonnée, se rendit droit à la citadelle et se fit livrer l'arsenal ainsi que la personne d'Arabi. Le 15 septembre, Wolseley prenait possession du Caire et rétablissait le khédive dans son autorité.

Le procès d'Arabi fut le triste épilogue de cette campagne. Un changement curieux se produisit dans les esprits : les membres les plus fougueux du parti « national » illuminèrent leurs maisons pour célébrer le restauration du khédive; d'autre part, Arabi devint

l'objet des sympathies anglaises ; peu s'en fallut qu'il ne fût considéré comme un héros. Une cour martiale fut constituée pour juger les principaux rebelles ; mais, malgré les protestations des ministres égyptiens rentrés au pouvoir, Chérif et Riaz, Granville décida qu'aucune condamnation ne serait exécutée sans l'aveu du gouvernement anglais, sauf pour les actes de pillage, de meurtre et d'incendie. De plus, un des anciens admirateurs d'Arabi, l'arabophile Blunt, lui fit accorder un avocat anglais, Marc Napier, aidé de Broadley, ancien adversaire de l'influence française à Tunis. Le procès fut une véritable comédie ; chaque jour, les avocats se plaignaient qu'on voulût par de mauvais traitements enlever à leurs clients la liberté d'esprit nécessaire pour la défense. Les soldats qui marchaient dans les corridors avec de gros souliers les empêchaient de dormir : le lendemain, on leur donnait des pantoufles. Puis la cellule d'Arabi était basse et humide, son matelas était trop dur, il était assailli par les moustiques etc... Malgré leurs efforts, ils ne purent cependant prouver l'innocence des accusés, dont les propres aveux furent accablants. Tous, y compris Arabi, prétendaient avoir agi par peur. Sur l'ordre du commissaire anglais Dufferin, le colonel Wilson, usurpant les pouvoirs de juge d'instruction, conclut qu'Arabi était seulement coupable de rébellion. Il fut condamné à mort, mais la commutation de sa peine avait été signée avant que l'arrêt fût prononcé. Au moment de la lecture de la sentence une jeune miss lui offrit une couronne de ro-

ses (1), et l'ancien chef du parti national s'achemina, le cœur léger, vers l'île de Ceylan, qui lui avait été assignée comme résidence. Tel fut le début de l'occupation anglaise en Égypte : plus tard seulement il sera possible à l'histoire de connaître les services intimes que le gouvernement anglais paya de ce scandaleux acquittement.

BIBLIOGRAPHIE

I. — La crise financière.

Anon. Les créanciers du khédive et la réforme judiciaire en Égypte. Paris, 1874, in-8°. — Cucheval-Clarigny. Lord Beaconsfield et son temps. Paris 1880, in-12, (l. IV). — Faucon. La ruine de l'Égypte. L'emprunt égyptien et les capitalistes français. Paris, 1873, in-8°. — Bailleux de Marigny. Les finances de la Turquie et de l'Égypte (*Rev. des Deux-Mondes*, 1er octobre 1874). — H. Genevois. La vérité sur les finances égyptiennes et le Crédit Foncier de France. Paris, 1876, in-8°.

II. — La crise politique.

P. Giffard. Les Français en Égypte. Paris, 1883, in-12. — G. Charmes. Un essai de gouvernement européen en Égypte (*Rev. des Deux-Mondes*, 15 août, 17 octobre 1879). — Scotidès. L'Égypte contemporaine et Arabi-pacha. Paris, 1887, in-12. — Lermite. Les brigands en Égypte. Lettres à un Anglais. Paris, 1882, in-8°. — Brunswick. L'Égypte et le Congrès. Paris, 1882, in-8°. — A. Leroy-Beaulieu. L'Égypte et le contrôle anglo-français (*Rev. des Deux-Mondes*, 6 août 1882).

(1) Plus tard, elle reçut d'Alexandrie une couronne d'immortelles avec les noms des victimes des 11 et 12 juillet.

III. — Études diverses et voyages.

M. du Camp. Le Nil ou lettres sur l'Égypte et la Nubie. Paris, 1877, in-8°. — Mme Lee Childe. Impressions de voyage ; Alexandrie, le Caire, la Haute-Égypte (*Rev. des Deux-Mondes*, juillet-août 1882). — G. Charmes. Cinq mois au Caire. Paris. 1880. — G. Charmes. La réorganisation du musée de Boulaq (*Rev. des Deux-Mondes*, 1er septembre 1880). — Delchevalerie. Rapports sur l'Exposition universelle de 1878. Force productive de l'Égypte. Paris, 1879, in-8°. — Lamarre et Ch. Fliniaux. Les pays étrangers et l'Exposition universelle de 1878. L'Égypte. Paris, 1878, in-12.

IV. — L'intervention anglaise.

Hennebert. Les Anglais en Égypte. Le Mahdi et le canal de Suez. Paris, 1884, in-8°. — G. Charmes. L'insurrection militaire en Égypte : I. Le triomphe du parti militaire (*Rev. des Deux-Mondes*, 15 août 1883). II. La défaite et le procès d'Arabi (*Rev. des Deux-Mondes*, 1er novembre 1883). — B. Girard. Souvenirs d'une campagne dans le Levant. L'Égypte en 1882. Paris, 1884, in-8°. — J. Delafosse. Comment nous avons perdu l'Égypte (*Correspondant*, n° 865, p. 321). — Benedetti. La question d'Égypte (*Rev. des Deux-Mondes*, 1er et 15 novembre 1891). — De Broglie. Vingt-cinq ans après (*Rev. des Deux-Mondes*, 1er juillet 1876).

CHAPITRE VIII

L'INSURRECTION DES DERVICHES ET LA PERTE DU SOUDAN (1881-1885)

I. Les origines de l'insurrection, la prise d'Obeïd et l'organisation du califat. — II. L'expédition de Hicks (1883). — III. Le siège et la prise de Khartoum (1883-85). — IV. La perte des dépendances du Soudan. — Pays de la mer Rouge. — Darfour. — Bahr-el-Ghazal. — Équatoria.

Au moment même où l'Égypte était mise à feu et à sang par les compagnons d'Arabi, l'empire fondé par les conquêtes de Méhémet-Ali s'effondrait. Le Soudan était le théâtre d'une agitation musulmane dont les conséquences devaient être bien plus redoutables que celles des massacres d'Alexandrie. On a cru quelquefois que ces deux révoltes, dont la coïncidence est certaine, n'étaient que les deux aspects d'un même mouvement panislamique. C'est là une vue superficielle : le mouvement d'Alexandrie était dirigé contre les chrétiens; celui du Soudan avait surtout pour but d'anéantir les Turcs et de rendre à l'islam sa pureté. La révolte des mahdistes a été un recul de plusieurs siècles; c'est un épisode du moyen âge en plein dix-neuvième siècle; entre le commandeur des croyants, qui régnait à Constantinople, et le mahdi,

successeur du Prophète, il ne pouvait y avoir aucun rapport.

I

La méthode suivie par les Égyptiens sous Ismaïl pour administrer le Soudan suffit à expliquer l'origine de l'insurrection de 1881. Les bonnes intentions mêmes du gouvernement étaient pour lui des motifs d'impopularité, et les efforts que firent les pachas chrétiens pour supprimer la traite ne contribuèrent pas peu, en exaspérant les marchands d'esclaves, à fournir un état-major à la révolte. Le terrain était donc bien préparé lorsque parut le prophète Mohammed-Ahmed. Il était né à Dongola en 1848 d'une famille de constructeurs de bateaux. A l'âge de 22 ans il était cheik et jouissait déjà d'une réputation de sainteté. Il était très lié avec les « fikis », sorte de sorciers qui passaient pour avoir un ange gardien à leur service et exerçaient une immense action sur la foule. Lui-même attirait beaucoup de monde par ses prédications; grand, bien fait, avec des yeux expressifs, il avait l'allure noble et les gestes pleins de dignité. Il transportait ses auditeurs en leur parlant de l'oppression du Soudan et en leur prédisant la venue du mahdi, ce douzième imâm, descendant d'Ali qui, après avoir été enfermé dans une prison, a paru déjà au troisième siècle de l'hégire et, après une plus longue éclipse, doit reparaître encore pour régénérer la terre. Parmi ses admirateurs se trouvaient surtout des Baggaras, tribus

de pasteurs et de guerriers, habitués au pillage et à la chasse des esclaves. Depuis plusieurs années Mohammed-Ahmed était retiré dans l'île d'Abba, à 24 lieues au sud de Khartoum, et il y menait une vie d'anachorète, en pleurant sur la corruption et les péchés des hommes. Un jour, on était alors en 1881, des députés baggaras l'abordèrent et lui dirent : « Tu es le chef qui nous est promis. » Suivant les uns, l'ermite se fit prier; suivant d'autres, il répondit avec assurance : « Je suis le mahdi. »

La propagande du mahdi commença bientôt sur les deux rives du Nil. Le bruit en parvint jusque dans Khartoum, où le gouverneur du Soudan, Raouf-pacha, autorisa un aventurier des plus suspects, Abou-Saoud, à aller examiner le nouveau prophète avec quatre ulémas. Il ne put décider le mahdi à venir à Khartoum; rentré dans la ville, il se fit confier deux cents hommes et marcha sur l'île d'Abba. Le mahdi, prévenu par ses partisans, prit la fuite et se retira dans les montagnes de la Nubie occidentale. Poursuivi par une troupe de quatorze cents hommes, il passa de là dans le Kordofan et resta inaccessible à toutes les recherches. Grâce à la maladresse du gouverneur de Khartoum, le nouveau prophète avait aussi son hégire, et cette fuite dramatique ne contribua pas peu à grossir le nombre de ses fidèles (août-septembre 1881). Ses succès devenaient bientôt plus inquiétants : chassé du Kordofan par les tribus nègres, il se sauva plus au sud, fut accueilli comme un sauveur par les Baggaras et les Chillouks, et, le 9 décembre 1881, infligea une

défaite au gouverneur de Fachòda, Rachid-bey. Il épousa les filles des principaux chefs de tribu et une alliance se fonda bientôt entre son pouvoir spirituel et la puissance temporelle des émirs baggaras. Le gouverneur de Khartoum s'était enfin ému de cette révolte; mais les troupes irrégulières qu'il envoya contre le mahdi furent partout battues : on vit souvent les soldats égyptiens déserter et se ranger sous la bannière du prophète. Pendant qu'à l'est un frère du mahdi occupait la ville de Sennar sur le Nil bleu, un corps de 6.000 Égyptiens, envoyé contre Mohammed-Ahmed, était cerné dans les montagnes du Gedir et se sauvait en abandonnant ses armes et ses munitions (mars-juin 1882). Un lieutenant du mahdi, l'émir Abdullah-Wad-en Nur, commençait une marche offensive vers le nord, s'emparait d'El-Birket et en passait la garnison au fil de l'épée (août). Enfin le mahdi lui-même sommait le gouverneur du Kordofan de lui remettre la place d'El-Obeïd : sur son refus, il fit donner l'assaut le 8 octobre. Ses troupes furent repoussées et perdirent dix mille hommes et la bannière du mahdi; mais les derviches campèrent devant la place et en firent le siège. La famine régna bientôt dans la ville; dès le deuxième mois, les assiégés étaient réduits à manger des chameaux, des chevaux et des chiens; plus tard, ils durent se nourrir de fibres de palmiers et du cuir des *angaribs* (couches indigènes). Enfin, le 16 janvier 1883, la place capitula : le gouverneur et les généraux furent massacrés; la garnison, de 3.500 hommes, fut incorporée dans les troupes des derviches; 6.000 fusils, 5 canons, des

munitions et 100.000 livres en espèces tombèrent aux mains des vainqueurs. Le mahdi s'installa au palais du gouvernement et fit brûler tous les papiers et les livres. Il avait maintenant un point d'appui solide et pouvait établir sa domination sur le Kordofan.

Ce fut en effet après la prise d'El-Obeïd que Mohammed-Ahmed organisa avec les procédés employés au dixième siècle ce régime à la fois politique, guerrier, religieux et moral qui porte le nom de califat. Un manifeste avertit les fidèles de se consacrer désormais aux œuvres de pénitence, de renoncer aux choses défendues, « telles que les dégradantes œuvres de la chair, l'usage du vin et du tabac, le mensonge, le faux témoignage, etc... ». Sur sa bannière, le mahdi avait inscrit les noms des quatre premiers califes auxiliaires de Mahomet. A l'imitation du Prophète, il choisit bientôt quatre califes parmi ses fidèles. Le premier, celui qui tenait la place d'Abou-Bekr, était Abdullah-et-Taachi, un jeune Baggara qui, après un pèlerinage à la Mecque, était devenu son disciple dans l'île d'Abba et auquel il avait sauvé la vie. Malgré les jalousies de ses parents, il en fit comme son premier ministre. « Sachez, mes disciples, dit-il dans une proclamation, qu'Abdullah est le représentant du juste et l'émir de l'armée du mahdi... Il est moi et je suis lui. Honorez-le comme moi... » Il offrit en vain la troisième place de calife au mahdi des Senusya. S'il avait pu entraîner cette puissante corporation dans son mouvement, le danger eût été grand pour toutes les puissances africaines; mais les tentatives de rapproche-

ment entre les deux sectes échouèrent toujours. Le gouvernement du mahdi n'était d'ailleurs qu'une application rigoureuse des principes de l'islam. Le mahdi est venu pour établir le règne de Dieu et exterminer les incrédules ; il communique avec le Prophète lui-même par de fréquentes visions. « Celui qui ne croit pas en lui, a dit Mahomet, ne croit ni en Dieu ni en son prophète. » Le mahdi a été reconnu pour le vrai mahdi dès le jour de sa naissance, et à peine était-il âgé de quarante jours que toutes les plantes et les matières inorganiques l'avaient reconnu. C'est donc Dieu lui-même qui gouverne les hommes par l'intermédiaire de son prophète et de son mahdi. Les fidèles doivent d'abord abandonner toutes les mauvaises coutumes introduites par les Turcs, telles que les timbales, les amusements de toute sorte, le vin, le tabac, la musique ; ils feront tous les jours avec leurs familles les cinq prières prescrites ; ils obligeront leurs femmes à se couvrir la tête et leur défendront tout rapport avec les étrangers ; ils fuiront le luxe, notamment dans les cérémonies du mariage ; la dot des jeunes filles sera minime et le festin ne consistera qu'en un agneau ; ils perdront l'habitude d'aller en voiture et réserveront le cheval pour la guerre ; comme les biens de ce monde sont méprisables, ils porteront leurs richesses à la maison commune ou Beït-el-Mâl et recevront ce qui est nécessaire à la vie. Ils passeront leur temps à méditer sur la puissance de Dieu et sa création, ils regarderont ce monde comme passager. « Vous n'aurez aucune part à ce monde, votre part est dans

le monde à venir. Ce monde est pour les infidèles. »

Tous ces préceptes ne sont pas des conseils, mais des ordres; la désobéissance est passible de châtiments terribles. Toute femme qui paraît sur le marché est condamnée à recevoir cent coups de fouet, afin de servir d'exemple aux autres. La même punition est infligée à ceux qui boivent du vin ou font usage de tabac. Ceux qui dérobent pour leur usage une part du butin pris sur l'ennemi sont punis de mort. Un cheik, qui s'était rendu coupable de ce méfait, reçut du mahdi une lettre où il le félicitait d'être au moment de voir combien ce monde est méprisable et de toucher « au bonheur éternel »; quelques jours après, en effet, il fut exécuté. Mais le règne de Dieu ne peut être établi que par l'extermination des infidèles : la guerre sainte est donc le plus sacré des devoirs et surtout la guerre contre les Turcs, qui ne peuvent plus être réformés que par l'épée, car les ulémas ont méprisé les prédications du mahdi. Le mahdi est d'ailleurs destiné à réformer toute la terre. « Aucune nation, lui a dit le Prophète, n'est capable de vous vaincre dans une bataille... Ces guerriers qui se sont levés pour défendre la religion de Dieu seront reçus par lui dans le monde à venir. Ils entreront dans le Paradis où l'on trouve les hauts palais, les chastes épouses, les prospérités infinies. Ces palais seront resplendissants d'illuminations, mais quelques-uns d'entre eux resteront dans l'obscurité; ils seront le lot de ceux qui auront caché ou pris pour leur usage le butin conquis à la guerre sans la permission du mahdi ou de son

calife. » En dépit de son désintéressement et de son humilité, le mahdi était en effet obligé d'organiser un gouvernement temporel : il eut un trésor, le Beït-el-Mâl, alimenté par les richesses de tous les fidèles; une armée dans laquelle se trouvaient tous les spécimens d'armes, tous les modèles de fusils usités; une police qui exerçait une terrible inquisition sur la vie privée de ses sujets; un état-major où se voyaient des Européens; enfin une administration recrutée parmi des prisonniers égyptiens.

II

A peine les Anglais avaient-ils dispersé les bandes d'Arabi et pris possession de l'Égypte, que la question du Soudan se posa pour eux. L'occupation d'El-Obeïd avait rendu le mahdi redoutable et Khartoum, occupée seulement par mille Chillouks réguliers, était directement menacée. Pressés par les rapports du nouveau gouverneur du Soudan, Abd-el-Kader, les Anglais décidèrent d'envoyer une expédition contre le madhi; mais l'armée égyptienne avait été licenciée et ce fut seulement à prix d'or et par la force que l'on put réunir quinze mille hommes, la plupart anciens soldats d'Arabi et si disposés à déserter qu'on dut les enchaîner jusqu'au jour de leur embarquement pour Souakim. C'était en effet par la voie de la mer Rouge et du désert de Nubie que le général Hicks, ancien soldat de l'armée des Indes et vétéran de la guerre d'Abyssinie, comptait

arriver au Soudan avec cette armée improvisée. Il avait un état-major formé d'officiers européens ; son énergie bien connue inspirait la plus grande confiance. Les troupes s'embarquèrent à Suez du 12 au 14 décembre 1882 et partirent de Souakim pour traverser le désert de Nubie au milieu des plus atroces souffrances ; après avoir passé par Berber, sur le Nil, elles descendirent le fleuve jusqu'à Khartoum et y restèrent afin de s'y refaire jusqu'au mois de septembre 1883. Pendant ce temps, le mahdi avait fait de nouveaux progrés et il était averti par ses espions de l'orage qui allait fondre sur lui.

L'objectif de Hicks était d'atteindre les derviches en traversant le Kordofan par Duem, Bara, El-Obeïd ; puis, sur les instances d'Ala-ed-Din-pacha, qui prétendit que l'eau était plus abondante au sud, il se décida à prendre la vallée d'un oued, le Khor-Abou-Habi. Son armée était disposée en carré, avec l'artillerie au centre et la cavalerie en arrière ; sur son passage il échelonnait quelques postes de 200 hommes ; dans la dernière dépêche qu'il envoya au Caire, le 3 octobre 1883, il disait qu'il n'avait pas encore trouvé les Arabes. Ceux-ci cependant étaient prévenus par leurs espions de son arrivée, et le mahdi, jetant une partie de ses troupes sur les flancs de la colonne égyptienne pour lui couper la retraite, concentra le reste, 40.000 hommes, dans la forêt de Schekan, le 26 octobre. Ce fut dans cette forêt que l'armée de Hicks s'engagea, et dès le 29 octobre, elle reçut un manifeste du mahdi qui l'invitait à reconnaître sa mission divine. Avant re-

connu l'impossibilité de marcher sur El-Obeïd, Hicks voulut retourner sur ses pas; mais déjà ses soldats désertaient et les marchands qui accompagnaient l'armée se soulevèrent : il fallut les désarmer. Après s'être retranché pendant deux jours dans une « zériba » construite à la hâte, le 5 novembre, Hicks divisa son armée en trois triangles, en mettant au centre de chaque triangle les armes et les munitions, et, sur les flancs, la cavalerie. On arriva ainsi dans une vallée ouverte, parsemée de buissons; mais le mahdi, averti de cette marche, avait tendu aux Égyptiens un véritable piège. Sur les deux versants, les bois étaient couverts de derviches et le mahdi lui-même, entouré de ses émirs, attendait l'ennemi dans la plaine. A la vue des premiers Égyptiens, il s'écria en tirant son épée : « N'ayez crainte, la victoire est à nous. » Au moment où le premier triangle s'engagea dans la dépression boisée, les Arabes se précipitèrent sur lui de tous côtés en poussant de grands cris; le premier triangle, rompu, porta le désordre dans les deux autres. Un massacre épouvantable commença, et, au milieu de la mêlée, Arabes, Anglais et Égyptiens, affolés et exaspérés, tiraient souvent les uns sur les autres. En un quart d'heure tout fut terminé. Hicks, impuissant à rallier ses troupes, se retira sur sa gauche. Pressé par des cavaliers baggaras, il se défendit d'abord à coups de revolver; puis, tirant son épée, il fit de terribles charges sur ses adversaires. Enfin le calife Mohammed-Chérif le perça de son épée, et il tomba le dernier des Européens.

En quelques minutes cette armée, que le gouvernement anglais avait formée avec tant de peine et qui avait mis presque un an à atteindre les derviches, était anéantie en totalité. Des 15.000 hommes en effet, trois cents à peine vivaient encore et beaucoup étaient blessés; les mahdistes avaient perdu à peine cinq cents hommes dans l'action. La cause du mahdi triomphait et, après le Kordofan, le Soudan tout entier allait se soulever en sa faveur.

III

Le gouvernement anglais, découragé, prit alors un parti des plus graves : ne pouvant défendre le Soudan, il résolut de procéder à son évacuation et chargea de cette tâche difficile Gordon, qui se préparait à accepter du roi des Belges le poste de gouverneur du Congo. De pleins pouvoirs lui furent donnés pour prendre toutes les mesures qu'il jugerait nécessaires et relever les garnisons égyptiennes échelonnées sur une ligne de plusieurs milliers de kilomètres, des frontières de l'Égypte à celles de l'Ouganda. Cette tâche impossible, l'héroïque soldat l'accepta pourtant sans hésiter; il ne se dissimulait pas qu'il allait avoir à lutter non seulement contre les mahdistes, mais aussi contre les défiances et les jalousies de ceux qui l'envoyaient ainsi à la mort. Sa première idée fut de ramener à Khartoum l'ancien pacha du Darfour, le descendant du Prophète, Zobeïr, toujours

détenu au Caire. « C'est un négrier, disait-il, mais puisque vous abandonnez le Soudan, qu'importe que ce soit Zobeïr ou le mahdi qui y fasse la traite? » Ce plan écarté, il proposa d'offrir le Soudan aux Turcs et l'Équatoria au Congo belge. Cette solution parut encore plus inacceptable au gouvernement anglais et à son représentant en Égypte, Cromer. Il partit donc pour Khartoum, trouva dans la place quelques milliers d'hommes qui provenaient des garnisons du Nil et rétablit d'abord le commerce des esclaves qu'il avait jadis combattu. A peine était-il à son poste que les derviches entourèrent la ville de toute part et qu'il dut d'abord songer à se défendre (février 1884).

L'émir Wad-en-Nedjumi avait d'abord été désigné par le mahdi pour prendre la direction du siège : il s'établit avec 20.000 hommes au sud de Khartoum. Bientôt le mahdi parut lui-même et somma la ville de se rendre et Gordon de se convertir à sa doctrine. La réponse ayant été négative, l'artillerie des mahdistes commença à bombarder la ville avec des canons Krupp. En même temps les troupes mahdistes s'avançaient au nord de la ville afin de la tourner; le 26 mai ils prirent d'assaut la place de Berber, grâce à la complicité d'un officier égyptien de race soudanaise. Les communications avec l'Égypte et par suite avec le monde civilisé étaient dès lors interceptées. Cependant Gordon était loin d'avoir perdu tout espoir, et, en attendant l'arrivée des renforts anglais qui lui avaient été promis, il tint les mahdistes en haleine par de fréquentes sorties. Un de ses plus précieux auxiliaires fut le pacha Mohammed-

Ali, qu'il avait surnommé « le pacha combattant » et qu'il fit général sur le champ de bataille. Mohammed-Ali réussit à dégager les abords de la place en se portant successivement sur les deux Nils, puis au nord de Khartoum ; il parvint même à s'avancer jusqu'à Chendy et à ramener dans la ville un convoi de vivres, du blé, du beurre, du bétail, des comestibles (août 1884). Malheureusement, tandis que le mahdi s'établissait sur la rive gauche du Nil, en face d'Omdurmam, la plus grosse partie de son armée se concentra sur le Nil Bleu et, le 4 septembre, enveloppa Mohammed-Ali et sa petite troupe à huit lieues au sud de Khartoum. Huit cents hommes et leurs chefs succombèrent : toutes leurs armes, des fusils Remington, tombèrent au pouvoir du mahdi. Une dernière tentative fut encore faite par Gordon pour communiquer avec l'Égypte : le consul de France, Herbin, le colonel Stewart et un Grec s'embarquèrent sur une canonnière qui remonta le Nil et parvint à passer devant Berber ; mais le 18 septembre ses passagers descendirent à terre et furent massacrés par les derviches. Cet échec fut connu à Khartoum vers la fin du mois et jeta les esprits dans le découragement.

Le cercle se resserrait en effet autour de la ville : le mahdi avait réussi à rassembler cent mille hommes en menaçant les tribus de leur confisquer leurs biens si elles tardaient à le rejoindre. Le bombardement recommença avec des armes et des projectiles de tout modèle et de tout calibre : la garnison était repoussée dans la ville à chaque tentative de sortie. Bientôt les communications furent interrompues entre Khartoum

et Omdurmam : le 12 novembre, Gordon essaya d'envoyer trois vapeurs pour relever la garnison d'Om-



Le siège de Khartoum.

durmam; après un combat de plusieurs heures, un navire fut jeté sur un écueil, coulé, et les deux autres durent se retirer. Une autre tentative de communication fut déjouée par les révélations d'un déser-

teur. Le 5 janvier 1885, le commandant d'Omdurmam, n'ayant plus de vivres, rendit la place avec l'autorisation de Gordon. La situation de Khartoum devenait désespérée : on réussit bien à faire, sous le feu de l'ennemi, les récoltes de l'île de Tutti et on en distribua le produit aux soldats; mais quand cette ressource fut épuisée, il fallut vivre de fibres de palmiers ou manger des chiens et des chats. Des habitants mouraient de faim et leurs cadavres encombraient les rues; des soldats, faute de nourriture, désertèrent et rejoignirent les mahdistes. En faisant des perquisitions dans toute la ville on put rassembler vingt-huit têtes de bétail. Le 20 janvier 1885, les assiégés eurent une alerte : les mahdistes tirèrent cent un coups de canon, comme pour célébrer une victoire sur les Anglais; mais à l'aide de son télescope, Gordon vit un grand nombre de femmes qui se lamentaient comme si elles étaient en deuil. Le mahdi, en effet, avait essayé de dissimuler une défaite que la colonne anglaise en marche sur Khartoum avait infligée à ses troupes à Abou-Klea. Gordon fit annoncer au conseil de guerre que les Anglais approchaient et réussit à rendre quelque courage à la garnison. De son côté, le mahdi, très affecté par cet échec, songea à exécuter une nouvelle hégire vers El-Obeïd; il eut une vision du Prophète, mais ses émirs le décidèrent à rester.

Trois jours d'angoisse se passèrent. A Khartoum, le découragement était général et l'on commençait à perdre confiance dans la parole de Gordon. Dans le camp des derviches, au contraire, le calme renaissait.

Le 25 janvier, au matin, un messager annonça au mahdi que les navires anglais avaient quitté Gubat la veille : il était temps d'agir et le mahdi révéla à son conseil que Mahomet lui avait prédit la prise de Khartoum pour le lundi matin 26 janvier. L'attaque fut préparée et le mahdi lui-même vint au camp d'En-Nedjumi exhorter les guerriers à gagner le paradis et leur enjoindre d'épargner Gordon. A une heure du matin, le mouvement des mahdistes se dessina au sud de la ville sous la direction de l'émir. Quelques hommes avec des fusils servaient d'éclaireurs, puis venait la masse des guerriers armés de fusils et de lances, derrière eux le reste des fusils et la cavalerie sur les flancs. L'ordre avait été donné de marcher en silence jusqu'aux fortifications et de n'attaquer qu'après que la première ligne ennemie aurait fait feu : il fut exécuté. De son côté, Gordon avait vu dès la veille les mouvements des ennemis vers le sud et Bordeïni-bey s'était porté de ce côté en rassemblant le plus d'hommes qu'il pouvait. Mais les ténèbres étaient telles et la marche des derviches fut si peu bruyante que les Égyptiens s'aperçurent de leur arrivée vingt minutes avant qu'ils eussent atteint le fossé. Tout à coup les Arabes poussèrent leur cri de guerre, et, après avoir comblé le fossé avec de la paille et des matelas, commencèrent à escalader les parapets et à s'étendre entre les forts qui défendaient la ville au sud. Le commandant du fort de l'Ouest ordonna à ses soldats de cesser le feu; d'autres, au contraire, formèrent leurs soldats en carré et se firent tuer au milieu. L'ennemi n'en était

pas moins entré dans la ville et marchait droit sur le palais du gouvernement.

Gordon était découragé depuis la veille et il est impossible de savoir si en cet instant suprême il comptait toujours sur l'arrivée des Anglais; il avait ordonné de rassembler la poudre et les munitions dans l'église catholique et de préparer un vapeur chargé de vivres près du palais : il n'eut pas le temps de s'en servir. Au moment où les mahdistes entraient dans la ville, il dormait sur un divan; réveillé par le tumulte, il monta sur le toit du palais, redescendit, revêtit son uniforme blanc, prit son épée qu'il ne put tirer du fourreau et un revolver. Les derviches, dans la crainte que le palais ne fût miné, hésitèrent longtemps avant d'y pénétrer; enfin quatre d'entre eux s'y hasardèrent et furent bientôt suivis d'une légion. Tout le personnel du palais fut massacré. Gordon, debout près du divan, attendait fièrement les Arabes, appuyé sur son épée. « Où est votre maître? » demanda-t-il aux derviches; mais sans répondre à sa question, un Dongolais nommé Taha-Sahim s'élança sur lui en s'écriant : « Malédiction! Ton jour est arrivé, » et il lui passa son épée au travers du corps; tous les mahdistes se jetèrent alors sur lui et l'achevèrent à coups de sabre; puis on lui coupa la tête et on l'envoya au mahdi tandis que son cadavre était jeté dans le jardin, exposé aux insultes des Arabes, qui plongeaient leurs sabres dans la poitrine par manière de jeu.

La mort de Gordon avait eu lieu avant le lever du soleil : elle fut le signal d'un massacre qui dura six

heures. Plus de quatre mille habitants furent passés au fil de l'épée. Ainsi périt Khartoum par suite des délais que le gouvernement anglais avait mis à organiser des secours. Ce fut le 28 janvier, deux jours après la prise de la ville, que les vapeurs qui portaient l'avant-garde de l'expédition commandée par Wolseley parurent devant l'île de Tutti. Ils furent reçus à coups de canon et reprirent le large. Le mahdi avait anéanti une armée anglaise et pris la capitale du Soudan; les autres possessions extérieures du Khédive tombaient l'une après l'autre en son pouvoir, et l'Égypte allait bientôt voir ses frontières menacées par l'invasion des derviches victorieux.

IV

A peine le mahdi avait-il conquis le Kordofan, que ses lieutenants ou ses agents créaient de nouveaux centres de révolte dans les autres provinces occupées par les garnisons égyptiennes. L'incendie éclata partout à la fois, au Darfour, dans la province du Bahr-el-Ghazal, dans les pays de la mer Rouge : seule, la Province Équatoriale, par suite de son éloignement, en fut quelque temps préservée.

Dès le mois de juillet 1882, un émir baggara, Madibbo, envahit le Darfour; les faibles garnisons qui en défendaient la frontière ne purent lui résister. Le nouveau gouverneur, l'Autrichien Slatin, avait concentré toutes ses forces à Dara, au pied des montagnes

qui couvrent l'intérieur du Darfour ; mais lorsqu'il voulut attaquer les mahdistes, il se trouva pris à la fois de front et sur les flancs : Madibbo avait en effet dissimulé dans les bois une partie de son armée. La résistance de Slatin n'en fut pas moins vigoureuse ; il chargea les mahdistes à la tête de ses troupes et parvint à leur tuer deux mille hommes. Il put ainsi battre en retraite, mais il apprit que les tribus du Darfour étaient en pleine rébellion. Toutes les villes, El-Fâcher, Dara, Kobeh, étaient assiégées par des bandes de fanatiques. Slatin avait reçu l'ordre de concentrer toutes ses troupes à El-Fâcher, de nommer un roi parmi les sultans dépossédés et de se retirer à Khartoum. Il ne put exécuter ce plan, malgré les vingt-sept combats qu'il livra aux derviches en quelques semaines. Ses troupes montrèrent bientôt un esprit de révolte inquiétant qui fut accru encore par la fausse nouvelle qu'Arabi avait chassé les Anglais de l'Égypte. Slatin crut alors prudent d'adopter en apparence la religion musulmane. Son dernier espoir était dans l'arrivée de Hicks, dont il connaissait le départ pour le Kordofan. Après avoir tenu un conseil de guerre, il chargea le moudyr de Dara, Zogal, d'aller porter une lettre à Hicks, décidé, si le secours n'arrivait pas, à remettre la province au mahdi. Zogal était déjà le complice des derviches ; il se rendit à El-Obeïd et y apprit le désastre de Hicks. Là, il fit au mahdi de telles protestations de fidélité qu'il fut renvoyé au Darfour avec le titre d'émir. A cette nouvelle, Slatin livra la ville de Dara à son ancien subordonné ; après un dernier conseil de guerre, il par-

tit pour El-Obeïd et fit lui-même sa soumission au mahdi (décembre 1883). Il perdit jusqu'à son nom et adopta celui d'Abd-el-Kader ; il devait rester jusqu'en 1898 attaché à la maison du mahdi, puis du calife Abdullah, qui étaient heureux l'un et l'autre d'avoir un pacha égyptien parmi leurs serviteurs.

La province du Bahr-el-Ghazal résista plus longtemps. Elle avait pour gouverneur l'Anglais Lupton, ancien capitaine de navire marchand qui avait succédé en 1881 à Gessi-pacha. Le bruit de la révolte du mahdi ne tarda pas à se répandre parmi les tribus arabes, qui commencèrent à inquiéter les garnisons égyptiennes ; Lupton put du moins mettre en fuite les révoltés, qui se réfugièrent dans le Darfour, auprès de Madibbo, et repousser une tentative d'invasion (fin de 1882). Mais après la chute d'El-Obeïd, au moment même où Slatin, traqué par les mahdistes, envoyait demander du secours à Lupton, les ennemis reparaissaient au nord du Bahr-er-Ghazal et s'avançaient lentement vers Dem-Suleïman et Mechra-el-Rek, les deux centres importants de la province. La lutte dura toute l'année 1883 : comme dans les autres provinces, la résistance fut affaiblie par le mauvais esprit des troupes égyptiennes et les trahisons des chefs de poste. Lupton resta en correspondance avec le gouverneur de l'Équatoria, Émin, jusqu'à la fin du mois d'avril 1884. A cet instant, il devait faire face à cinq mille mahdistes avec douze cents réguliers mal disposés à se battre et quatre canons. Il prit le parti de capituler, fit profession de la religion musulmane,

reconnut la mission du mahdi et fut envoyé à El-Obeïd (21 avril 1884).

Une lutte d'une portée plus grande encore était engagée dans les pays de la mer Rouge. Là, il s'agissait d'une des principales bases d'opération contre le Soudan. Aussi, dès 1883, le mahdi avait-il détaché un émir dans ces contrées avec mission d'y former un centre d'insurrection. Le choix était heureux : l'émissaire du mahdi était le célèbre Osman-Digma, dans lequel on a voulu voir un Normand, natif de Rouen, mais qui n'était en réalité qu'un Turc dont la famille avait émigré autrefois dans les environs de Souakim et s'était alliée par des mariages à la tribu arabe des Hadendova. Osman était un ancien marchand d'esclaves ; la suppression de la traite avait ruiné son commerce : tel fut le motif de son adhésion à la puissance du mahdi. Il annonça par une proclamation son intention d'expulser les Turcs et de restaurer la vraie religion : « Si vous désobéissez, disait-il, vous ne devez rien attendre que de l'épée et votre destin sera celui de tous ceux qui nous ont désobéi. » Il s'attaqua de suite aux places les plus importantes du pays et, pendant qu'il détachait un émir sur Kassala, il assiégea lui-même Souakim et Tokar. Toutes les tribus arabes se soulevèrent et les communications furent interrompues entre ces villes. La garnison de Souakim voulut tenter une sortie le 2 décembre 1883 : elle fut presque entièrement massacrée et la ville aurait infailliblement succombé sans l'arrivée de Valentin Baker, envoyé avec la gendarmerie égyp-

tienne pour ouvrir un chemin vers Berber à la garnison de Souakim. Le 4 février 1884, Baker essaya avec 3.000 hommes d'aller délivrer la garnison de Tokar et organisa une colonne de trois bataillons d'infanterie, échelonnés avec de l'artillerie et de la cavalerie sur les flancs, et les bagages à l'arrière avec trois cents chameaux. Tout à coup, la cavalerie fut attaquée et battit en retraite; Baker voulut former l'infanterie en carrés, mais deux bataillons, pris de panique, se débandèrent et ce fut bientôt une confusion inexprimable de chevaux, de chameaux, de porteurs. Les Arabes, au nombre de 1.200 seulement, se jetèrent sur le carré et massacrèrent les Égyptiens sans résistance. 1.000 hommes environ parvinrent à s'embarquer pour Souakim; mais 6 canons, 3.000 fusils, 500.000 cartouches étaient tombés au pouvoir de l'ennemi.

La surprise de Tokar, qui venait quelques mois après l'anéantissement de l'armée du Kordofan, eut pour effet d'émouvoir le gouvernement anglais, qui envoya à Souakim la flotte de l'amiral Herwett et 4.000 soldats de la reine. Les Anglais infligèrent quelques échecs aux tribus arabes, mais ils ne purent ni sauver la ville de Tokar, ni marcher au secours de Gordon. Ils se contentèrent de renforcer la garnison de Souakim en y envoyant un bataillon de la nouvelle armée égyptienne, et le major Chermside prit le gouvernement de la place (4 mai 1884). Osman-Digma avait cessé d'en pousser le siège pour diriger toutes les forces des mahdistes sur Kassala. La diplomatie an-

glaise cherchait en effet à susciter de nouveaux ennemis aux derviches. Joannès, le négus d'Abyssinie, inquiet de la propagande musulmane qui pouvait atteindre ses États, paraissait disposé à accepter du major Chermside la mission d'aider la garnison de Kassala à évacuer la ville. D'autre part, le gouvernement italien, qui rêvait depuis longtemps de fonder un établissement sur la mer Rouge, reçut de l'Angleterre l'offre d'occuper Massaouah et de coopérer à la guerre contre les derviches en envoyant aussi une expédition au secours de Kassala. Mais ce plan, bien combiné en apparence, devait échouer : au moment où, sur l'injonction du gouvernement anglais et malgré les protestations de la Turquie, la garnison égyptienne de Massaouah cédait la place à une garnison italienne (février 1885), le négus Joannès convoitait la possession de cette ville, qui aurait donné à l'Abyssinie le port qui lui manque sur la mer Rouge. Au lieu de marcher contre les derviches, les troupes italiennes eurent donc à défendre leur nouvelle occupation contre les entreprises des Abyssins. Enfin, la garnison de Kassala, originaire en grande partie du district, refusait d'évacuer la ville. Le seul résultat de l'alliance entre le major Chermside et le négus fut le secours envoyé par les Éthiopiens à la ville de Galabat, dont les habitants et la garnison purent se retirer à Massaouah et s'embarquer pour l'Égypte (mai 1885).

Après l'échec de leur plan diplomatique, les Anglais résolurent d'en finir par une action militaire. Le général Graham arriva à Souakim, le 12 mars 1885, à la

tête de 13.000 hommes, dont une brigade indienne et un contingent australien. Wolseley vint lui-même commander l'expédition et, après plusieurs combats dans lesquels les Arabes furent vaincus, parvint à s'emparer de Tamaï, quartier général d'Osman-Digma (6 avril). Il eût été naturel que ce succès fût complété par une marche sur Kassala, mais on apprit avec étonnement que les troupes anglo-indiennes s'étaient embarquées à Souakim le 17 mai en laissant dans la place une garnison égyptienne. Osman-Digma put donc réparer ses forces à loisir et pousser de nouvelles armées de mahdistes contre Kassala. Le 15 juin, la garnison de cette ville réussit à tuer 3.000 derviches et à faire une razzia de bétail. Mais en juillet les vivres manquèrent complètement et le gouverneur entama des négociations avec le mahdi au moyen d'émissaires envoyés à Khartoum. La capitulation fut indécise ; on convint que la vie et les biens des habitants seraient respectés et on conclut une trêve de trois mois. Ce fut à ce moment que, pressé par le major Chermside, le râs Alula réunit 10.000 Éthiopiens et marcha au secours de Kassala. A cette nouvelle, Osman-Digma, à la tête d'une armée égale en nombre, s'avança vers les Éthiopiens et les rencontra, le 23 septembre 1885, devant le fort de Koufit, qu'il avait occupé. La lutte fut acharnée et l'on vit le râs Alula diriger les charges de cavalerie en criant : « Il faut vaincre ou mourir. » Les deux ailes de l'armée éthiopienne débordèrent les derviches et se glissèrent entre eux et leurs retranchements. Ce fut alors une véritable déroute ; plus

de 3.000 derviches, tous les émirs importants, sauf Osman-Digma, restèrent sur le champ de bataille. Cette victoire fut cependant aussi belle qu'inutile : au lieu de marcher sur Kassala, le râs Alula revint à Asmara et y fit une entrée triomphale en faisant porter devant lui la bannière d'Osman. L'émir vaincu retourna à Kassala et exerça ses vengeances sur le malheureux gouverneur, qui, malgré la capitulation, fut décapité avec plusieurs officiers.

En septembre 1885 le pouvoir du mahdi était donc affermi sur le Soudan tout entier. Seule, la province d'Équatoria avait pu échapper à l'invasion, et, malgré les tentatives des Dinka, Émin continuait à régner sur le magnifique empire qui était séparé pour longtemps de toute communication avec les pays civilisés. Le caractère versatile et indécis du gouverneur de l'Équatoria a jeté quelque confusion dans les jugements que l'on a portés sur sa situation. Après avoir songé sérieusement à se soumettre aux mahdistes au commencement de l'année 1884, il reprit courage et parvint à défendre les approches de Lado, sa capitale. Puis, en 1885, lorsque l'ennemi se fut emparé d'Amadi et menaça directement Lado, Émin songea à procéder à l'évacuation de sa province par la voie de l'Ouganda et de Zanzibar. Il confia au docteur Junker, un explorateur russe qui s'était réfugié auprès de lui, la mission difficile de traverser l'Ounyoro et l'Ouganda, puis de s'embarquer à Zanzibar pour aller demander des secours à l'Europe. Lui-même concentra ses troupes à Ouadelaï et commença à évacuer les fonctionnaires vers le sud. Junker

réussit dans sa mission et arriva en Europe au moment où Stanley se préparait à entreprendre une expédition pour secourir Émin avec le concours de l'Angleterre et du roi des Belges. Mais pendant ce temps la situation de l'Équatoria s'était modifiée ; les derviches ne faisaient plus aucun progrès vers le Sud et les garnisons, composées en grande partie de soldats originaires de la province, refusaient d'obéir aux ordres d'Émin et de prendre le chemin de l'Ouganda. Émin sembla s'accommoder très bien de cette situation et lorsqu'en 1888 Stanley parvint à le rejoindre après avoir traversé le Congo, ce fut sans enthousiasme et avec des résistances visibles qu'il se décida à abandonner l'Équatoria. Depuis longtemps d'ailleurs il n'avait plus de rapport avec l'Égypte, et dans sa dernière dépêche de février 1886, venue par la voie de Zanzibar, Nubar-pacha lui avait appris la mort de Gordon et l'autorisait à faire ce qu'il jugerait convenable. De l'immense empire dont Ismaïl avait eu la possession, il ne restait donc plus un district.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Récits de voyageurs et de prisonniers des derviches.

Slatin-pacha. Feuer und Schwert in Sudan. Leipzig, 1896, in-8°. (Fer et feu au Soudan. Paris, 1899, 2 vol. in-8°). — Ohrwalder. Aufstand und Reich des Mahdi in Sudan und meine zehnjährige Gefangenschaft dortselbst. Innsbrück, 1895, in-8°. — G. Valbert. Le père Joseph Ohrwalder et ses années de captivité dans le Soudan (*Revue des Deux-Mondes*, 1er janvier 1893). — Guido-Lévy.

Osman-Dekma chez lui. Récit de son séjour au camp des révoltés. Le Caire, 1884, in-8°. — De Maurceley. L'armée du Mahdi à vol d'oiseau. Paris, 1884, in-18. — Paolo Rosignoli. I miei dodici anni di prigiona in mezzo ai dervicci del Sudan. Mondovi, 1898, in-16.

II. — Études historiques.

J. Darmesteter. Le Mahdi depuis les origines de l'islam jusqu'à nos jours. Paris. — F. R. Wingate. Mahdiism and the Egyptian Sudan. London, 1891, in-8°. — De Martonne. La vie des peuples du Haut-Nil (*Annales de Géographie*, octobre 1896-janvier 1897). — Nützel. Mahdi Aufstand im Sudan und die darans hervorgegangenen Münzen. Berlin, 1894, in-8°. — G. Dujarric. L'État mahdiste (*Revue Encyclopédique*, 11 août 1900).

III. — Gordon.

Gordon. Letters to his Sister. London, 1894 (4e édit.). — Journal du général Gordon. Siège de Khartoum (trad. de Mme de Bovet). Paris, 1886, in-8°. — Birbeck-Hill. Colonel Gordon in Central-Africa. London, 1879, in-8°. — Valbert. Ch. G. Gordon à Khartoum (*Revue des Deux-Mondes,* 1er mai 1884-1er août 1885). — Anon. England's hero and christian Soldier. Life of Gordon. London, 1894, in-8°. — Anon. Life of general Gordon. London, 1894, in-8°. — Mme de Bovet. Le général Gordon. Paris, 1890, in-8°.

IV. — Émin-pacha.

Jephson. Émin-pacha et la rébellion à l'Équateur (trad. de l'anglais). 1 vol., Paris. — G. Schweitzer. Émin-pacha. Eine Darstellung seines Lebens und Wirkens. Berlin, 1898. — Émin-pacha. Eine Sammlung von Reisebriefen und Berichten... Leipzig, 1888, in-8°. — Correspondance avec A. Marquet. — F. Stuhlmann. Mit Emin-pascha im Herz von Africa. Berlin, 1894, in-8°. — Peters. Au secours d'Émin-pacha. Paris, in-8°. — Stanley. Dans les ténèbres de l'Afrique. Paris, 2 vol., 1890. — Vitan-Hassan. Die Wahrheit über Emin-pascha. 1893-94, 2 vol. in-8°.

CHAPITRE IX

L'ANGLETERRE EN ÉGYPTE

(1882-1900)

I. L'Angleterre et l'Europe. — II. L'Angleterre et le gouvernement égyptien. — III. L'Angleterre et les institutions internationales. — IV. État de l'Égypte sous l'administration anglaise; les intérêts français en Égypte.

Par suite du désintéressement de l'Europe et de l'abstention de la France, l'Angleterre avait pu occuper l'Égypte en 1882. Mais au moment où les crédits demandés par Gladstone pour cette expédition furent votés par la Chambre des Communes, le ministre déclara solennellement que l'Angleterre ne poursuivait pas en Égypte de vues particulières. « Nous sommes en Égypte, répétait-il en 1883, non comme maîtres, mais comme amis et conseillers du gouvernement égyptien... Le gouvernement ne reconnaît pas à notre pays, dans cette affaire, des intérêts égoïstes et particuliers, séparés des intérêts généraux des nations civilisées et qui doivent être poursuivis d'une façon égoïste et étroite. » L'étude des événements qui ont eu lieu depuis cette époque montrera comment cette promesse a été tenue.

I

Depuis 1882, en effet, la question d'Égypte est venue se greffer sur la question d'Orient, et les intérêts qu'elle met en présence paraissent encore plus difficiles à concilier que ceux qui se disputent l'influence dans le reste de l'empire ottoman. En droit, l'Égypte est toujours une province autonome, mais vassale de cet empire; sa subordination est plus étroite que celle de la Bulgarie, et le hatti-schérif de 1840 demeure sa Constitution fondamentale. En droit aussi, le gouvernement du khédive doit tenir compte des institutions internationales qui ont été créées de 1876 à 1879 pour offrir aux créanciers de l'Égypte des garanties suffisantes. En fait, l'Égypte est occupée par des troupes anglaises; des fonctionnaires anglais au titre souvent indécis, mais étroitement subordonnés au Foreign-Office, sont les conseillers et les ministres du khédive : ce sont eux qui gouvernent véritablement, et ils profitent de cette situation favorable pour accroître l'influence anglaise et miner sourdement les pouvoirs rivaux du sultan et de l'Europe, qui pourraient lui faire obstacle. Pour justifier cette conduite aux yeux du monde, l'Angleterre a souvent déclaré que son occupation de l'Égypte était toute provisoire et qu'elle se retirerait le jour où l'ordre serait définitivement rétabli. Elle semble ainsi avoir assumé au nom de l'Europe et dans l'intérêt de tous une mission civilisatrice et philanthropique : voyons

comment l'Europe a envisagé cette explication et par quelles phases diplomatiques a passé la question d'Égypte depuis 1882.

Deux puissances, à vrai dire, la France et la Turquie, avaient un intérêt direct à surveiller l'action de l'Angleterre en Égypte et à lui demander compte de son occupation. De la Porte, le gouvernement anglais n'eut guère souci et par quelques déclarations significatives se délivra de ses importunités. Le gouvernement turc voulait débarquer des troupes à Aboukir : l'Angleterre exigea que ce débarquement eût lieu à Damiette et à Rosette. Le 15 septembre, après la reddition du Caire, l'ambassadeur anglais à Constantinople fit savoir au sultan que la coopération armée de la Turquie cessait d'être nécessaire. La Porte n'insista pas et demanda seulement quand aurait lieu l'évacuation de l'Égypte : on ne lui fit pas l'honneur d'une réponse. Vis-à-vis de la France, la question était plus complexe, car le condominium franco-anglais, institué en 1876 par la création des deux contrôleurs qui avaient le droit d'assister au conseil des ministres, existait toujours en théorie. Cette institution pouvait gêner l'action du gouvernement anglais ; sans la supprimer directement, il résolut de la rendre impraticable et, pour y arriver, il défendit au contrôleur anglais d'assister désormais au conseil. Le ministre français Duclerc protesta par la note du 12 septembre 1882 ; à cette protestation Granville répondit que le contrôle était une institution dangereuse et qu'il valait mieux le remplacer par un conseiller financier que nomme-

rait l'Angleterre. Comme Duclerc repoussait cette prétention, le ministre des affaires étrangères du khédive demanda officiellement la suppression du contrôle et refusa d'admettre le contrôleur français au conseil des ministres en l'absence de son collègue anglais. En vain le cabinet français réfutait-il les arguments de Granville par les déclarations antérieures du gouvernement anglais lui-même sur l'utilité du contrôle : après plusieurs semaines de discussions stériles, les pourparlers cessèrent et, le 4 janvier 1883, Duclerc déclara que la France renonçait au condominium et reprenait sa liberté d'action en Égypte.

Cependant une nouvelle occasion de régler la question d'Égypte ne tarda pas à se présenter. Les dépenses imprévues auxquelles donnèrent lieu la révolte du Soudan et les indemnités versées aux victimes des troubles d'Alexandrie mirent les finances égyptiennes dans un grand embarras. L'Angleterre songea alors à reviser la loi de liquidation de 1880 et convoqua pour cet objet une conférence européenne à Londres (avril 1884). Jules Ferry, ministre des affaires étrangères, accepta l'invitation, mais ajouta qu'avant la question posée il y avait d'autres questions connexes à résoudre. La négociation qui se noua à ce sujet entre l'ambassadeur à Londres, Waddington, et le ministre Granville donna les plus belles espérances. L'ambassadeur assura Granville qu'il ne s'agissait en rien d'établir le condominium, et sur cette assurance le ministre affirma que l'Angleterre s'engagerait à retirer ses troupes de l'Égypte « au commencement

de 1888 » si toutes les puissances étaient de cet avis. Le résultat de la conférence ne répondit pas à ces prémisses : le gouvernement anglais ayant demandé un emploi différent des revenus et une réduction de l'intérêt de la dette en se fondant sur les données des agents français et anglais, les agents français protestèrent contre cette allégation et exigèrent une enquête contradictoire. Toutes les puissances, sauf l'Italie, y consentirent, mais la conférence se sépara sans avoir pris de résolution. Un projet d'emprunt égyptien sous la garantie collective de l'Europe n'eut pas plus de succès (1).

Plus efficace, du moins, fut la conférence relative à la neutralisation du canal de Suez, qui s'ouvrit à Paris en 1885 et fut close seulement en 1888. Après la chute d'Arabi, l'opinion anglaise ne demandait rien moins que l'absorption par l'Angleterre de ce canal qui lui était si odieux quelques années plus tôt. L'Angleterre possédait la moitié des actions de la Compagnie et sa marine représentait alors les sept dixièmes du trafic sur le canal. Un comité d'armateurs anglais exigea que désormais le conseil d'administration fût composé d'Anglais en majorité, et menaça, en cas de refus, de construire un second canal exclusivement anglais. En vain, à la Chambre des Communes, Gladstone présenta-t-il un projet d'entente élaboré avec de Lesseps, il fut obligé d'y renoncer, sous peine de voir son cabinet renversé. La Compagnie, isolée en face de l'Angleterre,

(1) La chute du cabinet Ferry en 1885 empêcha une nouvelle conversation diplomatique sur la question d'Égypte.

dut faire des concessions et, après un voyage de Charles de Lesseps dans les ports anglais, consentit à admettre dix Anglais, dont trois représentants du gouvernement, parmi les trente-deux membres du conseil d'administration. Une agence de la Compagnie fut établie à Londres et un projet de diminution des tarifs aux dépens des dividendes fut préparé. Les actionnaires ratifièrent ces propositions, non sans résistance (mai 1884), mais il était évident que le canal tendait de plus en plus à devenir exclusivement anglais. Ce fut pour prévenir ce péril que les puissances se mirent d'accord par la convention de Constantinople pour déclarer que le canal était neutralisé et restait accessible en cas de guerre aux navires de toutes les puissances sous des conditions déterminées (12 décembre 1888).

Pendant que cette négociation se poursuivait, les pourparlers avaient recommencé entre la France et l'Angleterre et, le 3 novembre 1886, le nouveau ministre anglais Salisbury assurait Waddington que l'Angleterre était décidée à évacuer l'Égypte et qu'elle cherchait seulement « les moyens d'en sortir honorablement ». Il avait envoyé en effet au sultan l'ambassadeur Henry Drummond Wolff, porteur de nouvelles propositions, et il espérait ainsi régler la question d'Égypte plus facilement dans un tête-à-tête avec la Turquie. Mais ces propositions étaient telles que ni la Porte, ni la France, ni l'Europe ne pouvaient les accepter. L'Angleterre avait jusqu'ici pour elle la force et l'occupation de fait : elle voulait obtenir ce qui lui

manquait, le droit. L'évacuation de l'Égypte devait en effet avoir lieu, mais dans cinq ans; de plus, si après cette évacuation l'Angleterre jugeait que l'ordre était de nouveau troublé en Égypte, elle exigeait que la Porte lui reconnût le droit de la réoccuper sans nouvelle convention. C'était se faire octroyer par le suzerain officiel de l'Égypte le titre de propriété qui lui faisait défaut. La négociation échoua complètement (juillet 1887), et chaque fois que l'ambassadeur de Turquie à Londres tenta de reprendre la question, Salisbury s'en tint à ces conditions draconiennes. Malgré de nouveaux échanges de vues entre Salisbury et les ministres français Spuller et Ribot, malgré les protestations de certains membres de la Chambre des Communes (1), la question ne fit plus aucun progrès et la domination anglaise s'affermit en Égypte. En mars 1896, un nouvel incident vint fortifier encore cette situation et augmenter la sécurité du gouvernement anglais. La conquête du Soudan ayant été résolue, l'Angleterre décida d'en faire supporter les frais par les finances égyptiennes et d'entamer la réserve entassée dans la Caisse de la Dette. Elle demanda donc aux commissaires des puissances l'autorisation de prélever 500.000 livres sur cette réserve. La France et la Russie protestèrent; mais, grâce aux commissaires de la Triple-Alliance, l'Angleterre eut la majorité et la Caisse de la Dette passa outre aux protestations. Les divisions irrémédiables des puissances européennes éclataient ainsi

(1) Discours de John Morley (17 février 1892) et de Charle Dilke (1er mai 1893).

au grand jour et montraient au gouvernement anglais que toutes les usurpations lui étaient permises du moment qu'il feignait d'agir au nom de l'Europe. Aussi, depuis cette époque, aucune tentative sérieuse n'a été faite pour poser la question d'Égypte dans toute son ampleur, et, au point de vue diplomatique, la situation ne s'est pas modifiée depuis 1882. Dans ses rapports avec l'Angleterre, la France s'est toujours placée sur le terrain du droit international; peut-être l'Europe aura-t-elle intérêt quelque jour à faire respecter ce droit. Mais quelles qu'aient été les lacunes de notre politique extérieure, engagée à la fois sur des domaines trop différents pour pouvoir être efficace, il est impossible de nier que si le droit de l'Angleterre à occuper l'Égypte est resté en 1900 aussi précaire qu'en 1882, ce résultat est dû aux efforts de la diplomatie française, qui a déjoué toutes les tentatives de compromission et refusé de s'associer à tout accord qui aurait pu créer un droit en faveur de l'usurpation (1).

II

Libre de toute ingérence diplomatique, l'Angleterre a donc pu organiser l'Égypte à sa fantaisie, et une modification profonde s'est faite dans la politique presque séculaire qu'elle avait adoptée à son égard.

(1) En juillet 1900, un député irlandais demanda à la Chambre des Communes quand l'Angleterre évacuerait l'Égypte. Le ministre Brodrick répondit qu'il n'avait rien à ajouter aux déclarations de ses prédécesseurs.

Jusque-là, en effet, l'Égypte avait été pour elle la principale étape de la route des Indes; la question d'Égypte avait été subordonnée pour elle à celle de la possession de l'Inde et voilà pourquoi depuis 1799 elle avait combattu toutes les puissances qui tâchaient de s'y affermir, aussi bien la puissance française que celle de Méhémet-Ali. L'opposition faite à la construction du canal de Suez et l'intervention de 1882 furent les dernières manifestations de cette conception politique. Depuis cette époque l'Égypte a pris aux yeux des Anglais une importance plus grande encore : elle n'a pas cessé d'être l'un des carrefours de la route des Indes; mais de plus, grâce à ses richesses, elle est devenue pour eux une terre d'exploitation, aussi riche que l'Inde elle-même, et grâce à la vallée du Nil, elle leur est apparue comme une des principales voies d'accès et comme un des plus riches débouchés de l'Afrique centrale. Ils ne se sont donc pas contentés d'une occupation militaire de l'Égypte : ils ont travaillé à y étendre leur influence, et l'on peut voir dès à présent les résultats qu'ils ont obtenus.

Au lieu de faire des suppressions brutales, ils ont su se créer dans le gouvernement une sphère d'action qui grandit sans cesse. Le khédive Tewfik, à sa rentrée au Caire, assista au défilé de l'armée anglo-indienne entre Seymour et Wolseley, puis il prévint les autorités civiles et militaires d'avoir à obéir au général en chef de l'armée anglaise, « toutes les fois qu'il lui plairait de prendre des dispositions nécessaires à sa mission ». L'armée égyptienne fut licenciée par un décret du

20 décembre 1882 et, en attendant l'organisation d'une police indigène et d'une nouvelle armée, le corps d'occupation anglaise resta la seule force matérielle de l'Égypte. Puis un commissaire anglais, pris dans la plus haute aristocratie, Dufferin, vint présider à la réorganisation de l'Égypte; mais il eut le tort impardonnable aux yeux des impérialistes de concevoir une Égypte autonome, gouvernée par des Égyptiens. Il fut remplacé par Evelyn Baring (aujourd'hui lord Cromer), qui rejeta dédaigneusement toutes ses conclusions comme chimériques et appliqua à l'Égypte les méthodes qui régnaient dans l'Inde, où il avait été ministre des finances. Avec une grande habileté il comprit qu'il fallait rendre l'action des Anglais sur l'Égypte aussi peu apparente que possible, et en plusieurs circonstances il découragea l'ardeur de ses compatriotes qui, malgré leur réputation, se livraient, comme de simples gens de race latine, à la chasse des fonctions égyptiennes (1). Son principe fut donc de laisser tous les postes inférieurs aux indigènes, d'évincer des hauts emplois les Français et les Égyptiens pour leur substituer des Anglais, et de mettre à la tête des services publics de modestes conseillers anglais qui avaient en réalité tout le pouvoir. Un conseiller financier de ce genre avait été déjà créé en 1883 pour être substitué au contrôle international. En 1884, une tentative analogue fut faite pour mettre la police sous la direction

(1) Dans une lettre à Salisbury (décembre 1898), il déclara qu'on avait déjà enregistré 120 candidatures pour 24 places d'employés au département de l'intérieur.

d'un fonctionnaire anglais : le ministre Nubar s'y opposa ; il fut renversé en 1888 et remplacé par Riaz, puis par un Algérien des plus dociles, Mustapha-Fehmy. Non seulement la police anglaise fut établie en Égypte, mais en 1891 un conseiller judiciaire fut adjoint au ministère de la justice et introduisit la coutume anglaise du juge unique dans les tribunaux.

En 1892, le khédive Tewfik mourut, et son successeur, Abbas-Hilmy, élevé en Europe, était regardé comme le chef des jeunes fellahs élevés à l'européenne qui supportaient mal la domination anglaise et constituaient le parti de la jeune Égypte. Il commença en effet par renvoyer Mustapha-Fehmy que les Anglais ne purent lui imposer; Riaz, puis Nubar en 1894 revinrent au pouvoir, et quelques manifestions timides eurent lieu dans la presse arabe et dans le Conseil législatif créé par Dufferin pour préparer l'Égypte à se gouverner elle-même. Ces velléités d'émancipation ne tardèrent pas à être brutalement réprimées. A plusieurs reprises le khédive fut menacé de déposition, et, à la suite d'un conflit avec le sirdar, il dut rappeler Mustapha-Fehmy au pouvoir (1895). Bien plus, en 1894, un nouvel organe d'administration vint diminuer encore la part du khédive. Un troisième conseiller fut créé et ajouté au ministère de l'intérieur pour exercer son autorité sur tous les fonctionnaires; afin d'empècher les moudyrs de communiquer directement avec le souverain, un décret de novembre 1898 leur défendit de se rendre au Caire sans l'autorisation du ministre de l'intérieur. Les douanes et le service sanitaire tom-

bèrent également aux mains des Anglais. Le Conseil législatif vota chaque année le budget sans résistance, mais accompagna son vote de protestations contre les frais du corps d'occupation; la plus grande hardiesse qu'il ait tentée jusqu'ici est d'avoir, en approuvant le budget proposé par le Soudan, affirmé que ce pays « fait partie intégrante de l'Égypte ». Deux gouvernements se sont donc superposés : l'un est le gouvernement légitime du pays, son action diminue de jour en jour; l'autre, au contraire, se développe au fur et à mesure des nécessités, sans autre idée préconçue que celle de s'agrandir toujours le plus possible : c'est, si son expansion n'est pas arrêtée par une force extérieure, le futur gouvernement de l'Égypte.

L'organisation d'une armée d'après ces principes fut un des principaux soucis des administrateurs anglais de l'Égypte. A peine les bandes indisciplinées d'Arabi avaient-elles été dissoutes par un décret du khédive, qu'un nouveau « sirdar », Evelyn Wood, choisi parmi les officiers anglais, fut chargé de lever six mille fellahs et même d'admettre des Turcs; le recrutement fut très long et chaque gouverneur de province dut envoyer un nombre de recrues proportionnel au nombre des habitants. En principe, tout Égyptien devait le service militaire de 20 à 36 ans; en fait, il était impossible d'incorporer toute la classe, qui comprenait cent mille conscrits. Les exemptions moyennant rachat furent donc encouragées et rapportèrent des sommes considérables au budget de la guerre. Le service actif dure six ans, le service de police cinq

ans, le service de réserve quatre ans. Les officiers anglais furent autorisés et encouragés à prendre du service dans l'armée égyptienne avec des grades supérieurs d'un ou deux degrés à ceux qu'ils avaient dans l'armée anglaise. Il existait bien toujours une école militaire pour les indigènes, mais elle avait l'inconvénient d'être dirigée par des professeurs français ou américains. De plus, les hauts grades furent réservés aux Anglais et les indigènes ne purent s'élever au-dessus de celui d'adjudant-major. En 1883, on avait déjà rassemblé 3.500 hommes et une batterie de six canons ; en 1884, on essaya d'y joindre un bataillon de Turcs levé en Macédoine, mais on dut le dissoudre à cause de son indiscipline, et son chef, le major Grant, se défendit contre ses hommes à coups de revolver. On résolut alors de former pour la défense de Souakim un bataillon de Soudanais ; on le recruta presque entièrement parmi des déserteurs des tribus ennemies de Bazingers. Les nègres furent attirés facilement par l'appât de la solde, de l'uniforme, des armes perfectionnées, et, pour empêcher les désertions, on leur permit d'avoir dans leur tente une femme et des enfants. A la fin de 1886, la nouvelle armée comprenait 10.000 hommes, dix bataillons d'infanterie, cinq batteries d'artillerie, un régiment de cavalerie, trois corps de chameaux. Ce chiffre s'accrut jusqu'à 16.000 hommes en 1895 et 18.000 en 1898. La constitution de cette force mise entièrement à la discrétion de l'Angleterre a permis de maintenir à un chiffre très faible le corps anglais d'occupation. Son chiffre ne dépassa

jamais 5.000 hommes; en janvier 1900, pendant l'expédition du Transvaal, il descendit au-dessous de 2.000 hommes (1). L'action exercée par l'Angleterre sur l'armée et l'administration indigène suffit en effet a maintenir son pouvoir en Égypte.

III

Cependant ce pouvoir a rencontré des bornes dans les institutions internationales créées pour la défense des intérêts européens en Égypte : l'existence même de ces institutions empêche que l'Égypte devienne jamais pour l'Angleterre une colonie ou même un pays de protectorat. Deux services d'État, la justice et les finances, restent soumis au contrôle international, et malgré des velléités de résistance l'Angleterre a dû se résigner à cette situation.

Les tribunaux mixtes établis en 1876 à Alexandrie, au Caire et à Mansourah, avec une cour d'appel à Alexandrie, sont restés la principale garantie des Européens établis en Égypte contre le gouvernement égyptien lui-même. Ce régime n'est pas un don gracieux du khédive, mais il a au contraire été consenti par les puissances à la place des capitulations conclues avec le sultan qui donnaient aux consuls étrangers toute juridiction sur leurs nationaux. Les Anglais ont pu absorber les tribunaux indigènes, subordonner l'ac-

(1) Les trois bataillons d'infanterie stationnés à Alexandrie, au Caire et à Khartoum furent réduits chacun à 600 hommes. Il y avait en outre un escadron de cavalerie au Caire et une batterie à pied à Alexandrie.

tion des parquets à celle de la police anglaise, constituer même un tribunal d'exception pour juger les délits et crimes commis par les indigènes contre les soldats anglais : ils n'ont pu toucher aux tribunaux mixtes. Constitués seulement pour un temps limité, cinq ans au plus, un an au moins, ils ont été renouvelés déjà huit fois. En janvier 1899, l'Angleterre fit une tentative pour diminuer leur rôle et, pour montrer son mauvais vouloir, elle força le khédive à attendre au 31 janvier, jour de l'expiration des pouvoirs de ces tribunaux, pour les renouveler pendant une seule année. Le 1er février 1900, au contraire, un accord intervint entre les puissances et le renouvellement eut lieu pour une nouvelle période de cinq ans.

Malgré la suppression du contrôle français, la loi de liquidation et la Caisse de la Dette créée en 1876 n'en ont pas moins survécu. Les pouvoirs de la Caisse de la Dette ont même été étendus par la Convention de Londres du 13 mars 1885. Chaque grande puissance y délègue un représentant. Cette assemblée a le pouvoir d'un syndic de faillites qui représenterait à la fois les intérêts des créanciers et des débiteurs; elle nomme et révoque ses employés, choisit les banques chargées du service de la dette, encaisse les revenus spéciaux appliqués à la dette, dirige le paiement des coupons et l'amortissement, contrôle les comptes du gouvernement égyptien et surveille en général toute l'administration financière de l'Égypte. Depuis le décret du 12 juillet 1888, elle a même un pouvoir encore plus important : elle gère un fonds de réserve générale et

emploie ses ressources à racheter les titres de la dette égyptienne : en cas de dépenses extraordinaires elle peut faire des avances au khédive, mais elle a dû résister maintes fois aux sollicitations du ministère des finances égyptien. En 1896, le gouvernement anglais voulut prélever sur ce fonds les 500.000 livres destinées à payer les frais de l'expédition du Soudan. Grâce à l'appui des commissaires de la Triple-Alliance, l'Angleterre eut la majorité, mais ce vote fut déféré par le commissaire français aux tribunaux mixtes et le gouvernement égyptien fut condamné à restituer la somme votée, non parce que l'unanimité n'avait pas été obtenue, mais parce que la question de l'expédition du Soudan dépassait la compétence de la Caisse de la Dette. Un décret du mois de novembre 1899 a confirmé cette interprétation (1) : il reconnaît que l'avis de la Caisse devra être donné à l'unanimité toutes les fois qu'il s'agira de dépenses extraordinaires d'ordre militaire; de plus, le montant disponible du fonds de réserve ne peut pour une raison quelconque être réduit à moins de 800.000 livres.

La compétence de la Caisse de la Dette s'étend à la privilégiée, à la dette unifiée et à l'emprunt garanti de 1885. Les autres dettes ont aussi des administrations européennes. La privilégiée a la garantie spéciale des chemins de fer, des télégraphes et du port d'Alexandrie; outre la surveillance de la Caisse, trois administrateurs, dont un Français, un Anglais, un

(1) Journal *le Temps* du 19 novembre 1899.

Égyptien, dirigent ces services dans l'intérêt des porteurs de titres. Deux administrations distinctes gèrent également les biens de la Daïra-Sanieh (terres de la Haute-Égypte cultivées en cannes) et ceux de la Domaniale (terres du Delta cultivées en coton); trois commissaires des trois nationalités intéressées les dirigent et la maison Rothschild fait le service de la Domaniale. Une compagnie anglaise, la Daïra-Sanieh Company, s'est formée en 1898 au capital de 600.000 l. st. pour racheter les domaines de la Daïra et faire disparaître le contrôle en éteignant la dette. Enfin la municipalité d'Alexandrie, instituée en 1890, et le Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire d'Alexandrie, organisé par la Conférence de Venise en 1892, sont aussi des créations internationales. L'ensemble de ces institutions restreint dans des bornes bien définies l'action de l'Angleterre en Égypte; elles sont une garantie pour les puissances européennes dont les nationaux sont restés les créanciers du khédive et pour l'Égypte elle-même, qui a, grâce à elles, des finances régulières et peut ainsi se soustraire dans une certaine mesure au gaspillage et aux vexations qu'entraîne la conquête. « Ce n'est pas parce qu'elle était anglaise, mais parce qu'elle était régulière, stricte et économe, que l'administration des finances a rétabli le crédit de l'Égypte. Et ce crédit eût été plusieurs fois compromis si, aux fantaisies dépensières d'un certain parti, ne se fût opposé le contrôle européen de la Caisse de la Dette (1). »

(1) *Le Temps*, 11 avril 1899.

IV

Telles sont les conditions dans lesquelles l'Angleterre a entrepris la tâche de rétablir l'ordre en Égypte; mais il faut reconnaître que si elle a porté tant d'ardeur à cette entreprise, c'est avec la pensée non dissimulée d'en retirer tout l'honneur et le profit. Après avoir occupé l'Égypte, elle a convié ses nationaux à prendre la place que les Français y avaient obtenue jusque-là. Quel a été le résultat de ces efforts?

Les finances de l'Égypte, dont l'état était si précaire encore en 1882, ont été améliorées, mais il faut, nous l'avons vu, faire la part des institutions internationales dans leur relèvement. Cette réserve admise, on peut dire que le gouvernement de Cromer a travaillé d'autant mieux à rendre les finances prospères qu'il avait plus d'intérêt à confondre la question d'Égypte avec la question financière. En 1885, un emprunt de 9.420.000 l. st. à 3 % garanti par la Caisse de la Dette a été autorisé par la Conférence de Londres et il a servi à combler les déficits des premières années d'occupation. Le but du gouvernement fut surtout d'augmenter le rendement de l'impôt. Pour grossir le revenu de l'impôt foncier, on poussa les travaux d'irrigation et on étendit ainsi la surface cultivée. Le rachat du service militaire, l'établissement d'un droit de 8 % *ad valorem* sur les importations en Égypte, la

prohibition de la culture du tabac, qui ne pénétrait pas en Égypte sans payer les droits de douane, augmentèrent les ressources du budget et amenèrent des excédents dès 1887. Le crédit de l'Égypte se reconstitua; les fonds égyptiens remontèrent et il fut possible d'entreprendre la conversion de la dette. En 1890 un emprunt de 24 millions de livres sterling fut émis à 3 1/2 pour rembourser l'emprunt domanial de 1888 à 4 1/2 et la dette privilégiée à 5 %, avec les mêmes garanties que ces deux dettes. De même, une nouvelle dette de Daïra-Sanieh à 4 % fut créée pour rembourser l'emprunt de 5 %. Enfin, le 18 mars 1893, un emprunt domanial fut émis à 4 1/4 % et destiné à rembourser l'emprunt Rothschild de 1878 à 5 % hypothéqué sur les domaines de la famille khédiviale. Toutes ces opérations réussirent à souhait; à partir de 1893 il fut possible de commencer à amortir la Domaniale et la Daïra. En 1898 le khédive approuva les statuts d'une « Banque Nationale » et lui concéda pour cinquante ans le monopole des billets au porteur et à vue; son capital d'un million de livres sterling fut presque entièrement souscrit à Londres.

La prospérité financière de l'Égypte n'est donc pas douteuse, mais il est permis de se demander jusqu'à quel point les Égyptiens en ont profité. Il est vrai que le crédit de l'Égypte a été rétabli, mais les charges de la population sont plus lourdes. Dans les rapports qu'il adressait au ministère anglais, Cromer se félicitait de voir l'impôt, qui était par tête de 28 fr., passer à 22 fr. en 1898; mais tous les éléments figuraient-ils dans cette

statistique? Le rachat du service militaire, en particulier, est une charge souvent onéreuse. D'autre part, la baisse des prix rendit le travail des fellahs moins rémunérateur et, malgré l'augmentation de la surface cultivée, le commerce extérieur ne fit aucun progrès depuis 1881. Il est vrai aussi que d'importants travaux furent entrepris dans toute l'Égypte; sans parler des nouvelles irrigations et du drainage, de la construction du chemin de fer du Soudan et d'un pont sur l'Atbara, des ingénieurs anglais reprirent l'idée française de construire dans la Haute-Égypte, à Assouan, un immense barrage dont le résultat serait de rendre à la vallée du Nil la fertilité qu'elle avait au temps des Pharaons. Mais toutes ces entreprises, irrigations ou autres, profitèrent surtout à des capitaux anglais et à des ingénieurs anglais. Les fonds considérables fournis par la Caisse de la Dette pour tous ces travaux servirent donc surtout à alimenter l'industrie anglaise (1). De plus en plus, d'ailleurs, les Anglais tendent à se réserver le monopole économique de l'Égypte. La flotte marchande de la « Khedivieh », qui comprenait vingt navires et servait surtout au trafic avec la Turquie, fut vendue tout entière à un industriel anglais pour le prix dérisoire de 150.000 livres (fin de 1897); le pavillon anglais remplaça désormais pour le commerce extérieur le pavillon égyptien. La sollicitude du commissaire anglais pour ses compatriotes fut telle qu'il

(1) Seul, le pont sur l'Atbara fut confié à une maison américaine, qui promit de le faire en 42 jours et pour 6.000 livres, au lieu des 6 mois 1/2 et des 10.000 livres demandés par les maisons anglaises.

empêcha l'établissement en Égypte des industries qui pouvaient faire concurrence aux industries anglaises. Il refusa ainsi d'approuver l'établissement d'une filature et d'un tissage de coton. « On ne peut attendre d'un représentant de la reine, disait le correspondant du *Times* qui rapportait le fait à son journal, qu'il soutienne un projet dont le succès profiterait au consommateur égyptien, mais nuirait aux manufacturiers anglais (1). »

Cet aveu dépouillé d'artifice montre bien quelle idée se font un grand nombre d'Anglais de leur action en Égypte. Depuis l'époque des Pharaons, les générations des Égyptiens dont les fellahs sont les descendants ont cultivé pour des maîtres étrangers le sol le plus riche du monde. Les produits de leurs travaux ont servi à enrichir tous les conquérants qui se sont succédé sur ce sol; les Anglais sont venus après les Romains, les Arabes, les Turcs, les Mamlouks; ils n'ont pas inventé une nouvelle méthode pour gouverner l'Égypte. On est même forcé d'avouer que, grâce à leur sens de l'ordre et à leur esprit pratique, ils ont apporté à cette méthode de véritables perfectionnements et lui ont donné un caractère plus moderne. Le but n'en est pas moins le même; l'Égypte est pour les impérialistes une des plus belles fermes de l'empire britannique; ils consentent à bien traiter les serviteurs de cette ferme, à

(1) *Temps* du 9 avril 1899. On a remarqué avec étonnement que l'Égypte, qui avait tenu une place si brillante aux Expositions Universelles de 1867 et de 1878, n'était représentée à celle de 1900 que par un bazar. C'est là sans doute un contraste voulu.

condition d'être obéis par eux sans réserve. Il ne faut donc pas s'étonner de voir disparaître sous le régime anglais la plupart des écoles et des créations de Méhémet-Ali et d'Ismaïl. Il était réservé à un ministre égyptien de l'instruction publique d'Égypte d'écrire ces phrases étranges : « Chez nous, la gratuité de l'enseignement primaire constitue à la fois un contre-sens et une injustice; en fait, elle manque sa destination, elle est un danger pour le personnel du ministère (1). » Jamais les Anglais ne songèrent à envoyer les jeunes fellahs en Angleterre pour compléter leur éducation; aucun officier égyptien n'est admis à participer à l'enseignement de leurs écoles militaires, et s'ils autorisèrent quelques sous-officiers à faire un stage dans les régiments anglais, c'était pour leur permettre d'apprendre le noble art de la boxe. Les Anglais resteront donc toujours des étrangers pour l'Égypte et, comme tous les conquérants qui les ont précédés, ils ne pourront y rester qu'en maintenant leurs sujets dans un état d'abaissement intellectuel et moral. La seule ambition qu'ils leur permettent, c'est d'aspirer aux emplois inférieurs de l'armée et de l'administration; en exigeant des candidats à ces emplois la connaissance de la langue anglaise, ils travaillent encore à augmenter leur influence.

Mais les Anglais ne sont pas seuls établis en Égypte et, malgré le rude choc qu'elle a reçu, la colonie française s'y est maintenue dans un état prospère. Les

(1) Yacoub-Artin-pacha. *Considérations sur l'instruction publique*. Le Caire, 1894.

Anglais, qui étaient au nombre de 6.000 en 1882, sont passés à 20.000 en 1897; mais, à part quelques commerçants d'Alexandrie et du Caire, ce sont en majorité des soldats et des fonctionnaires; encore faut-il faire entrer dans ce chiffre une forte proportion d'Hindous et de Maltais (Maltais : 6.500; soldats : 5.000; matelots : 2.000). Or, les Européens établis en Égypte sont aujourd'hui 112.000 (1) et si les Français ne viennent pour le nombre qu'après les Grecs et les Italiens, du moins les situations qu'ils occupent dans l'industrie, l'agriculture, le commerce, les fonctions publiques, leur assurent une place prépondérante. La colonie d'Égypte est une des plus belles colonies françaises qui se soient formées sur un coin du globe, sans protection officielle, sans bureaucratie, grâce à l'initiative privée et aux qualités d'entreprise; elle est la meilleure réponse à ceux qui refusent de reconnaître les aptitudes des Français à la colonisation. Malgré les bienfaits hypothétiques que l'on attribue à l'éducation anglaise, les rôles sont renversés en Égypte; les Anglais y viennent chercher des places et des commandes de l'État; les Français vont y développer leur esprit d'initiative.

Les intérêts de la France en Égypte sont donc encore considérables. Ce sont d'abord des intérêts matériels et visibles. La France possède les 2/3 des porteurs de titres égyptiens : le Crédit Foncier Égyptien a surtout

(1) Grecs : 40.000. — Italiens : 20.000 — Français: 14.155. — Autrichiens : 10.000. — Russes : 3.000. — Allemands : 1.260 (Statistique de 1897).

des Français comme actionnaires et comme obligataires. Les 3/5 des administrateurs du canal de Suez et presque tout le personnel de la Compagnie sont des Français. Le Crédit Lyonnais est le banquier de la dette égyptienne et des Français ont des intérêts dans les entreprises industrielles de l'Égypte. Les principales maisons d'Alexandrie dirigées par des Français sont en relations d'affaires avec Paris et Marseille. Si, pour emprunter une comparaison à l'un des plus fougueux impérialistes (1), un État est une raison sociale, les Français sont parmi les plus gros actionnaires de la raison sociale qui se nomme l'Égypte. Mais il suffit de parcourir ce pays pour s'apercevoir qu'outre les intérêts matériels, des liens d'un ordre plus élevé unissent les Français à l'Égypte. Depuis l'expédition de 1798 les Français ont toujours été accueillis avec sympathie ; dans son voyage de 1846, Ampère trouvait à Alexandrie des témoins oculaires de l'expédition qui lui demandaient l'aumône en l'appelant : citoyen. La langue française s'est implantée en Égypte et, malgré les efforts qui sont faits chaque jour pour l'évincer, elle résiste victorieusement ; les gens du peuple, les âniers du Caire la parlent couramment. Les missionnaires français ont dans leurs écoles plus de quinze mille élèves (2) ; une école française de droit s'est maintenue au Caire et ses

(1) Le drapeau anglais est la plus forte raison sociale du monde entier, aurait dit M. Cecil Rhodes.

(2) Statistique donnée par un correspondant du *Temps* (31 décembre 1900). De 1894 à 1899 les écoles privées françaises sont passées de 10.000 à 15.000 élèves. Les écoles égyptiennes n'en comptent pas 6.000.

élèves vont passer leurs examens à l'Université de Paris. Les villes de l'Égypte sont couvertes d'établissements français, écoles, cercles, hôpitaux. Enfin le magnifique couronnement de cet édifice, c'est le cénacle des savants français qui dirigent le service des Antiquités égyptiennes et le musée de Boulaq (1). L'égyptologue Maspero a reçu en octobre 1899 la direction de ce service et, grâce à leurs efforts, les savants français auront encore longtemps le monopole de la science fondée par Champollion et par Mariette (2). En décembre 1898, l'Institut d'Égypte réorganisé par Saïd a fêté solennellement le centenaire de sa fondation par Bonaparte, et plus récemment, en novembre 1899, l'inauguration de la statue de Ferdinand de Lesseps, à Port-Saïd, a fourni l'occasion de rappeler au monde ce que la France a fait pour la grandeur de l'Égypte.

(1) Une mission permanente a été instituée par le gouvernement français depuis 1879, sous le nom de l'École Française du Caire. Elle a eu pour directeurs Maspero et Grébault. Ses travaux sont consignés dans un bulletin intitulé : « Mission française archéologique du Caire ». Il faut signaler aussi les travaux des égyptologues de Morgan sur l'Égypte préhistorique, Amélineau sur l'Égypte chrétienne et plus récemment les feuilles de Gayet à Antinoé.

(2) Maspero avait été déjà directeur du service des Antiquités. Ses principales découvertes sont celles des tombeaux et des momies des rois des XVIIe et XVIIIe dynasties dans les hypogées de Thèbes (1881). En 1886 il dépouillait en présence du Khédive la momie de Ramsès II, du Sésostris des Grecs. En 1884, les 30.000 fr. que lui accordait le gouvernement du Khédive étant insuffisants, des souscriptions publiques de France et d'Angleterre lui permirent de continuer les fouilles.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Les droits de l'Europe sur l'Égypte.

FRANCONI. Le contrôle financier international en Égypte (Ann. de l'Éc. libre des Sc. Polit., 1898, p. 750-773). — BOUSTANY. Les finances de l'Égypte au point de vue international. Paris, 1897, in-8°. — L. LAGET. Essai sur la condition juridique des Français en Égypte. Paris, 1890, in-8°. — KAUFMANN. Les commissaires de la Caisse de la Dette publique égyptienne et le droit international, (trad. de l'allemand). Paris, 1897, in-8°. — Le procès de la Caisse de la Dette égyptienne et l'arrêt de la cour d'Alexandrie (*Rev. génér. du Droit Internat. pub.*, II, 124-135).

II. — Études et polémiques.

CHAILLÉ-LONG-BEY. L'Égypte et ses provinces perdues. Paris. — VAN BEMMELEN. L'Égypte et l'Europe par un ancien juge mixte. Paris, 1882-84, 2 v. — E. GUILLON. L'Égypte contemporaine. Paris, 1885, in-8°. — BENEDETTI. La question d'Égypte (*Rev. des Deux-Mondes*, 1er et 15 nov. 1891). — CADORNA. Relazione internationale dell'Italia e questione dell'Egitto. Rome. 1891. — A. CHELU. Le Nil, le Soudan, l'Égypte. Paris, 1891, in-4°. — GODIO. Cose d'Egitto. Turin, 1891, in-8°. — PEROLARI. L'Egitto sensa Egiziani. Rome, 1891. — G. BONVALOT. Les Anglais en Égypte (*Rev. Bleue*, 18 février 1893). — DUC D'HARCOURT. L'Égypte et les Égyptiens. Paris, 1893, in-16. — KASSEM-HAMIN. Les Égyptiens, réponse à M. le duc d'Harcourt. Paris, 1894, in-12. — A. BOURGUET. La France et l'Angleterre en Égypte. Paris, in-18. — BAKER. The Egyptian question. Letters to the Times and the Pall Mall Gazette. London, 1894, in-8°. — WALLACE (D. MACKENZIE). Egypt and the Egyptian question. London, 1894, in-8°. — BORELLI. Choses politiques d'Égypte. 1883-95. Paris, 1895, in-8°. — CAGNI. L'Egitto. Turin, 1896. — PENSA. L'Égypte et l'Europe (Publication du comité d'Égypte, n° 2). Paris, 1896, in-8°. — RESENER. L'Égypte sous l'occupation anglaise et la question égyptienne. Le Caire, 1897, in-8°. — NOAILLES. Les Anglais en Égypte. Paris, 1898, in-12. — NOTOVICH. L'Europe et l'Égypte. Paris, 1898, in-8°.

III. — Documents officiels sur l'administration anglaise.

Wolf (H. Drummond). Reports on the administration of Egypt (Blue books Egypt). — Cromer. Reports on the finances, administration and condition of Egypt and the Progress of Reforms (1891-1900). — Égypte. Ministère des Finances. Recensement général de l'Égypte (1er juin 1897). 1897, in-4°. — De Bouteron, Gibson, Mehemet-Chekib-pacha. Administration des domaines de l'État égyptien. Compte rendu des opérations effectuées du 26 octobre 1878 au 31 mars 1898. Paris, 1898, in-4°. — Institut Égyptien, Séance extraordinaire du 2 décembre 1898. Commémoration du centenaire de l'Institut d'Égypte. Le Caire, 1898.

IV. — Les Voyageurs.

Pasquinelli. Vent'anni in Egitto. Ricordi. Florence, 1891, 8°. — Trotignon. L'Orient qui s'en va : Égypte. Palestine. Syrie. Constantinople. Notes de voyage. Paris, 1893. — Thomson. Egypt, past and present, bein a descriptive narrative of a tour through Egypt. London, 1894, in-8°. — Butler. Court life in Egypt. 2e édit., London, 1894, in-8°. — E. Cotteru. Sur le Nil (*Tour du Monde*), 1894, — Harry Alis. Promenades en Égypte. Paris, 1895, in-8°. — Maspero. Sur le Nil (*Temps*, décembre 1899-1900).

V. — Études sur le gouvernement anglais.

A. Gavillot. L'Angleterre épuise l'Égypte. Les finances égyptiennes sous la domination anglaise. — Anon. Les Anglais dans la Haute-Égypte. Paris, 1886, in-8°. — Frédolin. John Bull sur le Nil. Croquis de l'occupation anglaise. Paris, 1886, in-12. — Planchut. L'Égypte et l'occupation anglaise. Paris, 1889, in-8°. — Chesnel. Plaies d'Égypte. Les Anglais dans la vallée du Nil. Paris, 1889, in-12. — E. de Vogüé. Une enquête sur l'Égypte (*Rev. des Deux-Mondes*), 15 juillet 1893). — Stuart (Villiers). Egypt after the War. London, 1894, in-8°. — A. Frecherr von Ficks. Ægypten. 1894, Berlin, 2 v. in-8°. — Milner. England in Egypt. London, 1892, 8° (trad. franc. Paris, 1899, in-8°). — H. Pensa. Comment les Anglais civilisent l'Égypte (*Rev. Bleue*, 16 mars 1895). — Malisse. Impressions d'Égypte. Paris, 1896, 8°. — P. Pisani. Les Anglais en Égypte (*Correspondant*, n° 852, p. 1079-1101). — Aubin. Les Anglais dans l'Inde et en Egypte. Paris, 1899, in-12. — Trail. England Egypt and the Sou-

dan. London, 1900. — G. Bénédite. État général de l'Égypte (Collect. des Guides Joanne, L'Égypte, t. I). Paris, 1900, in-16.

VI. — État économique et civilisation.

Remy. Situation économique de l'Égypte de 1891 à 1895. Alexandrie, la Haute-Égypte, le Soudan. Paris, 1897, in-8° (Extraits du Recueil consulaire belge). — R.-G. Lévy. Les finances égyptiennes (*Rev. des Deux-Mondes*, 1er février 1899). — F. Paponot. L'Égypte, son avenir agricole et financier. Paris, 1884, in-8°. — Ch. Pensa. Les cultures de l'Égypte. Paris, 1897, 8°. — Cordemoy. Le coton en Égypte (*Rev. des cultures colon.*, 1897, p. 243-247). — Yacoub-Artin-pacha. L'instruction publique en Égypte. Paris, in-8°.

CHAPITRE X

LA REPRISE DU SOUDAN

(1885-1900)

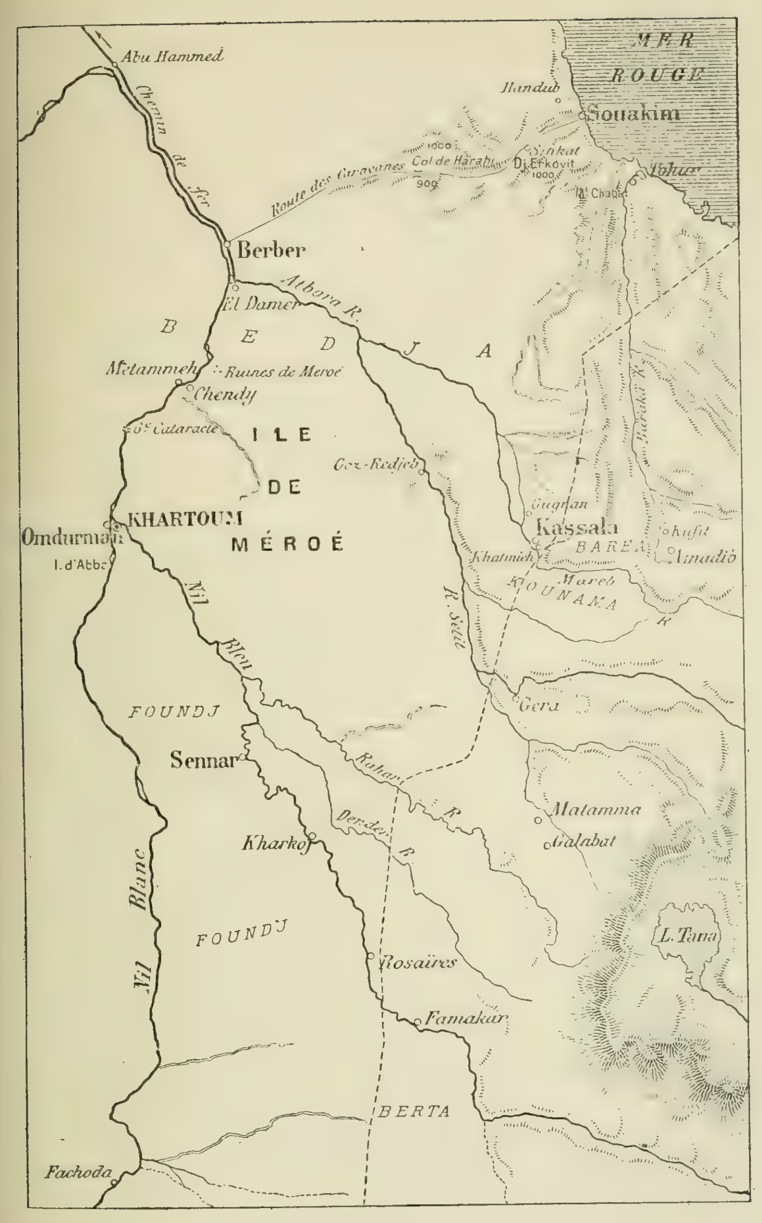
. La défense des frontières de l'Égypte et la décadence du califat (1885-1896). — II. L'expédition de Kitchener et la reprise de Khartoum (1896-1898). — III. La nouvelle administration du Soudan; l'affaire de Fachôda; la défaite et la mort du calife; la situation du Soudan (1898-1900).

L'occupation de l'Égypte a été pour l'Angleterre la préface d'une œuvre plus considérable encore : la vallée du Nil est devenue pour elle une route de pénétration dans l'Afrique équatoriale; la question du Soudan égyptien s'est donc ajoutée à la question d'Égypte, et, pendant que les enfants perdus de la Compagnie à charte de l'Afrique du Sud poussaient leur pointe vers les grands lacs, les impérialistes se sont épris du rêve grandiose d'une Afrique anglaise depuis le delta du Nil jusqu'à la baie du Cap. Une véritable liaison s'est donc établie entre les affaires d'Égypte et toutes les questions africaines. Ce n'est d'ailleurs qu'à la longue que cette nouvelle politique de l'Angleterre s'est dessinée, et ce serait une erreur de croire qu'elle était la secrète ambition des hommes d'État qui ont décidé en 1882 l'intervention en Égypte. Ils n'avaient ni tant de machiavélisme, ni tant de

profondeur ; ils ont su seulement profiter des circonstances favorables que leur ont offertes les événements. Après avoir résolu en 1883 d'abandonner le Soudan à son sort, ils ont travaillé avec ardeur à la réorganisation de l'Égypte, et les menaces mêmes que les derviches renouvelaient chaque année contre les frontières du Sud leur servaient à justifier aux yeux de l'Europe une occupation prolongée. Quand, au contraire, l'ordre fut rétabli dans la vallée du Nil, une nouvelle ambition leur vint, celle d'employer les forces de l'Égypte à reconquérir le Soudan. Au même moment, la diplomatie anglaise s'efforçait de rassembler les territoires utiles à la construction du chemin de fer d'Alexandrie au Cap. Enfin de nouveaux et incommodes rivaux pénétraient dans les régions équatoriales : de l'Abyssinie, du Congo français, du Congo belge, de l'Afrique orientale allemande, des concurrents s'approchaient, et il s'agissait de les devancer. Telles sont les phases que la question du Soudan a parcourues entre 1882 et 1900.

I

Après l'entrée des cent mille derviches à Khartoum, le sac de la ville continua pendant deux jours ; aucun Turc, selon les ordres du mahdi, ne devait survivre à la victoire. Les marchands furent obligés de faire transporter toutes leurs marchandises au trésor du mahdi ou Beït-el-Mâl, sous peine de les voir brûlées ou jetées au Nil. On eut bientôt une imprimerie, un



La Haute-Nubie.

coin pour frapper des monnaies, une fabrique de cartouches, et des ouvriers égyptiens furent réquisitionnés pour alimenter toutes ces fabriques. Les Arabes eux-mêmes furent soumis à une véritable inquisition; pour consolider son pouvoir, le mahdi fit décapiter plusieurs cheiks et donna leur place à des esclaves. Fuyant l'épidémie de petite vérole qui emportait jusqu'à cinq cents personnes par jour, le mahdi transféra son quartier général à Omdurmam et vécut dès lors dans un grand mystère ; il se livrait en réalité à des excès qu'il jugeait bon de cacher à ses fidèles. Le 22 juin 1885, on apprit qu'il était mort après une longue agonie. On raconta que, dans une nuit de débauche, la fille d'un habitant de Khartoum, qui avait perdu toute sa famille et tous ses biens, l'empoisonna. Le prophète n'était plus; mais son calife Abdullah, veillait, et il lui avait fait rédiger avant sa mort une proclamation par laquelle il déclarait que lui, Abdullah était le commandeur des croyants et que tous devaient lui obéir comme au mahdi même. Le nouveau calife eut d'ailleurs une vision dans laquelle tous les prophètes lui apparurent et lui promirent la domination du monde. Un des prophètes lui révéla que le mahdi avait confié un de ses cheveux à son trésorier Ahmed et que celui qui l'avalerait « deviendrait pur de toute hypocrisie et serait plein de lumière ». Abdullah absorba donc cette relique et « ressentit aussitôt un grand bonheur ». Il fit enterrer solennellement le mahdi et bientôt son tombeau fut un centre de pèlerinages.

Cependant le pouvoir d'Abdullah ne fut pas reconnu de tous sans contestation ; les parents du mahdi et les Dongolais formaient un parti d'opposants qui avait pour âme le quatrième calife (pour mieux tenir la place d'Ali, il avait épousé la fille du prophète). Un jour, le calife ordonna à tous les habitants de Khartoum de venir honorer la tombe du mahdi par leurs lamentations, et, pendant que la population se livrait à sa douleur, des Baggaras fidèles pénétrèrent dans la ville et enlevèrent toutes les armes qui se trouvaient dans les maisons particulières ou à l'arsenal. Quelques émeutes eurent lieu, mais à la fin tous les califes et les parents du mahdi reconnurent Abdullah comme chef suprême. Il se hâta d'affermir son pouvoir en entretenant une armée d'espions qui lui rapportaient les conversations les plus secrètes ; pour surveiller Omdurmam il fit construire une tour vitrée au haut de son palais. Il s'était, en effet, comme le mahdi, entouré d'un grand luxe : sa salle d'audience était tapissée de nattes, mais dans ses appartements privés ce n'était que lits dorés, coussins de soie, tentures somptueuses ; il avait un harem de quatre cents femmes prises dans les différentes races nègres. Sa cruauté égalait d'ailleurs celle de son maître ; les coups de courbache et les condamnations à mort étaient pour lui menue monnaie : les parents du mahdi eux-mêmes, qui conspiraient contre lui, en firent l'expérience.

Cet homme d'un autre âge n'en eut pas moins un certain nombre d'idées politiques qui dirigèrent toute

sa conduite. Très attaché à sa famille, il entreprit de fonder une dynastie, et lorsqu'il maria son fils Osman, qu'il aimait beaucoup, il osa, malgré les lois somptuaires du mahdi, célébrer les noces pendant huit jours. D'autre part, pour consolider son pouvoir, il perfectionna l'organisation militaire fondée par le mahdi et adopta le système de recrutement égyptien. Ses émirs et leurs subordonnés reçurent des insignes distinctifs de leur grade; la cavalerie turbulente des Baggaras dut manœuvrer en escadrons. Une comptabilité rigoureuse, tenue peut-être par des Coptes, fut organisée au Beït-el-Mâl et aucun objet ne put sortir des magasins sans une autorisation écrite. Enfin il chercha à entretenir l'enthousiasme des tribus fidèles en insistant sur l'idée de la guerre sainte; il affirma que le mahdi était mort parce qu'il avait un vif désir de revoir Dieu, mais qu'il avait laissé son calife sur la terre pour continuer son œuvre, prendre Constantinople et la Mecque, exterminer les Turcs et conquérir le monde entier. Comme autrefois Mahomet s'adressait à l'empereur de Byzance et au roi de Perse, Abdullah envoya des lettres au khédive et au sultan des Turcs pour les engager à venir faire leur soumission à Omdurmam; il invita même la reine d'Angleterre à se convertir à l'islam et déclara que, si elle continuait la guerre, Dieu la châtierait en faisant périr une grande partie de son peuple.

Et pourtant, malgré son habileté et son énergie, en dépit de la mise en scène qui lui permettait d'inspirer à tous la terreur, le calife Abdullah ne put réaliser

son dessein de conquérir l'Égypte et dut assister, impuissant, à la lente dissolution de la puissance des derviches. A la période d'enthousiasme qui soulevait les tribus arabes avait succédé la période des rivalités et des jalousies qui les divisaient entre elles. Le calife favorisait visiblement les gens de l'Ouest, ses compatriotes ; il envoyait au combat les Dongolais, et, quand leur territoire était dépeuplé, il attirait dans la vallée du Nil des tribus du Darfour pour les remplacer. Qu'on ajoute à ces causes de division les dissentiments qui s'élevaient entre les émirs et le calife, et il sera facile d'expliquer comment les progrès du mahdisme se sont arrêtés subitement. C'est ce résultat que le gouvernement anglais a attendu pendant dix ans pour reprendre l'offensive au Soudan ; de 1886 à 1896 il s'il contenté de défendre la frontière de l'Égypte. Les derviches opéraient sur deux théâtres à la fois : dans la vallée du Nil, où ils menaçaient Assouan ; dans les pays de la mer Rouge, où ils assiégeaient toujours Souakim. En cas de succès, les deux armées de Nedjumi à l'ouest et d'Osman-Digma à l'est devaient se réunir pour entrer en Égypte. Mais, grâce aux armes et à la politique anglaise, cette alternative ne s'est jamais présentée.

Du côté de l'Égypte, en effet, dès le 15 juin 1885, Wolseley donna l'ordre à la garnison de Dongola de battre en retraite vers le nord. Les places d'Assouan et de Ouadi-Halfa furent désignées pour être les avant-postes de la frontière d'Égypte ; dès le 4 décembre les derviches paraissaient. Un des vainqueurs de

Khartoum, l'émir Nedjumi, les commandait; il fit brûler sa maison d'Omdurmam pour ne pas être tenté d'y revenir et il résolut de tourner Ouadi-Halfa en s'emparant des postes situés entre cette place et Assouan; les derviches s'enfonçaient dans le désert et se portaient subitement sur l'un des nombreux villages de la vallée du Nil; ils réussissaient souvent à les occuper quelque temps, mais ils étaient forcés de battre en retraite. Ce fut dans ces escarmouches que l'armée égyptienne, commandée par le sirdar Grenfell, encadrée par des troupes anglaises, fit ses premières armes et s'habitua à regarder en face les derviches. Les premiers résultats furent heureux; en 1887, après deux années d'efforts, Nedjumi n'avait encore fait aucun progrès vers le nord; la domination des mahdistes commençait à s'affaiblir dans le Darfour, où les Senusya faisaient contre elle une active propagande; grâce à la complicité des tribus de Kababieh, révoltées contre le calife, une caravane du Darfour put, après cinq ans d'interruption, parvenir à Assouan. Une tentative de Nedjumi pour lancer d'Abou-Hamed, à travers le désert de Nubie, une colonne sur Korosko, située au nord d'Ouadi-Halfa, échoua complètement (avril-mai 1887), et une année encore se passa en combats d'avant-postes. En 1889, Nedjumi, excité par les reproches du calife, essaya de s'emparer du village d'Argin, situé à 3 milles 1/2 au nord d'Ouadi-Halfa, sur la rive gauche du Nil. Le 1er juillet, quatre corps d'armée, accompagnés d'un nombreux bagage et d'une troupe de femmes et d'en-

fants, avec 140 émirs, 160 bannières, 5.000 fusiliers, parurent sur les montagnes qui dominent Argin à l'ouest : avec quelques bataillons de Soudanais, une canonnière et quelques pièces de canon, le colonel Wodehouse repoussa leurs attaques; quelques derviches réussirent à atteindre le Nil, mais ne purent se maintenir dans leurs positions et reprirent le chemin des montagnes. Malgré cette défaite, Nedjumi, après avoir incendié son camp, fit une tentative suprême pour s'avancer vers le nord et parvint à dépasser Serras; mais la famine se mit dans son camp, et le sirdar Grenfell alla à sa rencontre avec des renforts anglais. Le 2 août, le sirdar et le colonel Kitchener lui infligeaient à Toski une défaite décisive; après des charges désespérées, les derviches s'enfuirent en abandonnant douze cents morts, quatre mille prisonniers, cent quarante-sept étendards. La bannière de Nedjumi avait été prise, et lui-même, blessé en se défendant, mourut quelque temps après. L'Égypte était délivrée de l'invasion; l'armée égyptienne avait fait ses preuves sur le champ de bataille : elle continua à veiller sur la frontière jusqu'à la reprise de la marche en avant.

Dans les pays de la mer Rouge des succès non moins importants furent obtenus : les derviches eurent affaire non seulement aux Anglo-Égyptiens, mais aux Abyssins, dont ils menaçaient les frontières, et aux Italiens, que la diplomatie anglaise sut pousser contre eux. Au commencement de 1886, la ville de Souakim était toujours bloquée par les mahdistes, qui auraient

eu grand intérêt à disposer d'un port sur la mer Rouge. Le véritable roi du pays était Osman-Digma, qui avait établi à Tokar et dans toute la contrée le régime de fer qui régnait à Omdurmam. Les propriétaires du sol étaient réduits à l'état de serfs et transportaient leurs récoltes au Beït-el-Màl; la justice était sommaire et patriarcale. Le vol était puni par la perte d'une main ou d'un pied; le crime, de la potence, qui s'élevait sur la place de la ville. Osman dirigeait lui-même les prières à la mosquée et continuait dans les tribus arabes sa propagande fanatique. Bientôt l'orage menaça l'Éthiopie et une armée de 87.000 hommes, commandée par l'émir Hamdah, franchit les frontières et commença à détruire toutes les églises sur son passage. Le râs Adal subit une grande défaite qui permit aux derviches d'entrer à Gondar, d'y rester quatorze jours et de revenir à Galabat chargés de butin et de prisonniers (1887). Ce succès excita les craintes des Anglais, qui avaient renforcé la garnison de Souakim, et du négus Joannès, qui résolut de reprendre Galabat et de marcher sur Kassala. Mais il n'y eut pas entre ces deux forces d'action parallèle. Les Anglais agirent les premiers : dès le 17 janvier 1888, le colonel Kitchener avait failli, par un audacieux coup de main, enlever Osman-Digma lui-même à Handub : atteint par un éclat d'obus, cet officier dut se retirer et une partie de l'année se passa dans l'inaction. En novembre seulement, Osman ayant poussé avec vigueur le siège de Souakim, le sirdar Grenfell arriva du Caire avec de nouvelles troupes : le 19 décembre 1888, l'artillerie anglaise éteignit le feu

des lignes ennemies et les bataillons soudanais, sous les ordres de Kitchener, marchèrent à l'assaut des tranchées et les enlevèrent à la baïonnette. Après avoir perdu 500 hommes, Osman-Digma donna le signal de la retraite; il se retira à Handub, puis à Tokar. Le négus Joannès, au contraire, n'agit qu'au mois de mars 1889 : avec 60.000 hommes il vint investir Galabat et, le 7 mars, les Abyssins poussèrent des charges terribles contre les zéribas où étaient retranchés les mahdistes. La victoire fut complète : la ville fut entièrement brûlée et un massacre terrible commença; mais le négus Joannès, atteint d'un éclat d'obus, mourut quelques heures après. Troublés par cet événement, les Éthiopiens battirent en retraite vers Gondar; un parti de derviches surprit l'escorte qui rapportait le corps du malheureux négus; on lui coupa la tête et on l'envoya à Omdurmam; le calife s'imagina donc que ses troupes avaient remporté une grande victoire. En fait, après la mort du négus, l'Abyssinie entrait en pleine anarchie et ne pouvait être dangereuse pour les derviches. Le danger n'en était pas moins écarté du côté de la mer Rouge : exaspérées par la cruauté d'Osman-Digma, plusieurs tribus arabes se soulevèrent contre lui. En 1891, le gouverneur de Souakim profita d'une de ces querelles pour s'emparer de Tokar (19 février). Osman dut reculer vers le sud; mais là un nouvel ennemi l'attendait. Les Italiens, en occupant Massaouah, avaient accepté de monter la garde le long de la mer Rouge pour en défendre l'accès aux derviches; ils ne tardèrent pas à

entrer en conflit avec eux. En décembre 1893, des Arabes pillèrent Keren et s'avancèrent jusqu'au fort d'Agordat; le colonel Arimaudi les forçait à battre en retraite. L'année suivante, les Italiens prirent l'offensive; d'après le protocole du 15 avril 1891, l'Angleterre autorisait l'Italie à occuper Kassala, tout en réservant les droits du khédive. Cette occupation fut effectuée le 17 juillet 1894 par le général Baratieri. Osman-Digma dut se contenter de garder le pays situé entre Souakim et Berber, ainsi que la vallée de l'Atbara. A cette époque, l'Égypte était donc dégagée sur toutes ses frontières.

II

L'Angleterre était satisfaite d'avoir atteint ce résultat, et l'idée d'une nouvelle conquête du Soudan paraissait abandonnée, lorsque, le 12 mai 1894, l'Europe apprit avec stupéfaction que, par un traité, le gouvernement anglais avait cédé à bail à l'État du Congo « certains territoires dans le bassin occidental du Nil ». En réalité, l'ancienne province du Bahr-el-Ghazal et la plus grande partie de l'Équatoria, depuis le lac Albert jusqu'à Fachôda, étaient remises au nom du khédive à la garde du roi des Belges ou de l'État libre; en outre, une zone de 25 kilomètres de large était concédée à l'Angleterre sur le territoire de l'État libre, le long de la frontière de l'Est africain allemand, pour y établir un télégraphe et un chemin de fer. Dans cet acte éclatait

l'habileté du gouvernement anglais, qui, dans l'impuissance où il était d'occuper les anciennes possessions du khédive, les confiait à une puissance amie qui les garderait provisoirement et empêcherait la France, dont les progrès sur le Haut-Oubanghi devenaient inquiétants, de pénétrer jamais dans le bassin du Nil. Cette fois, la diplomatie française refusa d'admettre un acte qui permettait à l'Angleterre d'exploiter à son seul profit les anciens droits du khédive. L'Allemagne joignit ses protestations à celles de la France, et le 14 août 1894 une convention conclue avec le Congo fixa les frontières des territoires du Haut-Oubanghi et annula le traité du 12 mai. La mission Liotard, chargée d'organiser ces territoires, malgré la faiblesse dérisoire de ses effectifs (trois compagnies sénégalaises de 175 hommes), continua à étendre l'influence française vers le nord; en février 1896 elle s'avançait jusqu'au Bahr-el-Ghazal et fondait le fort Hossinger près de l'ancienne position de Tambourah.

Telle était la situation des affaires d'Afrique, lorsque le 15 mars 1896 le gouvernement anglais demanda une avance à la Caisse de la Dette pour entreprendre l'expédition du Soudan et la marche sur Dongola. Le prétexte était de porter secours aux Italiens, qui tenaient toujours Kassala, mais se trouvaient pris entre les derviches d'Osman-Digma et les Éthiopiens de Ménélik. Si ce prétexte eût été plausible, ce n'était pas d'Ouadi-Halfa, mais de Souakim qu'il fallait partir. En réalité, d'autres pensées occupaient l'esprit des hommes d'État de l'Angleterre. Les uns, comme le

commissaire en Égypte, Cromer, voyaient dans cette entreprise un argument à présenter à ceux qui trouvaient que l'Angleterre s'attardait en Égypte; leur but était de faire durer la conquête du Soudan aussi longtemps que possible, et ce fut sans enthousiasme qu'ils apprirent les faciles succès de l'expédition; pour pousser jusqu'au bout ses victoires, le sirdar Kitchener eut à vaincre les résistances de Cromer lui-même. Les autres, au contraire, croyaient le moment venu d'appliquer à l'Afrique les théories de l'impérialisme et de la plus Grande-Bretagne : derrière l'Égypte ils apercevaient les riches contrées de l'Afrique équatoriale et la route ouverte à travers la vallée du Nil et les grands lacs, jusqu'aux lointaines possessions de la Chartered; ils avaient été les inspirateurs de la tentative faite en 1894 pour maintenir libre, avec l'aide de l'État du Congo, la grande route de l'Afrique future que devaient sillonner les railways et qui mettrait en communication Alexandrie avec le Cap : ils applaudirent donc à la marche vers le Soudan.

Ce fut au milieu de ces circonstances que s'ouvrit la campagne de 1896. Depuis le désastre de Hicks-pacha et la suprême tentative de Wolseley pour secourir Gordon, les Anglais n'avaient plus repris l'offensive contre les derviches; mais instruits par l'expérience, c'était avec de tout autres éléments qu'ils allaient reprendre leurs tentatives : chefs et soldats, tout était renouvelé. Le chef était le sirdar Herbert Kitchener, qui, simple capitaine en 1884, avait conquis tous ses grades dans la guerre du Soudan et appris à

connaître par lui-même le champ de bataille où allait se décider la lutte. Le journaliste anglais Bennett Burleigh, ayant remonté le Nil pour chercher des aventures et voir de près ces derviches dont les faits et gestes excitaient tant la curiosité des Européens, fut tout surpris de rencontrer à Debbeh, au sud de la boucle du Nil et en plein pays ennemi, un de ses compatriotes. C'était le capitaine Kitchener qui, déguisé en Arabe, avait accepté la mission audacieuse de se rendre dans le pays natal du mahdi. Pendant toute cette guerre, il montra le même caractère entreprenant et fut toujours le premier à solliciter l'honneur de conduire les opérations dangereuses et les coups de main. Sa conduite brillante à Souakim et à Toski le firent désigner pour succéder à Grenfell comme chef de l'armée égyptienne. Nul mieux que lui n'appréciait les exigences spéciales à la guerre du Soudan : difficulté des transports par suite de l'étendue et de la stérilité du pays, mobilité merveilleuse et courage insensé des derviches. Il regardait donc comme néfaste la méthode qui consistait à envoyer des expéditions à grand fracas avec des troupes indiennes ou anglaises, à faire de grandes battues en territoire ennemi, puis à se retirer pour recommencer quelques mois plus tard. Il voulait, au contraire, organiser contre les derviches une guerre lente et continuelle, se servir des seules ressources de l'Égypte et, suivant la méthode romaine, créer, tout en avançant, des routes, afin de rester en communication constante avec sa base d'opérations. Son premier soin fut donc

de faire construire ou réparer les voies ferrées qui suivaient le Nil : le point terminus de la ligne du Caire était Bellianeh, au nord d'Assouan ; il fut prolongé jusqu'à cette ville dans le courant de 1897. Au sud d'Ouadi-Halfa, au contraire, il fallait refaire immédiatement la ligne que les mahdistes avaient détruite. Grâce à la création d'un bataillon de chemin de fer et aux réquisitions de fellahs, la ligne fut poussée vers le sud à raison de quinze cents mètres par jour ; elle dépassa bientôt Akacheh, qui avait été fixée comme point de concentration. Enfin l'instrument dont voulait se servir le sirdar était l'armée égyptienne, de 20.000 hommes environ, que l'on préparait à cette tâche depuis 1885. Elle était maintenant organisée et instruite : des officiers d'élite (car ses postes avantageux étaient très recherchés) la commandaient. Le noyau de cette armée était l'infanterie, qui comprenait huit bataillons de fellahs et cinq de Soudanais. Six compagnies de fantassins montés sur des chameaux, huit escadrons de cavalerie et sept batteries d'artillerie armées de canons Krupp et de mitrailleuses Maxim-Nordenfelt complétaient ces effectifs ; le génie, le train, le service médical ne laissaient pas à désirer ; rien n'avait été négligé en un mot pour rendre excellentes les conditions morales et matérielles dans lesquelles cette jeune armée allait faire ses preuves.

La marche sur Dongola fut une promenade militaire et il n'y eut d'autre résistance que celle de quelques partis de derviches. L'armée, partie de Kocheh, où la voie ferrée aboutissait le 25 août, entra à Dongola le

17 septembre 1896. L'opération la plus pénible fut le passage de la deuxième cataracte, au-dessous d'Ouadi-Halfa, par les canonnières; 2.000 hommes, à l'aide de cinq immenses câbles, les enlevèrent au-dessus des rapides. Ces canonnières servirent à relier les postes fortifiés qui furent créés le long du Nil; les tribus du désert firent leur soumission et des patrouilles de cavalerie égyptienne parcoururent les approches de la place. Dongola devenait un nouveau centre d'approvisionnements et de munitions qui allait être le point de départ d'une nouvelle campagne. Après avoir été à Londres arrêter avec le généralissime Wolseley le plan des futures opérations, Kitchener revint prendre le commandement de son armée. Il avait demandé seulement un bataillon anglais et 80 officiers pour le service d'état-major. Pour couper la boucle du Nil, on avait décidé de construire entre Ouadi-Halfa et Abou-Hamed un chemin de fer à voie étroite : le 15 juillet 1897, la moitié de ce travail était accomplie. Pour rendre les travaux plus faciles, Kitchener avait gagné l'alliance de la tribu des Jualin, qui non seulement procura des renseignements et des bestiaux, mais servit avec le corps des méharistes à couvrir le flanc droit des troupes égyptiennes. Avant même que les travaux fussent achevés, le 7 août, une colonne volante chassait d'Abou-Hamed les cinq cents derviches qui l'occupaient et des ouvriers se mettaient immédiatement à l'œuvre pour rejoindre, par la construction d'une voie ferrée, le tronçon qui partait d'Ouadi-Halfa. Enfin, le 6 septembre, la campagne de 1897 était terminée par

la prise de Berber : son commandant, l'émir Mahmoud, reçut du calife l'ordre de battre en retraite. La ligne de l'armée égytienne présentait alors un énorme allongement : le poste de Berber tirait ses approvisionnements de Kissinger, à 432 kilomètres de distance ; des stations de porteurs avaient été placées près de la quatrième cataracte pour transborder les provisions. Les canonnières anglaises poussaient leurs reconnaissances jusqu'à la sixième cataracte, à Metemneh, en face du camp des derviches. C'était entre cette ville et Omdurmam que le calife concentrait son armée. Osman-Digma, rappelé des environs de Souakim, vint s'établir sur l'Atbara. La route de Berber à Souakim fut ainsi dégagée. Enfin le front des positions anglaises fut encore élargi par la reprise de Kassala que l'Italie, obligée de rappeler ses troupes à Massoauah, rétrocéda à l'Égypte, et où le colonel Parson fit son entrée le 18 décembre 1897.

Il fallait s'attendre désormais à rencontrer toutes les forces du calife, qui pouvait encore disposer de 35.000 hommes. Kitchener résolut donc de renforcer son armée en faisant appel au corps anglais d'occupation, 5.000 hommes, qui formèrent une brigade sous le général Gatacre. Des troupes de Gibraltar et de Malte vinrent prendre leur place en Égypte, et le sirdar eut ainsi à sa disposition 13.000 hommes qui furent facilement concentrés à Kunar, grâce à l'achèvement du chemin de fer d'Ouadi-Halfa à Abou-Hamed. Les derviches prirent l'offensive : Mahmoud fit sa jonction avec Osman-Digma sur la rive

droite du Nil, franchit l'Atbara le 18 mars 1898 et se dirigea vers le désert, comme s'il voulait tourner les troupes égyptiennes, et même Berber. Aussitôt Kitchener, longeant l'Atbara, se portait à sa rencontre, pendant que des canonnières allaient brûler à Chendy, sur le Nil, à mi-chemin de Khartoum, les magasins d'approvisionnements des derviches. Mahmoud s'arrêta à Hilgi, sur la rive droite de l'Atbara; ce fut là que toute l'armée égyptienne l'attaqua le 8 avril, après une marche de nuit. La bataille commença par un bombardement de la zériba où se trouvait Mahmoud, puis les clairons et les cornemuses sonnèrent la charge et l'infanterie se forma en colonnes d'attaque. Les derviches accueillirent les premières lignes par un feu violent, mais mal dirigé; aussi l'assaut réussit-il, et, après une action très courte qui coûta 19 hommes aux Anglais et 51 aux Égyptiens, les derviches, saisis de panique, se sauvèrent dans les broussailles qui couvrent les rives du fleuve. Les Anglo-Égyptiens en tuèrent trois mille et en prirent deux mille; parmi les prisonniers était Mahmoud, l'émir des émirs. Quant à Osman-Digma, il s'était enfui vers le sud au début de la bataille. Les principales forces des derviches étaient en déroute : le chemin de Khartoum était ouvert.

Et pourtant, malgré cette brillante victoire, le sirdar, suivant sa méthode, attendit, avant de pousser plus loin, que sa base d'opérations fût rapprochée de lui; d'ailleurs la baisse du Nil rendait une marche en avant très difficile. Quatre mois se passèrent donc à préparer

une nouvelle offensive : tous les détachements échelonnés sur le Nil furent rappelés et l'arrivée d'une brigade de troupes anglaises assura à l'armée 25.000 hommes. Un immense dépôt de provisions fut établi à Fort-Atbara et ce fut seulement lorsque la crue du Nil se fit sentir, que la marche en avant fut reprise. Au milieu du plus grand mystère, sous la protection d'un rideau de cavaliers alliés qui battaient le pays, le sirdar porta ses troupes au delà de la sixième cataracte, à Wad-Abeschi, et y fit transporter les provisions de Fort-Atbara (1). Le 24 août, il passa ses soldats en revue, et la marche sur Khartoum commença. Pendant huit jours l'armée s'avança lentement, éclairée par la cavalerie, suivie par la flottille des dix canonnières. Le 1er septembre, elle était en vue d'Omdurmam et les éclaireurs annonçaient que 40.000 derviches marchaient à sa rencontre : une zériba fut aussitôt construite : on s'attendait à être attaqué la nuit, mais ce fut seulement au point du jour, le 2 septembre 1898, que la cavalerie égyptienne prit contact avec l'avant-garde des derviches.

Bientôt, sur les crêtes du Djebel-Surgham qui s'étendait à l'horizon, à l'ouest de la zériba anglaise, on vit apparaître une grande quantité de burnous blancs et de bannières. C'étaient les derniers soldats du calife qui jetaient de grands cris et entonnaient des hymnes en l'honneur d'Allah et du mahdi. Tout à coup

(1) Pendant cette opération, les correspondants des journaux européens reçurent la défense d'envoyer des télégrammes dans leurs pays ; il leur fut seulement permis d'écrire.

une masse de derviches s'avança dans la plaine et commença un feu nourri contre les soldats anglais, qui restèrent immobiles derrière les murs de la zériba pendant cinq minutes. A 6 heures 20, toutes les batteries anglaises ouvrirent le feu sur la ligne des derviches. Sans se laisser émouvoir, ils continuèrent d'avancer et couvrirent la zériba de projectiles et de balles de tout calibre, soutenus par une de leurs batteries. Mais dans ce duel d'artillerie, les Maxim-Nordenfelt des Égyptiens, grâce à la précision des tireurs, eurent l'avantage. Après avoir supporté le feu avec courage, les derviches finirent par se retirer sur leur gauche et bientôt une attaque générale se dessina. Les ennemis formaient un immense demi-cercle ininterrompu d'infanterie et de cavalerie ; vers le centre gauche s'élevait l'étendard noir du calife, qui était au milieu de ses gardes. A 7 heures, un corps de 150 cavaliers se lança avec rage sur la ligne anglaise au milieu des projectiles ; tous furent fauchés jusqu'au dernier et le feu continua sans relâche jusqu'à 8 h. 30. A ce moment les derviches étaient presque anéantis ; quelques bons tireurs, protégés par la grêle de boulets que leurs compagnons envoyaient au-dessus de leurs têtes, avaient pu, au milieu des ondulations du terrain, se rapprocher de la ligne anglaise ; la batterie du major William éteignit leur feu. Puis l'on vit trois ou quatre masses compactes d'ennemis se diriger en bon ordre vers les montagnes, afin de regagner Omdurman. Le sirdar attendait ce moment ; à peine eut-il vu que tout danger d'attaque avait cessé, qu'il donna l'ordre à l'armée

de marcher en échelons vers Omdurmam, pendant que les lanciers se mettaient à la poursuite des fugitifs le long du fleuve. Mais à peine ces cavaliers eurent-ils fait quelques pas qu'ils virent devant eux une troupe de derviches couverts en partie par une ondulation de terrain. Sans se donner la peine d'envoyer des éclaireurs en avant, les lanciers anglais chargèrent cette troupe et, arrivés au milieu du sillon, se trouvèrent en face d'une masse considérable de derviches disposés sur cinq rangs de profondeur. Ils auraient pu battre en retraite, car ils n'avaient reçu aucun ordre du sirdar; mais ils jugèrent honteux de reculer et, colonel en tête, ils se lancèrent à l'assaut de cette muraille vivante. Accueillis par une grêle de balles, ils réussirent pourtant à fouler aux pieds de leurs chevaux les premières lignes de derviches; mais dans le combat corps à corps les lances devinrent inutiles et une terrible mêlée s'engagea. Les derviches, rompus, se retirèrent en laissant sept cents des leurs sur le terrain; sur l'ordre du colonel Martin, les lanciers descendirent de cheval et continuèrent à disperser les derviches à coups de carabine. Au même moment, la brigade Macdonald, qui s'avançait en tête de l'infanterie, fut brusquement enveloppée par la masse des derviches qui s'était rassemblée dans les montagnes. Macdonald fit ranger en deux lignes ses Soudanais, qui formèrent un angle obtus et ouvrirent le feu sur les derviches. Malgré la disproportion des forces, les noirs restèrent impassibles devant les charges des derviches et donnèrent le temps à l'artillerie des autres

brigades d'arriver; après une résistance désespérée, les derviches s'enfuirent de nouveau dans les montagnes et la colonne victorieuse reprit sa marche sur Omdurman.

Alors commença la déroute des derviches, qui se précipitèrent pêle-mêle avec de grandes troupes de femmes, d'enfants, de chameaux, devant la cavalerie égyptienne. Le calife s'était sauvé des premiers en abandonnant les siens à la colère du vainqueur. C'était, en effet, avec une véritable fureur que Soudanais, Égyptiens et Anglais poursuivaient leur route au milieu des blessés qu'ils achevaient sans pitié (1). Fatigués de tuer, les hommes firent une halte d'une demi-heure dans les faubourgs d'Omdurmam et burent toute l'eau que contenaient les réservoirs des chameaux. Puis le régiment des highlanders entra dans la ville, musique en tête, et un combat acharné se livra dans les rues; un grand nombre de maisons furent pillées; l'esprit de vengeance guidait cette armée si disparate. Dès le début de l'action, la tombe du mahdi, couverte d'un dôme blanc, et le palais du calife avaient été les cibles préférées de l'artillerie anglaise (2). A peine arrivé à Omdurmam, le sirdar se rendit à cet endroit vénéré, dont les gardiens se firent tuer jusqu'au dernier, et il se plut à

(1) D'après l'enquête officielle et de l'aveu du sirdar lui-même, un grand nombre de blessés furent massacrés sur le champ de bataille non seulement par les troupes auxiliaires, mais par les détachements anglais eux-mêmes. D'autre part, on alla jusqu'à mitrailler la foule des femmes et des enfants qui abandonnaient Omdurman.

(2) Cet acharnement contre la tombe du mahdi avait fait oublier le calife qui parvint à s'enfuir.

fouler le sanctuaire de sa botte; rien de plus excusable en un pareil jour. Comment expliquer au contraire l'étrange cérémonie qui eut lieu quelques jours plus tard? Froidement, en présence de ses seuls officiers, Kitchener ordonna d'ouvrir le tombeau du mahdi, fit couper la tête du cadavre et la remit au neveu de Gordon, puis, après que les officiers se furent disputé ses ongles comme des reliques, donna l'ordre de jeter au Nil ce qui restait du prophète. Cet acte a-t-il amené la soumission de beaucoup d'Arabes? En admettant même qu'il fût nécessaire pour frapper les imaginations, n'était-ce pas se ravaler au rang des barbares que d'y consentir? Il suffisait, pour répandre la terreur parmi les derviches, des 4.000 prisonniers, des 10.800 morts, des 16.000 blessés qu'ils avaient laissés sur le champ de bataille.

III

A peine les deux drapeaux anglais et égyptien flottaient-ils au-dessus de Khartoum, que des canonnières remontaient le Nil et que Kitchener arrivait le 19 septembre à l'ancien poste de Fachôda; mais il trouvait la place occupée et devait s'arrêter à cinq cents mètres des bâtiments, sur lesquels flottait le drapeau français. Ce conflit était prévu par tous ceux qui suivaient depuis quelque temps les affaires d'Afrique, et il est probable que, par une négociation diplomatique, il eût pu être évité. Le capitaine Marchand, de l'infanterie de marine, connu déjà par ses explorations dans

le Soudan occidental, avait été chargé de renforcer la mission Liotard dans le Haut-Oubanghi avec 150 tirailleurs sénégalais, 6 officiers et 12 sous-officiers français. Depuis 1894 le but de cette mission était d'ouvrir aux établissements français du Congo un débouché vers le Nil. Les anciens territoires de la Province Équatoriale de l'Égypte étaient en effet regardés comme vacants. L'Angleterre elle-même avait voulu les céder au Congo indépendant, et, de fait, dès septembre 1896, deux expéditions belges avaient réussi à chasser les derviches de Redjaf et à occuper l'ancien territoire de Lado. L'Angleterre, de son côté, étendait sur la rive droite du Nil le protectorat qu'elle avait acquis sur l'Ouganda. Au moment même où Marchand se mettait en marche, les Belges tenaient l'enclave de Lado et une expédition anglaise, commandée par le major Macdonald, se préparait à gagner le Nil par l'Ouganda, afin de prévenir les Français et de rejoindre Kitchener (1). Cette expédition échoua à la suite des révoltes de son personnel et, de tous ses concurrents, ce fut Marchand qui arriva le premier sur le Nil. Parti de Brazzaville le 1er mai 1897, il passa de la vallée du M'bomou, affluent de l'Oubanghi, dans celle du Soueh, affluent du Nil, et, traversant la forêt équatoriale au milieu de difficultés inouïes, il arriva à Tambourah, sur une des branches du Bahr-el-Ghazal, le 10 septembre 1897. Des postes furent fondés sur les différents affluents du Nil, des explorations furent poussées jusque dans le voisi-

(1) Cette expédition se présentait sous un aspect scientifique; elle devait explorer le confluent du Sobat et du Nil Blanc.

nage de Lado et après avoir franchi les herbes et les marécages du lac Nô, la mission arriva à Fachôda le 18 juillet 1898 : elle avait eu à combattre fréquemment les derviches et le 25 août elle eut à repousser un assaut furieux. La rencontre des deux officiers français et anglais fut des plus courtoises et ils s'en remirent à leurs gouvernements. L'opinion anglaise surexcitée voulut voir dans cette héroïque traversée de l'Afrique une provocation, une tentative pour rouvrir la question d'Égypte et, mieux encore, pour couper la grand'route du Caire au Cap que rêvaient les impérialistes, par l'établissement d'une route qui traverserait l'Abyssinie. Ce fut donc au bruit des armements que la discussion diplomatique s'engagea, et à plusieurs reprises la rupture parut prochaine. Enfin une convention fut signée entre la France et l'Angleterre et le 11 décembre 1896 la mission Marchand évacuait Fachôda et prenait le chemin de l'Abyssinie pour rentrer en Europe.

Les impérialistes triomphaient et ils résolurent de montrer par la nouvelle organisation donnée au Soudan qu'il n'était pour eux qu'une étape dans la conquête de l'Afrique. En janvier 1899, le commissaire anglais Cromer vint à Omdurmam et déclara aux chefs arabes que désormais le drapeau de la reine flotterait sur les édifices à côté de celui du khédive. La convention signée le 20 du même mois entre les deux puissances alliées fut le commentaire de ces paroles. Il y était reconnu que l'Angleterre devait « par droit de conquête » participer au gouvernement du Soudan : le gouverneur général, véritable souverain, qui pouvait à son gré pro-

mulguer des lois, était nommé par le khédive, sous l'approbation du gouvernement anglais. Mais la clause la plus audacieuse et la plus importante de cette convention était celle qui exceptait le Soudan de la juridiction des tribunaux mixtes et du régime des capitulations ; c'était d'un trait de plume supprimer la suzeraineté du sultan et les traités antérieurs. Kitchener fut mis à la tête de ce nouvel empire et il s'occupa de son organisation. Le chemin de fer de Berber fut poussé dans la direction de Khartoum et en quelques jours un pont fut construit sur l'Atbara. D'autre part le colonel Martyr, qui avait rallié les restes de l'expédition Macdonald, créait des postes sur le Nil et s'avançait jusqu'à Redjaf. Mais jusqu'ici cette nouvelle conquête a coûté cher à l'Égypte, qui, malgré le condominium étrange qu'exerce l'Angleterre avec elle, contribue seule à son budget.

Enfin la conquête du Soudan n'était pas achevée tant que le calife Abdullah pouvait tenir la campagne. Après la bataille d'Omdurmam il s'était réfugié dans le Kordofan et ses partisans organisés en bandes s'avançaient jusqu'au Nil, à Ed-Duem, et venaient même inquiéter les environs de Khartoum. Plus d'un an se passa cependant avant sa chute définitive. Le 7 janvier 1899, l'émir Ahmed-Fedill, réfugié sur le Nil Bleu avec 4.000 hommes, fut mis en déroute par le colonel Lewis, commandant du dixième bataillon égyptien. Une tentative du colonel Kitchener, frère du sirdar, pour marcher sur El-Obeïd échoua par suite du manque d'eau (février 1899). Malgré les poursuites dont il était l'objet, le calife put se maintenir jusqu'à la fin de l'année entre

l'île d'Abba, lieu d'origine du mahdisme, et les environs de Khartoum. Mais le 26 novembre 1899 le colonel Wingate réussit à atteindre Abdullah à Om-Debrikat et, grâce à un feu nourri, rompit facilement la ligne des derviches; un effort de l'ennemi pour prendre en flanc les troupes égyptiennes fut inutile. Alors le calife, se sentant perdu, fit étendre une peau de mouton et s'assit dessus, avec ses émirs à ses pieds; quelques minutes après, frappés de tous côtés, ils gisaient sur le sol. Seul Osman-Digma avait encore pu s'échapper, mais bientôt il était fait lui-même prisonnier à Tokah, embarqué à Souakim et amené à Suez (janvier 1900).

Après de pareils succès, la conquête du Soudan pouvait paraître bien affermie, quand des événements inattendus vinrent faire naître des craintes de la part des hommes d'État anglais et provoquer de nouvelles mesures. La guerre du Transvaal éclata et força les Anglais à diminuer le corps d'occupation de l'Égypte et surtout à priver le Soudan du conquérant qui avait su l'organiser : Kitchener dût aller au Cap servir de major-général au feld-maréchal Roberts. Le nouveau gouverneur du Soudan, le sirdar Wingate, fut, dès le début de son administration, aux prises avec une révolte d'un bataillon soudanais dont certains officiers ou sous-officiers supportaient mal le commandement de chefs anglais souvent beaucoup plus jeunes qu'eux. A la suite de quelques signes de mutinerie, deux bataillons furent désarmés et contraints de remettre leurs cartouches; mais ils forcèrent le dépôt et les reprirent. Il fallut les

désarmer de nouveau et ce commencement de révolte eut pour résultat quelques dégradations et un changement de garnison (février 1900). Enfin des préoccupations d'un autre genre menacèrent encore la tranquillité du Soudan; le mahdisme n'est pas mort avec le mahdi et des bandes de fanatiques parcourent toujours la contrée; les Senusya, puissants à l'ouest, et dévoués à la propagande panislamique du sultan, sont un danger permanent (1). Il semble que dans ces derniers temps de nouveaux projets aient été agités dans les conseils du gouvernement, afin de mettre un terme à ces menaces (2), mais l'étonnement a été grand lorsqu'on a appris que les Anglais songeaient à renvoyer au Soudan l'ancien pacha du Darfour, le marchand d'esclaves Zobeïr, détenu au Caire depuis 1875; il serait chargé de rétablir son influence sur le Kordofan et le Darfour. Au moment d'ailleurs où toutes les forces de l'Angleterre sont engagées au Transvaal, il est peu probable qu'un sacrifice sérieux soit fait pour une pareille conquête. Il est donc impossible de conclure que la question du Soudan, pas plus que celle d'Égypte, soit dès maintenant résolue.

(1) Au cours de l'année 1900, les journaux égyptiens ont été remplis d'articles panislamiques et un *parti national* s'est reconstitué : il a même fondé des écoles.

(2) Au mois de mars 1900, un chef arabe fit son apparition dans le Kordofan; au mois d'août suivant on apprit qu'un autre chef, Ali-ben-Disan, avait été proclamé sultan du Darfour.

BIBLIOGRAPHIE

Mrs Alford. The Egyptian Soudan, its loss and recovery. — H. Russell. Ruins of the Sudan, a résumé of events from 1883 to 1891. London, 1893, in-8°. — Davenport. Egypt past and present. London, 1893, in-8°. — Dehérain. La succession de l'Égypte dans la province Équatoriale (*Rev. des Deux-Mondes* du 15 mai 1894). Le calife Abdullah, (*id.* 1 juillet 1896). — H. Pensa. L'Égypte et le Soudan Égyptien. 1879-95. Paris, 1895, in-12. — Simkin. War in Egypt (Reprinted by special permission from the Times). London, 1894, in-4°. — Th. Archer. The War in Egypt and the Soudan. London, 1894, 4 vol. in-8°. — Expédition égyptienne au Soudan en 1897-98 (*Revue milit. de l'étranger,* nos 842-847). — Franconi. Le Parlement anglais et l'expédition de Khartoum (*Questions diplomat. et colon.,* n° 41, p. 287-9). — Malleterre. D'Alexandrie à Khartoum. 1882-98 (*Ann. des Sc. Polit.*, janvier 1899). Campagnes des Anglais en Égypte (*Rev. d'Infanterie*, 1899, nos 122 et 129). — O. Baratieri. Les Anglais au Soudan et la question d'Abyssinie (*Rev. des Deux-Mondes*, 15 janvier 1899). — Bennett Burleigh. Sirdar and Khalifa or the Reconquest of the Soudan. 1898. London, 1898, in-8°. — Bennett Burleigh. Khartoum Campaign 1898 or the Reconquest of the Soudan. London, 1899, in-8°. — Ernest N. Bennettr. The downfall of the Dervish. Peing a sketch of the final Sudan Campaign of 1898. London, 1899, in-16. — Bourdarie. Les Missions Liotard, Marchand, de Bonchamps et la Question du Haut-Nil (*Quest. diplomat. et colon.*, 15 février 1898). — Ch. Mourey. De l'Atlantique au Nil (*Ann. des Sciences polit.*, 1er janvier 1899). — De Couronnel. Le Blue-book du Gouvernement anglais sur Fachôda (*Questions diplomat. et colon.*, 15 octobre 1898). — A. Lebon. La question de Fachôda et le ministère Méline. (*Rev. des Deux-Mondes*, 15 mars 1900). — Articles des *Questions diplomatiques et coloniales*, fasc. 42 et 43; de la *Rev. parlementaire,* fasc. 53, p. 277-300.

CONCLUSION

Aucun congrès européen, aucun traité n'a ratifié jusqu'ici l'occupation de l'Égypte par l'Angleterre. Le khédive Abbas-Hilmy a pu venir récemment à Londres sans passer d'abord par Constantinople : le sultan n'en demeure pas moins le souverain légitime de l'Égypte, l'Europe n'en continue pas moins à exercer au Caire et à Alexandrie son contrôle financier et judiciaire. Il est clair que ces débris du passé gênent l'action de l'Angleterre, et nul ne peut prévoir comment seront réglés les conflits qui naissent de l'occupation anglaise. Parvenus au dernier terme de cette étude, nous retrouvons donc l'Égypte dans la même instabilité qu'il y a cent ans; mais s'il est impossible de savoir ce qu'elle sera un jour, on peut, en considérant les transformations qu'elle a subies depuis le commencement du XIXe siècle, avoir une intelligence plus claire des problèmes que soulève sa possession.

A la fin du XVIIIe siècle, l'Égypte était un pays passif dans toute la force du terme. Ni la richesse de son sol, ni sa merveilleuse situation entre l'Orient et l'Occi-

dent n'étaient mises en valeur; la fertilité légendaire des alluvions du Nil, les travaux des fellahs ne servaient qu'à alimenter le luxe d'une bande d'esclaves qui se souciaient moins de gouverner leur conquête que de jouir immédiatement et brutalement des immenses revenus qu'elle leur procurait. L'Égypte était morte pour la civilisation : l'isthme de Suez était une muraille infranchissable qui séparait deux mondes. A la fin du XIXe siècle au contraire le contraste est saisissant : les terres de la vallée du Nil sont cultivées d'une manière scientifique; des irrigations ont augmenté la surface du sol cultivable; de nouvelles cultures ont été introduites et les produits du pays alimentent un commerce international des plus florissants. Grâce au canal de Suez, l'Égypte est redevenue, comme aux beaux jours de l'antiquité, la principale étape de la route des Indes et de l'Extrême-Orient. Sa position stratégique et commerciale en fait un des centres du monde. Bien plus, la vallée du Nil, qui était naguère une route sans issue, est aujourd'hui une voie de pénétration dans l'Afrique équatoriale; le chemin de fer qui la suit n'est que l'amorce d'un futur transcontinental; par là afflueront en Égypte les produits du Soudan et de la région des Grands Lacs qui n'arrivaient jusqu'ici que par la voie incommode des caravanes. L'Égypte a donc repris sa place au milieu des pays civilisés; ses fellahs travaillent toujours pour le compte d'autrui : du moins leurs efforts ne sont pas perdus pour la civilisation.

Ces résultats sont dus aux trois puissances qui ont

fait l'Égypte ce qu'elle est aujourd'hui : la France, la dynastie de Méhémet-Ali, l'Angleterre. Voyons quelle est la part de chacune d'elles dans cette grande œuvre.

La France est la première en date et il est important d'insister sur ce détail. Ce sont des Français qui ont eu au XVIIIe siècle la première vision d'une autre Égypte que celle des Mamlouks. C'est une armée française qui a brisé pour jamais la domination des bandits qui exploitaient l'Égypte et, si leur pouvoir a tenté de reparaître plus tard, il n'a plus retrouvé les conditions favorables dans lesquelles il s'exerçait autrefois. Ce sont enfin des Français, fils du XVIIIe siècle, qui, armés de leur méthode philosophique et scientifique, ont ouvert la première enquête sérieuse qui ait été faite sur l'Égypte : leur monument demeure impérissable ; il a été le point de départ de toutes les réformes, de tous les travaux publics, de toutes les explorations scientifiques ou archéologiques qui ont transformé l'Égypte. Des Français ont donc révélé l'Égypte au monde civilisé pendant que d'autres Français faisaient tomber la domination qui la maintenait dans la barbarie. Plus tard les gouvernements de la France se sont désintéressés de l'Égypte : la question du Rhin a nui à la question du Nil. En 1840 comme en 1882, les hommes d'État ont perdu l'occasion de montrer de nouveau des troupes françaises en Égypte : la même situation politique a produit les mêmes fruits; la chute de Gambetta en 1882 a eu pour l'Égypte les mêmes conséquences que celle de Thiers en 1840. Il

est donc impossible de dire que depuis 1800 la France ait exercé une action politique sur l'Égypte.

Mais l'œuvre que les gouvernements ont refusé d'assumer, les particuliers l'ont entreprise avec ardeur. Ceux qui reprochent aux Français de manquer d'initiative et de n'avoir aucune aptitude pour la colonisation ignorent entièrement l'œuvre qu'ils ont accomplie en Égypte. Soldats, ingénieurs, savants, industriels, commerçants, tous ont appris à connaître le chemin de la vallée du Nil; dans les armées, les écoles, les tribunaux et les administrations ils ont formé comme une élite de précepteurs. Grâce à leur aménité, grâce à cette cordialité exempte de raideur qui les rapproche des races étrangères, les Français ont instruit l'Égypte. Si les villes d'Égypte ressemblent aujourd'hui à des villes européennes, si un peu de bien-être a pénétré dans les taudis habités par les paysans, si l'Égypte s'est couverte de cultures, de routes, de canaux et de chemins de fer, c'est à des Français que ces efforts sont dus. Ce sont des instituteurs et des missionnaires français qui ont entrepris la tâche de répandre l'instruction parmi les jeunes fellahs; ce sont des médecins français, des religieuses françaises qui ont installé en Égypte des hôpitaux modernes. La trace des Français se voit partout en Égypte et il est remarquable qu'ils ont agi toujours de leur propre initiative, sans être soutenus par leur gouvernement. Les découvertes égyptologiques et le percement de l'isthme de Suez sont les magnifiques couronnements de cette œuvre et on peut dire qu'en aucun pays les Français n'ont mieux mon-

tré leur aptitude à civiliser des demi-barbares. La France n'a envoyé à l'Égypte ni canons, ni soldats et cependant elle lui est attachée par des liens plus forts que ceux de la conquête; c'est qu'elle a fait entrer l'Égypte dans la civilisation européenne.

Toute différente a été l'œuvre de Méhémet-Ali et de ses successeurs. Par leur origine ils étaient de la race conquérante des Turcs ; aucun autre lien ne les rattachait à l'Égypte que la prise de possession : aussi ne virent-ils dans ce peuple, que le hasard leur avait donné, qu'un instrument de domination. Comme les Mamlouks ils furent d'abord des étrangers pour l'Égypte, et c'est à peine si aujourd'hui même on peut considérer leur dynastie comme nationale. Ce sont eux pourtant qui ont fait la grandeur politique de l'Égypte ; armée, flotte, administration, instruction publique, ils lui ont donné tous les instruments qui constituent la puissance des États modernes. Pour se défendre contre les entreprises de ses ennemis, Méhémet-Ali a dû créer la première armée nationale qu'on ait vue sur les bords du Nil. Grâce à cette nouvelle force, il a fait de son État une grande puissance, il a failli résoudre la question d'Orient à son profit et a pu tenir tête à l'Europe coalisée contre lui. Malgré des différences surtout extérieures, Saïd et Ismaïl ont gouverné selon sa méthode : tous les revenus de l'Égypte ont été concentrés entre les mains du souverain et l'empire égyptien est devenu la plus grande puissance de l'Afrique ; à l'inauguration du canal de Suez, Ismaïl est apparu à l'Europe comme un souverain des Mille et

une Nuits, et le succès de ses nouveaux emprunts a été la conséquence de cet enthousiasme. Mais ce magnifique décor cachait bien des misères et il suffit de quelques difficultés financières pour révéler au monde la faiblesse de cette puissance. Quelques journées révolutionnaires vinrent anéantir le pouvoir du khédive et réveiller la vieille barbarie, mal déguisée sous ce vernis de culture occidentale. Alors il devint manifeste que ce pouvoir édifié par un soldat de fortune était avant tout personnel; les institutions, fondées sur le modèle des institutions européennes, n'étaient qu'un fragile décor incapable de résister à la moindre tempête. Le régime s'effondra dans l'anarchie et l'Égypte resta livrée comme autrefois aux hasards d'une intervention européenne.

Enfin l'Angleterre, elle aussi, a porté depuis de longues années son attention sur l'Égypte, et si l'on envisage sa politique dans son ensemble, on s'aperçoit que les événements actuels ne sont que le terme logique de la marche savante inaugurée en 1798. Les Anglais ont vu d'abord dans l'Égypte la principale étape de la route des Indes; dès la fin du XVIII[e] siècle ils ont regardé le percement du canal de Suez comme l'événement le plus funeste qui pùt menacer leur empire; dès lors ils n'ont rien négligé pour écarter les grandes puissances de l'Égypte et les détourner d'accomplir cette œuvre. Tel fut le motif qui les poussa à s'allier avec la Turquie pour empêcher la France de s'établir en Égypte en 1798 et pour créer plus tard des obstacles au pouvoir naissant de Méhémet-Ali. En 1840

les Anglais se sont retrouvés à la tête de la coalition européenne formée contre l'Égypte, sous prétexte de sauver l'intégrité de l'empire ottoman. Enfin lorsqu'un Français a entrepris l'œuvre tant redoutée des politiques anglais, aucune opposition, aucune injure même n'a été épargnée aux hommes courageux qui avaient à lutter contre tous les gouvernements, à commencer par celui du khédive. Mais les efforts de l'Angleterre pour maintenir l'Égypte dans la stérilité et la barbarie sont restés inutiles; le percement du canal de Suez et la découverte des pays du Haut-Nil ont augmenté la valeur de l'Égypte : la politique de l'Angleterre s'est alors adaptée aux circonstances.

Jusqu'ici en effet cette politique avait été défensive et en quelque sorte négative; désormais elle devint offensive. Le gouvernement anglais, qui n'avait pu arrêter la mise en valeur de l'Égypte, résolut du moins de faire tourner à son profit les faits accomplis : l'achat des actions du canal de Suez en 1875 fut le premier symptôme de cette nouvelle politique. Dès lors, grâce à l'habileté de ses diplomates, l'Angleterre parvint à écarter de l'Égypte la France et les autres puissances de l'Europe ; elle se décerna la mission de rétablir l'ordre en Égypte ; elle prit à son compte le gouvernement de l'Égypte et la conquête du Soudan, puis réussit à subordonner à l'action de ses représentants toutes les forces du pays ; devant l'indifférence de l'Europe elle fit de l'Égypte une colonie anglaise; un personnel recruté dans l'Inde vint appliquer dans la vallée du Nil les méthodes qui avaient si bien

réussi sur les bords du Gange. L'Égypte en effet n'est plus seulement pour les Anglais un poste stratégique, une étape de la route de l'Inde, qu'il faut défendre à tout prix; sa valeur est encore plus grande. Grâce à ses richesses, elle est une colonie capable de rivaliser avec l'Inde elle-même et d'alimenter de matières premières les manufactures de la métropole; grâce à sa population, elle est un débouché pour ces mêmes manufactures ; grâce enfin à la vallée du Nil, elle est la porte de l'Afrique équatoriale et elle assure à ses possesseurs la prépondérance sur le continent tout entier. Voilà pourquoi l'Égypte est devenue chère aux impérialistes qui veulent par le chemin de fer et le télégraphe constituer entre le Caire et le Cap un nouvel empire britannique.

Et pourtant ce rêve grandiose n'est pas près d'être réalisé. En fait l'Égypte est comme une dépendance du gouvernement anglais : en droit elle n'est même pas un pays de protectorat; la suzeraineté du sultan et les institutions internationales sont restées intangibles. Une éventualité peut se produire qui permette aux possesseurs de ces droits de les faire valoir; ils sont en tout cas une réserve menaçante pour l'avenir. Si l'Angleterre a établi en Égypte une exploitation plus sage et plus régulière que celle des khédives, si même elle est parvenue à détruire victorieusement le centre de fanatisme d'où pouvait sortir une nouvelle invasion de barbares, elle a trop négligé jusqu'ici de s'attacher ses nouveaux sujets par le seul lien qui soit irrésistible, par l'influence morale. Aux yeux des Égyp-

tiens, les Anglais ne diffèrent pas des maîtres séculaires qui ont exploité leur pays; étant seulement plus civilisés, ils sont plus tracassiers et ne laissent échapper aucune parcelle des richesses du pays. Leur despotisme minutieux est au moins aussi intolérable que l'arbitraire insolent des Mamlouks. Leur domination n'a donc d'autre base que la force, et si les hasards de la politique universelle, au milieu de laquelle leur empire est engagé, les obligeaient à négliger l'Égypte, leur domination pourrait disparaître avec autant de facilité que celle des Mamlouks.

Telle a été en Égypte depuis cent ans l'œuvre de la France, de l'Angleterre et des vice-rois; de ces trois influences si différentes l'avenir dira quelle fut la plus bienfaisante et la plus profonde.

FIN.

INDEX ANALYTIQUE

A

B

D

E

F

G

H

I

J

W

Z

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE III

L'ŒUVRE INTÉRIEURE DE MÉHÉMET-ALI (1811-1848)

CHAPITRE IV

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE MÉHÉMET-ALI (1811-1848)

CHAPITRE V

LES RÈGNES D'ABBAS (1849-1854) ET DE SAÏD (1854-1863)

CHAPITRE VI

LE RÈGNE D'ISMAIL. PREMIÈRE PARTIE (1863 à 1876)

CHAPITRE VII

LA CRISE ÉGYPTIENNE ET L'INTERVENTION ANGLAISE (1876-1882)

CHAPITRE VIII

L'INSURRECTION DES DERVICHES ET LA PERTE DU SOUDAN (1881-1885)

CHAPITRE IX

L'ANGLETERRE EN ÉGYPTE (1882-1900)

CHAPITRE X

REPRISE DU SOUDAN (1885-1900)

TABLE DES CROQUIS

